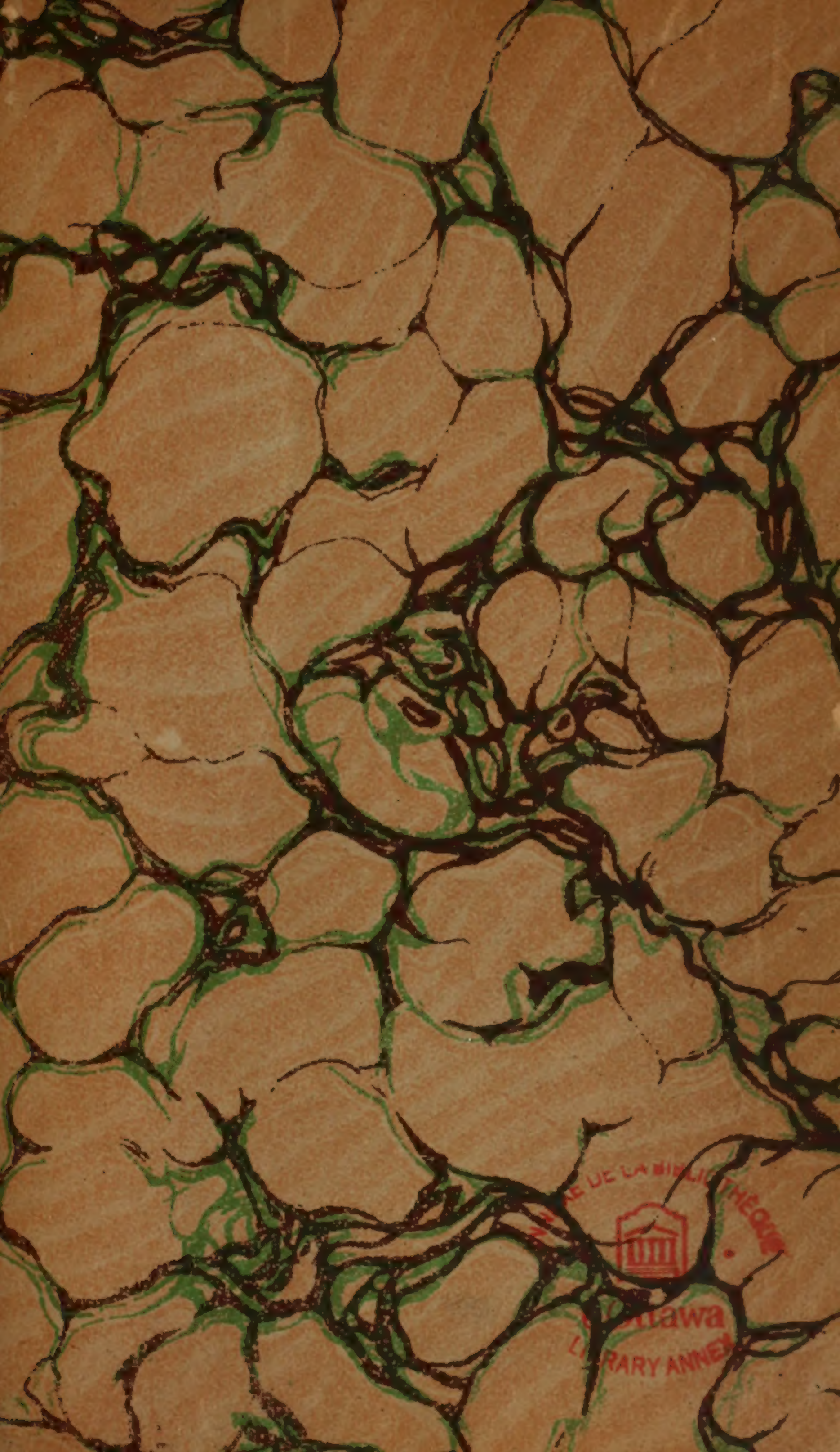

U d'/of OTTAWA
39003004604368




DE LA BIBLIOTHÈQUE
Ottawa
RARY ANNEX

MA
VOCATION SOCIALE

SOUVENIRS DE LA FONDATION

DE L'ŒUVRE DES CERCLES CATHOLIQUES D'OUVRIERS

[1871-1875]



Cet ouvrage a été déposé, conformément aux lois, en décembre 1908.

Comte Albert de MUN

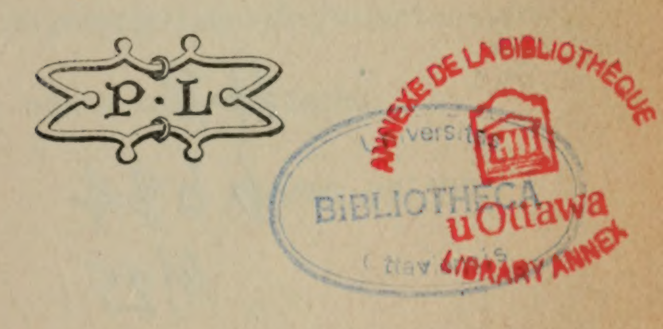
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DÉPUTÉ DU FINISTÈRE

Ma Vocation Sociale

SOUVENIRS DE LA FONDATION
DE L'ŒUVRE DES CERCLES CATHOLIQUES D'OUVRIERS

[1871-1875]



PARIS

P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, RUE CASSETTE, 10

A la mémoire pieusement conservée
de ROBERT DE *MUN*
mon frère bien-aimé, qui fut l'un des fondateurs
de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers ;

à celle de tous les amis,
que Dieu a, comme lui, déjà rappelés,
et qui en furent les promoteurs ;

à RENÉ DE *LA TOUR DU PIN*
qui lui donna sa formule sociale ;

à tous les survivants des belles et laborieuses années
qui la virent naître et grandir ;

à la Jeunesse Catholique
qui en applique les principes sous des formes nouvelles ;

JE DÉDIE CES SOUVENIRS.

ALBERT DE *MUN.*

LETTRE
DU Mis DE LA TOUR-DU-PIN LA CHARCE

Arrancy, 23 *août* 1908.

Cher Ami,

Je viens de recevoir l'épreuve de votre livre, et je n'ai pu passer le reste du jour qu'à dévorer ces pages qui sont une magnifique autant que fidèle évocation de mes plus chers souvenirs.

Je ne parle pas seulement ici de la place excessive que vous m'y faites dès la première, en me les dédiant en même temps qu'à Robert, consacrant ainsi l'appellation de troisième Mun, que j'étais si fier de m'entendre donner.

Mais ce n'est pas cela que vous me demandez : c'est à l'exactitude de ma mémoire que vous faites appel. Je n'ai pas trouvé un mot qui n'y répondit.

Je vous remercie tendrement d'avoir fait place au souvenir de ma femme, comme aussi à celui des deux autres chères amies, Mmes de Saint-Chamans et Lorin, que Dieu m'a retirées presqu'en même temps qu'elle.

Je pourrais ainsi écrire sur votre beau livre : « Ceci est l'histoire de tout ce que j'ai le plus aimé », et il m'est encore plus cher en montrant que les circonstances ont pu nous dissocier, mais pas nous désunir, parce que nous nous tenons par les parties les plus hautes du cœur et de l'âme.

Je vous embrasse avec effusion.

Votre

LA TOUR-DU-PIN.

AVANT-PROPOS

Au milieu des douleurs qui accablent, à l'heure où j'écris, les âmes religieuses, rien ne me paraît plus propre à les réconforter, que l'histoire du grand mouvement catholique et social qui entraîna, il y a trente-sept ans, beaucoup d'hommes de ma génération et décida de leur vie.

Pour l'écrire dans son ensemble, les documents authentiques, les éléments d'information précise ne sont pas encore assez nombreux. Il est d'abord nécessaire d'en réunir les matériaux, c'est-à-dire les récits et les souvenirs personnels de ceux qui en furent les témoins et les acteurs. J'apporte les miens.

L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, à la fondation de laquelle j'ai alors participé, eut dans ce mouvement une part importante : c'est d'elle que je parlerai. Je ne ferai pas un vaste exposé d'idées générales; je dirai très simplement ce que j'ai éprouvé, et ce qu'il a plu à Dieu d'accomplir en se servant de quelques hommes de bonne volonté.

CHAPITRE PREMIER

La Leçon des événements

La dernière année de l'Empire : premières impressions catholiques. — La guerre : le capitaine de La Tour-du-Pin. — La captivité : Aix-la-Chapelle ; le livre d'Emile Keller ; les catholiques allemands : résolutions. — La Commune : les responsabilités ; l'église de Belleville ; la bourgeoisie parisienne ; l'Elysée et le Louvre.

Avant toute chose, il me faut évoquer les circonstances qui servent de cadre à mon récit, et faire comprendre aux lecteurs, comme on dit aujourd'hui, « l'état d'âme » de ceux qui vont y paraître. Il s'ouvre à l'été de 1871, à la fin de ce cycle de onze mois que Victor Hugo a appelé « l'année terrible », où se sont déroulés, dans une suite de tableaux tragiques, la guerre, l'invasion, la Commune de Paris.

Chacun avait l'impression qu'il renaissait à la vie, et non pas seulement à la vie matérielle, mais à la vie morale, à la vie nationale, à la vie patriotique : car tout s'était effondré en même temps, la gloire, l'honneur, l'intégrité de la patrie, la sécurité intérieure. Nul, entre les survivants, n'a perdu le souvenir de cette heure unique, où les plus intenses émotions de la douleur et de l'espérance se confondaient dans les âmes. C'était le réveil, à la fois angoissant et soulagé, qui succède au cauchemar.

J'étais alors lieutenant de cavalerie ; j'avais exactement trente ans. Sorti de Saint-Cyr neuf ans auparavant, en 1862, j'avais passé les cinq premières années de ma carrière en Algérie, au 3e régiment de chasseurs

d'Afrique, dans une existence purement militaire, très active, animée par les expéditions fréquentes, que rendaient nécessaires les insurrections des indigènes.

Revenu en France, au commencement de 1867, j'étais entré, par permutation au moment de mon mariage avec Mlle d'Andlau, au 3e régiment de chasseurs de France, et j'avais d'abord tenu garnison à Clermont-Ferrand. Là, pour la première fois, j'avais rencontré sur mon chemin une œuvre catholique ouvrière.

Elles étaient, à cette époque, beaucoup moins nombreuses qu'aujourd'hui, et presque toutes étaient des patronages de jeunes gens ou de jeunes filles, fondés, les uns par les Frères des Ecoles chrétiennes, les autres par les « conférences de Saint-Vincent de Paul », qui furent la grande école de dévouement envers le peuple, la source de tout le mouvement social catholique du XIXe siècle. Les premiers avaient eu pour principal créateur un homme qui vivait encore, dont le nom et l'histoire ne sont pas assez connus de nos contemporains, et qui, tout modeste qu'il fût, jouissait d'une influence considérable près de ceux que préoccupaient déjà les questions ouvrières ; Napoléon III, au début de son règne, avait recherché ses conseils : c'était le vicomte Armand de Melun. Les seconds se rattachaient au souvenir illustre de cet immortel Frédéric Ozanam, qui, simple étudiant en 1833, plus tard professeur incomparable par son éloquence, son ardeur et sa foi, donna le signal de « l'action populaire chrétienne ».

Le patronage des jeunes gens de Clermont-Ferrand avait été fondé par la Conférence de Saint-Vincent de Paul de la ville. J'y fus conduit par un ami. Le gouvernement impérial, bien qu'entourant la religion d'un respect officiel et la conservant dans l'éducation comme base de la morale, était loin de laisser à l'Eglise sa pleine liberté. On avait vu, peu d'années auparavant, la Société de Saint-Vincent de Paul, malgré son caractère exclusivement charitable, menacée dans son existence

par le ministre de l'Intérieur, M. de Persigny, dont une circulaire célèbre l'assimilait à la Franc-Maçonnerie, en offrant à l'une et à l'autre le patronage administratif. L'enseignement libre était entouré d'une jalouse surveillance. La vie catholique s'enfermait dans les églises et dans les cérémonies religieuses. Les congrès, les pèlerinages, dont notre temps a connu l'éclat, étaient ignorés.

L'Empire, d'ailleurs, en cette phase de son histoire, voyait ses relations avec l'Eglise et ses représentants se tendre de plus en plus, depuis qu'à la suite de la guerre d'Italie, Napoléon III avait permis au Piémont de s'emparer des Etats pontificaux.

Malgré tout cependant, jamais, en 1868, on ne se fût avisé de dénoncer un officier à ses chefs, parce qu'il allait à la messe ou s'occupait d'une œuvre catholique. Donc, sans que nul y trouvât à redire, sans que mon service en souffrît, j'étais membre de la « Conférence » de Clermont et je fréquentais le patronage : après quarante ans écoulés, je ne puis songer, sans une émotion reconnaissante, aux parties de jeu du dimanche avec les jeunes ouvriers, et aux joies goûtées parmi les familles pauvres du quartier populaire qui s'étendait derrière l'église des Minimes.

C'était le temps où venait de paraître la bulle du pape Pie IX qui convoquait à Rome, pour l'année suivante, tous les évêques du monde en concile œcuménique; la calme majesté de cet acte solennel, accompli à l'heure où le souverain Pontife, abandonné par les nations chrétiennes et livré à ses spoliateurs, semblait irrémédiablement vaincu, saisit fortement mon esprit.

L'éducation d'alors, j'entends l'éducation chrétienne, ne préparait pas toujours, autant qu'il l'aurait fallu, les jeunes intelligences à comprendre le grand rôle de la Papauté dans le monde. Bien des hommes de mon âge, sortis de familles catholiques, ne possédaient qu'une notion confuse de l'Eglise, de sa doctrine et de son his-

toire. Ils avaient la foi, y tenaient et conservaient fidèlement la mémoire de leur première communion. Quelques-uns étaient attirés, par le cœur ou par de pieux exemples, vers la dévotion et vers la charité. Ceux-là mêmes n'allaient pas beaucoup au delà.

La bulle du concile me frappa comme une révélation. Mais je ne gardai, de cet éveil du sens catholique, qu'une impression distraite et passagère.

∴

Mon régiment quitta Clermont-Ferrand dans l'été de 1869 pour se rendre d'abord au camp de Châlons, où tous les ans, au mois d'août, une partie de l'armée s'exerçait à des manœuvres d'ensemble qui duraient un mois. C'étaient de belles, de triomphantes manifestations de notre puissance militaire. Cette année-là, qui fut la dernière, avant les grands désastres, où l'armée impériale parut dans son éclat, le camp était commandé par le général Bourbaki, dont le nom était environné de prestige. Chaque jour, les régiments évoluaient dans les vastes plaines du camp. Le dimanche, sur la hauteur où était établi le quartier général, on dressait un autel ; la messe y était célébrée en plein air, à la vue de toutes les troupes qui, durant l'élévation, présentaient les armes, tandis que les tambours battaient aux champs, que les clairons et les trompettes sonnaient la marche. Puis, devant le général en chef, avait lieu un défilé rapide, au milieu des acclamations de la foule accourue pour jouir de ce spectacle magique.

Le prince impérial, âgé de treize ans, vint, accompagné du général Frossard, son gouverneur, assister à la fête du 15 août, séduisant, d'une grâce et d'un charme un peu mélancoliques, dans son uniforme de sous-lieutenant des grenadiers de la garde : je reçus de ses mains

mon brevet de lieutenant, attendu pendant sept ans. Qui pouvait alors, sur le doux visage de cet enfant, lire son effroyable destinée? Qui pouvait, contemplant cette armée si brillante, deviner la catastrophe prochaine? On savait bien la guerre menaçante : depuis qu'en 1866, grâce à notre aveugle inertie, la Prusse avait écrasé l'Autriche et mis la main sur l'Allemagne, nul ne doutait que la France ne fût bientôt appelée à se mesurer avec elle. Mais on avait confiance! Le camp de 1869 fut comme le dernier rayon, que jette avant de s'éteindre le soleil mourant. Son éclat nous aveuglait. Brusquement, un an plus tard, nous devions, de cette lumière, tomber dans la nuit tragique.

Du camp mon régiment fut envoyé à Versailles. L'année 1870 s'ouvrait dans le trouble. La vie publique, longtemps comprimée, renaissait dans le pays, active et inquiète. L'Empire était ébranlé : Napoléon III avait cru l'affermir en abandonnant à ses adversaires une part du pouvoir; il n'avait fait que livrer à la discussion le principe même de son autorité. Déjà l'agitation devenait menaçante; dans la rue, les mouvements populaires, les émeutes, annonçaient le déclin de la puissance impériale. Appelés souvent à Paris pour les réprimer, nous étions mêlés de près à ces événements : ce furent mes premiers contacts avec la politique. Mais d'autres sujets occupaient davantage mon esprit.

Le concile du Vatican était rassemblé. Le grand débat sur l'infaillibilité du Pape partageait les âmes. Les gouvernements, celui de la France surtout, prétendaient y intervenir. Il remplissait la presse, soulevait les salons : chacun se croyait théologien. Dans ma famille, cette atmosphère m'enveloppait. L'influence de Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, le plus fougueux des adversaires de l'infaillibilité, y était dominante; des liens anciens et intimes l'unissaient à plusieurs des miens. Je me sentais cependant, par tendance naturelle et peut-être par habitude de la discipline militaire, plus porté

vers la simple obéissance. Surtout, j'étais frappé de la place immense que la Papauté tenait dans le monde. Je n'allais pas au delà de ces pensées, demeurant encore étranger à tous les milieux d'activité catholique.

Le 15 juillet 1870, la guerre éclata. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les souvenirs qu'elle m'a laissés : ils auront leur place ailleurs. Mais elle marqua dans ma vie l'heure décisive, et c'est pourquoi je dois dire où et comment celle-ci sonna dans mon cœur.

J'appartenais, comme officier d'ordonnance du général de Clérembault, commandant la division de cavalerie du 3e corps, à la malheureuse armée de Metz. Dans ses rangs j'avais rencontré un homme dont le nom est connu de la plupart de mes lecteurs. Je dois parler de lui avec quelques détails, car il jouera dans la suite de ces récits un rôle très considérable, et son action, qu'on verra grandir à chaque page, l'influence des idées dont il fut le promoteur, et dont il reste le représentant éminent, sont toujours prépondérantes dans le mouvement social catholique de notre temps.

Plus âgé que moi, élevé par son père, type accompli du gentilhomme français de vieille race, puis dans le petit collège de Versailles où j'avais moi-même, peu de temps après, achevé mes études, le comte René de La Tour-du-Pin[1] avait un moment, en Algérie, croisé ma route, en y laissant la trace de son âme toute pénétrée des traditions ancestrales. Je le retrouvai sur le champ de bataille de Rezonville, le 16 août 1870.

C'était vers le milieu du jour, dans la plaine qui s'étend entre Saint-Marcel et la route de Mars-la-Tour, à l'heure où il semblait que la victoire ne pût nous échapper. Exposée au feu continuel des batteries allemandes, obligée, pour s'en garantir, à des évolutions répétées, notre cavalerie commençait à s'énerver, quand le général de Ladmirault passa devant nous, au pas, calme sous le

1. Aujourd'hui, marquis de La Tour-du-Pin La Charce.

vent des obus, appuyant de sa main droite sur le pommeau de sa selle sa canne à bec de corne, et suivant d'un tranquille regard la division Grenier, qu'il venait de jeter, en un magnifique élan, vers la ferme de Greyère.

Son état-major marchait derrière lui, rayonnant d'ardeur et de confiance. Protais, le peintre célèbre des chasseurs à pied « avant et après le combat », était là aide de camp volontaire, soldat autant qu'artiste, demandant à la fiévreuse émotion de la bataille, l'inspiration de son pinceau. Un obus avait, l'instant d'avant, tué le maréchal des logis Henry, qui portait le fanion du général, et, du même coup, en avait brisé la hampe : le capitaine de La Tour-du-Pin, l'un de ses aides de camp, l'avait ramassé et le tenait à son tour. Au milieu de cette plaine désormais historique, et parmi le tumulte des escadrons, du canon et de la fusillade, nos chevaux se trouvèrent côte à côte ; et lui, m'ayant reconnu, abandonnant les rênes, se pencha, le visage radieux, comme pour m'embrasser, en s'écriant : « Allons ! il y aura encore de beaux jours pour la France ! » Ce ne fut qu'un instant : la bataille nous sépara ; mais que de fois, dans la suite, nous devions songer à cette accolade imprévue, présage de nos futurs et communs espoirs !

Durant les longues journées du blocus de Metz, campé avec ma division loin du quartier général du 4e corps, je n'eus que rarement l'occasion de revoir René de La Tour-du-Pin.

Mais le 31 octobre, le train allemand qui, lentement, à travers la Lorraine conquise, emmenait en captivité les officiers généraux de l'armée prisonnière et leurs états-majors, fit une halte de quelques heures à Mayence. Là, chacun d'eux devait recevoir l'avis de sa destination particulière. J'étais dans la petite salle qui servait de vestibule au bureau du commandant de la place, où l'escorte nous avait conduits : accablé de fatigue, d'humiliation et de douleur, j'attendais mon tour, assis sur un banc. Mon ami parut ; il se jeta dans mes bras. Quelle

étreinte, après celle de Rezonville ! Lui aussi venait accomplir pour son chef les horribles formalités. Je n sais plus quels mots il me dit, mais son accent fait encore tressaillir mon cœur. En quelques brèves parole sur ce seuil ennemi, il releva mon front courbé, ver l'espoir viril des prochaines régénérations.

Dieu commençait son œuvre. Aix-la-Chapelle fut l lieu d'internement assigné, sur leur demande, aux généraux de Ladmirault et de Clérembault ; nous les y suivîmes, le capitaine de La Tour-du-Pin et moi. Là, dan la communauté des mêmes douleurs et des mêmes pensées, se forma notre intimité.

.˙.

Aix-la-Chapelle était une ville très paisible, dont l vieux et vénérable Dôme rappelait les grandeurs anciennes. Elle n'avait pas de garnison ; un major de l Landwehr y commandait la place. La guerre n'y trouvait ainsi que des échos affaiblis. La population, pe enthousiaste de l'hégémonie prussienne, n'était d'ailleur pas animée contre les Français. Elle reçut les officier prisonniers de guerre sans manifestations hostiles, mai avec une curiosité à elle seule, il est vrai, atrocemen pénible. Lorsque, le lendemain de notre arrivée, nou eûmes échangé nos uniformes contre des habits acheté au magasin de confection, cette curiosité même disparut.

Pendant les quatre mois et demi que dura notre internement, nous n'eûmes à souffrir que des événement Mais quelle souffrance ! L'humiliation et le poignan mystère de notre défaite inouïe, la douleur de notr inaction, aux portes de la patrie agonisante, nous écrasaient ; lorsque les dépêches, affichées chaque jou nous annonçaient un nouveau deuil, les larmes nou étouffaient. A la fin, quand fut connue la capitulation d Paris, il y eut une heure affreuse : pour la première fois

acclamant la paix prochaine plus encore que la victoire, la population parcourait la ville en poussant des hourras, que nous entendions, crispés derrière nos fenêtres closes.

Quelle fierté nous venait, toutefois, dans cet abaissement, du long effort de la patrie vaincue. Nous n'avions, de l'état de la France, que de rares et confuses nouvelles : les suites de la révolution accomplie en présence de l'ennemi, le bruit des émeutes parisiennes, nous troublaient profondément. Mais, à travers ce voile, l'image tragique du pays convulsé était devant nos yeux et nous fortifiait. Après le combat de Loigny, le bref récit, publié par l'ennemi stupéfait, de la charge héroïque des zouaves pontificaux nous inspira presque de l'orgueil. Ce n'étaient que des éclairs, bientôt éteints par des nuées plus épaisses.

D'autres tristesses s'ajoutaient à cette douleur : les divisions politiques se glissaient entre nous ; les évasions, trop faciles si près d'une frontière que le respect de la parole donnée, seul, rendait infranchissable, nous condamnaient à d'injurieuses surveillances. Nos âmes étaient brisées : il fallait en découvrir la plaie pour faire comprendre ce qui me reste à dire.

La vie que nous menions était d'une sombre monotonie. Quelques-uns, mariés, avaient vu leurs femmes accourir près d'eux, traversant avec une courageuse énergie la France en armes et envahie. C'étaient les moins à plaindre : j'étais du nombre. Les autres sentaient plus durement le poids de l'exil. Pour tous, il était cruellement lourd. Plusieurs s'épuisaient en plaintes ardentes, en récriminations stériles : afin de s'y soustraire, un groupe de camarades, dont je faisais partie, s'étaient concertés pour se rencontrer le soir en d'intimes causeries, qui adoucissaient l'amertume de ces tristes jours.

De plus graves préoccupations, cependant, tourmentaient l'esprit de mon ami et le mien. Nous cherchions à notre malheur non seulement des raisons techniques,

mais des causes morales et philosophiques. René de La Tour-du-Pin avait entrepris de coordonner et de compléter les notes prises pendant le siège de Metz ; je les relisais avec lui. Ce travail, qui nous rapprochait sans cesse, éveillait entre nous un monde de pensées.

Quand nous avions repassé tous nos souvenirs de combat, étudié pourquoi, malgré tant de courage, la victoire, quelquefois si proche, nous avait toujours échappé, et comment nous étions enfin tombés, de chute en chute, dans une si profonde catastrophe, nos entretiens s'élevaient plus haut, remontaient plus loin.

Le relâchement ancien de l'esprit militaire, l'abandon des vertus traditionnelles et l'affaiblissement des liens sociaux, nous apparaissaient comme les causes véritables de nos désastres ; ce n'était plus uniquement un espoir de revanche qui nous agitait, mais un rêve de régénération ; ce n'était plus un relèvement purement militaire, mais une réforme des mœurs et des idées qui commençait à tenter nos ambitions. Une question désormais dominait nos esprits : où était la source du mal ? où serait celle de la guérison ?

Dieu permit que la réponse à cette double question se rencontrât pour nous, dans ce lieu d'exil, où il semblait que seuls dussent nous attendre l'incertitude et le découragement.

*
* *

Dans le douloureux isolement que nous imposait notre condition, deux maisons s'ouvrirent à nous. L'une était celle des Jésuites, où nous allions chercher le réconfort de nos âmes ; un religieux, déjà avancé dans la vie, le R. P. Eck, nous y reçut avec une délicate bonté. Compatissant à notre souffrance, il sut la tourner vers Dieu et jeter, dans nos âmes meurtries, la forte semence des vérités intégrales. Nous manquions de livres : il nous en donna un, un petit livre français que nous ne con-

naissions pas et que nous nous mîmes à lire avec avidité.

C'était un ouvrage d'Emile Keller, député du Haut-Rhin au Corps législatif de l'Empire. Le nom de Keller est aimé et respecté de tous les catholiques de France. Alors, il était environné déjà d'un éclat singulier : tout jeune, dix ans plus tôt, dans cette assemblée où il était difficile de faire entendre une parole indépendante, Keller avait prononcé contre l'invasion des Etats pontificaux un discours qui, du jour au lendemain, l'avait rendu célèbre. C'était tout ce que nous savions de lui.

Son livre datait de 1866. Il était intitulé : *L'Encyclique du 8 décembre* 1864 *et les Principes de* 1789, *ou l'Eglise, l'Etat et la Liberté*, et il portait pour épigraphe ces mots : *Veritas liberabit vos : la vérité vous donnera la liberté*. Il y a quarante ans que ce livre a paru : les événements ont passé, les régimes ont succombé, les circonstances ont changé et, cependant, il reste, comme s'il datait d'hier, d'une saisissante actualité.

C'est l'exposé net, simple et énergique de la vérité catholique et de l'erreur révolutionnaire, des principes de la société chrétienne et des faux dogmes de la société moderne. Sa lecture nous remplit de la plus vive émotion. Il nous sembla que, dans l'obscurité de notre douleur, une lumière inondait nos esprits.

Le Père Eck nous introduisit dans une demeure familiale où, dès l'abord, de hauts vitraux inspiraient une sorte de recueillement. Elle appartenait au docteur Lingens, qui allait occuper dans le Parlement allemand une place distinguée au milieu de ce « Centre » catholique, destiné à exercer sur l'histoire du nouvel Empire une action si considérable.

Admirable chrétien, il nous accueillit à son foyer avec une touchante charité. Plein de respect pour notre infortune, évitant toute parole, toute allusion capables d'aviver la plaie de nos cœurs, il nous entretenait des grandes choses qui s'étaient accomplies dans l'Eglise, pendant que le bruit des batailles en détournait notre attention.

Le dogme de l'infaillibilité du Pape avait été proclamé le 18 juillet, au moment où commençait, pour nous, le drame immense, et, dans le brusque effondrement de notre gloire, au milieu du chaos des événements humains, cette affirmation solennelle de l'autorité religieuse, gardienne de toute vérité, nous apparaissait maintenant en sa sereine majesté, comme un magnifique et fécond enseignement. Le livre de Keller nous aidait à en comprendre l'opportunité, si longtemps discutée, à en découvrir la longue portée et les lointaines conséquences.

Le docteur Lingens, avec sa haute intelligence du rôle social de l'Église, ajoutait aux considérations doctrinales l'exemple de son propre pays. Il nous parlait du mouvement catholique et populaire, inauguré depuis 1848 par quelques hommes dont, pour la première fois, nous entendions les noms : Mallinckrodt, l'orateur catholique de Berlin, Lieber, le futur chef du Centre, et surtout Guillaume-Emmanuel de Ketteler, l'ancien fonctionnaire prussien, devenu le célèbre évêque de Mayence, l'initiateur immortel du catholicisme social.

Ces récits nous exaltaient. L'amour de l'Église grandissait en nous avec l'amour de la patrie accru par ses malheurs : un désir ardent nous venait de servir à la fois l'une et l'autre, en nous dévouant au peuple, et déjà, dans nos cœurs, se formait l'image d'une France régénérée, rendue à la tradition catholique, détournée de la Révolution et redressée dans sa gloire renouvelée.

* * *

Ainsi s'écoulèrent, parmi ces tristesses et ces méditations, les quatre mois de la captivité. Nos âmes se trempaient dans un échange quotidien d'idées et d'aspirations.

Le 10 mars 1871, l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux ayant voté les préliminaires de l'horrible paix,

un avis des autorités allemandes nous apprit que nous étions libres.

Le lendemain, nous quittions Aix-la-Chapelle, le cœur partagé entre la joie de revoir la patrie et la douleur de retrouver nos foyers envahis. Je quittai mon ami avec une inquiète émotion. Où, quand serions-nous réunis de nouveau? Comment pourrions-nous appliquer nos résolutions d'activité chrétienne, réaliser nos rêves de régénération sociale? Un pressentiment mal défini nous avertissait que Dieu nous en offrirait l'occasion. Mais, à cette heure, nous n'avions devant nous que la perspective impérieuse du devoir militaire qui nous attendait en France, et auquel, plus que jamais, nous voulions, mettant à profit les dures leçons du malheur, consacrer toute notre énergie.

Le général de Clérembault partit pour la Belgique; je l'accompagnai. Je voulais gagner Paris par la route la plus rapide, qui semblait devoir être celle du Nord : mais ce pouvait être aussi la plus difficile, les armées allemandes occupant la région tout entière. En quel état, d'ailleurs, était la capitale? De vagues informations la représentaient comme livrée déjà aux désordres révolutionnaires. Je crus donc qu'il serait plus sage et plus prudent, pour ma femme, qu'elle rejoignît par les lignes de l'Allemagne du Sud et de la Suisse le midi de la France et Pau, où elle avait laissé nos enfants près de sa mère malade. Le calcul ne fut pas heureux. Elle atteignit sans peine Bâle, puis Genève, mais parvenue sur le sol de la France, elle se heurta à des obstacles presque infranchissables et dut, au prix d'une fatigue extrême, remonter jusqu'à Paris, d'où, sans savoir que j'y arrivais le même jour, elle repartit aussitôt pour Pau. Nous ne devions nous retrouver qu'un mois après, au milieu des angoisses de la guerre civile.

Pour moi, j'allai d'abord à Bruxelles où j'avais de proches parents chez lesquels une partie des miens avait reçu, pendant la guerre, une cordiale hospitalité : je n'y

restai qu'un jour, pressé d'achever les étapes de ce retour humilié.

Les jeunes gens qui liront ces lignes pourront-ils aujourd'hui, après ces trente-sept années, concevoir le désespoir et la honte qui gonflaient de larmes mon cœur et mes yeux, à mesure que, sur le passage du train à chaque instant arrêté par des encombrements, se déroulaient les stations occupées par des soldats allemands, dont les officiers promenaient sur les quais leur casque à pointe et leur sabre traînant? Qu'ils essayent d'imaginer l'affreux spectacle, cent fois répété, dans toutes ces petites villes, ces bourgades et ces villages, qu'ils traversent aujourd'hui, insouciants, sans que leur esprit puisse évoquer la terrible vision que leurs aînés ont encore dans les yeux!

Vers le terme du voyage, — je ne me rappelle plus exactement en quel lieu, — le train stoppa devant une partie de la voie détruite; c'était là que commençait, pendant le siège, la ligne d'investissement. On n'avait pas encore rétabli les rails, un poste allemand nous fit descendre. Il fallut, à pied, chacun portant sa valise, gagner le train formé à un kilomètre plus loin et qui, enfin, nous jeta dans Paris.

Le lendemain, ce fut une bien autre émotion! J'avais hâte d'aller embrasser mes parents, demeurés pendant la guerre dans leur vieille habitation familiale de Lumigny, en Seine-et-Marne, où s'étaient écoulées les belles années de mon enfance et de ma jeunesse. Le village est à quelques lieues de Paris; un détachement de cavalerie y était cantonné. Sur les piliers qui soutiennent la grille du château, des inscriptions en rouge, que le temps ni les efforts n'ont pu effacer, marquaient le nombre d'hommes qu'on devait y loger. L'invasion tout entière avait passé là[1]! Le soir, pour éviter l'encombrement

1. Mon père a raconté ses souvenirs de l'invasion dans un petit livre, intitulé : *Un château en Seine-et-Marne* — 1870 (Paris, Dentu, 1876, 2e édit.) ; il est aujourd'hui épuisé.

des trains, je rentrai à Paris en voiture par la barrière du Trône et le faubourg Saint-Antoine; les rues étaient pleines de monde, de gardes nationaux, de soldats sans armes et débraillés; les groupes applaudissaient des harangues improvisées. Sur la place de la Bastille, la foule était compacte; des drapeaux rouges claquaient au vent; des clameurs s'élevaient menaçantes, dans la demi-obscurité de la nuit tombante : le spectacle était lugubre.

C'était le 15 mars. Trois jours plus tard, le 18, éclatait la révolution que l'histoire appelle « la Commune de Paris ».

Le 19, tandis que je déjeunais au restaurant Durand, situé au coin de la place de la Madeleine, j'appris du marquis du Lau, attaché, comme officier de la garde mobile, à l'état-major du général Le Flô, ministre de la Guerre, que, dans la nuit, son chef, accompagné de tous les directeurs de services, était parti pour Versailles, afin d'y rejoindre M. Thiers et le reste du gouvernement. Je n'avais plus qu'à m'y rendre pour me présenter au ministère et demander des ordres.

Le temps était superbe ; un printemps précoce versait à flots des promesses de vie. C'était un dimanche : les Champs-Elysées étaient couverts de promeneurs indifférents et tranquilles. Du sommet de Montmartre, on entendait gronder le canon qui annonçait la victoire de la Commune : ils l'écoutaient, comme autrefois, aux jours de fête, celui des Invalides. Nul d'entre eux, cependant, n'ignorait que, la veille, les généraux Lecomte et Clément Thomas avaient été fusillés dans la rue des Rosiers : tous les journaux le racontaient. La foule se portait vers l'avenue de la Grande-Armée pour voir de loin les barricades que, déjà, les insurgés y bâtissaient. Un cavalier passa au galop, vêtu d'un uniforme chamarré, avec une ceinture rouge. On le regarda curieusement. Quelques-uns dirent simplement : « C'est un colonel de fédérés; il va aux avant-postes. »

Ce fut ma dernière impression parisienne ; je ne devais revoir les Champs-Elysées que plus de deux mois après et, cette fois, entièrement déserts, balayés par la fusillade et les obus.

∴

Le train où je montai, à la gare Saint-Lazare, fut l'un des derniers qui franchit, à peu près librement, l'enceinte fortifiée. A Courbevoie, des gardes nationaux armés ouvrirent brusquement les portières du wagon de seconde classe où nous étions entassés, nous dévisagèrent un instant et s'en allèrent sans observation. Je crois que bien m'en prit d'avoir ôté mon ruban de la Légion d'honneur, qui m'avait fait la veille insulter et traiter de « capitulard », en pleine rue de la Paix. A la gare d'Orléans, on arrêtait à la même heure le général Chanzy et son officier d'ordonnance, Henri de Carayon La Tour.

Pas plus que pour mes souvenirs de la guerre, je ne pourrais, sans sortir de mon cadre, donner place ici à tous ceux de la Commune. Je me borne à noter les événements qui ont trait au récit spécial que je présente au lecteur.

Aussitôt arrivé à Versailles, je m'occupai de régulariser ma situation. Les bureaux du ministère s'étaient installés tant bien que mal dans une maison du boulevard de la Reine, où j'eus quelque peine à les trouver. Je demandai où était mon régiment : il se reformait à Marseille ! On avait besoin sur place d'officiers disponibles : j'offris avec empressement de rester à Versailles afin d'être immédiatement employé, et quelques jours plus tard, j'étais attaché au général de Gallifet, qui commandait, à Saint-Germain, la seule brigade de cavalerie qu'on eût sous la main pour protéger, de ce côté, l'Assemblée nationale réunie à Versailles.

Trois semaines après, par un prodige d'énergie et

d'activité, M. Thiers était parvenu à rassembler, de tous les points de la France, une armée organisée, où les anciens soldats, revenant de captivité, formaient des cadres solides et ramenaient la discipline ébranlée.

Le commandement en fut confié au maréchal de Mac-Mahon : le général de Ladmirault reçut celui du premier corps. René de La Tour-du-Pin avait repris son poste près de lui et, presque aussitôt, le général de Gallifet ayant bien voulu y consentir en me remplaçant par le lieutenant Jacques de Ganay, je fus nommé moi-même à son état-major, installé au château de Rueil. On devine facilement ce que put être, en de telles circonstances, cette nouvelle rencontre avec mon compagnon d'Aix-la-Chapelle.

Nous nous étions quittés, résolus à consacrer désormais toutes nos forces au relèvement de la patrie, et à peine l'avions-nous retrouvée, qu'au lieu de nous abandonner à nos rêves de régénération sociale, il nous fallait, sous les yeux de l'ennemi, tourner contre des Français les armes qu'il nous avait laissées!

*
* *

Le crime de l'insurrection parisienne, renversant brutalement nos rêves patriotiques, déconcertait nos esprits. Le temps écoulé n'a fait qu'en accroître l'horreur : dans le recul de l'histoire il apparaît comme un drame inintelligible.

Les forts qui, à cette époque, entouraient la capitale, étaient encore occupés par l'armée allemande, depuis Saint-Denis jusqu'à Charenton, sur toute la face du nord et de l'est; du terre-plein des casernes, ses soldats pouvaient contempler les phases du siège, qu'après eux nous étions condamnés à recommencer contre les murailles de l'ouest! Un souvenir suffira pour donner une idée précise de cette situation inouïe.

Le mercredi de la semaine sanglante, de son quartier

établi à la gare du Nord, le général de Ladmirault m'envoya à celle de l'Est avec un de mes camarades, le lieutenant Bassac, pour reconnaitre la position des insurgés sur les hauteurs de Belleville, d'où ils tiraient le canon sans interruption.

En suivant à pied, le long des maisons frappées dans un roulement incessant par une grêle de balles, la rue « des Deux-Gares » qui dominaient la tranchée du chemin de fer, nous pûmes pénétrer dans la gare de Strasbourg : c'était alors le nom de la gare de l'Est. Un des sous-chefs nous conduisit sur la rive droite de la voie, jusqu'à une maison où il nous fit entrer et monter aux mansardes. De là, nous aperçûmes le parc des Buttes-Chaumont : serrés autour du drapeau tricolore, nos fantassins gravissaient lentement la colline ; au sommet du parc, deux pièces étaient en batterie, à côté desquelles flottait un drapeau rouge ; sur une table, des bouteilles et des verres ; quelques hommes, en chemise, les manches retroussées, coiffés du képi de garde national, chargeaient et tiraient les canons, tandis que leurs compagnons buvaient auprès d'eux. En arrière, la haute terrasse d'un des forts de l'est, couverte de soldats prussiens, se découpait sur le ciel bleu. Dans le champ de nos lorgnettes, nous embrassions, d'un seul regard, ce tableau cruellement symbolique. Il exprime tout le crime de la Commune.

J'ai évoqué cette scène pour essayer de faire comprendre les sentiments de colère et d'indignation qui nous bouleversaient, pendant ces deux horribles mois du printemps de 1871.

D'autres pensées s'y pressaient en même temps. Derrière les causes prochaines de cette monstrueuse insurrection, nous cherchions les raisons lointaines qui la rendaient possible.

La surexcitation d'une population énervée par la longueur de la guerre et les misères du siège, le funeste exemple donné, au 4 septembre 1870, par ceux qui, de-

vant l'ennemi vainqueur et menaçant, avaient renversé le gouvernement régulier pour lui substituer leur pouvoir improvisé, les maladresses commises au dernier moment lorsqu'il s'était agi de désarmer en partie le peuple parisien, avaient, sans doute, facilité l'action criminelle des meneurs anonymes, devenus soudain maîtres de la capitale.

Mais comment expliquer que, si aisément, la masse ouvrière eût accepté, sur le mot d'ordre de ces chefs inconnus, la lutte fratricide, qu'une telle perturbation du sens moral se fût ainsi subitement manifestée ?

Un jour du mois de mai, pendant le siège, le général s'était rendu du château de Rueil aux avant-postes de Courbevoie. Je l'accompagnais. Comme nous croisions des soldats qui portaient un homme ensanglanté, il s'arrêta et s'informa : « Mon général, c'est un insurgé ! » dirent les troupiers. Alors ce cadavre vivant, se soulevant sur la civière, tendit vers nous son bras nu, et, le regard fixe, d'une voix éteinte, prononça : « Les insurgés, c'est vous ! »

Le convoi s'éloigna, mais la vision nous resta présente. Entre ces révoltés et la société légale dont nous étions les défenseurs, un abîme nous apparut.

*
* *

Qu'avait fait cette société légale, depuis tant d'années qu'elle incarnait l'ordre public, pour donner au peuple une règle morale, pour éveiller et former sa conscience, pour apaiser par un effort de justice la plainte de sa souffrance ? Quelle action chrétienne les classes en possession du pouvoir avaient-elles, par leurs exemples, par leurs institutions, exercée sur les classes laborieuses ? Ces questions se posaient avec force à nos esprits, dans le trouble des événements.

L'obsession nous en poursuivit grandissante, durant toute la durée du siège et pendant la bataille de sept

jours : nous les agitions dans nos entretiens intimes au quartier général de Rueil, et jusque dans l'horreur du dernier combat, tandis que nous traversions, à cheval et côte à côte, les rues coupées de barricades, jonchées de morts, où chaque pas nous révélait la profondeur du mal.

La bourgeoisie parisienne, d'abord presque indifférente aux succès de la Commune, puis effrayée par ses violences, assistait, inerte, à la lutte engagée pour sa défense. Le peuple, dont le sort en était l'enjeu, semblait partagé entre la terreur et le désespoir. Les combattants succombaient avec une farouche résignation ; les autres, — et c'était le plus grand nombre, — nous regardaient avec une sorte de stupeur. Nous paraissions des conquérants, bien plus que des libérateurs. La répression se montrait terrible ; mais, déjà, elle s'annonçait impuissante.

La nouvelle du meurtre des otages, enfermés à la Roquette, nous parvint le mercredi soir 24 mai, à la gare du Nord, tandis que le reflet des grands incendies de la Villette transformait en un jour lugubre cette nuit de printemps. Deux jours après, sur la place de Belleville, nous apprîmes le massacre des autres religieux, des gendarmes et des gardes municipaux, fusillés rue Haxo, à deux pas de là.

Cette formidable manifestation d'une haine inconsciente contre la religion et l'autorité acheva de nous confondre. Dans l'église de Belleville, où nous entrâmes un moment, les autels profanés, les croix renversées attestaient la fureur impie. Une foule de gardes nationaux, de soldats déserteurs, d'ouvriers et de femmes s'y entassait, épouvantée, sans songer qu'elle-même, en découronnant du signe divin l'asile qu'elle invoquait, en avait renié la protection.

Mon ami et moi, nous contemplions ces scènes douloureuses ; et il nous sembla qu'au fond de nos cœurs, un appel secret nous avertissait du but qu'allait donner

à notre vie cette rencontre tragique du peuple et de la société, en face de la croix abattue.

*
* *

Le dimanche 28 mai, vers la fin de la journée, le général de Ladmirault m'envoya à Versailles, pour y rendre compte des événements accomplis. De la gare du Nord, je gagnai la porte du Point-du-Jour, suivi d'un seul cavalier.

Le boulevard Magenta était couvert de branches d'arbres, fauchées trois jours avant par la mitraille. Sur la place du Château-d'Eau, aujourd'hui place de la République, s'élevaient des barricades où l'un des chefs de la Commune, Delescluze, s'était fait tuer bravement, tandis que d'autres se cachaient ou s'occupaient d'ordonner les incendies et les assassinats. De là, les insurgés avaient criblé d'un feu meutrier la colonne d'infanterie, lancée à l'assaut : le colonel, depuis général de La Hayrie, qui la commandait, voyant les soldats hésiter sous cette pluie de balles et raser les maisons, s'était avancé seul, à pied, au milieu de la chaussée, son képi au bout de son sabre, dansant un pas de fantaisie, et ses hommes, riant de sa belle humeur, s'étaient mis à courir à sa suite.

Sur les boulevards la foule des badauds circulait gaiement. On saluait mon uniforme ; on criait : « Vive Versailles ! » C'étaient les mêmes qui, pendant toute la semaine, cachés derrière leurs persiennes closes, nous avaient laissés combattre sans nous aider d'un geste. Dans la rue de la Paix, les magasins étaient fermés, mais les promeneurs affluaient. On allait voir les grands débris de la colonne Vendôme abattus sur un lit de paille pourrie, puis les ruines énormes, tragiques et encore fumantes du château des Tuileries : dans le pavillon central, qui dressait la moitié de son dôme calciné, l'horloge, vide de son cadran, ouvrait comme un regard épouvanté ; et le long de la rue de Rivoli, là où s'étend

maintenant l'hôtel Continental, des pans de murs noircis surgissaient au milieu des restes effondrés du ministère des Finances.

Sur la place de la Concorde, au coin de la rue Saint-Florentin et à l'entrée de la rue Royale, d'immenses barricades, construites avec des gros sacs de chiffons destinés à la fabrication du papier, barraient le passage comme des forteresses ; on y avait fait sur le côté des ouvertures semblables à des poternes.

Le ciel était sans nuages, le soleil éclatant. La beauté souriante de la journée, l'insouciante gaité de la population rendue à la vie, contrastaient avec l'horreur de ces spectacles.

A Versailles, l'animation n'était pas moindre. On y jouissait de la victoire sans mesure et sans dignité. Les réfugiés parisiens y étaient nombreux ; leur joie était choquante. Sur l'avenue de Paris, il y avait foule : depuis deux jours, les convois de prisonniers, lugubres épaves du combat, arrivaient par là ; on profitait du dimanche pour s'en offrir le réjouissant coup d'œil. Quand j'y passai moi-même, un de ces lamentables troupeaux achevait son dur voyage : on regardait défiler les malheureux épuisés de fatigue, souillés de poussière, avec une avide, une sauvage curiosité, parmi les huées outrageantes ou sous les applaudissements plus cruels encore. Les femmes se montraient les plus acharnées.

Il semblait que Dieu voulût accumuler sous mes pas tous les enseignements.

*
* *

Le lendemain matin, ma mission remplie, je regagnai Paris, où ma femme, établie à Saint-Germain, puis à Versailles, depuis les premiers jours de l'insurrection, s'installa le jour suivant.

Mon frère Robert y habitait une maison, située avenue de l'Alma, n° 51 (aujourd'hui n° 33). Encore absent, il

nous y donna un asile que nous pensions alors devoir être passager, car nous ignorions quelle serait ma destination militaire.

Le lundi 29 mai, le général de Ladmirault porta son quartier de la gare du Nord à l'Elysée, notre corps d'armée devant occuper la partie de la ville s'étendant de Montmartre aux Champs-Elysées. Il y fit son entrée vers le soir et tandis que, dans la cour, il mettait pied à terre, une balle, partie d'une des fenêtres de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, en face du portail, vint s'aplatir sur le sol au milieu de nous. On se précipita pour fouiller la maison, sans trouver trace du tireur audacieux : l'insurrection avait des complices partout.

L'Elysée avait été préservé de l'invasion des gens de la Commune par la courageuse et habile vigilance du régisseur du palais, M. de Gourlet, qui nous accueillit avec un joyeux empressement : tout y était encore en l'état où l'avait laissé le gouvernement impérial. Il avait servi de résidence aux souverains étrangers venus à Paris, et je crois que son dernier hôte avait été, en 1867, l'empereur d'Autriche. Le maréchal de Mac-Mahon en prit possession après son élection à la présidence de la République, mais n'en usa que pour ses réceptions. J'ignore quelles améliorations le goût des chefs d'Etat qui s'y sont succédé depuis a pu introduire dans son aménagement intérieur. A cette époque, autant les salons et le cabinet de travail étaient beaux, autant les autres pièces étaient peu confortables. Nous y fûmes logés dans de petites chambres entresolées, dont je conserve un fâcheux souvenir.

Notre séjour y fut, d'ailleurs, de courte durée. Dès la semaine suivante, le général de Ladmirault fut nommé gouverneur de Paris et alla, en cette qualité, s'installer au Louvre, dans les anciens appartements du général Fleury, grand écuyer de l'empereur.

Ils occupaient les bâtiments qui se trouvent immédiatement après les grandes arcades de la place du Car-

rousel, le long du quai et en retour sur la place. On y entrait par la porte et la cour Caulaincourt, actuellement cour Lefuel. Les salons, les pièces particulières donnaient sur le quai ; le bureau du général et le cabinet des aides de camp sur la cour; un vestibule et un petit salon d'attente avaient leurs fenêtres sur la place. Le haut de ces fenêtres cintrées éclairait, à la façon de grands soupiraux, les chambres de l'étage supérieur qui furent réparties entre nous. Mais ceux des officiers d'ordonnance qui, comme moi, avaient leur demeure dans Paris, ne couchaient au Louvre que lorsqu'ils étaient de service.

CHAPITRE II

Aspirations chrétiennes et sociales.

L'état de siège : la répression ; les conseils de guerre ; les haines sociales ; entretiens instructifs ; déposition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. — La vie au Louvre : les membres de l'Assemblée nationale : Lucien Brun. — La *Réunion des officiers:* un livre du capitaine de La Tour-du-Pin. — Mgr Dupanloup ; Louis Veuillot ; Frédéric Le Play. — La royauté chrétienne et contre-révolutionnaire. — Formation intellectuelle.

Pour l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, cet appartement du Louvre est rempli de souvenirs.

Lorsque le nouveau gouverneur de Paris y entra, les tentures, le mobilier gardaient encore la trace de la luxueuse installation du grand écuyer ; mais les tableaux et les objets d'art, réintégrés au musée, en avaient disparu après la révolution du 4 septembre ; et leurs places vides donnaient au logis, en dépit de sa richesse, une apparence dépouillée, un air provisoire, que le général de Ladmirault, avec l'extrême simplicité de ses habitudes, ne lui fit jamais perdre complètement.

Le provisoire, au reste, était partout, dans le gouvernement, dans l'Assemblée, dans l'état politique et militaire, et jusque dans les conditions de l'existence. On attendait le salut définitif, et cette attente elle-même en paraissait déjà le joyeux présage.

Ceux qui n'ont pas traversé ces derniers mois de l'année 1871 ne peuvent se faire aucune idée de l'aspect qu'offraient alors Paris et Versailles. C'était comme un épanouissement universel. On respirait largement, profondément : il semblait qu'on vécût doublement.

Pourtant l'état de siège subsistait ; mais il ne gênait que les hommes de désordre, les autres y voyaient une protection et non une contrainte. Le gouverneur de Paris en exerçait les pouvoirs avec une autorité paternelle, presque débonnaire. Tous les services publics étaient concentrés dans ses mains ; il en répartissait entre nous la direction. J'étais chargé de la presse et des théâtres : ce n'était pas une besogne légère, mais, avec beaucoup de travail, elle me procura une fructueuse et salutaire expérience.

Je ne puis insister ici longuement sur les souvenirs que m'ont laissés ces occupations si nouvelles pour moi, si imprévues pour un officier. Je veux noter seulement la rencontre qu'elles me valurent d'un homme infiniment respectable par son caractère, M. Marseille, contrôleur des services extérieurs de la préfecture de police. C'était lui qui, chaque jour, m'apportait pour le général le rapport de presse, le compte rendu des journaux, les demandes d'autorisation de ceux qu'on voulait créer ou qui, suspendus pendant la Commune, demandaient à reparaître.

Ces relations quotidiennes me furent très précieuses. M. Marseille connaissait admirablement les dessous de la politique parisienne, les personnages qui s'y étaient agités pendant les dernières années de l'Empire, le rôle qu'ils avaient joué. Il jugeait sévèrement ceux qui trompaient le peuple en exploitant sa confiance, et aussi ceux qui, prêts à trembler devant ses excès, ne faisaient rien pour l'arracher à ces perfides influences ; sa conversation était une préparation aux études sociales.

* * *

Tout, d'ailleurs, autour de nous, semblait disposé par la Providence pour ramener sans cesse nos esprits vers les préoccupations, qui les avaient si fortement saisis pendant la lutte contre l'insurrection.

Par ordre du gouvernement, les commandants de corps d'armée avaient, durant le combat, dirigé sur Versailles un très grand nombre de prisonniers. Ce fut, pour le dire en passant, une très lourde faute, dont M. Thiers doit porter la responsabilité.

Après la victoire, s'il était juste de condamner les chefs du mouvement, les organisateurs des incendies et du massacre des otages, qu'on avait pu ou bien voulu saisir, il était inutilement cruel et souverainement impolitique de prolonger en quelque sorte la guerre civile, en entassant dans les prisons une multitude de misérables, plus inconscients que coupables. Il y en eut ainsi environ trente mille. Ce chiffre est devenu légendaire : on l'applique ordinairement aux victimes de la semaine sanglante, pour en augmenter l'horreur. Rien n'est plus faux. Elles furent tout au plus de six à sept mille, en y comprenant nos soldats. Mais il est bien vrai que le nombre des prisonniers fut à peu près celui-là.

Beaucoup furent déportés, et leur châtiment, souvent excessif, contribua largement à entretenir dans le peuple de Paris le ferment des haines sociales.

M. Thiers gardait l'esprit de la bourgeoisie de 1830 ; il n'aimait pas le peuple, et sa politique était envers lui sans générosité. Il avait avec une admirable énergie, dans les circonstances les plus difficiles, préparé, organisé la défaite de l'insurrection parisienne ; mais il était incapable d'en borner la répression aux exécutions nécessaires.

Au milieu du combat, voyant s'éloigner ces longues colonnes de captifs, nous avions, mon ami et moi, senti nos cœurs se serrer ; ce fut bien pis quand parvint à nos oreilles l'écho de leur interminable procès.

Pour les juger, on avait créé vingt conseils de guerre. Les officiers qui y furent attachés étaient nombreux ; car ils n'y remplissaient pas seulement les fonctions de juges; ils étaient également rapporteurs, commissaires

du gouvernement, avocats d'office des accusés. Tous s'acquittèrent de leur pénible tâche avec une conscience, une impartialité, une compétence admirées des membres du barreau et des magistrats eux-mêmes. Plusieurs d'entre eux étaient nos amis ; ils venaient au Louvre et nous entretenaient des douloureuses affaires qui passaient par leurs mains : c'étaient de navrants récits où se révélaient de cruelles misères sociales, quelquefois de lamentables méprises, où apparaissait aussi, dans sa crudité, le mal fait au peuple par l'indifférence des classes élevées.

L'occasion s'était offerte à nous, pendant la bataille, d'intervenir en faveur de quelques-uns de ces malheureux. Le général de Ladmirault ne refusa jamais un acte de miséricorde.

Je vois encore, à notre quartier de la gare du Nord, un homme assez médiocrement vêtu, avec une barbe en broussaille, qui s'y présenta, un des derniers soirs et demanda l'officier de service. Je le reçus ; il se nomma : c'était un prêtre, vicaire de Saint-Laurent. Les soldats de la Commune avaient envahi l'église, l'avaient arrêté : sur le point d'être fusillé, il avait pu s'évader de leurs mains ; et il venait, non pour demander vengeance, mais pour supplier qu'on relâchât un jeune insurgé de seize ans, blessé, porté à l'hôpital Lariboisière et dont il me conta l'histoire. Le pauvre garçon était allé à la barricade, comme les gamins de Paris s'empressent à tous les spectacles ; il y était resté par crânerie : on lui avait donné un fusil et il avait fait le coup de feu avec les autres, sans bien savoir pourquoi ! Il n'avait plus de père : sa mère, le sachant blessé et pris, avait couru chez le prêtre qu'elle connaissait et qui échappait à peine à la mort ; lui n'avait pas hésité, et il était là, dans son déguisement vulgaire, ne pensant qu'à sauver l'enfant. Ai-je besoin d'ajouter qu'il y réussit immédiatement ?

*
* *

Plus tard, à l'Elysée, au Louvre, d'autres situations nous furent signalées, qui émurent notre pitié. Je me trouvai ainsi en rapports avec quelques hommes, de milieux très divers, des ouvriers, des demi-bourgeois, qui avaient été mêlés à l'insurrection et dont je ne pus obtenir la liberté.

Je les voyais souvent, je causais beaucoup avec eux, et l'impression qui me reste aujourd'hui, très précise, de ces conversations dont, après un si long temps écoulé, le détail est effacé de ma mémoire, c'est celle de l'involontaire désaccord de nos esprits : comme des étrangers que le hasard met en présence, nous parlions des langues différentes.

Sans doute aussi, nous étions encore, les uns et les autres, trop près de la lutte à peine terminée, pour apporter dans nos pensées et dans nos paroles le calme et la sérénité qui nous auraient peut-être rapprochés.

Un souvenir confirme pour moi cette réflexion. L'Assemblée nationale avait, dès le lendemain de la reprise de Paris, institué, sous la présidence du comte Daru, une grande commission d'enquête, chargée de rechercher les causes de l'insurrection. Quelques-uns de ses membres, ayant su que j'avais, durant le second siège, été chargé du service des renseignements, témoignèrent le désir de m'entendre. Je me rendis à la convocation qui me fut adressée, sans avoir pris soin, dans mon inexpérience, de préparer ma déposition. Enhardi par le très gracieux accueil des commissaires, je parlai d'abondance. La sténographie fixa le compte rendu sommaire de mes paroles et je n'y songeai plus jusqu'au jour où, plusieurs années après, dans le tumulte des discussions politiques, mes adversaires en tirèrent une phrase qui, depuis, me fut reprochée à satiété.

Ayant dit que les deux causes principales de l'insurrection me paraissaient être, d'une part, « l'apathie de la classe bourgeoise, et de l'autre la haine féroce de la classe ouvrière contre la société », j'ajoutai un peu plus loin, en parlant des passions entretenues « au sein de toutes les sociétés ouvrières » : « C'est ainsi, je crois, qu'on peut expliquer le cynisme avec lequel ces gens se sont fait tuer : non pas que leur résistance ait été aussi énergique qu'elle aurait pu l'être ; mais lorsqu'on les a fusillés, ils sont tous morts avec une sorte d'insolence qui, ne pouvant pas être attribuée à un sentiment moral, ne peut être attribuée qu'à la résolution d'en finir avec la vie, plutôt que de vivre en travaillant. » La phrase est assurément très choquante : elle me paraît telle aujourd'hui. Elle est d'ailleurs injuste dans sa généralité ; parmi les combattants de la Commune, il en est qui affrontèrent la mort avec un beau et simple courage. Ce que j'ai certainement voulu exprimer, et que ma déposition rend fort mal, c'est l'impression que j'avais gardée de la bataille, et que j'ai notée plus haut en parlant de la « farouche résignation » des victimes. Je voulais formuler une observation sociale, et, dans le feu des passions qui nous agitaient, j'avais donné à ma pensée un tour méprisant, que nul, dans l'auditoire, ne jugea déplacé, tant était vive l'universelle irritation. Comment aurai-je pu, en cet état d'âme, trouver les mots qui touchent, dans mes entretiens avec les survivants du combat ?

Cependant cette déposition elle-même, faite devant la commission d'enquête parlementaire, révèle, aussitôt après la phrase où respire encore la colère, des préoccupations d'un tout autre ordre qui, chaque jour, grandissaient dans mon esprit. J'y lis, en effet, ces lignes significatives : « Il y a aujourd'hui entre les diverses classes de la société un abîme profond, qui ne peut être comblé que par le temps et par une éducation morale meilleure, donnée à la classe ouvrière. Je suis bien

éloigné de croire que la force seule puisse en venir à bout. »

La pensée de l'action sociale est dans cette dernière phrase, comme celle de la responsabilité des classes élevées est dans le reproche d'apathie qu'à plusieurs reprises, au cours de ma déposition, j'adressais à la « bourgeoisie ».

Une autre circonstance apporta sur ce point à mes sentiments une précision nouvelle. Le gouverneur de Paris avait désiré de son côté faire, près d'un certain nombre de commerçants et de chefs d'atelier parisiens, une enquête sur les origines de l'insurrection. Il m'en chargea. Les obligations nombreuses, qui successivement m'imposèrent des travaux plus urgents, empêchèrent cette enquête d'aboutir en temps utile.

Je pus toutefois en recueillir quelques résultats, et je me souviens de la surprise que j'éprouvai en constatant combien ces négociants, ces patrons, très honorables, très intelligents dans la conduite de leurs affaires, semblaient étrangers aux idées dont j'étais hanté et inattentifs aux causes morales d'une révolution, si facilement acceptée par la population. A part les souffrances du siège, l'exaltation des esprits, le mécontentement soulevé par les premiers actes du gouvernement, on ne trouvait rien à me dire. Si j'insistais, on se réfugiait derrière les menées occultes de « l'Internationale », la grande association ouvrière formée dans les derniers temps de l'Empire, et dont la mystérieuse puissance servait à tout expliquer. Comment cette puissance s'était-elle si promptement emparée des esprits ? Quelle force pouvait-on lui opposer ? Sur ces questions qui nous paraissaient le plus, sinon les seules importantes, aucune lumière ne nous venait des milieux les plus intéressés à la rechercher.

* * *

Le général de Ladmirault recevait peu, et seulement autant qu'il convenait à sa position. Hors de là, c'était, au Louvre, un cercle de parents et d'amis, que Mme de Ladmirault animait de sa vive nature, et que ses deux filles ornaient des grâces de l'enfance et de la jeunesse. Parmi les habitués de la maison, se rencontraient des membres de l'Assemblée nationale, qu'il me fut ainsi donné de fréquenter dans une véritable intimité.

L'histoire, je le crois, jugera sévèrement cette Assemblée, qui ne sut pas restituer à la France sa constitution traditionnelle. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les causes multiples de cet échec, si lourd de conséquences. Mais il faut du moins rendre hommage aux qualités de travail et de dévouement que déployèrent, dans des circonstances si difficiles, ces hommes pénétrés, pour la plupart, de la foi chrétienne la plus sincère et inspirés par la plus généreuse honnêteté.

Je les ai vus de près, je les ai entendus à maintes reprises exposer leurs idées, raconter leurs œuvres quotidiennes, et j'ai gardé d'eux, malgré les dissentiments qui déjà me séparaient de quelques-uns, le plus respectueux souvenir.

Plusieurs qu'une longue abstention politique avait, durant l'Empire, tenus éloignés des affaires, se trouvèrent, en un moment, jetés dans la vie publique la plus active, appelés à traiter dans les commissions et à la tribune les questions de tout ordre, les plus délicates. Du premier jour ils furent à la hauteur de leur tâche : et je crois pouvoir, après trente-deux années d'expérience parlementaire, assurer que jamais il n'y eut une assemblée plus sérieuse, plus laborieuse, plus riche en talents variés et en multiples compétences.

Aussi les visites que les députés faisaient au Louvre offraient-elles toujours le plus haut intérêt. M. Lucien

Brun, député de l'Ain, comptait parmi les plus assidus : royaliste dévoué, catholique ardent, orateur admirable, il était, en même temps, un causeur charmant. L'élévation et la noblesse de ses idées, sa connaissance approfondie des doctrines sociales de l'Eglise, la fermeté de ses principes, donnaient à sa conversation un prix inestimable : la distinction de toute sa personne, la pureté de son langage, la grâce de ses gestes y ajoutaient une séduction infinie, et d'autant plus frappante que sa modeste simplicité le désignait moins à l'attention.

Nous lui faisions part, René de La Tour-du-Pin et moi, de nos aspirations, qu'il encourageait avec la chaleur contenue de son âme lyonnaise.

***

Cependant elles demeuraient encore flottantes et imprécises. Quand j'essaye de retrouver, avec une pleine sincérité, les sentiments qui, en cet été de 1871, agitaient mon âme, je les vois tous confondus dans un immense désir de régénération chrétienne et sociale. C'était à ma profession que je l'appliquais d'abord. J'étais bien loin, à cette époque, de penser à l'abandonner ; elle me semblait, en quelque sorte, consacrée par les épreuves, les deuils et les humiliations de la patrie. J'étais entré dans l'armée, comme on y entrait il y a cinquante ans, dans les familles que les révolutions politiques avaient éloignées des autres carrières, pour y passer quelques années de jeunesse : les circonstances m'y avaient retenu. Après la guerre, le métier des armes m'apparut transfiguré : il devint à mes yeux, aux yeux d'un très grand nombre d'officiers de ma génération, la fonction patriotique par excellence. Un horizon nouveau de devoirs et de travaux s'ouvrit devant nous. Le service universel s'imposait à tous les esprits ; on devinait qu'il transformerait les conditions de la vie militaire. Nous pressentions, dans toute son étendue, ce « rôle social de l'offi-

cier », depuis si puissamment décrit par un brillant écrivain, alors à la veille d'entrer à Saint-Cyr [1]. Nous voulions passionnément nous y préparer ; nous le voulions, non seulement par amour du pays et afin de travailler à son relèvement, mais si j'ose dire, par ambition chrétienne : pour l'honneur de notre foi, nous entendions être au premier rang dans l'accomplissement du devoir professionnel.

Aussi, malgré les nombreuses obligations que nous trouvions déjà au cabinet du gouverneur, saisissions-nous avec empressement toutes les occasions qui s'offraient, de contribuer, dans les limites de notre situation, à la réorganisation de l'armée. A la suite de nos défaites, les lacunes de l'instruction militaire avaient frappé tous les yeux. On les dénonçait avec une sévérité souvent excessive, oubliant que dès les dernières années de l'Empire, surtout depuis la guerre de 1866, beaucoup d'officiers s'étaient sérieusement mis au travail. Mais l'effort était encore insuffisant, et nous en faisions tous le douloureux aveu.

Une bibliothèque et une sorte de cercle d'études militaires furent, à cette époque, créés à Paris avec l'autorisation du Ministre de la guerre, et tant bien que mal installés dans quelques salles inoccupées de la caserne Bellechasse. Je passais là une bonne part des heures de liberté que me laissait mon service, et je garde un vif souvenir de cette *Réunion des officiers* (ce fut le nom que prit le cercle nouveau), dirigé à ses débuts par le commandant Fix, officier très distingué du corps d'état-major.

Je note ces circonstances pour montrer combien, dans notre pensée, se liaient étroitement le souci militaire et la préoccupation religieuse. L'une et l'autre, dans nos désirs de régénération sociale, nous semblaient inséparables.

1. M. le général Lyautey.

Rien ne peut mieux faire ressortir cet état d'esprit que le petit livre dont j'ai parlé, que René de La Tour-du-Pin avait composé à Aix-la-Chapelle, et dont nous avions ensemble, pour ainsi dire, médité toutes les pages. Il fut publié au mois d'août 1871, sous le titre : *L'armée française à Metz*. Je le présentai au public en un court article que, par l'intervention d'amis communs, *le Correspondant* voulut bien accueillir [1].

Ce n'était pas tout à fait mon début dans la presse : en 1869, l'abbé de Bories, curé de Saint-Philippe-du-Roule, et autrefois mon catéchiste de première communion, étant mort, j'avais écrit, pour exprimer les regrets de ceux qu'il avait initiés à la vie chrétienne, une notice nécrologique dont ma famille obtint non sans quelque peine, de M. Janicot, la publication dans la *Gazette de France*, ce dont je ne fus pas médiocrement fier. Mais mon article sur le livre de mon ami fut un effort littéraire plus sérieux, et il eut aussi plus d'effet. J'en dois parler avec quelque détail.

*
* *

J'ai dit que Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, honorait ma famille de son amitié. Il avait connu plusieurs des miens, en particulier mon oncle Albert de La Ferronnays qu'il avait préparé à sa première communion, puis administré au dernier jour du drame poignant et douloureux, qui termina la touchante histoire de sa vie. Mon père, en outre, avait, dans sa jeunesse, suivi le catéchisme de persévérance, qu'il dirigeait, comme vicaire de la Madeleine ; celle-ci étant encore inachevée, c'était l'église de l'Assomption, rue Saint-Honoré, qui servait de paroisse. Une caserne [2] y était attenante, contre laquelle une petite chapelle avait été bâtie, sous le vocable de

1. V. *le Correspondant* du 25 août 1871, p. 762.
2. La caserne des Cent-Suisses.

Saint-Hyacinthe. Là se faisait le catéchisme de l'abbé Dupanloup, véritables leçons d'instruction religieuse, qui eurent, vers 1832, une juste célébrité, et qu'on appelait « l'Académie de Saint-Hyacinthe ».

D'autres circonstances avaient, plus tard, rapproché l'évêque d'Orléans du groupe d'amis, auquel mes parents appartenaient. Par la sainteté de sa vie, l'ardeur de son zèle, l'autorité de sa direction spirituelle, il y exerçait un très grand ascendant qui, au moment du concile, détermina contre l'infaillibilité un mouvement passionné des esprits.

Eloigné de la maison paternelle par ma carrière, je n'avais point subi ces influences, et mes tendances personnelles m'avaient incliné vers des pensées différentes : les événements de 1870 les avaient, on l'a vu, encore accentuées.

Aussitôt après la guerre, Mgr Dupanloup, envoyé par les électeurs du Loiret à l'Assemblée nationale, avait pris dans la vie publique une position prépondérante. Son éloquence, la fougue de ses opinions, le plaçaient au premier rang, et il était l'un des chefs les plus obéis du centre droit, l'un des membres les plus écoutés de la majorité monarchique. Sur ce terrain même, je me sentais séparé de lui par une répugnance croissante pour les idées parlementaires.

Mais je n'en conservais pas moins à ce conseiller vénéré de mes proches un respectueux attachement, et, dans l'effervescence religieuse qui m'agitait, mon esprit, en quête de direction, devait nécessairement se tourner vers lui. Cependant, au milieu des obligations de ma vie militaire, l'occasion ne s'était pas rencontrée, pour moi, d'un sérieux entretien avec le prélat, absorbé lui-même par ses hautes et multiples fonctions.

Mon article sur le livre de René de La Tour-du-Pin le fit naître tout à coup. Mgr Dupanloup, l'ayant lu, voulut bien m'écrire une lettre très flatteuse, où il m'encourageait, avec cette bonté chaleureuse qui lui donnait

tant d'action sur les cœurs, à entreprendre d'autres travaux, et me demandait, en terminant, de venir causer avec lui à Versailles.

Je n'eus garde d'oublier l'invitation et, peu de jours après, je me présentais à l'entrée de la petite maison qu'il occupait à l'extrémité de l'avenue de Paris, non loin de la grille de Viroflay.

L'illustre évêque me fit l'accueil le plus bienveillant. Il avait alors près de soixante-dix ans, mais sa taille n'était que très légèrement courbée, et son visage, fortement coloré, qu'entouraient des cheveux gris abondants, auraient eu l'aspect de la maturité, si le tremblement presque continuel de la tête n'avait dénoncé la veillesse. Sa figure respirait cet air de noblesse qu'on voit à certains portraits des prélats de l'ancienne Eglise gallicane. L'ardeur du regard, la pourpre même des joues et du front y révélaient une âme passionnée ; les traits accentués exprimaient un caractère impérieux, mais la mobilité de la physionomie, où les émotions se réflétaient aussitôt, leur ôtait toute apparence de rigidité.

Après les premiers mots sur mon article, il m'interrogea avidement : quelles étaient ces méditations de la captivité, auxquelles j'avais fait allusion à propos du livre de mon ami ? que pensions-nous, quelles idées rapportions-nous ?

Je lui racontai toute notre histoire d'Aix-la-Chapelle. Il m'écoutait avec cette prenante attention des hommes habitués à la direction, et qui veulent s'emparer d'une volonté. Lorsque je lui fis part de l'influence exercée sur nous par le livre de Keller, ses joues s'enflammèrent comme un feu qu'un aliment inattendu vient aviver, et ce fut tout. Mais son expression changea quand je lui parlai d'autres lectures. Une correspondance de presse, destinée aux grands journaux européens, s'était, avec la haute approbation du pape Pie IX, fondée à Genève après le concile du Vatican, pour propager et soutenir la doctrine de l'infaillibilite, sous la signature G. G. P. Elle

était inspirée par Mgr Mermillod, vicaire apostolique de Genève, et rédigée par un groupe de catholiques éminents, dont les principaux étaient deux Autrichiens, le comte de Pergen et le comte de Blome.

Elle soutenait contre la secte des *Vieux Catholiques* et contre la tyrannie de l'État de Genève une lutte ardente, que bientôt elle allait engager contre le prince de Bismarck lui-même. Je lisais la *Correspondance de Genève* assidûment, et je le dis à Mgr Dupanloup.

Le comte de Blome, ancien ministre d'État, qui devait, douze ans plus tard, présider nos réunions internationales d'études sociales de Fribourg, était l'auteur d'un petit livre, plein des aperçus les plus profonds sur les néfastes conséquences du libéralisme catholique, intitulé : *Zukunft Europa's, l'Avenir de l'Europe*. Ce livre était tombé sous mes yeux à Aix-la-Chapelle. Je savais, à cette époque, assez bien l'allemand et, très frappé par sa lecture, j'en avais fait une traduction que je comptais publier à mon retour en France. Les événements m'en avaient empêché ; maintenant je me disposais à réaliser ce dessein et je le communiquai à Mgr Dupanloup. Cette fois, il n'y tint plus ; presque avec colère, il me déclara que la *Correspondance de Genève* et ses rédacteurs ne pouvaient que me fausser l'esprit, et me pressa, en termes véhéments, de renoncer à ma traduction du comte de Blome[1] : « Que ne publiez-vous plutôt une étude sur l'Internationale ? On m'a dit que vous en possédiez les éléments ! »

Il était informé, en effet, par quelques-uns des députés qui fréquentaient le salon du gouverneur de Paris, de l'enquête dont j'avais été chargé et de mes conversations avec certains ouvriers, compromis dans la Commune. Tout à l'indignation que l'insurrection avait sou-

1. Par le fait, il fallut bien m'y résoudre, car lorsque, presque aussitôt après cet entretien, j'écrivis à l'éditeur de la brochure pour demander les autorisations nécessaires, il me fut répondu qu'une traduction française était déjà en circulation.

levée dans son âme, à la préoccupation du péril que l'organisation révolutionnaire faisait courir à la société, il ne voyait pas à mon activité de meilleur emploi que cette œuvre rétrospective : « Ecrivez ce que vous avez entendu, observé ; rien ne sera plus actuel, plus intéressant et plus utile. » J'avouai que mon esprit était tourné vers d'autres ambitions, que l'action sociale m'attirait, sans que je pusse encore définir sous quelle forme, mais qu'une idée me dominait, tous les jours plus impérieuse, la nécessité d'opposer à l'esprit révolutionnaire l'affirmation catholique pleine et entière. Je nommai de nouveau Mgr Mermillod, que je ne connaissais pas à cette époque, mais dont le nom était dans toutes les bouches : car on se souvenait du sermon prophétique prononcé à Sainte-Clotilde, en 1868, où il avait, au grand scandale de la société élégante, à la grande colère du gouvernement impérial et de la cour des Tuileries, flétri la sceptique indifférence des classes élevées et prédit la prochaine explosion des colères populaires. J'avais lu ce sermon après la Commune : j'en exprimai mon admiration. Mais l'évêque était décidément au terme de sa patience. Il venait, dans une lettre pastorale, de proclamer solennellement, avec une noble simplicité, son adhésion au dogme défini par le concile : soumis en son âme et conscience, l'indomptable lutteur ne pouvait, cependant, au souvenir des combats de la veille et des adversaires d'hier, maîtriser l'ardeur de ses ressentiments. Il s'emporta contre Mgr Mermillod dans un langage si vif que j'en fus bouleversé. Presque à demi-voix, je dis : « Ah ! Monseigneur, quel trouble pour nous, simples fidèles, quand nous voyons de si profondes divisions subsister entre ceux de qui nous attendons la lumière : vous étiez pourtant d'accord sur le fond ! »

L'évêque, sur ce mot, le visage empourpré, bondit du fauteuil à la Voltaire où il était assis, et s'écria : « D'accord sur le fond ! ne dites pas cela, nous ne l'avons jamais été ! » Puis, comme effrayé de sa propre parole, peut-

être aussi de l'émoi qu'il lisait dans mes yeux, il s'arrêta ; l'entretien fut suspendu. Je me levai. Mgr Dupanloup m'adressa quelques phrases adoucies et affectueuses, et je pris congé.

Je ne le vis plus, sinon dans de courtes rencontres, une fois entre autres, après la fondation de l'Œuvre des cercles catholiques, à Lumigny, chez mes parents ; pendant le peu d'heures que je passai avec lui, d'un commun accord, toute conversation intime, toute allusion à ma visite de Versailles, furent évitées.

Mais quatre ans plus tard, en 1875, quelques catholiques d'Orléans voulurent créer dans leur ville un cercle catholique : ils désirèrent un discours de moi. Mgr Dupanloup y consentit avec empressement ; il m'accueillit paternellement à l'évêché, tout rempli des illustres souvenirs de sa vie. Après le déjeuner, qui débutait par une lecture pieuse, il me conduisit lui-même à la salle de réunion, à pied, par les rues de la ville, la tête nue, selon sa coutume, et le bras appuyé sur le mien ; j'étais encore officier et en tenue de capitaine de cuirassiers. L'auditoire, debout, salua notre entrée par des applaudissements frénétiques. La salle était comble. Quand j'eus fini, tous les yeux se tournèrent vers l'évêque dont on attendait la parole aimée. Lui, cependant, assis, comme brisé par l'émotion, ayant fait effort pour commencer, se tut, et inclinant sa tête entre ses mains, laissa voir qu'il pleurait. Le silence était absolu, une angoisse étreignait les cœurs. Le prélat, après un moment, parut apaisé, me remercia par une brève allocution, et l'assistance s'éloigna, profondément impressionnée.

Durant cette scène poignante, quelles pensées étaient venues assaillir cette grande âme ?

*
* *

Ce fut très peu de temps après ma visite à l'évêque d'Orléans que je vis Louis Veuillot. La coïncidence,

d'ailleurs, n'eut rien de prémédité. En cet été de 1871, tous les foyers de la vie catholique et d'activité sociale m'attiraient : je m'en approchais avec une curiosité mêlée d'espérance, semblable à un homme qui cherche sa route, en s'arrêtant à tous les poteaux. Sur aucun d'eux je n'avais reconnu ma voie. Je me souviens, entre autres, d'une séance du comité catholique de Paris à laquelle un de ses membres, informé de nos préoccupations, nous avait fait inviter, La Tour-du-Pin et moi. Ce n'était pas alors l'assemblée nombreuse et active qui devait bientôt, sous l'impulsion de M. Chesnelong, compter tant de membres éminents et susciter des congrès si brillants, mais un petit conciliabule d'hommes excellents, encore habitués à la réserve discrète que la surveillance impériale avait longtemps imposée aux œuvres religieuses.

La réunion se tenait chez l'un d'eux, dans une maison du faubourg Saint-Germain. Nous y fûmes très cordialement accueillis, mais nous en sortîmes oppressés ; on n'y sentait pas la vie, et nos âmes en débordaient.

Les patronages d'apprentis et de jeunes ouvriers auraient pu nous attirer davantage : ils étaient, à cette époque, nombreux et florissants. La Commune leur avait donné la consécration du martyre, en assassinant l'abbé Planchat, directeur du patronage de Charonne, mis à mort par les insurgés parce qu'il était prêtre de Jésus-Christ et se dévouait au peuple en son nom. J'ai dit comment, en 1868, à Clermont-Ferrand, j'avais été mêlé à l'existence de l'un d'entre eux. Il semble donc que nous aurions dû naturellement rencontrer de ce côté une réponse à nos aspirations. Pourquoi n'en fut-il pas ainsi ? C'est le secret de Dieu et le mystère de ses desseins.

Rien de ce que nous voyions ne retenait nos cœurs. Mgr de Ségur avait, avant la guerre, commencé à grouper les directeurs d'œuvres ouvrières, pour qu'ils pussent mettre en commun les résultats de leur expé-

rience. Dès les premiers mois de 1871, il communiquait à cette réunion renaissante son ardeur apostolique.

Près de lui, sans doute, nous aurions trouvé ce que nous attendions. Mais nous avions comme le pressentiment que, sur les bases anciennes, il fallait élever un édifice nouveau, et nous en cherchions, indécis, le plan et l'objet. Peut-être aussi la présomption de la jeunesse nous détournait-elle des sentiers battus. Je n'explique pas, je raconte.

Cependant cette fréquentation du monde catholique nous acheminait vers le but.

∴

Ma visite à Louis Veuillot fut, pour moi, un pas décisif. L'illustre écrivain m'apparaissait dès lors (et jusqu'à sa mort, durant les dix années qui suivirent, ce sentiment ne fit que se fortifier) comme le maître catholique par excellence. La gloire dont l'avait couvert, à mes yeux, sa lutte pour l'infaillibilité du Pape, la fermeté de sa doctrine, la puissance de sa plume, la précision, la vigueur de sa pensée, le courage avec lequel il défendait la vérité catholique contre les amoindrissements aussi bien que contre les négations, tout contribuait à m'inspirer pour lui un enthousiasme chaque jour grandissant.

Je lisais *l'Univers* avec passion et il apportait à ma résolution de servir l'Église un stimulant quotidien. Je ne me rappelle pas aujourd'hui comment cette ferveur fut signalée à Louis Veuillot : je crois que ce fut par Lucien Brun. Il y répondit par une invitation à dîner.

On a cent fois fait son portrait et comparé à celui de Mirabeau son visage, profondément marqué de la petite vérole, aux traits violemment dessinés, sur lequel les yeux jetaient l'éclat perçant de l'intelligence, de la verve et de l'éloquence.

Il habitait au n° 21 de la rue de Varenne, dans une vieille maison pleine de recueillement, un logis sans

prétention d'aucune sorte. Son accueil, très simplement cordial, mettait tout de suite à l'aise. Il n'avait ni morgue bourgeoise, ni affectation plébéienne. On ne sentait en lui ni l'orgueil d'un talent conscient de sa supériorité, ni la recherche d'une fausse modestie. Il ne posait ni pour le fils du tonnelier, ni pour le grand homme. Il était bonnement lui-même, et cela suffisait à le rendre infiniment séduisant.

Autour de la table, servie, comme était tenu tout l'appartement, confortablement et sans luxe, il y avait peu de convives; c'était le repas de famille. Mlle Elise Veuillot était en face de son frère ; il avait près de lui ses filles et j'étais à côté de l'une d'elles. Pendant le dîner très gai, la conversation du maître, abondante, semée d'anecdotes et de traits, me parut toute différente de ce que j'attendais. Dans ses récits, dans ses jugements, ce ne fut pas l'esprit, pourtant si vif, qui me frappa surtout, ce fut la bonté.

L'impression que je note ici surprendra sans doute ceux pour qui Louis Veuillot est resté le type du journaliste, impitoyable à ses adversaires. Il l'était, quand il le fallait, la plume à la main. Mais dans ses propos, la parole, souvent plaisante, n'était pas mordante et si, devant lui, quelqu'un disait sur l'un de ses adversaires une dure parole, il en adoucissait l'âpreté par un mot d'éloge.

Quand, après ce dîner, j'allai le visiter dans son cabinet, je vis un autre homme. J'entendis non plus le causeur inimitable et le brillant conteur, mais le serviteur de l'Eglise. Il ne me parla ni de la politique, ni des hommes, ni des faits du jour : laissant les choses contingentes, il fit pour moi seul, sans apprêt, simplement, avec quelle éloquence cependant et quelle hauteur de vues! une admirable leçon sur l'Eglise romaine, et sur le rôle que sa mission divine lui a tracé dans le monde à travers les siècles. Me pressant, si je voulais la servir à mon tour, d'apprendre à la connaître, il me

dit : « Ayez toujours près de vous, sur votre table, un volume de l'histoire de l'Eglise! » Cette parole m'est restée présente toute ma vie.

* * *

Mes tendances personnelles m'avaient conduit près de Louis Veuillot ; celles de René de La Tour-du-Pin, qui n'étaient pas les mêmes malgré notre intimité, m'entraînaient, à sa suite, pres d'un homme dont l'œuvre déjà ancienne recevait un éclat singulier des événements, où s'accusait une désorganisation sociale qu'il avait prévue : c'était Frédéric Le Play.

Sa demeure était sur la place Saint-Sulpice. Là, dans un large et clair salon, aux fenêtres élevées donnant sur la place, le grand penseur accueillait les visiteurs, assis sur un fauteuil où le retenait l'infirmité. Sa physionomie sérieuse et douce, sa pâleur, sa gravité imposaient le respect et l'attention. Sa parole captivait par la profondeur des aperçus et l'étendue du savoir, mais je n'y sentais pas suffisamment, à mon gré, l'ardeur de la foi et l'entrain de la lutte. Les lois du Décalogue ne suffisaient pas à mon âme éprise de vérité catholique ; la méthode expérimentale ne passionnait pas mon intelligence, avide d'affirmations doctrinales. Aussi je ne m'enthousiasmais pas, autant qu'il l'aurait peut-être fallu, pour ces doctes causeries. La Tour-du-Pin, mieux que moi, en pénétrait sa pensée. La « famille souche » était devenue, entre nous, un thème de plaisanteries d'autant plus faciles que mon ami paraissait alors un célibataire endurci ; et il y avait une certaine « famille Melouga », riche de nombreux enfants, découverte par Le Play au pays basque et type achevé de groupement patriarcal, dont le nom était passé dans notre langue, comme l'expression même de la réforme des mœurs.

Mais la thèse capitale de Le Play, celle qu'il confir-

mait par des exemples décisifs, était la fausseté des dogmes de 1789. Par là son enseignement ajoutait la force de l'observation à tous les principes philosophiques qui m'éloignaient de la Révolution.

Ainsi peu à peu, se formait dans mon esprit un ensemble de convictions religieuses et sociales. Elles s'associaient avec les idées politiques dont mon éducation première m'avait laissé les premiers germes.

J'avais grandi dans la tradition légitimiste, telle que beaucoup de familles du faubourg Saint-Germain l'avaient conservée sous l'Empire, en se bornant à une opposition de société, digne et réservée.

En 1860, les événements d'Italie, l'invasion des États pontificaux, encouragée par Napoléon III, avaient rendu cette opposition plus agressive. Le combat de Castelfidardo, où la fleur de la noblesse française était tombée sous les coups des Piémontais à deux pas de nos soldats, retenus immobiles par la consigne politique, avait soulevé parmi les miens la plus violente indignation.

Un des frères de ma mère, le comte Fernand de La Ferronnays, avait compté, dans l'exil, parmi les plus fidèles serviteurs de M. le comte de Chambord ; il était mort subitement, à ses côtés, dans une voiture de chasse, au mois de décembre 1867.

Toutefois, avant la guerre, si j'étais royaliste, pour ainsi dire d'habitude, je ne l'étais ni avec beaucoup de ferveur, ni surtout avec beaucoup de réflexion. Je ne sentais pas en moi la raison d'être d'une fidélité dont je n'avais jamais connu l'objet et qui demeurait passive. Il s'en était fallu de peu, ou pour mieux dire il n'avait tenu qu'à la désapprobation de mon père devant laquelle je m'étais incliné, que je n'acceptasse, à ma rentrée d'Afrique, des offres venues de l'entourage impérial, en me faisant présenter aux Tuileries.

C'était en 1868, pendant ma garnison de Clermont-Ferrand, où je remplissais les fonctions d'officier d'or-

donnance près du général de L'Abadie d'Aydrein, commandant la division. Mon colonel, M. de Sansal, mécontent de me voir ainsi éloigné du régiment, m'avait rayé du tableau d'avancement.

J'étais sous-lieutenant depuis six ans; j'avais cinq campagnes d'Afrique : je fus blessé et irrité. Un ancien aide de camp du général Fleury, attaché à l'état-major de la division, me pressait de demander mon admission dans la maison militaire de l'Empereur d'où m'arrivaient en même temps d'autres encouragements. Le dépit et un peu d'ambition me poussaient; cependant je n'étais pas décidé. Je profitai d'une permission pour aller voir le général Fleury, à qui son ancien aide de camp annonça ma venue; je ne voulais que poser un jalon pour un avenir indéterminé. Le grand écuyer me reçut, un matin, avec une grâce infinie, dans ce cabinet du Louvre, où, trois ans plus tard, je devais rentrer avec le général de Ladmirault, à travers les restes fumants des Tuileries. Je racontai mes déboires. Il me regardait fixement, sans m'interrompre. A la fin, il me dit très doucement : « Voyons! parlez franchement et dites-moi tout simplement ce que vous me demandez. » J'hésitai, je reculai et je répondis seulement : « Un conseil, mon général. » Il sourit avec finesse et dit : « Oui, je donne quelquefois des consultations... gratuites. » Alors il revint brièvement à mon affaire du régiment, m'encouragea et me congédia d'un geste amical. Les objections de ma famille firent le reste.

Plus tard, l'Empire libéral m'avait un moment enthousiasmé. Puis la défaite, l'humiliation de Sedan, l'invasion effacèrent sous un flot de colère ces impressions fugitives.

Au lendemain de la guerre, la restauration de la Monarchie légitime, à laquelle, six mois auparavant, nul ne songeait, parut soudain l'unique moyen de relever la patrie de ses ruines. L'Assemblée nationale, en immense majorité royaliste, pouvait à Bordeaux, dès sa

constitution, accomplir cet acte sauveur : elle le devait. Pour le malheur de la France, elle n'osa.

L'histoire, dégagée des débats passionnés, des jugements hâtifs et des arrêts précipités, dira comment fut perdu pour notre pays le salut inespéré que Dieu lui offrait, et quelles furent les responsabilités engagées dans ce grand désastre.

Quoi qu'il en soit, en 1871, la République semblait à jamais déshonorée par la Commune; l'Empire était accablé. La Monarchie paraissait la seule conclusion normale des longues épreuves de la nation.

J'étais donc, à cette époque, par raison comme par éducation, royaliste d'opinion et de désir. Mais je l'étais aussi, et je le devins à ce point de vue très ardemment, parce qu'alors la royauté, telle que la présentait au pays M. le comte de Chambord, se révélait à moi comme l'expression politique des idées qui germaient dans mon esprit. Je la comprenais comme l'antithèse de la Révolution, et c'était avec ce programme, que je la croyais nécessaire, que je l'espérais possible, que je voulais la voir triompher.

* * *

Les livres que je commençais à dévorer fortifiaient ces dispositions. Je n'avais jamais été travailleur. Médiocre écolier, refusé au baccalauréat ès lettres, arrivé non sans peine au baccalauréat ès sciences, et à l'Ecole militaire, j'avais cependant reçu, dans ma famille d'abord, d'un vieux précepteur, excellent latiniste, qui avait été celui de mon père, M. Esbelin, puis au petit collège libre de Versailles où j'avais grandi, de deux maîtres excellents, M. l'abbé Pâris et M. Censier, une formation intellectuelle et littéraire, incomplète par ma faute, mais assez sérieuse. Je garde à ces trois professeurs de mon enfance une profonde reconnaissance.

Mes parents aimaient la lecture avec passion et leur

exemple en avait accru, chez moi, le goût naturel. De tout temps j'avais lu, et lu en prenant des notes, un peu au hasard, il est vrai, néanmoins avec un certain choix que m'avait suggéré, à ma sortie de Saint-Cyr, M. Esbelin, demeuré au foyer familial comme un vieil et fidèle ami. J'ai conservé des cahiers remplis de ces notes, où figurent même le plan et les premières pages d'un grand poème en prose inspiré par une légende africaine, avec un essai, plutôt malheureux, de traduction du *Te Deum* en vers français !

Mais dans ces faibles efforts littéraires, je cherchais surtout à occuper, à intéresser mon esprit. La secousse de 1870 me donna d'autres ambitions. Je voulus trouver la formule et comme la justification de mes aspirations.

Joseph de Maistre, Bonald, Balmès, Donoso Cortès, furent les illuminateurs de ma pensée. *Le Pape*, les *Considérations sur la France*, les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, la *Législation primitive*, *le Protestantisme comparé au Catholicisme*, le *Discours sur la dictature*, me jetèrent dans l'enthousiasme. Il me sembla que j'entendais la parole de vie.

Tout ce travail, cependant, eût peut-être abouti à une sorte de dilettantisme catholique et social, si Dieu n'en eût, d'un coup imprévu, fixé l'objet et décidé l'emploi.

CHAPITRE III

Fondation de l'Œuvre.

Le cercle Montparnasse. — Maurice Maignen; responsabilités sociales; allez au peuple! — Vie fixée; Léon Gautier; Paul Vrignault; Robert de Mun. — L'œuvre résolue; réunion au cercle Montparnasse. — Premier comité; adresse au Pape; le Syllabus. — *L'Appel aux hommes de bonne volonté.* Le secrétariat : l'organisation et la division du travail.

Il existait, à cette époque, et depuis plusieurs années, à Paris, un « cercle de jeunes ouvriers», établi boulevard Montparnasse, n° 126, non loin de la gare du chemin de fer de l'Ouest. C'était une annexe du grand patronage d'apprentis de Nazareth, l'une des plus anciennes et des plus florissantes fondations de la congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul. Entre le patronage et le cercle les liens étaient intimes, mais une différence essentielle les distinguait. Dans l'un, composé d'enfants et de tout jeunes gens, l'administration comme le gouvernement intérieur demeuraient aux mains du directeur et de ceux qui le secondaient dans son œuvre. Dans l'autre dont les membres étaient des ouvriers sortis d'apprentissage, il ne gardait qu'une mission de paternelle surveillance : le président du cercle était un ouvrier élu par ses camarades; un conseil d'ouvriers, nommé de la même manière, le gouvernait et administrait le produit des cotisations. Le cercle avait, comme le patronage, un caractère ouvertement catholique : la maison renfermait une chapelle et un prêtre y exerçait, avec le ministère d'aumônier, une influence religieuse constante et considérable; mais, à l'ancienne forme du patronage, il subs-

tituait une organisation nouvelle, dont l'objet était de prolonger, des enfants aux jeunes hommes, l'action tutélaire de l'apostolat chrétien, en faisant appel à leur propre initiative. Tout le mouvement social de notre temps était en germe dans cette conception.

L'honneur en appartenait aux Frères de Saint-Vincent de Paul, congrégation trop ignorée, d'ailleurs d'origine récente, et qui, par une admirable intuition des besoins d'une société de plus en plus démocratique, se proposait pour but de préparer des directeurs pour les œuvres ouvrières. Elle comprenait des prêtres et de simples frères : ceux-ci, revêtus d'un habit laïque, devaient remplir les fonctions de directeurs ; les prêtres étaient réservés à celles d'aumôniers[1].

Le cercle du boulevard Montparnasse avait compté parmi ses fondateurs Augustin Cochin, l'un des membres les plus renommés de la phalange catholique, groupée sous l'Empire autour de Montalembert, orateur charmant, écrivain brillant, dont l'âme généreuse était passionnée pour la liberté, et qui, à l'heure même où le cercle allait m'ouvrir ses portes, mourait à Versailles, déployant, dans les fonctions préfectorales que M. Thiers l'avait pressé d'accepter, un dévoûment au pays digne d'un plus grand théâtre.

C'était en faveur du « Cercle des jeunes ouvriers » que Mgr Mermillod avait, en 1868, donné le célèbre sermon de Sainte-Clotilde auquel j'ai fait allusion[2].

Un jour, alors que nous étions, La Tour-du-Pin et moi, tout entiers à nos recherches d'activité catholique,

1. On pourra trouver, sur la congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul et ses œuvres, des détails complets dans la *Vie de M. Le Prevost*, par Maurice Maignen, et dans celle de M. *Maurice Maignen* lui-même, par M. Victor de Marolles.

2. En 1907, le cercle brutalement exproprié par le liquidateur de la congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul, dissoute en vertu de la loi de 1901, dut abandonner la vieille maison du boulevard Montparnasse. Il est aujourd'hui installé rue Lourmel, 31.

son nom fut prononcé devant nous. Ce fut, je crois, par M. Léonce de Guiraud, député de l'Aude à l'Assemblée nationale, l'un de ceux qui fréquentaient le salon du gouverneur. Quoi qu'il en soit, celui qui, sans le savoir, devint ainsi pour nous l'agent de la Providence, nous recommanda le cercle auquel des amis communs, qui le soutenaient de leurs souscriptions, l'avaient intéressé; il nous dit que la guerre, puis le siège de Paris, en le privant de ses bienfaiteurs, en dispersant une partie de ses membres, l'avaient jeté dans le plus grand dénuement; il nous demanda de l'aller visiter. J'accueillis l'invitation avec peu d'empressement. L'œuvre me semblait-elle trop conforme aux types ordinaires, trop humble pour les rêves dont j'étais tourmenté? Les patronages qu'elle avait rencontrés paraissaient-ils inquiétants à mon esprit, dont les tendances déjà accusées me faisaient qualifier de « veuillotin » par un des hôtes habituels du gouverneur? Je ne le sais plus bien, toujours est-il que je résistai. La Tour-du-Pin, plus confiant et plus simple, s'y rendit seul un soir de septembre; il présida l'assemblée ordinaire des sociétaires, et leur parla en soldat chrétien. Ravi de leur accueil intelligent et cordial, il m'encouragea à suivre son exemple; surtout, il me fit du directeur du cercle un portrait si attachant, qu'il m'inspira le désir de le connaître et de l'entendre. Son nom était Maurice Maignen, et il appartenait à cette congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul dont j'ai parlé.

*
* *

Le mois d'octobre se passa, sans que le projet ainsi formé pût être mis à exécution. Enfin, il fut convenu que M. Maignen viendrait me voir au Louvre. Au jour dit, il se présenta. C'était vers le milieu de novembre.

Le cabinet de service du gouverneur donnait, comme je l'ai dit, sur la cour Caulaincourt. En face, séparé par

un couloir étroit, un petit salon, à peine meublé, s'éclairait, du côté du Carrousel, par la partie inférieure d'une des grandes fenêtres cintrées qui sont sous les arcades. C'était là que nous recevions les visiteurs.

Introduit par le soldat de planton, M. Maignen entra : du premier regard il prit possession de mon âme. Il avait alors près de cinquante ans. De taille moyenne, vêtu d'un banal costume noir, où rien ne révélait le congréganiste, il portait avec modestie une tête admirable. Des cheveux grisonnants, un peu rejetés en arrière, découvraient un front plein de pensées ; une barbe, grise aussi, laissait voir, entre les lèvres, un sourire discret : les yeux très doux avaient cependant un regard imposant ; l'expression du visage, le port tout entier d'une frappante noblesse, malgré l'extrême simplicité du vêtement et du maintien, avaient cette indéfinissable distinction, qui annonce la race ; mais, dans la physionomie qui décelait une chaleur contenue, on devinait à la fois un cœur de poète et une imagination d'artiste.

L'ensemble était bien d'un personnage religieux, mais sans timide embarras ni raide gravité : dans toute la personne, rayonnait une sainteté que n'attristait aucune apparence de sévère austérité.

Je n'ai su que plus tard comment la formation première de M. Maignen, fils d'un garde du corps du roi Charles X, attiré d'abord vers les arts par un goût naturel, expliquait, en quelque manière, le caractère original et complexe, dont le reflet se peignait sur ses traits.

Presque sans préambule la conversation s'engagea sur le cercle du boulevard Montparnasse. Bientôt Maurice Maignen parla seul : je l'écoutais, bouleversé. Comment rendre ici ce qu'il disait ? Après trente-sept ans, si les mots sont sortis de ma mémoire, il reste, au fond de mon cœur, de cette ardente improvisation, une empreinte encore chaude, que l'évocation de ces souvenirs suffit à raviver. J'oserais presque dire, comme le disciple d'Emmaüs à son compagnon, quand le divin Maître disparut

à leurs yeux : « Notre cœur était tout brûlant, lorsqu'il nous entretenait. » C'est bien l'impression que je retrouve sous la cendre des années.

Maignen ne parlait plus de son cercle, il parlait du peuple et il parlait des riches ! Il ne demandait plus l'aumône, il enseignait l'amour, et il ordonnait le dévoûment. Nous étions debout près de la fenêtre : entre les arcades, la ruine prodigieuse du château des Tuileries dressait tragiquement son dôme crevé et ses murailles calcinées. L'homme de Dieu les montrait : « Oui, disait-il, cela est horrible, cette vieille demeure des rois incendiée, ce palais détruit, où tant de fêtes éblouirent les yeux. Mais qui est responsable ? Ce n'est pas le peuple, le vrai peuple, celui qui travaille, celui qui souffre ! les criminels qui ont brûlé Paris, n'étaient pas de ce peuple là... mais celui-là, qui de vous le connaît ?... Ah ! les responsables ! les vrais responsables ! c'est vous, ce sont les riches, les grands, les heureux de la vie, qui se sont tant amusés entre ces murs effondrés, qui passent à côté du peuple sans le voir, sans le connaître, qui ne savent rien de son âme, de ses besoins, de ses souffrances... Moi, je vis avec lui, et je vous le dis de sa part, il ne vous hait pas, mais il vous ignore comme vous l'ignorez : allez à lui, le cœur ouvert, la main tendue, et vous verrez qu'il vous comprendra. »

L'homme de Dieu s'était transfiguré : son regard brillait d'un feu surnaturel, sa voix vibrait d'un accent dominateur. Soudain, il s'apaisa, ses yeux se voilèrent, adoucis ; il passa sur sa longue barbe une main frémissante, et lorsqu'il l'écarta, le sourire avait reparu sur ses lèvres. Il s'excusa de son animation, et, me voyant conquis, se retira m'ayant seulement prié de lui rendre sa visite, en venant à mon tour présider la prochaine assemblée des membres du cercle. Je le promis. Ainsi se décida mon avenir.

* *
*

Je n'avais jamais parlé en public. Plus tard, au cours de ma carrière, les journaux racontèrent, sur la précocité de mes goûts oratoires, des anecdotes, où la bienveillance de leurs intentions avait plus de part que l'exactitude de leurs informations. La vérité est que, si je m'étais senti parfois, dans des réunions de camarades quelque facilité de parole, si j'avais, aux heures de rêverie de la vie africaine, découvert, tout au fond de mon âme, de vagues ambitions politiques, je ne me croyais cependant, en aucune façon, un orateur. Même j'avais gardé un fâcheux souvenir d'une certaine arrivée à la campagne, après mon mariage, et de la gaucherie avec laquelle j'avais, sans trouver un mot à répondre, écouté les compliments de bienvenue des vieux serviteurs.

J'étais donc passablement inquiet lorsque, le 10 décembre 1871, à huit heures du soir, pendant que la neige tombait sur le boulevard Montparnasse, je me présentai, en dolman bleu de ciel, les aiguillettes d'argent à l'épaule, portant au côté un sabre à poignée d'acier droit et léger, à la porte du cercle. Maignen m'attendait sur le seuil, souriant et paternel, et, aussitôt, me conduisit dans la salle longue et basse, d'un rez-de-chaussée presque en sous-sol, où les ouvriers me reçurent avec des applaudissements.

J'avais écrit et appris mon discours : je l'ai, par une pensée de reconnaissant souvenir envers ceux qui accueillirent ce premier essai de ma parole, publié dans le recueil de mes œuvres[1]. Je ne m'en repens pas : en le relisant, je me défends mieux contre le mirage du passé, et je me replace plus facilement dans l'état d'esprit où j'étais alors.

Ce n'est pas le discours d'un réformateur en herbe : c'est simplement l'apostrophe émue d'un soldat, encore

1. *Discours du comte Albert de Mun*, t. I, p. 13.

tout chaud des combats de la veille, tout brûlant d'amour pour la patrie mutilée, à des jeunes gens, soldats eux-mêmes hier [1], ou qui demain vont entrer dans les rangs et c'est aussi le salut fraternel d'un chrétien, heureux d'affirmer sa ferveur naissante, à des travailleurs, chrétiens comme lui, dont la foi courageuse a séduit son cœur.

En cette fin de l'année terrible, telles étaient bien les aspirations confuses qui agitaient mon âme. La soirée du 10 décembre leur imprima soudain un cours nouveau et une forme précise.

Tandis que, debout derrière la table d'honneur, je disais mon discours, quelque chose d'inconnu, d'inexprimable, se remuait en moi : les yeux de ces ouvriers parisiens, fixés sur les miens, faisaient vibrer tout mon être, comme si un courant électrique nous eût mis en contact ; un souffle surnaturel traversait la petite salle où s'enfermait le mystérieux dialogue de nos cœurs ; les paroles qui sortaient de mes lèvres au milieu du silence n'avaient plus leur sens accoutumé. Je croyais prononcer la formule d'un pacte solennel ; sans le savoir, sans le vouloir, irrésistiblement, je me donnais tout entier.

Quand j'eus fini, un de mes auditeurs, assis près de moi, m'étreignit les mains ; il avait la barbe hirsute, la chevelure en désordre. C'était Léon Gautier, l'amant passionné du moyen âge chrétien, l'enthousiaste historien des « épopées françaises », celui dont l'œuvre fut symbolisée par le chevalier de Frémiet, revêtu de sa cotte et de ses armes, qui tient devant sa poitrine, comme une devise et un cri de bataille, le mot *Credo* gravé sur une banderole. Puis quelqu'un se leva pour me répondre, mince, avec l'allure d'un officier d'infan-

1. Plusieurs membres du cercle avaient pris part à la défense nationale, les uns dans l'armée de la Loire, les autres dans les régiments de marche parisiens. L'un d'eux, engagé volontaire, avait été tué par un obus sur le plateau d'Avron. La salle des fêtes du cercle avait été, pendant le siège, convertie en ambulance.

terie. Je ne sais plus ce qu'il dit, mais j'entends toujours l'accent martelé de sa voix pénétrante, je vois son œil bleu, brillant sous les paupières nerveuses : il s'appelait Paul Vrignault. Qui le croirait à ce portrait ? Il était fonctionnaire, chef de bureau au ministère des Affaires étrangères. Mais, dès que Paris fut investi, il était devenu soldat, et il gardait, de son métier de passage, une marque encore ineffacée[1]. C'était un homme extraordinaire : six cents ans plus tôt, il eût tout quitté pour s'attacher aux pas du mendiant d'Assise : dans le cadre moderne de sa profession protocolaire, il avait l'âme d'un mystique du XIII[e] siècle. Son nom reviendra plus d'une fois dans la suite de ces récits, car il exerça sur notre Œuvre naissante une influence souvent décisive. Maignen, après la séance, nous mit en rapports. J'appris qu'il logeait au cercle, dans l'une des modestes chambres destinées aux ouvriers venus du dehors, et qu'il passait dans la maison tout le temps que lui laissaient ses devoirs d'état. Il présidait la conférence de Saint-Vincent de Paul, où ces jeunes gens, dont le salaire était l'unique ressource, s'entraînaient au ministère de charité que, le soir et le dimanche, ils allaient remplir près de plus pauvres qu'eux.

Le président du cercle, M. Guillorier, ouvrier serrurier, prit la parole après Paul Vrignault. Sa courte harangue ne fut qu'un remerciement ordinaire ; mais l'éclat de son regard, le tremblement de sa voix lui donnèrent une éloquence inattendue. On eût dit que lui aussi voulait s'engager irrévocablement. Le visage de Maignen rayonnait de joie. Pour moi, je me sentais comme soulevé par une force intérieure.

Je sortis dans cette émotion, sans aucun dessein arrêté, mais sachant que ma vie était fixée.

1. Vrignault avait servi, pendant le siège, au 26[e] régiment d'infanterie ; déjà d'ailleurs, en 1867, attiré par le sacrifice militaire, il avait couru à Rome pour porter des secours aux blessés de Mentana.

*
* *

Je demeurais alors, je l'ai dit, avenue de l'Alma, 51, chez mon frère aîné Robert. Nous nous aimions tendrement ; il était à peine plus âgé que moi de deux ans. Elevés ensemble à Versailles, chez l'abbé Pâris, nous n'avions été séparés que très peu d'années, par sa carrière militaire, commencée plus tôt que la mienne. Après de courtes et brillantes études, il était entré à Saint-Cyr à dix-sept ans et demi ; à dix-neuf ans, il était sous-lieutenant au 2e régiment de carabiniers, et, deux ans plus tard, il était passé au 3e régiment de chasseurs d'Afrique où bientôt, sorti de l'Ecole à mon tour, je le rejoignais. Notre tendresse s'était encore avivée dans l'étroite communauté de la vie africaine, qu'il avait quittée pour se marier, deux ans avant moi. Après la mort de sa femme, survenue presque aussitôt, il s'était jeté dans les œuvres, et dévoué très jeune aux patronages d'apprentis fondés par le vicomte de Melun.

Mon retour d'Afrique nous avait rapprochés de nouveau. Il avait reconstitué son foyer, tandis que je me mariais moi-même, et la fraternelle amitié de nos deux ménages avait accru notre intimité.

Après les premiers désastres de 1870, il avait immédiatement repris dans l'armée sa place et son grade, pour ne les abandonner qu'à la fin de la guerre, et, depuis lors, éloigné de Paris par suite d'obligations de famille, il venait d'y rentrer en ce dernier mois de 1871.

Il m'y retrouvait dans cette maison de l'avenue de l'Alma, où ma belle-sœur et lui nous avaient, après la Commune, offert une affectueuse hospitalité, et qui allait devenir le berceau de l'Œuvre des cercles catholiques. C'était au lendemain de ma visite au cercle Montparnasse, à l'heure que Dieu avait marquée.

Comme notre sainte mère, dont sa figure rappelait les beaux traits, il avait l'âme prompte aux généreux

élans. Sa piété très vive le tournait vers l'apostolat ; son expérience des œuvres de patronage le prédisposait à l'action populaire. Il entendit mon récit avec enthousiasme. René de La Tour-du-Pin était, naturellement, en tiers dans nos entretiens. Nous n'hésitions plus sur la forme que nous donnerions à nos aspirations. Sans plus chercher, nous prendrions, pour atteindre le peuple et parler à son cœur, l'instrument que la Providence mettait entre nos mains. Ce n'était pas assez de sauver le cercle Montparnasse : nous en irions fonder de semblables dans tous les quartiers de Paris, en commençant par les plus populaires, par Belleville, par Montmartre, encore frémissants de l'insurrection vaincue, là même où la question sociale, faite de colère et d'injustice, d'égoïsme et de révolte, s'était, dans un éclair, dressée devant nous.

Maignen et Paul Vrignault applaudirent à cette résolution : pour l'un, c'était, avec le salut de son cercle bien-aimé, la moisson promise, dans ses longues méditations, à la semence amoureusement cultivée par ses mains ; pour l'autre, c'était un champ sans limites, tout à coup découvert aux pieuses ambitions de son zèle apostolique.

Habitués l'un et l'autre à détester l'œuvre philosophique et sociale de la Révolution française, l'individualisme et la destruction de l'antique organisation du travail, le rationalisme et l'abandon des vieilles traditions catholiques, passionnement attachés aux enseignements de Pie IX, qui exaltaient leur foi religieuse et confirmaient, par la condamnation du libéralisme catholique, toutes leurs tendances d'esprit, ils retrouvaient avec bonheur, dans les idées que nous exprimions, l'écho de leurs propres pensées. Avant même qu'elle ne fût née, l'œuvre nouvelle grandissait dans notre esprit. Nous n'y voyons plus seulement un développement des méthodes d'apostolat appliquées au cercle Montparnasse : elle nous apparaissait surtout comme un vaste

effort d'affirmation catholique et d'organisation sociale. Tous, nous étions également ravis par cette double conception; mais chacun de nous apportait, au plan du futur édifice, la part de collaboration vers laquelle le tournaient ses dispositions naturelles.

Au reste nous ne songions pas à délibérer longuement. L'action nous emportait.

Notre premier soin fut de chercher, pour servir de caution à nos noms ignorés, ceux de quelques hommes connus du public catholique. Celui d'Emile Keller s'imposait à nous, avant tous. J'ai dit quelle influence avait exercée sur moi, pendant les tristes jours d'Aix-la-Chapelle, son petit livre sur l'*Encyclique du 8 décembre* 1864 *et les principes de* 1789. A l'heure où nous allions confesser notre foi dans les mêmes idées, nous devions naturellement invoquer le patronage de celui qui les avait, en quelque sorte, révélées à notre esprit. Le grand rôle que Keller avait joué au Corps législatif de l'Empire, en proclamant, en face d'une majorité surprise de sa témérité, les droits de l'Eglise catholique et du Pontife romain, le courage qu'il avait déployé à la tête des mobiles de l'Est, le prestige qu'il gardait, étant député de Belfort à l'Assemblée nationale, comme représentant du dernier lambeau de l'Alsace perdue, tout donnait pour nous, à son nom, une précieuse signification. Il nous l'offrit généreusement. Un autre membre de l'Assemblée, M. Léonce de Guiraud, que la mort devait bientôt ravir à notre amitié, avait parmi nous sa place marquée par l'intérêt que, de longue date, il portait au cercle Montparnasse. Léon Gautier s'était, du premier jour, passionné pour notre entreprise; il venait à nous avec toute la fougue de ses convictions. Nous sentions enfin le besoin qu'un homme, rompu aux questions juridiques dont nous pressentions l'inévitable rencontre, nous prêtât l'appui de son expérience. M. Armand Ravelet, alors directeur du journal *le Monde*, bien connu comme jurisconsulte catholique, était un des familiers

du cercle : son concours nous était acquis. Nous étions ainsi neuf, dont hélas! trois seulement survivent à l'heure où j'écris ces lignes.

∴

Le 23 décembre 1871, avant-veille de Noël, vers huit heures du soir, tous étaient réunis dans l'humble chambre de Vrignault, au cercle Montparnasse.

Je ne me rappelle pas les détails de cette première séance. J'en ai vainement cherché le procès-verbal dans les archives du cercle et dans celles de notre Œuvre. C'est pour moi un profond regret de ne pouvoir conserver ici, dans sa forme précise, l'acte qui lia nos volontés. Mais je me souviens très exactement qu'il fut rédigé par René de La Tour-du-Pin, et qu'il n'y eut entre nous, ni discussions, ni discours. Je nous vois agenouillés sur le carreau de la chambre d'ouvrier où nous étions rassemblés, animés d'une ardeur exaltée, écoutant, les mains jointes, la prière que Vrignault disait d'une voix tremblante de ferveur. Ce n'était pas une séance de comité, c'était une veillée d'armes. Quant à nos décisions, j'en ai de même gardé fidèlement la mémoire.

Nous nous déclarions formés en « comité pour la fondation de cercles catholiques d'ouvriers dans Paris ». Tout de suite préoccupés de faire grand, nous nous engagions, avec une belle audace, à en établir un dans chacun des vingt arrondissements. Pour recueillir l'argent nécessaire à une si vaste entreprise, mais plus encore pour frapper, émouvoir l'opinion publique par l'annonce de nos desseins et la proclamation de nos idées, nous arrêtions qu'un *Appel aux hommes de bonne volonté* serait immédiatement lancé dans toute la presse et nous chargions de le rédiger Paul Vrignault, que nous nom-

mions notre président [1], comme le plus digne par sa piété et son dévouement aux ouvriers, Maignen, à cause de son état religieux, se dérobant à toute fonction extérieure. Enfin, pour exprimer, dans une manifestation précise, le caractère et l'esprit de notre œuvre, nous formulions une adhésion sans réserve aux principes de l'encyclique *Quanta Cura* (celle de 1864) et à la condamnation portée par Pie IX « contre toutes les erreurs du temps présent ». Cette adhésion devait être envoyée, sous forme d'adresse, au Souverain Pontife [2].

La condamnation de toutes les erreurs du temps présent, c'était le *Syllabus*, et nous l'entendions bien ainsi. Ce que nous voulions en effet, — j'ai montré comment, peu à peu, cette conception s'était emparée de nos esprits, — ce que nous cherchions par-dessus tout dans le mouvement social qui nous emportait vers les œuvres ouvrières, c'était le moyen de refaire une société chrétienne ; et cette réforme de la société, dans notre pensée, supposait nécessairement deux conditions fondamentales, la confiance absolue dans les enseignements de l'Eglise, la rupture ouverte avec les doctrines de la Révolution. L'adhésion au *Syllabus*, objet, lorsqu'il parut, de tant d'attaques passionnées que la proclamation du dogme de l'infaillibilité venait de raviver, avait pour

1. Paul Vrignault conserva la présidence jusqu'à la fin de 1872 ; il fut remplacé par le comte Louis de Villermont, qui eut lui-même pour successeur, à la fin de l'année 1873, M. Joseph de La Bouillerie.

2. L'adresse au Pape, envoyée quelques jours plus tard, par l'intermédiaire du cardinal Chigi, alors prononce apostolique à Paris, reçut, outre nos signatures, celles de deux membres nouveaux du comité, presque aussitôt adjoints aux neuf premiers, MM. Joseph de La Bouillerie, député à l'Assemblée nationale, depuis ministre de l'Agriculture et du Commerce après le 24 mai, et Henry Blount. Celui-ci, Anglais d'origine, fils du président de la Cie des chemins de fer de l'Ouest et marié à une Française, venait, comme secrétaire général de la société de secours organisée par ses soins, de conquérir un titre éclatant à la reconnaissance publique, en se dévouant au soulagement des paysans français ruinés par la guerre, particulièrement de ceux du champ de bataille de Sedan.

nous, aussi bien que pour nos adversaires, cette double signification. En l'arborant comme un drapeau, nous prenions position avec une hardiesse qui plaisait à nos cœurs, et nous éprouvions, au moment d'ouvrir la campagne sous de telles enseignes, une sorte d'orgueilleuse satisfaction, en songeant aux combats qui s'apprêtaient.

.˙.

Le procès-verbal du 23 décembre ne fut pas publié. L'*Appel aux hommes de bonne volonté*, rédigé dès le lendemain par Vrignault, posait la question sous une forme plus accessible à tous les esprits. Le voici, tel que le signèrent les neuf que j'ai nommés. Il portait en tête une croix avec la devise : *In hoc signo vinces*. Nous l'avions adoptée presque d'instinct pour emblème, afin de marquer notre but et d'affirmer, en invoquant la victoire de Constantin, notre foi dans le triomphe du christianisme.

Appel aux hommes de bonne volonté.

« La question ouvrière, à l'heure présente, n'est plus un problème à discuter. Elle se pose devant nous comme une menace, comme un péril permanent. Il faut la résoudre. Autrement, la société, semblable aux pouvoirs qui agonisent et ne peuvent plus se sauver même en abdiquant, s'entendrait dire ce terrible arrêt : Il est trop tard !

« La Révolution est près d'atteindre son but. Du cerveau des philosophes elle est descendue dans le cœur du peuple, et elle organise aujourd'hui, pour une lutte suprême, les ouvriers qui sont la substance de la nation.

« Laisserons-nous ces enfants (car le peuple est un enfant, sublime ou égoïste), laisserons-nous ces ouvriers flattés dans leurs passions et leur orgueil, consommer la ruine de la patrie et du monde, ou bien, puisant des

forces invincibles au Cœur de Jésus ouvrier, nous souvenant des gloires de la France et de son titre de fille aînée de l'Eglise, ferons-nous un dernier effort pour sauver le peuple et hâter le règne de Dieu dans l'atelier régénéré ?

« Telle est la question. L'heure n'est plus aux discours : il faut agir! A ceux qui ne veulent désespérer ni de notre chère France, ni d'eux-mêmes, nous faisons un énergique appel.

« Aux doctrines subversives, aux enseignements funestes, il faut opposer les saintes leçons de l'Evangile : au matérialisme, les notions du sacrifice ; à l'esprit cosmopolite, l'idée de patrie ; à la négation athée, l'affirmation catholique.

« Il importe, en outre, de détruire ces préjugés qui divisent, engendrant, d'une part, le mépris et l'indifférence et, de l'autre, la haine et l'envie.

« Les hommes des classes privilégiées ont des devoirs à remplir vis-à-vis des ouvriers leurs frères ; et si la société a eu le droit de se défendre les armes à la main, elle sait que les obus et les balles ne guérissent point, et qu'il faut autre chose.

« C'est sur le terrain de la vérité catholique et non ailleurs que les mains peuvent s'unir et les âmes se comprendre.

« Or, il existe à Paris un cercle de jeunes ouvriers où l'on applique avec succès ces maximes de salut. Ce cercle est la pierre d'attente de l'édifice futur, et le type vivant des associations ouvrières catholiques que nous verrons fleurir un jour. On y combat sans cesse les dangers qui menacent les classes laborieuses, surtout à Paris. La parole divine y est prêchée, le saint sacrifice y est offert, la charité active y est pratiquée ; des livres honnêtes et de saines publications y sont mis à la disposition des sociétaires ; des amitiés durables s'y forment ; la source des bons conseils et des exemples salutaires n'y est jamais tarie. On y aime l'Eglise et la France.

Des hommes du monde, encore en petit nombre, fréquentent ce cercle et tiennent à honneur de traiter en amis ces ouvriers chrétiens.

« Eh bien! voilà le remède! Le moyen est trouvé. Il s'agit de le développer, de l'appliquer sur une plus vaste échelle.

« Au lieu d'un cercle dans Paris, il en faut vingt; il en faudrait dans chaque grande ville. L'Angleterre et l'Allemagne en comptent par centaines [1].

« Les hommes de ténèbres s'associent : associons-nous! Ils se liguent pour renverser : liguons-nous pour construire! Ils fondent des clubs révolutionnaires : fondons des cercles catholiques!

« Cela coûtera cent mille francs, cinq cent mille francs, un million : qu'importe? Croyez-vous que la reprise de Paris sur la Commune n'ait pas coûté plus cher?

« Nous nous adressons à tous les cœurs de bonne volonté; qu'ils réfléchissent et qu'ils comprennent.

« La patrie a de lourdes charges, et tous les citoyens doivent contribuer à les alléger : c'est là un impérieux devoir; mais il y a place pour d'autres sacrifices, et à cette heure de notre histoire où les divertissements profanes seraient une impiété nationale nous pensons qu'en opérant sous ce rapport la réforme exigée par les circonstances, on réunirait aisément les ressources nécessaires pour réaliser une Œuvre qui est actuellement, on peut le dire, l'œuvre voulue de Dieu, l'œuvre des œuvres. »

Sera-t-il trop présomptueux de dire qu'après trente-sept années cet appel garde encore une douloureuse ac-

1. Allusion aux organisations ouvrières de l'Angleterre dont il était alors question dans tous les milieux occupés des questions sociales, et aux cercles d'ouvriers fondés dans les pays rhénans par l'initiative de l'abbé Kœlping.

tualité, et que, mieux écouté des classes élevées, il eût peut-être prévenu, au moins en partie, la démoralisation sociale qui rend plus nécessaire que jamais d'opposer « au matérialisme les notions du sacrifice, à l'esprit cosmopolite l'idée de patrie, à la négation athée l'affirmation catholique ? »

Aucun prêtre ne présida à cette première manifestation de nos idées. Ce n'était pas, bien loin de là, parti pris de notre part, et nous devions, au contraire, très promptement, rechercher pour notre Œuvre la direction spirituelle et doctrinale d'un aumônier ; ce fut tout simplement l'effet des circonstances.

La presse dite anticléricale, hypnotisée par la haine des jésuites, a souvent répété que leur main se retrouvait, dès ses origines, dans cette Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, objet de ses attaques les plus violentes. Beaucoup d'écrivains sympathiques à l'Œuvre l'ont répété de bonne foi. Rien n'est moins exact. J'ai dit quelle part, limitée à quelques conversations et à quelques lectures, le Père Eck avait eue, à Aix-la-Chapelle, dans ma formation intellectuelle. Hors de là, aucune influence n'était venue, de ce côté, agir sur nos esprits.

Je ne connaissais, en 1871, qu'un seul jésuite, saint et modeste religieux, au visage souriant, aux cheveux tout blancs, dont beaucoup de mes contemporains ont pu conserver le souvenir, le Père Lefebvre. Il m'avait confessé au moment de ma première communion. J'avais gardé, pendant ma jeunesse, l'habitude de l'aller voir de temps à autre, et je l'avais reprise, depuis mon retour à Paris, après la guerre et la Commune. Mais il était resté tout à fait étranger à mes projets d'activité sociale. Le cercle Montparnasse avait un aumônier : c'était un oratorien, le Père Foinel, dont les anciens du cercle n'ont pas oublié le nom. Ce fut lui qui, le jour de Noël de 1871, célébra dans la chapelle du cercle le salut auquel nous vînmes assister pour renouveler, devant le

Saint-Sacrement, les engagements contractés dans la soirée du 23. Un peu plus tard, il prit place dans le comité, mais il n'eut pas, sur la fondation même de l'Œuvre, d'action directe.

Notre manifeste, comme la résolution qu'il exprimait, fut le fruit de notre seule initiative.

* * *

Les grands journaux catholiques, *l'Univers* et *le Monde*, l'accueillirent avec empressement. Quelques autres, près desquels certains membres du nouveau comité avaient accès, le reproduisirent également.

Mais nous voulions davantage. *Le Figaro* exerçait, sur les milieux conservateurs, une influence considérable. Un écrivain, inconnu jusque-là, y tenait, à cette époque, une place prépondérante. Sa plume brillante, ses sentiments patriotiques, généreux et vibrants, l'énergie qu'il apportait à la défense de l'ordre social, lui donnaient, près de ses lecteurs, une immense popularité; il s'appelait Bucheron et signait Saint-Genest. C'était un ancien officier, sorti du rang. Mon frère et moi, nous nous chargeâmes d'aller lui demander un article pour lancer notre Œuvre. Il habitait, à Passy, une modeste maison, voisine de la Muette, où il demeurait avec sa mère qu'il entourait de soins, et qui, disait-on, avait une part assez grande dans l'inspiration de ses articles. Nous allâmes, un matin de janvier, frapper à sa porte. J'étais en tenue : si peu de temps après la guerre et la Commune, l'uniforme était un titre au bon accueil des patriotes et des honnêtes gens.

Notre visite, pour un journaliste, échappait à la banalité. Deux jeunes hommes, l'un officier de cavalerie, l'autre qui en gardait l'allure, venant, au lendemain des tragiques événements dont Paris tremblait encore, demander qu'on les aidât à ouvrir aux ouvriers, dans les quartiers populaires, des asiles pacifiques, où les

riches tendraient les mains aux pauvres et les convieraient, au nom de Jésus-Christ, à la paix sociale, c'était, assurément, de quoi piquer la curiosité, peut-être émouvoir le cœur. Celui de Saint-Genest fut touché dès les premiers mots. La réception courtoise se changea vite en une cordiale attention, puis, à mesure que nous parlions, que nous disions nos espoirs et nos enthousiasmes, en une chaleureuse et intelligente sympathie.

Saint-Genest promit l'article. Il parut le lendemain, 17 janvier 1872, sous ce titre : *Les hommes de bien*. En voici le début :

« Tenez! j'ai passé une de ces matinées après lesquelles, malgré tout, on se reprend à l'espérance.

« Je dormais encore. On vient me prévenir que deux personnes demandaient à me parler : je me lève de fort méchante humeur, cherchant dans mon esprit quel intérêt ou quelle passion pouvaient être debout à pareille heure.

« C'étaient M. le comte de Mun et son frère, officier d'ordonnance du général de Ladmirault, qui désiraient m'entretenir, non pas de choses personnelles, mais du bien du pays! »

Nous avions laissé à Saint-Genest notre *Appel aux hommes de bonne volonté*. Il en citait des passages et il continuait :

« Je regardais ces deux gentilshommes, qui, à cette heure matinale, étaient déjà dans notre lointain Passy, non point pour faire des discours ou écrire des brochures, mais pour agir, décidés à lutter contre le mal, espérant contre toute espérance. Quand ils s'excusaient de venir ainsi déranger M. Saint-Genest, je ne puis assez dire quelle était ma confusion, et je voudrais la leur faire comprendre aujourd'hui! car, toutes les fois que je rencontre, parmi les heureux de ce monde, des hommes de bien qui, au lieu de s'agiter et de se lamenter dans le vide, disent : Debout! il faut combattre! je m'incline toujours devant ces hommes-là. »

Il racontait alors ses objections, ses doutes, tout ce qu'il nous avait opposé : « Connaissez-vous le peuple? Savez-vous dans quel état la Révolution l'a mis? Lui montrer la Croix, lui parler du Christ! y avez-vous songé? »

Et il disait nos réponses, il était encore notre Appel : « Ce n'est pas tout de jeter l'anathème sur le peuple, il faut aller à lui! les hommes des classes privilégiées ont des devoirs à remplir vis-à-vis des ouvriers leurs frères... »

Puis ayant montré le pays livré depuis six mois aux intrigues, aux habiletés du parlementarisme, à l'heure où il eût fallu, pour le sauver, pour le ressusciter, quelqu'une « de ces paroles élevées, puissantes, sublimes, qui transfigurent un peuple », il concluait par ces mots : « Puisque la société en est réduite à se défendre seule, voilà des hommes d'action, des hommes de bien qui se dévouent au combat! Voulez-vous les aider? »

L'article fit grand effet. Quoique les milieux mondains n'aiment pas ordinairement ceux qui s'avisent, en quittant les sentiers battus, de rompre avec leur routine et de troubler leur quiétude, le reste d'émotion dont les agitaient les drames de la veille et l'incertitude du lendemain, nous y donnèrent un moment de succès. L'idée parut généreuse et séduisit les imaginations.

Félicitations, mots d'encouragement et promesses de concours, laissés sur les cartes de visite avec une offrande, s'entassèrent en quelques jours. Il s'y mêlait des injures anonymes, des billets menaçants, et c'était pour notre plus grande joie; car il nous semblait, dans cette riposte de l'adversaire, trouver un hommage offert à notre vigueur.

* * *

Lettres et souscriptions, tout arrivait à la grille de

l'avenue de l'Alma. Nous avions installé dans le cabinet le toilette de mon frère trois tables de bois blanc et trois chaises : ce fut notre premier secrétariat.

Ce mot avait pour nous un sens particulier. Nous aurions pu nous borner, selon l'usage des œuvres existantes, à la création d'un comité où le hasard des bonnes volontés, concourant sans ordre à l'entreprise commune, suffirait à faire face aux besoins et aux circonstances. Mais l'esprit militaire nous animait, non moins que le zèle apostolique. René de La Tour-du-Pin en était la vivante incarnation. Il portait, dans la nouvelle carrière où il s'engageait avec nous, les habitudes d'esprit qu'il tenait de sa profession, et des observations dont il avait nourri sa pensée.

Officier d'état-major, il savait, par la douloureuse épreuve de la guerre, comment le corps auquel il appartenait s'était trouvé, trop souvent, paralysé par le défaut de méthode dans l'organisation du travail. Il avait, des règles générales de cette organisation, une conception très nette qui lui paraissait applicable à tout effort collectif; car il y voyait le seul moyen d'employer efficacement l'activité des hommes. La distinction entre la décision et l'exécution, la division et la coordination des tâches particulières, la responsabilité de ceux qui en exécuteraient les détails envers celui qui en conduirait l'ensemble, celle de tous envers l'autorité supérieure maîtresse de la direction générale : telles étaient les idées dont il avait, en maints entretiens, pénétré nos esprits.

Nous voulûmes immédiatement les mettre en pratique, en constituant un groupe spécial, dont les membres, sous la direction d'un secrétaire général et le contrôle permanent du comité, se partageraient les diverses branches de l'action commune. Ce groupe fut d'abord divisé en trois sections, chargées, l'une de la propagande, l'autre des fondations, la troisième des finances, dont les chefs devaient, chaque semaine,

rendre compte au comité du travail accompli dans un concert de tous les instants entre eux et avec le secrétaire général.

Ainsi créée dès le premier jour, complétée un peu plus tard par une quatrième section, dite de l'enseignement et chargée des études sociales, puis élargie au fur et à mesure des besoins par la création de services nouveaux et par l'entrée dans les cadres primitifs d'auxiliaires toujours plus nombreux, cette organisation a déterminé le rapide et magnifique essor de l'Œuvre des cercles catholiques, assuré son développement et sa vie, marqué toutes ses entreprises d'un caractere propre.

Grâce à l'union étroite des cœurs et des esprits, soudés en un inséparable faisceau, elle en a fait une admirable école de discipline volontaire, un puissant instrument pour la formation des hommes, un terrain d'action d'une inépuisable fécondité. Quand je songe, aujourd'hui, aux fruits qu'a portés cette institution du secrétariat général, aux traces profondes qu'elle a laissées sur le chemin des œuvres sociales, je ne puis me défendre de quelque émotion, en revoyant par la pensée, dans le cabinet de l'avenue de l'Alma, ces humbles tables de bois blanc qui, dès lors, symbolisaient à nos yeux toute une réforme de l'action catholique.

Nous n'étions que trois pour en commencer l'exécution. Maignen était absorbé par la direction de son cercle; Vrignault lui consacrait toutes les heures que ne réclamaient pas ses devoirs professionnels. Les autres membres du comité, députés ou écrivains, étaient tous trop occupés pour qu'un concours actif de leur part fût possible. Nous avions, La Tour-du-Pin et moi, plus de loisirs, malgré les obligations de notre service près du gouverneur de Paris, et grâce à sa bonté. Mon frère était libre de son temps. Le secrétariat général fut ainsi formé entre nous trois.

Sa direction fut confiée d'abord, naturellement, à René de La Tour-du-Pin qui en avait conçu la pensée. La hauteur de ses vues, la confiance qu'il avait en elles, la ténacité avec laquelle il savait les poursuivre, enfin la grâce de son esprit et la séduction de ses manières le désignaient, d'ailleurs, pour la propagande des idées. Il prit donc, en même temps, la charge de la première section. Robert avait pour l'administration des aptitudes remarquables : il fut le trésorier du comité et le chef de la troisième section. La deuxième, sur laquelle devait reposer la fondation des cercles, me fut attribuée.

CHAPITRE IV

Le Cercle de Belleville

L'action sociale organisée. — Belleville. — Le bureau de Saint-Germain-l'Auxerrois. — Le centre gastronomique ; les dîners de l'Œuvre. — Le lien religieux. — Mgr Guibert, archevêque de Paris. — M. l'abbé Langénieux, vicaire général. — Mgr de Ségur ; M. l'abbé d'Hulst ; le Père Monsabré ; le Père du Lac ; les dames patronnesses. — Le jour de Pâques 1872. — L'inauguration du cercle de Belleville. — Le cantique des ouvriers.

Le comité avait, on l'a vu, décidé que le premier cercle serait fondé à Belleville. On se mit au travail immédiatement. Il fallait trouver un local, un noyau d'ouvriers, un directeur et quelques hommes de bonne volonté disposés à former le « conseil de quartier » : c'était le nom que nous avions donné au groupe des représentants de la classe dirigeante, dont le rôle nous semblait essentiel dans la vie du cercle catholique tel que nous le concevions.

Ce mot de « classe dirigeante » est, depuis, tombé dans le discrédit, à mesure que grandissait, dans notre société, le mouvement démocratique. On l'a jugé malsonnant, blessant pour les ouvriers, choquant pour les principes égalitaires. Les uns ont voulu le remplacer par celui de classe élevée, qui constate simplement un fait sans impliquer la notion d'un devoir ; les autres ont cru, en évitant de le prononcer, faire disparaître les défiances qu'il éveille ; d'autres encore ont nettement répudié le mot et l'idée qu'il exprime, afin de conquérir plus facilement les sympathies et la confiance populaires, en effaçant les distinctions sociales dans la confusion d'une égalité factice.

Ceux-ci sont victimes d'une erreur; ceux-là se bercent d'une illusion. Dans toute société, quelle que soit son organisation politique, il y a et il y aura toujours des hommes à qui les avantages de l'éducation, du savoir et de la richesse, alors même que les autres sont abolies par les mœurs ou par les lois, confèrent, vis-à-vis de ceux à qui ces dons font défaut, une autorité, une influence, en un mot des moyens d'action, moraux et matériels, dont l'usage constitue précisément la direction sociale.

La Révolution, en détruisant toute hiérarchie, n'a pu cependant supprimer les relations naturelles des hommes entre eux. Elle a rompu les liens politiques et corporatifs qui les unissaient; elle n'a pu faire que les riches et les pauvres ne restassent en présence : l'un de ses plus funestes effets est d'avoir réduit toute la vie sociale à cette rencontre brutale, d'où l'opposition des intérêts devait, nécessairement, faire sortir un antagonisme permanent.

Eteindre cet antagonisme, telle était justement la pensée fondamentale de notre Œuvre. En appelant de leur nom les classes dirigeantes, en invoquant leur concours actif, nous entendions donner une forme pratique à la conception même qui nous inspirait. Aussi, quand, dès le début, le comité voulut fixer, dans ses grandes lignes, l'organisation des futures fondations, il inscrivit à l'article 5 des *Bases générales de l'Œuvre*, arrêtées le 27 janvier 1872, la disposition suivante : « Au fur et à mesure de la fondation des cercles, il est institué des conseils de quartier qui sont chargés de tous les intérêts de leurs cercles respectifs. »

Dans notre pensée, les conseils de quartier étaient l'association de la classe dirigeante, les cercles celle de la classe populaire, et toutes deux unies par un commun effort, en vue de provoquer l'entente pacifique des riches et des pauvres, figuraient pour nous l'action sociale organisée.

∴

Ce ne fut pas une médiocre difficulté que de rassembler, dans le quartier de Belleville, les éléments de notre entreprise. Il avait encore, à cette époque, l'aspect d'une petite ville de province. La classe élevée n'y était représentée que par quelques rentiers, modestes commerçants retirés des affaires, ou employés retraités; nous n'y connaissions personne. Les ouvriers n'étaient pas plus faciles à découvrir et à grouper.

Nos courses d'alors, dans ces rues éloignées, sont demeurées très présentes à ma mémoire. Nous les faisions ensemble, mon frère et moi, quelquefois avec Vrignault, et toujours de très bonne heure, à cause des obligations de mon service. Il n'y avait en ce temps-là ni *métro*, ni *tram*, et le voyage était long, de l'avenue de l'Alma à la rue de Belleville. Nous y arrivions cependant dès sept heures du matin.

Que de souvenirs se pressaient autour de nous, tandis que nous gravissions la colline! Cette rue, quelques mois plus tôt, je l'avais vue barrée, presque à chaque pas, de pavés amoncelés, sur lesquels étaient jetés, en de hideuses postures, des cadavres souillés de poussière et de sang; sur cette place, le général de Ladmirault, vers la fin de la matinée du 25 mai, n'avait pu, malgré son calme ordinaire, retenir un geste de désolation, en apercevant autour de lui les morts entassés, soldats de la Commune et soldats de l'armée, confondus en effroyables monceaux, restes du combat fratricide; dans cette église de Saint-Jean-Baptiste, aujourd'hui paisible et recueillie, une foule de malheureux étaient réfugiés, que notre chef aurait voulu laisser libres, et que les ordres de M. Thiers l'obligeaient à envoyer, en une lamentable colonne, aux prisons de Versailles. Là, le même jour, de la bouche de quelques habitants du quartier, frappés d'épouvante, nous avions appris avec un frisson d'horreur le mas-

sacre des otages, fusillés la veille au « secteur[1] » de la rue Haxo : leur affreux cortège, commandé par Emile Gois, dit « Grille d'Egout », avait suivi le chemin que nous parcourions, la rue de Puebla, la rue des Rigoles, la rue de Paris, les gardes municipaux se laissant conduire militairement au supplice au lieu de se ruer sur leurs bourreaux, les religieux, le Père Olivaint, le Père de Bengy, le Père Caubert, tous les trois jésuites, le vieux Père Tuffier, de la congrégation de Picpus, qui se traînait à peine, le séminariste Seigneret, presque un enfant, marchant au martyre, en priant à haute voix : *Ibant gaudentes.*

Ces images qui hantaient nos esprits stimulaient notre ardeur. N'était-ce point de cette scène tragique que notre Œuvre était sortie ?

Un vicaire de la paroisse nous avait accueillis, dès notre première visite, avec un joyeux empressement ; il se nommait l'abbé Petit. C'était un cœur d'apôtre : il souffrait cruellement de l'impuissance à laquelle le clergé se trouvait condamné dans les quartiers populaires. « Songez, disait-il, la voix tremblante d'émotion, que cette paroisse a plus de 60.000 habitants, que le service de l'église, l'exercice du culte, absorbent tout notre temps. Il faudrait atteindre cette foule, entrer en contact avec elle, la pénétrer : personne ne nous aide ; pas d'œuvre ouvrière, une école de frères, une maison de sœurs, perdues dans l'immense population ! » Les plaintes de l'abbé Petit remuaient nos âmes, éclairaient douloureusement le drame social de la veille. Comment ce peuple abandonné, sans prêtres, sans culte, sans éducation chrétienne, eût-il résisté à l'appel des passions révolutionnaires ? Par quelle folle imprévoyance, par quelle coupable indifférence, le gouvernement impérial,

1. Le « secteur » était un groupe de quelques maisons, qui formaient la « cité de Vincennes », au n° 8 de la rue Haxo, et où, pendant le siège de Paris, s'était installé l'état-major du deuxième secteur.

entourant la religion d'un respect extérieur, avait-il abandonné dans ce dénûment moral ces masses populaires, dont il favorisait l'agglomération ?

Nous échangions ces idées en parcourant avec l'abbé Petit les rues du quartier, tantôt pour découvrir une petite maison à louer, abri du cercle futur, tantôt pour visiter les personnes qu'on nous signalait comme disposées à seconder notre œuvre, ou les ouvriers dont, sur des indications péniblement recueillies, nous allions demander l'adhésion.

Ces courses étaient fatigantes, mais nous les faisions gaîment, reçus presque partout avec sympathie, souvent avec un véritable enthousiasme. Elles occupèrent les premiers mois de l'année 1872.

⁂

D'autres soins s'y ajoutaient. L'installation provisoire de l'avenue de l'Alma n'avait pu durer. Il avait fallu chercher pour établir nos bureaux, où déjà affluaient une énorme correspondance et des visiteurs nombreux, une demeure plus centrale et moins personnelle. Soucieux de réserver, autant que possible, toutes nos ressources pour les fondations, nous ne voulions ni loyer coûteux, ni installations luxueuses. M. Legrand, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, vint à notre secours. C'était un prêtre déjà avancé dans la vie, jouissant d'une grande autorité par son caractère, autant que par la situation qu'il occupa, entouré de l'universelle vénération, pendant les longues années de sa verte vieillesse. Il avait été l'un des directeurs de cette académie de Saint-Hyacinthe, dont j'ai parlé, que gouvernait l'abbé Dupanloup, et il y avait connu mon père encore tout jeune : de là, entre nous, un lien particulier. Sa paroisse était, en outre, celle du Louvre : le gouverneur de Paris, sa famille, sa maison militaire, entretenaient avec lui des relations excellentes. Il fut ainsi instruit de nos projets,

et un des premiers qui les approuvèrent. Lorsqu'il sut que nous étions en quête d'un logis, il nous offrit deux petites pièces carrelées, à l'étage supérieur de son presbytère. Elles étaient au sommet du corps de bâtiment, situé entre l'église et la mairie du premier arrondissement, derrière la tour de l'horloge qui, du dehors, en masque la vue. On y accédait par un escalier sans fin d'une redoutable raideur. Nous apportâmes, dans ces chambres voisines du ciel, nos chères tables de bois blanc et nos chaises de paille, auxquelles s'ajoutèrent quelques cartons, et le secrétariat fut installé.

Il y fallait encore un employé permanent. Nous le rencontrâmes en la personne d'un ancien zouave pontifical, nommé Boucault, qui nous fut recommandé par le général de Charette, et dont la mémoire mérite de trouver, dans ces pages, un souvenir affectueux. C'était avec sa barbe noire et courte, ses sourcils épais, ses traits découpés rudement, un type de vieux soldat, fidèle et bourru : dévoué jusqu'à se faire tuer, sans hésiter, pour ceux qui personnifiaient, à ses yeux, la cause qu'il défendait, il était, pour les autres, souvent intraitable. Je crois bien qu'il n'aimait au monde que Charette et, après lui, les trois compagnons que, sur son ordre, il avait reconnus pour ses chefs : La Tour-du-Pin, Robert et moi. Quand il disait : « Mon bon monsieur Robert, mon bon monsieur Albert », on sentait qu'il donnait tout son cœur. De nous, il eût tout accepté ; pour nos confrères, même les meilleurs, il se montrait méfiant et prompt à la révolte.

Il servait l'Œuvre avec le même esprit, un peu étroit, mais exact à la consigne, occupant le bureau comme un corps de garde, exécutant les ordres militairement, tenant les archives ainsi qu'un cahier de décisions régimentaires. Il comprenait la propagande à la façon d'un sergent instructeur. Lorsque, plus tard, les demandes de renseignements et de conseils commencèrent à arriver de toutes les parties de la France, il avait une ma-

mère à lui de résumer plaisamment, en s'inspirant de la théorie du maniement d'armes alors en vigueur, les réponses qu'il convenait d'y faire. « C'est bien simple, disait-il : réunir quelques hommes, leur lire les règlements, louer un local, et, cela fait, *ouvrir le cercle les ongles en dessus.* »

Tel qu'il était, nous l'aimions beaucoup, à cause de ses qualités admirables de cœur et de dévouement. Il fut pour nous, pendant de longues années, moins un employé qu'un ami. Lorsque les développements de l'Œuvre entraînèrent, dans l'organisation du service, des modifications qui nous obligèrent, vers 1885, à nous séparer de lui, il fut, par nos soins, placé au château de Chambord, devenu la propriété de M. le duc de Parme, et il y demeura jusqu'au moment où il en fut éloigné par la maladie à laquelle, un mois plus tard, il succomba, en 1893.

.·.

L'appartement du presbytère de Saint-Germain-l'Auxerrois était affecté au secrétariat. Pour les séances du comité, M. Legrand avait bien voulu nous prêter une grande salle du rez-de-chaussée qui communique par une galerie avec l'église. Ce fut là que, pendant un an, nous nous réunîmes toutes les semaines, le mardi matin. Comme les séances, toujours très remplies, se terminaient tard, nous avions pris l'habitude d'aller déjeuner ensuite dans un modeste restaurant, établi presque au coin de la rue du Louvre et de la rue de Rivoli. Nous l'appellions le centre gastronomique de l'Œuvre. Ces repas avaient la gaîté d'une pension de sous-lieutenants. Les nouveaux amis qui, attirés par notre *Appel aux hommes de bonne volonté*, nous avaient apporté le concours de leur dévoûment, étaient, pour la plupart, des officiers ; ceux qui ne l'étaient pas en avaient le tempérament et l'entrain. En nommant Félix

et Aymar de Roquefeuille, l'un auditeur, puis conseiller référendaire à la Cour des comptes, l'autre capitaine de cavalerie, tous deux enlevés prématurément à notre affection, Max Récamier leur beau-frère, alors capitaine d'infanterie et plus tard général, Gaston de Langalerie, capitaine au corps d'état-major, lui aussi disparu, Fernand de Parseval, tout jeune chef de bataillon, et qui devait, pour se consacrer à une noble mission, quitter avec le grade de colonel une carrière pleine de promesses, Anatole de Bellissen, le capitaine, depuis général de La Bégassière, mort il y a peu d'années, Arthur de Rougé, ancien officier de cavalerie, Georges Martin, Louis Milcent, ancien zouave pontifical, je ne cite que les plus intimes parmi ces bons compagnons de la première heure. Il faudrait une longue page pour donner les noms de ceux qui bientôt, comme Victor de Marolles, Raoul Ancel, Gaston de La Guillonnière, combien d'autres encore! grossirent notre phalange.

Les déjeuners des jours de comité passèrent très vite à l'état d'institution. La séance s'y continuait dans le laisser aller d'une causerie animée; on s'y excitait joyeusement à l'apostolat, on s'y encourageait à braver le respect humain; on s'enthousiasmait pour la réforme chrétienne de la société, on discutait passionnément la politique du jour, on y lisait, en s'en amusant, les articles injurieux que la presse radicale commençait à publier contre l'Œuvre naissante.

Lorsque les chambres généreusement offertes par le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois devinrent décidément trop étroites et parurent d'un accès trop difficile aux visiteurs, force nous fut de nous établir plus *bourgeoisement*. Le secrétariat fut porté au n° 17 du quai Voltaire, au premier étage d'un vieil hôtel, vaste appartement où notre pauvre mobilier était un peu perdu. C'était au commencement de 1873. Deux ans plus tard, il émigra au n° 10 de la rue du Bac, où il trouva, avec un rez-de-chaussée surmonté d'un entresol, une grande

salle de réunion et des bureaux commodes. Enfin, il occupa, à partir de 1881, le bel entresol de la maison qui, au n° 262 du boulevard Saint-Germain, fait le coin de la rue Solférino. Là nous étions tout à fait au large, nous avions un salon de réception, nous étions installés presque luxueusement. Le secrétariat y demeura de longues années, qui furent pour l'Œuvre celles du plein épanouissement.

Parmi ces déménagements successifs, l'usage des repas hebdomadaires se conserva fidèlement. Quand nous quittâmes l'hospitalière maison de Saint-Germain-l'Auxerrois, le « centre gastronomique » fut fixé sur la rive gauche, d'abord au restaurant Blot, rue de Lille, au coin de la rue du Bac, puis, lorsque les bureaux furent transférés au boulevard Saint-Germain, dans la grande salle du secrétariat lui-même, où les repas étaient montés du restaurant de la Légion d'honneur. Ce n'étaient plus alors des déjeuners, mais des dîners, qui suivaient immédiatement la séance du comité, dont l'heure avait été reportée à la fin de l'après-midi.

Au lieu du mardi, nous nous réunissions le mercredi, qui parut plus pratique lorsque je fus rentré dans la vie parlementaire, parce que la Chambre ne siégeait pas ce jour-là.

Les dîners du mercredi ont eu, pendant vingt ans, dans l'Œuvre des cercles, une importance considérable. Nous n'y étions pas seulement quatre ou cinq, comme au temps de Saint-Germain-l'Auxerrois, mais toujours au moins une vingtaine, très souvent davantage : aux membres du comité se joignaient les confrères de province, de passage à Paris, assurés de nous rencontrer là, les jeunes gens qui venaient volontiers se mêler à nous, attirés par l'ardeur de nos enthousiasmes et la hardiesse de nos idées, puis des invités auxquels nous aimions à nous faire connaître, des étrangers occupés comme nous des questions ouvrières et des études sociales, des publicistes que nos travaux, nos écrits, nos

liscours intéressaient. Drumont a gardé le souvenir de es soirées amicales, où nous réorganisions gaîment la société, d'après les Pères de l'Eglise. Pendant et après e dîner, on causait avec une animation que le choc des esprits suffisait à éveiller, car le menu était d'une exemplaire simplicité. Pour tout dire, cette animation devenait parfois quelque peu bruyante. Nous n'avions rien de la rigide sévérité qu'on suppose aux réunions d'hommes d'œuvres ; en vieillissant, nous avions conservé l'allure et les traditions de notre jeunesse militaire : nos dîners s'en ressentaient. Aussitôt le *benedicite* dit par un de nous, les conversations commençaient, les plaisanteries se croisaient, les discussions s'engageaient, coupées par des rires joyeux ; elles continuaient après le dîner, et es soirées se prolongeaient ainsi assez tard. Quelques-uns nous reprochaient cet abandon et voulaient plus de gravité ; ils avaient peut-être raison : nous essayâmes, mais le naturel revenait au galop.

Quoi qu'il en soit, au reste, les « dîners de l'Œuvre » eurent pour son développement la plus heureuse influence; ce fut peut-être, durant ces vingt années, son moyen de propagande le plus efficace.

*
* *

Je me suis laissé emporter par le souvenir des déjeuners de la place du Louvre bien au delà de l'année 1872. l faut y retourner.

Dès les premières séances du comité, Vrignault, dans un élan de sa piété, nous proposa, pour donner à notre entreprise un caractère pratiquement chrétien, de nous unir par le lien d'une prière commune. Cette proposition nous surprit : nous n'avions pas encore, malgré la sincérité de notre foi, envisagé pleinement toutes les conséquences qu'entraînait la proclamation de nos principes, et, désireux d'appeler à nous tous les hommes de bonne volonté, nous inclinions à laisser nos rangs

ouverts sans condition particulière. Vrignault fit appel, contre ces tendances humaines, aux raisons surnaturelles, et nos cœurs, préparés à les recevoir par l'exaltation où nous vivions depuis un mois, s'y rendirent sans peine.

La proposition fut donc adoptée, mais réduite à des termes plus modestes que ne les avait conçus l'âme mystique de Vrignault. Nous voulûmes, en décidant qu'un « lien religieux » serait imposé à tous les membres de l'Œuvre, n'y introduire que des pratiques très simples et facilement acceptables pour tous les gens du monde. Les voici :

« Porter sur la poitrine la médaille de l'Immaculée Conception.

« Dire chaque jour, à l'intention de l'Œuvre, le *Souvenez-vous* et les trois invocations suivantes : O Marie, conçue sans péché, saint Joseph, saint Vincent de Paul, priez pour nous.

« Assister tous les ans, le 19 mars, jour de la fête de saint Joseph, à une messe offerte aux intentions de l'Œuvre.

« Faire une communion annuelle pour le salut des ouvriers nos frères. »

Pour quiconque a l'habitude de la vie chértienne, ces dispositions paraitront bien loin d'être excessives. Au cours des années qui suivirent, l'intensité croissante du mouvement catholique provoqua, de la part de certains groupements d'hommes et surtout de jeunes gens, des résolutions autrement énergiques. Nous-mêmes nous devions plus tard ajouter de nouveaux engagements à ceux de la première heure. Mais, à cette époque, où les œuvres d'hommes étaient rares, il y eut, peut-être, quelque mérite à les prendre publiquement, étant donnée la situation mondaine que nous occupions presque tous.

De fait, notre détermination, dès qu'elle fut connue (et elle le fut aussitôt que furent publiés nos premiers règlements) parut à plusieurs imprudente et malheureuse.

On y découvrit une marque de l'esprit d'intolérance dont on commençait à nous accuser, à cause de notre déclaration d'adhésion au *Syllabus*. Mgr Dupanloup nous blâma avec une singulière vivacité.

Cependant lorsqu'aujourd'hui je jette un regard sur la route parcourue par l'Œuvre des cercles, sur les écueils et les difficultés qu'elle a rencontrés, sur les formes multiples qu'a prises son activité, je dois, en conscience, déclarer que notre *lien religieux* a été sa sauvegarde. Non seulement il fut, pour chacun de nous, une force individuelle, en tournant nos âmes vers la vie surnaturelle, en nous préservant des manifestations de foi purement extérieures, mais il défendit l'Œuvre elle-même contre les tentations humanitaires ou politiques, qui, dès ses débuts, vinrent l'assaillir, sous prétexte d'élargir son action. Il la garda des ambitieux et des curieux, des philanthropes et des inventeurs de remèdes sociaux ; il fit d'elle ce qu'elle fut vraiment pendant de longues années, la plus puissante association de catholiques militants que notre temps ait vue naître.

Paul Vrignault lui rendit un service immense, en lui donnant, dès son berceau, un caractère nettement religieux. Son influence devait, dans ces premiers mois, s'exercer une fois de plus par la consécration de l'Œuvre au Sacré-Cœur, je dirai tout à l'heure à quelle occasion.

Il semble que Dieu, dans ses secrets desseins, eût voulu, en le plaçant à notre tête, lui confier cette mission particulière. Lorsqu'elle fut remplie, lorsque, sur son inspiration, notre Œuvre se fut irrévocablement et au grand jour affirmée comme pratiquement catholique, il ne tarda pas à quitter la présidence du comité, dont il avait quelque peine à concevoir le rôle ainsi que nous, l'ardeur de son caractère et de ses idées lui permettant malaisément de laisser à d'autres l'activité et la responsabilité. Très simplement il s'effaça, rentra dans l'ombre, et s'enferma désormais dans une vie de plus en plus surnaturelle.

∴

Notre engagement religieux devait être soumis à l'autorité ecclésiastique. Maignen, le Père Foinel, Vrignault lui-même, nous le firent comprendre immédiatement. C'était en outre, pour nous, un devoir évident de nous présenter au chef du diocèse, de solliciter pour notre Œuvre son approbation avec sa bénédiction, et de lui demander pour notre action future les autorisations nécessaires.

L'archevêque de Paris était alors Mgr Guibert, depuis cardinal. Lorsque après la défaite de la Commune, il avait fallu remplacer l'infortuné Mgr Darboy, massacré à la prison de la Roquette, M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, était allé, d'accord avec M. Jules Simon, ministre des Cultes, chercher, pour le proposer au Souverain Pontife, le prélat qui, sur le siège de Tours, avait, par son attitude généreuse et son dévoûment patriotique, par la douce fermeté de son caractère et la simple habileté de sa conduite, non moins que par sa dignité et ses vertus apostoliques, conquis, pendant la guerre, le respect et la sympathie des membres du gouvernement de la Défense nationale, réfugiés dans sa ville épiscopale. Gambetta s'était incliné devant cette grande figure. Le juif Crémieux, logé au palais de l'archevêché, avait subi la séduction de l'hôte auquel il s'était imposé.

Nul de ceux qui l'ont connu n'a oublié la physionomie du cardinal Guibert, ses traits largement accentués, sa bouche finement souriante, ses yeux petillants de malice sous ses sourcils épais, et le charme de sa parole que facilement, en dépit de la gravité des pensées, son accent méridional faisait enjouée.

Nous nous rendîmes tous ensemble, Vrignault, Maignen, La Tour-du-Pin, Robert et moi, au palais de la rue de Grenelle. L'archevêque nous reçut dans le salon d'où, neuf mois plus tôt, le 24 avril 1871, son prédé-

cesseur était sorti, traîné par les agents de Raoul Rigault, procureur général de la Commune, vers la prison où l'attendait la mort. Ainsi, à cette époque, on heurtait à chaque pas les souvenirs sanglants [1].

Vrignault exposa, avec son ardeur ordinaire, l'idée générale qui nous inspirait. Mgr Guibert l'écouta avec une bonté un peu distraite. Un de nous lui remit notre *Appel aux hommes de bonne volonté*. Il le parcourut des yeux.

Maignen qu'il connaissait déjà, en sa qualité de religieux, lui parla du cercle Montparnasse et de sa situation précaire. Robert et moi, nous ajoutâmes quelques mots sur le succès de notre souscription et sur le projet que nous avions d'établir à Belleville notre première fondation.

Le bon archevêque nous laissa dire sans faire d'objection, mais aussi sans marquer autre chose qu'une vague sympathie. Il loua nos desseins en termes bienveillants et non moins vagues, ne blâma ni n'encouragea notre enthousiasme catholique, approuva notre *lien religieux* à condition que son texte exprimât formellement « qu'il ne nous engageait pas sous peine de péché », et nous autorisa à continuer notre entreprise, sans paraître l'envisager avec beaucoup de confiance ; puis il nous bénit et nous congédia paternellement.

Pour des hommes convaincus qu'ils devaient régénérer la société et sauver leur pays, cette bienveillance narquoise était quelque peu mortifiante ; elle nous parut, en effet, pénible. Nous sortîmes de l'audience mal impressionnés et, je l'avoue, plus portés à la critique qu'à l'humilité. Nous déplorions, en descendant l'escalier, l'aveuglement du saint prélat qui n'avait pas compris, à notre gré, la grandeur de nos pensées sociales, et Vri-

1. C'est de ce même salon que sortit encore, le 17 décembre 1906, porté sur son fauteuil, le vénérable cardinal Richard, expulsé, par les ordres du gouvernement de la République, du palais archiépiscopal confisqué et transformé depuis en ministère du Travail.

gnault disait, d'un ton prophétique : « Faudra-t-il donc que, lui aussi, il aille à la Roquette? »

⁂

Quelques jours plus tard, nous trouvions dans cette même demeure une abondante consolation. L'un des vicaires généraux, nouvellement appelés par l'archevêque à le seconder, était M. Langénieux, la veille encore curé de Saint-Ambroise. Pour mon frère et pour moi, son nom éveillait des souvenirs restés ineffaçables au fond de nos cœurs.

Vingt ans plus tôt, l'abbé Langénieux faisait partie du clergé de Saint-Roch. Le curé de la paroisse était alors M. Pététot, dont le nom devait, l'année suivante, être attaché à la reconstitution de l'illustre société des prêtres de l'Oratoire. Autour de lui se groupait une élite sacerdotale. L'abbé de Bories, qui mourut en 1870 curé de Saint-Philippe-du-Roule, dirigeait le catéchisme de première communion : avec sa figure superbe, ses traits pleins de noblesse, sa chevelure argentée, il avait le grand air d'un de ces prélats de l'ancienne cour dont Rigaud nous a transmis l'image ; disciple de Mgr Dupanloup, formé par lui à l'enseignement religieux, il excellait dans sa fonction, où l'assistaient des prêtres, tous destinés aux charges les plus hautes, parmi lesquelles M. Lerebours, le charmant et distingué curé de la Madeleine, que tant de générations de catholiques ont aimé, et M. Langénieux, le vicaire général de 1872, qui allait devenir l'évêque de Tarbes, bientôt le cardinal-archevêque de Reims.

Les catéchismes de Saint-Roch étaient admirables. Attirées par la renommée de leurs directeurs, beaucoup de familles y envoyaient leurs enfants, de préférence à ceux de leur paroisse. Nous étions du nombre, mon frère et moi, et jamais nous n'avions oublié les maîtres qui, si fortement, avaient agi sur nos âmes. Nul sans doute,

parmi les survivants de ces lointaines années, ne les a oubliés plus que nous.

L'abbé Langénieux avait prêché, en 1852, notre retraite de première communion, et je vois encore ses yeux noirs et perçants dont, jusqu'à la fin de sa vie, l'expression demeura saisissante, comme au temps de sa jeunesse ; j'entends encore sa voix chaude et vibrante, qui faisait battre nos cœurs et couler nos larmes.

Lorsqu'après notre visite à l'archevêque, nous vînmes tous deux le trouver pour lui dire nos projets, lui confier nos rêves, lui avouer la déception que nous avait laissée l'entrevue officielle, il reçut à bras ouverts « ses enfants du catéchisme ». Dans sa paroisse de Saint-Ambroise, il avait vu de près le peuple de Paris ; il s'était mêlé à sa vie, ému de ses misères ; et sa charité, son ardeur apostolique lui avaient valu de si vives sympathies que, vers la fin de la Commune, des ouvriers du quartier ayant appris qu'il était inscrit sur les listes d'otages, étaient accourus le prévenir et, sous un déguisement, l'avaient fait échapper aux recherches déjà commencées.

Son âme, remplie de ces tragiques souvenirs, s'associa sans peine à nos pensées. Il comprit nos ambitions, applaudit à nos enthousiasmes, encouragea nos espérances. Désormais son appui nous fut acquis ; il ne nous fit jamais défaut. Depuis l'heure, où, si généreusement, il nous accueillit dans sa chambre de vicaire général, jusqu'au jour, alors bien loin de son esprit et du nôtre, où, archevêque et cardinal, il conduisit aux pieds de Léon XIII les grands pèlerinages d'ouvriers à la tête desquels j'avais l'honneur de marcher, il demeura sans jamais se départir de sa bienveillance, le protecteur et le guide de toutes les entreprises sociales, que l'Œuvre des cercles catholiques fit naître par son initiative.

*
* *

Je ne puis rapporter ici toutes les visites que nous

fîmes durant ces premiers mois de 1872, aux personnages ecclésiastiques de Paris, dont nous désirions nous concilier la sympathie. Je me bornerai à en signaler quelques-unes, que la qualité de l'homme, ou les relations dont ces démarches allaient être le point de départ rendent particulièrement intéressantes.

Mgr de Ségur travaillait, comme je l'ai dit, à unir tous les directeurs des œuvres ouvrières, en les rassemblant dans des congrès annuels inaugurés à Nevers en 1871, et destinés à prendre bientôt un essor magnifique. Tous ceux qui ont vécu de la vie catholique, il y a vingt-cinq ou trente ans, ont connu cette originale et frappante figure où, sur le masque aux pommettes saillantes, aux narines découvertes, l'aïeul Rostopchine semblait avoir mis son empreinte, où les orbites vides des yeux aveugles paraissaient cependant regarder le fond des âmes, où la bouche, largement souriante, donnait à ce visage infirme un air toujours joyeux.

Il habitait un appartement de la rue du Bac, au numéro 39; sa chapelle privée y est encore un sanctuaire vénéré. Combien de jeunes gens, aujourd'hui presque des vieillards, vinrent chercher là de virils conseils! Combien d'âmes souffrantes y trouvèrent de fortifiantes consolations! Combien d'hommes apprirent l'art de se consacrer gaiement au bien, à l'école de cet aimable saint qui les recevait cordialement à sa table hospitalière où, seul, il mangeait la maigre collation des disciples de saint François et buvait de l'eau pure dans une écuelle de bois! Et quel spectacle, dans cette demeure de la rue du Bac, quand, le jour de sa mort, couché sur son lit de sangle, il voulut que les portes fussent grandes ouvertes, pour permettre à tous de venir s'agenouiller sous sa bénédiction, interminable défilé qui dura, jusqu'au moment où, se soulevant, étendant les bras en croix, il s'écria : *alleluia!* et retomba inanimé!

Ce fut dans la chambre où devait s'accomplir cette scène sans pareille qu'il nous accueillit. Avec la haute

intelligence de son âme apostolique, il comprit aussitôt notre entreprise et, sans souci des mesquines objections, il nous promit son appui, heureux de voir dans le vaste champ des œuvres s'avancer de nouveaux ouvriers.

Bien loin du quartier, centre traditionnel du monde religieux, un jeune prêtre, appartenant ainsi que Mgr de Ségur à la vieille aristocratie, cachait alors, dans l'humilité d'une rue populaire, l'exercice de son héroïque charité. C'était l'abbé d'Hulst, à qui l'avenir réservait une carrière si remplie, si brillante et si noble. Pendant la guerre, il avait, des premiers, aumônier d'un régiment de mobiles, répondu à l'appel de la patrie. Maintenant, avec un compagnon, destiné malheureusement à une mort prématurée, l'abbé Courtade, il vivait, dans une petite maison bâtie de leurs deniers comme la chapelle qui la joignait, où tous deux vouaient à l'évangélisation des pauvres leur dévoûment et leur parole. Nos excursions sur la colline de Belleville nous conduisirent près d'eux ; et, de cette rencontre, malgré la froideur dans laquelle s'enveloppaient déjà l'âme discrète et l'esprit aiguisé du futur prélat, nous revînmes pénétrés d'admiration pour le grand exemple offert par ces précurseurs de l'apostolat social.

Le carême de 1872 commençait, tandis que nous frappions ainsi aux portes ecclésiastiques, et le Père Monsabré avait repris possession de la chaire de Notre-Dame, où il était monté en 1869, après la défection du Père Hyacinthe. Sa magnifique éloquence, la force de sa doctrine, avaient immédiatement jeté sur son nom un illustre éclat. Nous ne pouvions manquer de l'aller voir. Il nous reçut avec la ronde et joyeuse bonhomie qui surprenait et ravissait tous ses visiteurs. La plénitude de notre foi, la netteté de nos affirmations catholiques, le séduisirent plus encore que nos desseins pratiques : il nous approuva, surtout parce que nous étions résolus à rompre ouvertement avec les principes de la Révolution. La suite de

ce récit montrera comment cette approbation se manifesta par des actes formels, lorsque nous cherchâmes par l'étude des enseignements de l'Église, à formuler notre programme social, auquel, un jour, dans cette chaire où la gloire s'était assise avec lui, il voulut donner la plus belle des consécrations.

Je ne puis enfin passer sous silence une autre visite qui fut, à mon insu, le premier anneau, d'abord inaperçu, d'une amitié bientôt scellée pour tout le reste de ma vie. La grande École préparatoire de la rue des Postes où, depuis dix-huit ans, s'élevait pour la France une élite d'officiers et d'ingénieurs, avait, pendant la Commune, payé d'un sanglant tribut les succès qu'elle commençait à remporter, et qui devaient, plus tard, en se multipliant, allumer contre elle toutes les haines des ennemis de l'Église. Le Père Ducoudray, recteur de l'École, arrêté en même temps que l'archevêque de Paris et enfermé avec lui à la Roquette, était tombé à ses côtés, le 24 mai, sous les balles des assassins. Le Père du Lac avait recueilli cette succession tragique. Recteur du collège du Mans au moment de la guerre, il avait vu, dans la maison transformée d'abord en caserne, puis en ambulance, passer les bataillons, les blessés et les malades de l'armée de la Loire : les zouaves pontificaux y avaient eu leurs premiers cantonnements, et elle avait abrité les survivants héroïques du combat de Loigny ; l'affreuse épidémie de petite vérole noire y avait entassé ses victimes. Le nouveau recteur de la rue des Postes arrivait, préparé par ces souvenirs à sa mission patriotique ; entre lui et les jeunes gens qu'attendait, pour la plupart, le métier des armes, la douloureuse épopée était un lien qui, d'avance, rapprochait leurs âmes. La distinction de son extérieur et la dignité de sa tenue, la hauteur de son caractère et la fermeté de son esprit, la sensibilité de son cœur et le charme de sa parole, le rendaient merveilleusement propre au rôle qui lui était confié, et qu'il exerça jusqu'au jour où la persécution le contraignit à

l'aller continuer sur la terre d'exil. Il savait commander et séduire, former des hommes et gagner des âmes : aucun de ceux qui l'ont connu pendant ces dix années ne récusera mon témoignage.

Cet éducateur de soldats nous comprit au premier mot : nous parlions la même langue. Il accueillit notre démarche et l'exposé de notre Œuvre avec sa large et généreuse intelligence. Sans doute apercevait-il déjà le bien qu'elle pourrait faire aux jeunes hommes placés sous sa garde. Cependant il n'y eut cette fois, entre lui et moi, qu'un échange de paroles réservées ; Dieu, pour me jeter dans son amitié, attendait une épreuve dont l'heure n'était pas encore venue. Mais la sympathie qu'il marqua, dès l'abord, pour l'Œuvre et pour ses fondateurs, détermina aussitôt leur confiance ; et c'est ainsi que, bien avant le jour où devait naître mon intimité personnelle avec lui, il prit à l'un de nos actes les plus importants une part décisive.

Lorsqu'en cette année 1872, nous voulûmes donner aux statuts de notre Œuvre une forme definitive, dans le document qui porte le nom de *Bases et plan general de l'Œuvre*, nous éprouvâmes quelque embarras pour exprimer notre adhésion à l'encyclique de 1864 et au *Syllabus*. L'article premier des *Bases de l'Œuvre* disait que l'Œuvre « a pour but le dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière » ; nous entendions, en outre, déclarer que ses principes étaient ceux dont Pie IX avait fait la proclamation solennelle, et nous cherchions, pour le dire, des termes à la fois précis et généraux. Nous allâmes consulter le Père du Lac, et il nous suggéra la phrase qui, adoptée par le comité, est demeurée, depuis lors, une de nos lois fondamentales : l'Œuvre « a pour principes les définitions de l'Eglise sur ses rapports avec la société civile ».

Les visites aux personnages religieux n'étaient pas le seul objet de notre propagande. Aucune grande entreprise ne peut saisir pleinement l'attention publique ni

émouvoir efficacement les cœurs, si elle n'est secondée par l'action féminine ; nous le savions tous. René de La Tour-du-Pin, surtout, était pénétré de cette pensée, et il avait, pour la mettre en pratique, toutes les ressources de la grâce et de l'esprit. Il voulut immédiatement gagner à notre cause quelques femmes intelligentes et dévouées, et il les rencontra dans les rangs les plus élevés de la société. Parmi celles qui nous honorèrent, dès cette première heure, d'une généreuse sympathie, je dois un hommage de particulière reconnaissance à Mmes la duchesse de Brissac, la duchesse de Clermont-Tonnerre, la vicomtesse Paul Benoît d'Azy, la baronne de Guiraud [1].

Au printemps de 1872, elles étaient un petit groupe d'amies fidèles et enthousiastes ; dès l'année suivante, leur nombre s'accrut rapidement, et bientôt elles constituèrent une puissante association de dames patronnesses qui, dirigée avec un zèle admirable par la baronne de Bully, par la marquise de Saint-Chamans, par Mme Raoul Ancel, fut, pour la vie matérielle, le recrutement et le développement moral de l'Œuvre, d'un secours très efficace.

.·.

Tandis que nous sollicitions ainsi tous ceux dont les encouragements ou les concours pouvaient nous être utiles, nous poursuivions avec activité nos démarches dans le quartier de Belleville.

Nous avions fini par trouver, rue Levert, une maisonnette, pourvue d'un étroit jardin, qui nous avait paru convenable. Quelques aménagements y avaient disposé un oratoire, deux salles de réunion et de lecture, un humble logement pour le directeur, un bureau pour l'administration.

1. En seconde noces, Mme Fernand de Parseval.

L'abbé Petit nous avait aidés à recruter, presque un à un, une vingtaine d'ouvriers, de vingt à vingt-cinq ans, pour la plupart artisans de la petite industrie ; quelques bons chrétiens du quartier, cinq ou six, de modeste condition, séduits par notre initiative s'étaient groupés pour composer le conseil dirigeant ; enfin la congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul nous avait donné pour directeur un des siens.

Tout était prêt. On décida d'inaugurer le cercle solennellement ; il fut convenu que je prononcerais le discours d'ouverture, et la cérémonie fut fixée au dimanche 7 avril 1872.

Le hasard des circonstances avait déterminé cette date : aucune préméditation ne nous avait conduits à la choisir. Mais elle eut, pour moi, une signification intime et providentielle. A cette même date, trente ans auparavant, ma sainte mère[1] était morte à Palerme ; mon frère n'avait pas trois ans et j'avais treize mois. Le culte de sa mémoire, soigneusement entretenu dans mon cœur, avait été, depuis dix ans, encore ravivé par l'admirable livre de famille, où la beauté surnaturelle de cette âme prédestinée se révèle en traits si profonds[2]. Il me sembla voir une marque de la bénédiction divine dans cette coïncidence imprévue, entre l'anniversaire pieusement vénéré et l'acte décisif que j'allais accomplir. Mon courage en fut grandi et mon enthousiasme s'en accrut.

Tout d'ailleurs, à cette époque, exaltait ma pensée. Le jour de Pâques de cette année, pour la première fois depuis la guerre, la basilique de Notre-Dame revoyait ces communions d'hommes, instituées par Lacordaire et le Père de Ravignan, pour servir de clôture aux confé-

1. Eugénie de La Ferronnays, comtesse de Mun, fille du comte Auguste de la Ferronnays, pair de France, ambassadeur et ministre des Affaires étrangères des rois Louis XVIII et Charles X, et d'Albertine de Sourches de Montsoreau.

2. *Le Récit d'une sœur*, par Mme Augustus Craven, née La Ferronnays.

rences du carême et aux instructions de la semaine sainte. Quiconque a assisté à ce spectacle sait quelle puissante impression produit, dans l'église entièrement remplie d'hommes, le chant du *Credo* entonné à l'unisson par ces milliers de voix fortes et mâles, l'un des effets harmoniques les plus parfaits qui soit, au dire de Gounod; il a ressenti la saisissante édification que donne la seule vue de ces longues files d'hommes de tous les âges, de toutes les professions, se rendant à la sainte Table, en bel ordre, sans hâte ni confusion, derrière les jeunes lévites qui les guident. C'est une scène d'une incomparable majesté. Jamais elle ne parut plus frappante qu'en cette année 1872, où la foi s'affirmait, après les désastres si proches, avec des ardeurs renouvelées. La cathédrale était comble ; les officiers, en tenue, y étaient nombreux : l'uniforme, devenu familier à tout le monde pendant la guerre, était encore, à Paris, universellement honoré; on aimait à le porter hors du service, et l'idée ne serait venue à personne qu'il fallût le dépouiller pour accomplir un devoir religieux.

La cérémonie recevait, de ce concours inaccoutumé, un éclat singulier. C'était l'annonce des grandes manifestations de foi que notre Œuvre allait bientôt susciter, et dont les uniformes de tous les corps de l'armée devaient, en y paraissant au premier rang, faire, en même temps que des fêtes brillantes et pittoresques, d'éclatantes victoires remportées sur le respect humain.

***

L'ouverture du cercle de Belleville eut lieu le dimanche de Quasimodo.

Cette fois, il ne s'agissait plus, comme au cercle Montparnasse, d'une allocution militaire. Il fallait dire nettement ce que nous voulions, définir notre Œuvre, affirmer nos idées. J'essayai de le faire : mon discours fut une sorte de petit manifeste social. L'inspiration de Mau-

rice Maignen s'y marque tout entière, avec son culte pour l'antique organisation du travail dont, sans cesse, il nous entretenait depuis trois mois : et, dans cette évocation du passé, apparaît déjà la conception corporative qui allait prendre possession de nos esprits, s'y développer par l'étude et la réflexion, s'y fortifier par l'expérience et servir de base à tout notre programme.

Après plus de trente-six ans, je ne vois rien à retrancher de mes paroles : j'y reconnais les sentiments qui ont dominé toute ma vie, l'ardeur de la foi et celle du patriotisme, l'amour de l'Eglise et celui du peuple ; j'y retrouve en germe toutes les idées que j'ai défendues, et, déjà nettement formulée, celle de l'organisation professionnelle, condition nécessaire d'une paix sociale, fondée sur la justice [1].

Le 7 avril 1872 est ainsi dans mes souvenirs une date inoubliable, non seulement parce que l'Œuvre commença, ce jour-là, à manifester sa vie autrement que par des déclarations, mais parce qu'il fut le point de départ du grand mouvement social qu'elle a déterminé.

La cérémonie cependant, si importante à nos yeux par sa signification, fut en elle-même assez modeste. Nous avions invité quelques amis qui, par complaisance, par sympathie ou par curiosité, consentirent à faire, en cet après-midi de dimanche, le voyage de Belleville : Mme de Ladmirault voulut bien y envoyer ses filles et ses nièces, Mlles d'Abbadie de Barrau, avec leur institutrice et une de ses amies, destinée par la Providence, comme je le dirai tout à l'heure, à un rôle imprévu. Conduite par Maignen, une députation du cercle Montparnasse y vint aussi avec la chorale du cercle, puis le clergé de la paroisse, quelques prêtres étrangers, en tout deux cents personnes au plus, qui nous parurent une foule.

Le ciel était pur, le temps très doux, comme au mois

1. V. *Discours du comte Albert de Mun*, t. I, p. 21-32.

d'avril de l'année précédente, quand, sous le beau soleil du printemps précoce, les bataillons de la Commune, descendant de cette colline, allaient à Courbevoie se heurter contre l'armée de Versailles à peine organisée. On s'assembla dans le jardin, tout simplement, sur des bancs prêtés par les Frères : point d'estrade, point de tribune; le dossier d'une chaise devait m'en tenir lieu. Quelques jours plus tôt, Vrignault, qui aimait à traduire les ardeurs de son âme en une forme poétique, avait composé pour l'Œuvre le *Cantique des ouvriers*, et le chef de la chorale du cercle Montparnasse, un ouvrier nommé Arnoux, artiste de vrai talent et de belle inspiration, en avait écrit la musique. Ce cantique est devenu le chant populaire de notre Œuvre ; il a retenti, il retentit encore dans toutes nos réunions : il a fait le tour de la France. J'accorde que ni les vers ni la musique ne sont des chefs-d'œuvre. Tel qu'il est pourtant, notre vieux cantique nous est cher. Nul d'entre nous ne peut l'entendre sans émotion, car il exprime, dans un cri, ce qui fut la passion de nos âmes : « Espérance de la France, ouvriers, soyez chrétiens! » Quand, sous les voûtes de quelque ancienne basilique ou sur le chemin de quelque pèlerinage illustre, des milliers de voix d'hommes lancent cette clameur d'espoir, cette profession de leur foi et cet appel à leurs frères, en dépit du rythme et des rimes, l'effet est puissant et d'une saisissante grandeur.

Combien il nous parut émouvant, lorsque, dans le petit jardin de la rue Levert, à deux pas de l'enclos où les otages avaient péri dix mois auparavant, les vingt ouvriers qui, bravement, avaient répondu à notre appel, dont quelques-uns avaient vu passer devant leurs yeux le cortège funèbre des victimes et des bourreaux, l'entonnèrent avec leurs camarades, venus de l'autre extrémité de Paris pour saluer leur courageuse initiative : « Espérance de la France, ouvriers, soyez chrétiens! » Se figure-t-on ce qu'en un pareil lieu, un

tel refrain, chanté par des hommes du peuple, pouvait signifier pour nous, de quels rêves il semblait nous promettre la prochaine réalisation?

Mon discours fut applaudi sans transport. La simplicité de la mise en scène ne provoquait pas les enthousiasmes. D'ailleurs, les idées exprimées en paraissaient à plusieurs excessives ou chimériques : l'affirmation catholique dépassait les dispositions de leurs esprits ; l'apologie des corporations les choquait comme un fâcheux anachronisme. Les membres du comité, le petit noyau de ses premiers adhérents et les ouvriers de Montparnasse étaient seuls, avec quelques auditeurs isolés, à l'unisson de mes paroles. Les autres applaudissaient avec plus de sympathie pour un effort généreux que de conviction dans son efficacité.

Après que j'eus parlé, un prêtre de la paroisse donna, dans l'oratoire, la bénédiction du Saint-Sacrement, tandis que les assistants se tenaient debout près des fenêtres ouvertes. Puis ils se retirèrent sans bruit, sans manifestation, presque inaperçus, dans la paix de cet humble quartier, dans le calme de cette soirée printanière. A la porte on fit une quête pour le cercle naissant, et M[me] Benoît d'Azy distribua aux personnes présentes, en mémoire de la journée, des images signées de son nom, représentant saint Dominique et saint François d'Assise. En écrivant ces lignes, j'ai sous les yeux, jaunie par les années, celle que je reçus de ses mains : et je ne puis la regarder sans qu'un flot de souvenirs ne monte à mon cœur.

Depuis, j'ai participé à bien d'autres inaugurations, j'y ai prononcé des discours devant des milliers d'auditeurs, j'ai connu les joies inexprimables que fait éprouver à l'orateur la communion des âmes avec la sienne : ce furent dans ma vie de grandes, d'inoubliables journées. Aucune cependant n'a pu effacer dans mon esprit la trace de la modeste après-midi de Belleville. Nous descendîmes de la colline dans une ivresse de victoire.

CHAPITRE V

L'école sociale

Mgr Mermillod, le sermon de Sainte-Clotilde. — La chapelle de Jésus-Ouvrier. — Le 14 juillet 1872. — Le conseil de Jésus-Ouvrier. — La quatrième section : les études sociales. — Les dames de la quatrième section. — Les conférences populaires : le Père Dulong de Rosnay.

Huit jours après, ce fut encore fête pour l'Œuvre naissante. Mgr Mermillod vint lui apporter le secours de sa magnifique parole. Il était alors, avec le titre d'évêque d'Hébron et celui d'auxiliaire, bientôt vicaire apostolique de Genève, le pasteur et le chef des catholiques genevois. La persécution, qui devait, l'année suivante, le chasser de son église et l'expulser du territoire helvétique, commençait à sévir. Tous les catholiques de l'Europe avaient les yeux fixés sur le drame engagé dans l'État de Genève, prélude du Culturkampf allemand et de l'anticléricalisme français. Dénué de ressources, se refusant à lui-même le nécessaire, jusqu'au point d'avoir à peine une chemise sous sa soutane, le grand évêque mendiait, pour son église menacée, et venait fréquemment à Paris afin de solliciter en sa faveur les sympathies et les générosités.

Toujours prêt à l'action, ne se dérobant jamais à un acte de dévoûment, il ajoutait aux fatigues de cette vie errante le labeur que lui causaient les demandes dont l'accablaient les catholiques français, empressés à rechercher pour leurs propres œuvres l'éclat de son nom et de son éloquence.

La nôtre avait un droit particulier à son patronage elle était, pour ainsi dire, l'application pratique de son célèbre discours du 23 février 1868. Ce fut encore dans l'église de Sainte-Clotilde qu'à notre prière, le dimanche 14 avril 1872, il prit la parole.

Sa renommée eût suffi pour attirer les auditeurs : nous voulûmes néanmoins qu'une large publicité fût faite à l'annonce de la cérémonie. Mgr Guibert la présida. L'église était comble ; la société mondaine s'y pressait et la foule débordait sur le parvis.

Le sermon fut une admirable leçon de devoir social, à laquelle donnaient une décisive autorité les avertissements de 1868 et les drames de 1871. Mgr Mermillod rappela ses propres paroles, prononcées dans cette même chaire, trois années auparavant : « Les camps se forment, et l'on se demande si le monde va devenir un champ de bataille ou si un traité de paix va être signé entre les riches et les pauvres » ; et il ajouta :

« Je vous suppliais de comprendre les sublimes et grandes responsabilités qui pèsent sur les classes riches et sur les classes élevées ; je vous conjurais d'aller au peuple, ce privilégié de la famille de Jésus-Christ, avec des idées chrétiennes, des mœurs chrétiennes et des dévouements chrétiens. On crut alors que quelques-unes de mes paroles étaient d'imprudentes alarmes ; pourtant il n'y avait là que l'écho affaibli et anticipé, le cri précurseur d'une voix plus puissante que la mienne, la grande voix de vos désastres. Et maintenant nous nous demandons si cette Terreur du XIXe siècle ne serait qu'un incident pittoresque de votre vie séculaire, si les dessins et les photographies de vos ruines ne seraient que les cartes frivoles de la douleur nationale? N'y a-t-il pas là un enseignement éclatant et fécond, que nul ne peut oublier? »

Puis, ayant ainsi évoqué l'image, encore toute vive, du péril social, il en montra la force, en étudia les causes en chercha les remèdes, et définit enfin les devoirs qu'il

imposait : « Le péril est grand, il est là sous vos yeux... Un orage a fait passer de ténébreuses lueurs sur cette brillante société... Notre civilisation ne paraît être qu'un pâle et brillant vernis qui recouvre une charpente vermoulue et pourrie... Faut-il se désespérer ? Non, il faut croire au peuple, espérer en lui, l'aimer. » Dans un superbe langage, l'orateur commenta les paroles que Maignen m'avait dites au Louvre. Puis, venant à notre Œuvre, m'ayant fait le grand honneur de citer quelques passages du discours que, huit jours plus tôt, je prononçais à Belleville, il termina par une émouvante apostrophe : « Votre pontife et vos prêtres sont morts. Sous leurs auspices, on veut rendre au peuple la régénération, dans l'honneur de la doctrine catholique et de la paix sociale. Vous ne resterez pas, vous ne pourrez pas rester spectateurs inertes et désintéressés devant cet appel qui est fait à votre foi, non par des politiques, mais par des chrétiens convaincus. »

L'émotion fut immense. Cette fois, il n'y eut ni plainte ni protestations ; personne ne cria, comme en 1868, au scandale et à la violence. Léon Gautier écrivait, le lendemain, dans *le Monde* : « Il y a une grande différence entre un discours avant et un discours après le pétrole. »

Quand l'évêque descendit de la chaire, les dames quêteuses, qui avaient bien voulu répondre à notre appel, se placèrent aux portes ; un de nous se tenait auprès de chacune d'elles ; ceux qui appartenaient à l'armée étaient en uniforme, et de leur sabre, frappaient les dalles pour attirer les regards vers les bourses tendues. On y jetait l'argent à pleines mains, de l'or, des billets et jusqu'à des bijoux. La recette fut énorme. Notre Œuvre avait pris, grâce à Mgr Mermillod, possession de l'attention publique.

*
* *

Vers le même temps, un hasard nous fit connaître 'existence d'une chapelle abandonnée, située au flanc le la colline Sainte-Geneviève, dans la partie la plus nontueuse de la petite rue des Carmes, qui s'élève de a rue des Ecoles vers la place du Panthéon.

Cette chapelle était un monument historique, intéres- ;ant et vénérable. L'abbé de Vaubrun, de la « Maison de Sorbonne », l'avait fait construire au XVIIIe siècle par 'architecte Boscry, dans la cour intérieure d'une maison bâtie, par l'ordre de Louis XIV, sur l'emplacement du ieux collège des Lombards ruiné et délaissé, pour ser- ir d'asile aux étudiants catholiques d'Irlande, chassés le leur patrie par la persécution anglicane. Pendant la Révolution, lorsque les églises furent livrées au clergé constitutionnel, les catholiques fidèles se refugièrent lans la chapelle des Irlandais, et même, en 1792, l'abbé Walsh, supérieur du collège des Irlandais, y établit des séries de retraites pour les prêtres de province qui cher- haient, en se cachant à Paris, un refuge contre la pros- ription. L'abbé de Salamon, l'internonce dont les mé- noires ont, il y a quelques années, révélé l'existence et es épreuves, entretenait de ces pieuses réunions le pape Pie VI, qui accueillait les témoignages de fidélité de ces pauvres prêtres « avec une tendresse infinie ».

Quand, avertis par un ami, nous vînmes visiter la hapelle abandonnée, on lisait encore sur la porte, ces nots, grossièrement tracés et à demi effacés par le emps : *Propriété nationale à vendre.* Cependant, pro- égé par son caractère international, le collège irlandais vait échappé à l'encan : un décret de la Convention avait excepté de la confiscation générale [1].

1. L'édifice de la rue des Carmes est, depuis, toujours demeuré la ropriété du collège irlandais et figure au nombre des fondations onnues sous le nom de *Fondations britanniques.*

Mais les armoiries de l'abbé de Vaubrun, sculptées au fronton, avaient été martelées, l'intérieur de la chapelle saccagé, les tombes des professeurs du collège violées. En descendant dans le caveau, ouvert sur la nef, nous y trouvâmes leurs ossements épars.

Le désordre de ce lieu profané, les souvenirs dont il était rempli, l'aspect vénérable des constructions qui entouraient sa cour pavée, nous frappèrent vivement.

Prompts, comme nous l'étions alors, à suivre les indications qui nous paraissaient providentielles, nous résolûmes immédiatement de rendre au culte la chapelle, d'en faire comme notre maison de prière, et d'établir dans les bâtiments voisins le centre de notre activité. Ce sera, disions-nous, la collégiale de l'Œuvre.

Mon frère, avec son habituelle générosité, prit les arrangements nécessaires pour louer l'immeuble au collège des Irlandais, à qui il appartenait toujours, et, aussitôt, il commença les travaux de restauration. L'autel détruit, et dont il ne subsistait que les degrés, fut relevé ; Vrignault fit exécuter par un humble artiste, dévoué au cercle Montparnasse, une copie du tableau d'Overbeck qui représente Jésus dans l'atelier de Nazareth, et la toile fut placée au-dessus de l'autel entre les deux colonnes du retable ; de modestes vitraux fermèrent les ouvertures ; les restes des vieux professeurs, pieusement rassemblés, furent réunis sous les pierres tombales, dont les anciennes inscriptions indiquaient leurs sépultures. Mme la duchesse de Clermont-Tonnerre, avec l'aide de quelques autres dames, s'occupa d'orner le sanctuaire, et, quand tout fut terminé, le curé de Saint-Étienne-du-Mont vint, avec l'autorisation de l'archevêché, bénir et réconcilier la chapelle, rendue à Dieu sous le vocable de Jésus-Ouvrier.

C'était le dimanche 12 mai 1872. La cérémonie fut simple et touchante. La petite chapelle était pleine ; beaucoup d'ouvriers du quartier s'y étaient mêlés à ceux de Montparnasse et de Belleville. Le comte Benoit

l'Azy, vice-président de l'Assemblée nationale, averti
ar son frère, qui lui-même avait accepté la présidence
lu conseil de quartier de Belleville, avait voulu se
oindre à nous. La messe, dite par M. Jourdan, vicaire
général de Paris, fut servie par mon frère et par M. Hu-
ert-Ménage, l'orfèvre éminent, qui avait ciselé les vases
acrés donnés à la chapelle.

Dans la suite, alors même qu'à partir de 1876 elle eut
été plus spécialement affectée au cercle Sainte-Gene-
iève, établi dans les bâtiments du collège irlandais, la
hapelle de Jésus-Ouvrier devait rester notre sanctuaire.
Jne des premières manifestations de piété qui nous y
assembla fut la consécration de l'Œuvre au Sacré-Cœur
le Jésus.

* * *

La dévotion au Sacré-Cœur avait reçu, des événe-
nents de l'année terrible, une impulsion puissante. Le
vœu national, formé par M. Le Gentil et recueilli par
'archevêque de Paris, allait être accompli par la cons-
ruction, désormais résolue, de la basilique de Mont-
nartre : le fait d'armes héroïque qui, le 2 décembre 1870,
lans la plaine de Loigny, avait couvert de gloire la
etite troupe des zouaves pontificaux, groupés autour
le la bannière du Sacré-Cœur, entourait l'auguste image
l'une auréole patriotique.

Toutes les dispositions de nos cœurs nous portaient
aturellement vers cette dévotion, en laquelle s'affir-
naient pour nous la foi catholique et l'amour de la pa-
rie : nous voulûmes donc consacrer notre Œuvre au
acré-Cœur, et la date choisie fut le 14 juillet 1872.

L'anniversaire de la prise de la Bastille n'attirait pas
lors l'attention : on était trop près des désastres pour
enser à décréter des jours de fête. Si on y eût songé,
e n'eût pas été sans doute pour préférer à l'un des
glorieux souvenirs dont pouvait s'enorgueillir la France

vaincue, celui d'une émeute victorieuse. Le 14 juillet était, cette année là, un dimanche, jour auquel, à cause des ouvriers, il fallait nécessairement fixer toutes nos réunions. Je ne crois pas qu'aucune autre préoccupation ait influé sur notre décision. La coïncidence, sans doute, nous parut remarquable : voilà tout. Elle devait, plus tard, nous frapper davantage quand les événements en firent ressortir l'involontaire antithèse.

Vrignault avait rédigé l'acte de consécration, dans son style pénétré de ferveur mystique. Ce fut lui qui le lut en notre nom, au pied de l'autel que dominait l'image de Jésus-Ouvrier. Chaque année, depuis lors, nous le répétons à la cérémonie qui longtemps clôtura nos assemblées générales, d'abord à la chapelle provisoire de Montmartre, puis dans la basilique elle-même, et qui, maintenant encore, nous y réunit en un pieux pèlerinage.

La chapelle de Jésus-Ouvrier est ainsi comme le conservatoire de nos souvenirs. Pendant plus de trente ans, nous y avons prié ensemble : ensemble, nous y assistons à notre messe patronale du 19 mars; ensemble, nous y avons pleuré nos morts.

Lorsqu'en 1887 Dieu rappela à lui mon frère bien-aimé, dans toute la force de son âge et toute l'activité de son zèle, ce fut là qu'une plaque funèbre perpétua sa chère mémoire. Dix ans plus tard, quand l'horrible catastrophe du Bazar de la Charité fit périr en un instant quatre de nos dames patronnesses les plus dévouées et seize de nos bienfaitrices, ce fut encore là que s'érigea le marbre destiné à rappeler leur fin tragique. Dès 1872, d'ailleurs, nous avions voulu donner à la chapelle ce caractère particulier, en y exposant l'original de notre adresse à Pie IX, avec la bénédiction écrite de sa propre main.

Mais elle prit immédiatement pour nous une importance bien plus grande, en devenant le siège de notre premier « conseil d'études » et le centre de notre propagande populaire.

*
* *

Nous avions senti très promptement la nécessité d'appuyer notre action sur un corps de doctrines mûrement élaborées, dont nous cherchions les principes dans l'enseignement traditionnel de l'Eglise, et de la fortifier en la présentant comme la forme extérieure d'un vaste mouvement d'idées.

René de La Tour-du-Pin était plus qu'aucun d'entre nous attaché à cette conception, éveillée d'abord dans son esprit par les vues sociales de Le Play, mais à laquelle il sut imprimer, avec une orientation plus nettement catholique, la haute portée que ses rares facultés d'intuition lui découvrirent du premier coup [1].

Il nous en pénétra. L'enthousiaste admiration, la foi ardente et docile, qui me jetaient tout entier vers l'Eglise catholique, vers son enseignement comme vers son histoire, préparaient d'avance mon âme aux suggestions de mon ami.

Sous son inspiration, nous résolûmes, dès le printemps de 1872, d'adjoindre au comité de l'Œuvre un conseil d'études, composé de théologiens et de sociologues, à qui nous demanderions de dresser en quelque sorte le plan de la société chrétienne.

Léon Gautier, par sa grande érudition, était le président désigné du futur conseil ; La Tour-du-Pin en fut le véritable directeur. Le Père Monsabré, avec sa bonne grâce souriante, accepta d'y prendre place. M. l'abbé Brettes, chapelain de Sainte-Geneviève, plus tard chanoine de Notre-Dame, en fut l'aumônier. Quelques autres ecclésiastiques éminents assistèrent aux premières séances : leurs noms ne sont plus présents à ma mémoire.

1. V. *Etudes sociales et politiques: Vers un ordre social chrétien. Jalons de route* (1882-1907), par le marquis de La Tour-du-Pin La Charce. (Librairie Nationale, 1907, in-8°.)

Le conseil, après s'être réuni au presbytère de Saint-Germain-l'Auxerrois, décida d'établir son siège dans les bâtiments de la fameuse « collégiale »; il s'y installa sous les combles, dans l'ancienne bibliothèque du collège irlandais, où il essaya d'en former une nouvelle composée des éléments nécessaires aux études de sociologie chrétienne. Ce fut alors qu'il reçut le nom de *conseil de Jésus-Ouvrier* [1].

Ses travaux, autant que je m'en souviens, furent au début un peu intermittents. Parmi les hommes qui avaient bien voulu répondre à notre appel, quelques-uns, comme le Père Monsabré, étaient trop absorbés par leur devoir sacerdotal et leurs prédications, pour lui consacrer un temps suffisant; d'autres étaient venus par complaisance, plus que par conviction.

Le petit groupe qui demeura fidèlement attaché à la tâche, si neuve et si lourde, que La Tour-du-Pin avait tracée, devint le noyau de la quatrième section, dite section d'enseignement, presque aussitôt créée au secrétariat général.

A la tête de ces robustes travailleurs, se plaça immédiatement Félix de Roquefeuil qui, de plus en plus tourné vers ce côté de notre commune entreprise, se consacra entièrement à la direction de nos études : auditeur et bientôt conseiller référendaire à la Cour des comptes, il ajouta à son labeur professionnel l'énorme fardeau que lui imposa la préparation des thèses successivement adoptées par le comité de l'Œuvre. La fatigue qu'il en ressentit usa rapidement ses forces, et il succomba à la peine, non sans avoir, durant près de vingt années, par son savoir étendu, que d'incessantes

1. Ce vocable a égaré un certain nombre d'écrivains, lorsqu'ils commencèrent à s'occuper de notre Œuvre, qu'ils désignèrent sous le nom d'*Œuvre de Jésus-Ouvrier*. C'est, en particulier, ce titre qu'a choisi, pour parler d'elle, Mme Arvède Barine, dans un petit livre intéressant, relativement bien informé, et conçu dans un esprit qui veut être impartial.

recherches ne cessaient d'accroître, par la fermeté de son sens catholique et la sûreté de ses déductions, puissamment contribué à constituer le corps de doctrines dont, aujourd'hui, s'inspire l'école catholique sociale.

D'autres hommes, comme le comte de Bréda, le Père de Pascal, Henri Lorin, Nogues, ancien lieutenant de vaisseau et aujourd'hui capucin, nous apportèrent leur concours précieux, et lorsqu'en décembre 1876 le comité de l'Œuvre fonda, sous la direction du comte Edgar de Ségur-Lamoignon, la revue qui subsiste encore sous le titre de *l'Association catholique*, ils devinrent ses premiers rédacteurs.

L'hommage que, sans pouvoir les nommer tous, je leur rends ici, d'un cœur ému, me souvenant de tout ce que j'ai dû, pendant ma longue carrière, à leurs leçons et à leurs travaux, serait incomplet si je ne leur associais, dans cette pensée de reconnaissance, les dames de haute intelligence et d'inlassable dévouement, que réunit, pour propager les idées ainsi élaborées, la captivante influence de La Tour-du-Pin. Cette collaboration féminine, bientôt très active, fut par la suite une des originalités de notre Œuvre. Le rôle des dames de notre quatrième section peut se comparer, au point de vue social, à celui que remplirent, au XVIIIe siècle, les femmes du monde gagnées au parti des *philosophes*. Le cadre de ces souvenirs ne me permet pas de parler d'elles plus longuement. Je souhaite qu'un jour, un de ceux qui furent intimement mêlés à cette vie intellectuelle, si intense et si féconde, raconte l'histoire des salons où elle s'enfermait : c'étaient ceux de la comtesse de Chabrillan, plus tard remariée à son cousin René de La Tour-du-Pin, et, jusqu'à son dernier jour, par la distinction de son esprit, l'âme de cette société d'élite ; de la marquise de Saint-Chamans, dont la grâce incomparable rendait aimables les plus austères entretiens ; et de Mme Henri Lorin, conquise à l'Œuvre par l'amitié, lorsqu'elle était encore la marquise de Las Marismas,

et dont le charme fit de sa maison le rendez-vous de tous ceux que passionnaient nos études sociales. Les catholiques, qui, à l'étranger, bien plus nombreux et plus écoutés que chez nous, ont, dans les assemblées publiques et dans les congrès, exercé depuis vingt-cinq ans une influence prépondérante sur la marche des idées, sur les institutions et sur les lois, passèrent presque tous par ces salons hospitaliers où les attirait la renommée de nos travaux, où les retenait la séduction de celles qui les gouvernaient. De ces rencontres sortit la réunion internationale d'études sociales, qui, pendant plusieurs années, à Fribourg, sous la haute direction de Mgr Mermillod et la présidence du comte de Blome, tint, dans la formation des doctrines sociales catholiques, une place si considérable, et dont il faudra bien aussi, quelque jour, que l'histoire soit écrite.

* * *

J'ai dit que la maison de la rue des Carmes, en même temps qu'elle devenait le siège de notre premier conseil d'études, fut le foyer de notre propagande populaire.

On parle aujourd'hui beaucoup « d'aller au peuple » : on a bien raison, et c'est un des effets les plus salutaires de l'encyclique *Rerum novarum*, d'avoir pénétré de cette pensée beaucoup d'esprits, dans la jeunesse et dans le clergé.

Dès 1872, à peine notre œuvre conçue et organisée, nous avions voulu la réaliser. Nous nous proposions de répandre dans les quartiers populaires de Paris des brochures, des tracts, des publications chrétiennes, d'organiser contre les révolutionnaires des réunions publiques et contradictoires, de déterminer les curés à faire donner dans leurs églises des conférences spécialement destinées aux ouvriers. Ce vaste programme fut appliqué au commencement de l'année 1873, sous l'active impulsion

du conseil de Jésus-Ouvrier. Il rédigea les tracts, prépara les entretiens, recruta les orateurs.

La première conférence eut lieu dans la chapelle, le lundi 11 janvier 1873, à huit heures et demie du soir. On l'avait annoncée par des affiches placardées dans tout le quartier. M. Victor Pierre, l'éminent historien de la République de 1848 et des persécutions du Directoire, l'auteur de tant d'autres ouvrages de forte érudition, a raconté cette soirée dans une petite brochure publiée par ses soins à l'occasion des noces d'argent du cercle Sainte-Geneviève établi, en 1876, dans la maison, et dont il fut le dévoué président. Son récit exprime à merveille nos émotions de ce jour-là.

« En attendant, dit-il, l'heure de l'ouverture, le conseil était réuni dans la bibliothèque. L'inquiétude y était grande. On avait prodigué les affiches. Le public se rendrait-il à cet appel ? et quel public ? Serait-il favorable ? serait-il hostile ? y aurait-il des interruptions, du trouble ? Quel ne fut pas l'étonnement de ces messieurs lorsque, descendant dans la cour, ils la virent envahie par une foule, qui n'était animée d'autre passion que de celle de pénétrer dans la chapelle pour entendre le conférencier ! »

Et il ajoute :

« Chaque lundi, chaque jeudi, c'était pareille affluence. M. Léon Gautier présidait ces conférences ; ses auditeurs d'alors se rappellent encore avec quel art, mais quand on parle de lui, il faut ajouter avec quelle chaleur, il faisait au début une glose, et à la fin développait une conclusion. »

La chapelle contenait six cents places : pas une qui ne fût occupée. Bientôt, le curé de Saint-Etienne-du-Mont, paroisse dont dépendait la rue des Carmes, frappé du résultat obtenu, établit le dimanche soir dans son église, spécialement pour les hommes du peuple, des conférences plus proprement religieuses ; du premier coup elles réunirent deux mille auditeurs.

Il trouva presque immédiatement des imitateurs. Des prédications pour les ouvriers furent annoncées dans d'autres paroisses populaires, en même temps que nous nous disposions à organiser des conférences dans les mêmes quartiers.

Ce mouvement entrepris avec enthousiasme dura quelques années. Il s'éteignit progressivement, faute de concours suffisant. J'ose dire que, s'il eût été secondé, soutenu, encouragé comme il le méritait, par les autorités religieuses et par la masse des conservateurs, tout au moins des catholiques, le fossé qui sépare encore aujourd'hui le peuple et le clergé, la classe élevée, serait peut-être en partie comblé.

Je ne puis quitter le sujet des conférences populaires sans nommer le prêtre, à l'âme ardente et apostolique, qui fut leur plus éloquent initiateur, je veux dire le Père Dulong de Rosnay, depuis vicaire général de Laval, aujourd'hui prélat de la maison du Pape et fixé dans son pays natal, à Morlaix, où, toujours plein de zèle inlassable, il est demeuré l'inspirateur des œuvres sociales. Il applaudit un des premiers à notre initiative et s'y associa avec un dévoûment sans mesure. Le feu de sa parole, la générosité de son cœur, la chaleur de son accueil où il se livrait tout entier lui valurent une popularité singulière auprès des ouvriers.

CHAPITRE VI

L'Œuvre en province

Mlle Dissard; le comité de Lyon. — Le secrétariat général; la deuxième section; les zones; le *livret-diplôme*. — Le cercle de Montmartre; le cercle de la Croix-Rousse, à Lyon. — Le congrès de Poitiers : Mgr Pie. — Meaux : le 9e dragons. — Marseille. — Charette.

Tandis que l'Œuvre commençait à s'implanter dans Paris, elle trouva en province un écho imprévu. Nul de nous ne peut revendiquer l'honneur de cette prompte expansion. Ainsi qu'il arrive souvent, la Providence avait ici tout conduit par des voies mystérieuses.

J'ai dit que dans le modeste auditoire, réuni le 7 avril 1872, à Belleville, pour l'inauguration du cercle, figuraient, avec Mlles de Ladmirault, filles du gouverneur de Paris, leurs cousines, Mlles d'Abbadie de Barrau, dont le père était député à l'Assemblée nationale, elles-mêmes accompagnées de leur institutrice et de l'une de ses amies qui dirigeait à Lyon des cours pour les jeunes filles. Celle-ci s'appelait Mlle Dissard. Ce fut elle que Dieu choisit pour jeter dans la seconde ville de France la semence de l'œuvre nouvelle. Elle revint à Lyon, transportée du spectacle auquel elle avait assisté. Profitant de ses relations, elle raconta ce qu'elle avait vu et entendu, sut enflammer les cœurs du feu de son enthousiasme, éveiller, exciter les bonnes volontés, et sans nous en rien dire, dans cette ville où l'âme catholique, demeurée si vibrante, est toujours prête aux généreuses initiatives, elle eut bientôt groupé quelques

hommes, disposés à accueillir l'idée dont elle s'était faite l'apôtre convaincu.

Alors seulement, elle nous écrivit, nous demandant d'envoyer l'un de nous pour expliquer l'Œuvre à ses amis et en déterminer la fondation.

Nous fûmes, je l'avoue, très embarrassés ; nous n'avions pas prévu l'élargissement si rapide de notre action. Les horizons qu'ouvrait devant nous l'initiative lyonnaise nous effrayèrent. Était-il sage de nous lancer si promptement dans une si vaste propagande, avant d'avoir établi solidement notre base parisienne ? Pourrions-nous suffire à une tâche aussi lourde ? Le loisir, l'argent, ne nous manqueraient-ils pas ? La confiance en Dieu et dans notre Œuvre, la crainte de ne plus retrouver l'occasion perdue, l'emportèrent à la fin. Nous acceptâmes l'invitation et il fut décidé que j'y répondrais.

Avant de partir, ne connaissant personne à Lyon, où ne m'avaient laissé de relations d'aucune sorte les courtes visites que j'y faisais en 1867, lorsque j'étais en garnison à Vienne, je m'adressai au général de Charette auquel m'unissaient des liens étroits de famille et d'affection [1], et qui, dans la France entière, par le recrutement des zouaves pontificaux, comptait des soldats fidèles et des amis dévoués. Il me donna une lettre pour l'un de ceux-ci, M. Pacôme Jaillard, dont les conseils et les renseignements me furent, dans l'accomplissement de ma mission, infiniment précieux. Je reçus, à son foyer, l'accueil le plus simplement cordial et je conserve pieusement, avec le respect de sa mémoire, un petit crucifix de bronze, portant, d'un côté l'image du Christ, et, de l'autre, celle de N.-D. de Fourvières, qu'il me remit en m'embrassant, le soir de notre réunion.

Celle-ci eut lieu dans la grande salle du cours de

1. M[lle] Antoinette de Fitz-James, première femme du baron de Charette, morte en 1865, était mon amie la plus chère d'enfance et de jeunesse.

Mlle Dissard, autour d'une longue table couverte d'un tapis vert, dont j'occupais l'une des extrémités, pendant que, sur les côtés, se tenaient assis une trentaine de personnes, parmi lesquelles notre hôtesse était la seule femme.

Très ému de la responsabilité qui pesait sur moi, et n'ayant, avec mon inexpérience oratoire d'alors, aucunement préparé ce que j'allais dire, je me sentais fortement troublé en face de cet aréopage, dont les sentiments se devinaient mal, sous la réserve et la gravité lyonnaises, un peu hésitantes devant ma jeunesse et ma témérité. Je pris la parole comme on se jette à l'eau, et, sur le ton de la causerie, je laissai parler, ou plutôt déborder mon cœur.

J'ai fait, depuis, connaissance avec les grandes assemblées dont la ville de Lyon ménage aux orateurs catholiques le magnifique spectacle. J'ai senti vibrer ces âmes, bouillonner en d'impétueuses explosions leur ardeur contenue : je garde, de ces rencontres, d'ineffaçables souvenirs. La première devait s'offrir trois mois après, à l'inauguration du cercle de la Croix-Rousse dont je décrirai tout à l'heure la scène extraordinaire : ce jour-là, j'ai su ce qu'était un auditoire lyonnais. Mais le soir du mois de mai 1872, où, dans cette salle à l'allure sévère, je crus paraître devant un jury d'examinateurs, je ne pus m'en rendre compte.

On m'écouta cependant avec une évidente sympathie dont, après que j'eus fini, les marques me furent prodiguées. Suivant la méthode adoptée pour les cercles de Paris, j'avais demandé qu'un comité fût aussitôt formé, pour promouvoir dans la ville de Lyon la fondation de cercles d'ouvriers.

Il fut constitué séance tenante, sous la présidence du colonel d'état-major Lion, dont la chaleureuse étreinte me révéla pour la première fois l'âme généreuse, bien souvent éprouvée dans l'intimité que plus tard établit entre nous le travail commun.

Je partis, heureux du résultat, encore inquiet cependant et incertain du lendemain, ne me doutant pas des fortes résolutions arrêtées désormais dans ces cœurs chrétiens, et dont nous allions, en si peu de temps, voir éclore les effets.

. . .

La création du comité de Lyon détermina dans la direction de l'Œuvre un mouvement décisif. Elle cessa d'être exclusivement parisienne. Les lettres qui, de province, arrivaient nombreuses depuis que la presse avait fait connaître nos projets et leurs premières applications, étaient de jour en jour plus pressantes. On voulait agir, on réclamait une direction, des conseils, des règles pratiques. Des patronages de jeunes gens, déjà existants, demandaient à s'affilier à l'œuvre nouvelle; d'autres, plus indépendants, en raison même de leur ancienne prospérité, comme celles de l'abbé Peigné, à Nantes, du chanoine Timon-David, à Marseille, désiraient au moins nouer avec les cercles catholiques naissants des relations cordiales.

De là, pour nous, tout un programme, vaste et ambitieux comme les pensées qui nous animaient, précis et méthodique comme les habitudes d'esprit auxquelles nous obéissions. Un *Plan général* de l'Œuvre fut ajouté à ses *Bases* fondamentales. Le document qui porte ce double nom devint le manuel de notre propagande; pendant vingt ans, elle n'en eut point d'autre. Il établissait que, dans chaque ville, un comité local, composé de personnes appartenant à la classe élevée, serait chargé de fonder, de développer et de soutenir les cercles d'ouvriers. C'était l'application de notre doctrine sociale.

Aspirant à organiser chrétiennement la société, nous n'admettions pas, je l'ai dit, qu'on pût le faire sans le concours de tous les éléments qui la composent. La

réconciliation de la classe élevée et de la classe ouvrière était le but de nos efforts. Nos comités devaient, dans notre pensée, servir de trait d'union entre les ouvriers et les patrons pour les rapprocher dans l'entente professionnelle. Après trente-cinq ans écoulés, je crois encore, je crois plus que jamais, à la justesse de cette conception. Je déplore que l'illusion démocratique, en séduisant beaucoup de ceux qui l'avaient d'abord embrassée, les en ait détournés : je crains que leurs efforts ne soient par là stérilisés.

Mais ce n'était pas assez pour nous de provoquer un mouvement, nous voulions lui donner toute son intensité par la discipline d'une forte direction et par la fraternité d'une association puissante.

L'instrument de cette discipline fut le secrétariat général, avec ses quatre sections dites de propagande, des fondations, d'administration et d'enseignement. La seconde section, primitivement créée pour promouvoir les cercles de Paris, dut étendre son action à la France entière. Son chef, ayant ainsi dans l'Œuvre la part principale de responsabilité, reçut avec le titre de secrétaire général, la mission de coordonner le travail commun. Il devint, en quelque sorte, le premier ministre du comité qui délibérait sous l'autorité de son président. Les autres chefs de section formaient avec lui, pour continuer l'image, le conseil des ministres. Sous cette apparence parlementaire, l'organisation gardait l'esprit qui avait soufflé sur son berceau. Le secrétaire général exerçait en pratique une sorte de commandement militaire, surtout dans ce vaste champ de la fondation des comités dont il cumula d'abord la responsabilité avec celle de la direction d'ensemble. Lorsque, plus tard, elles furent séparées, le secrétaire général conserva toujours sur ce terrain une influence prépondérante.

Durant trente années, j'ai porté ce fardeau : à travers toutes les vicissitudes, toutes les obligations d'une vie publique pleine et agitée, j'ai réservé à cette fonction la

première place, je lui ai donné toute l'énergie de mon âme, toute la persévérance de ma volonté.

C'est un pieux devoir pour moi, que je remplis avec l'intime satisfaction d'un cœur reconnaissant, de dire ici quelles joies profondes m'ont apportées ces années de labeur, quelles fortes et précieuses amitiés elles m'ont values, quels exemples, quel bien spirituel et quel profit intellectuel j'y ai trouvés.

Cette organisation ne fut complétée que l'année suivante, lorsque le développement de l'Œuvre en province se fut généralisé. Alors la France fut partagée en zones suivant les anciennes circonscriptions provinciales groupées d'après leur étendue. Plus tard, ces zones furent elles-mêmes scindées en divisions. Les unes et les autres eurent des secrétaires spéciaux reliés hiérarchiquement entre eux et avec le secrétaire général par des rapports continuels. Chacun des secrétaires de zone n'avait ainsi que trois ou quatre correspondants, par l'intermédiaire desquels il dirigeait toutes les fondations de sa zone. Le secrétaire général en avait sept et c'était une énorme besogne. Pendant bien des années, j'ai presque quotidiennement échangé avec mes collaborateurs des notes de service et de lettres intimes, où nos âmes s'épanchaient en exhortations mutuelles, en joyeuses et confiantes causeries. Nous formions vraiment une espèce de communauté familiale.

Cette fraternité était la force de l'Œuvre et son aliment. Nous voulions qu'elle régnât parmi les ouvriers comme parmi nous. L'exemple des compagnonnages allemands, des *Gesellenvereine*, formés entre les artisans de la Westphalie sous l'inspiration de l'abbé Kœlping, nous stimulait. Pour établir entre nos cercles et toutes les œuvres ouvrières qui voudraient s'affilier à la nôtre, ce lien commun, nous décidâmes, sur le conseil de Maignen, la création d'un *Livret-diplôme* qui contenait, avec des conseils pieux et pratiques, l'indication de toutes les villes où existait un cercle catholique. I

devait être remis comme un titre d'honneur, dans une cérémonie solennelle, à tous les sociétaires. Le nom de chacun y était inscrit, et avec ce passeport, il devait, partout où il se présenterait, être reçu par les membres du cercle local en ami et en frère. En même temps, nous instituâmes pour les membres de l'Œuvre appartenant à la classe élevée des diplômes d'adhésion, portant sur une face le texte du lien religieux, sur l'autre le nom du titulaire avec la signature du président du comité auquel il était affilié et celle du secrétaire général de l'Œuvre.

Je tiens à dire en passant, et pour aller au-devant d'une objection, que jamais ces soucis d'organisation ne détournèrent ceux qui faisaient partie de l'armée de leurs devoirs militaires. Le service que nous avions, René de La Tour-du-Pin et moi, à faire au cabinet du gouverneur de Paris, était très lourd, par suite des nécessités de l'état de siège et des obligations nombreuses qu'il nous imposait. Il n'eut pas à souffrir un seul jour de nos occupations extérieures. Ce fut en outre le temps où les études de la *Réunion des officiers*, dont j'ai parlé au début de ces souvenirs, devinrent pour moi les plus actives. Nous mettions notre conscience et notre honneur à nous montrer d'autant plus ponctuels dans nos devoirs et attachés à notre métier que notre Œuvre nous entraînait davantage. A toutes ces charges s'ajoutaient, pour quelques-uns, des habitudes mondaines qu'ils voulaient conserver, non seulement par goût, mais par une sorte de coquetterie, afin de bien prouver que leurs idees chrétiennes et sociales, en s'affirmant au grand jour, ne faisaient d'eux ni d'austères censeurs, ni de tristes misanthropes. Nous nous levions de très bonne heure, et souvent le travail nous conduisait bien avant dans la nuit.

* * *

Nous poussions vivement notre propagande dans

Paris. Après Belleville, nous avions abordé la colline de Montmartre, où s'étaient déroulées les scènes tragiques du 18 mars. Là, sur le versant nord, au numéro 41 de la rue du Mont-Cenis, tout près de cette rue des Rosiers où les généraux Lecomte et Clément Thomas avaient été fusillés, à deux pas de cette « tour de Solferino » qui couronnait la butte et autour de laquelle, le 23 mai, quand les troupes du général de Ladmirault chassèrent de leur forteresse les soldats de la Commune, s'était livré un suprême et sanglant combat, nous avions trouvé une maison isolée, au milieu des terrains vagues qui, en ce temps-là, couvraient les pentes de Montmartre. Un jardin l'environnait, où un vieux cèdre étalait ses larges rameaux. Ce fut notre seconde fondation. L'inauguration en eut lieu le 15 juin 1872 ; M. l'abbé Langénieux, vicaire général de Paris, vint la présider au nom de l'archevêque. Une estrade était dressée au pied du cèdre ; les ouvriers, les invités étaient groupés alentour. Une vue magnifique s'étendait au loin, par-dessus les quartiers populaires de Clignancourt et des Batignolles, jusqu'aux collines de Saint-Ouen et de Saint-Denis. Sous le grand soleil de cette journée d'été, le spectacle était fait pour inspirer l'enthousiasme. M. Langénieux répondit à mon discours avec une chaleureuse sympathie; l'auditoire applaudit avec transport : cette fois c'était presque une foule! Nous n'en étions déjà plus à la discrète réunion de Belleville.

Dans le même temps le comité de Lyon se préparait à ouvrir son premier cercle. Aussitôt après la réunion tenue chez Mlle Dissard, quelques-uns des assistants, entraînés par un chrétien résolu, M. Chamonard, négociant en soieries, s'étaient mis à la recherche d'un local et d'un noyau d'hommes de bonne volonté : parmi ces ouvriers de la première heure, je ne saurais omettre les noms du général Meyssonnier, alors capitaine d'artillerie, de Gabriel Magneval, encore tout jeune, demeurés l'un et l'autre pour l'Œuvre des

erviteurs dévoués, pour moi de chers et fidèles amis.
Le quartier laborieux de la « Croix-Rousse » avait lors une renommée universelle. Quarante ans plus tôt, l avait vu naître la grande insurrection lyonnaise et ntendu retentir son cri de guerre désespéré : « Vivre n travaillant, ou mourir en combattant. » Presque outes les maisons du quartier étaient habitées par des amilles d'artisans, tissant la soie à domicile ; le bruit ncessant des métiers mécaniques y était en quelque orte l'accompagnement de la vie.

Cette ruche, toujours en activité, occupait la colline a plus proche de celle où s'élève la basilique de N.-D. le Fourvières, qui n'était encore qu'une modeste chapelle. Le voisinage des deux collines, « la colline qui prie, et la colline qui travaille », suivant le mot de Michelet, est comme le symbole de la grande cité chrétienne et industrielle. Il était naturel que l'Œuvre voulût tout d'abord planter son drapeau dans ce quartier populaire ; elle y installa donc le nouveau cercle rue Neyra, n° 1. Le comité m'appela pour son inauguration ixée au 4 août.

Dans le jardin, incliné au flanc du coteau, où était bâtie la maison, se pressait une foule composée des éléments les plus divers. Patrons et ouvriers, prêtres et gens du monde, y coudoyaient les officiers. Sur l'estrade où j'allais prononcer mon discours, des généraux, les colonels se montraient en uniforme. Tout autour, sur la crête des murs, aux fenêtres, jusque sur es maisons voisines, les curieux s'entassaient en des postures variées. Aucune clameur, aucune interruption e vint, de ce public étranger et improvisé, troubler enthousiasme du nôtre ; un moment même, les applaudissements débordèrent l'enceinte, descendirent des oits, crépitèrent sur les arbres des enclos environnants. Quand j'eus fini, le colonel Lion qui présidait, au lieu de me répondre, se jeta dans mes bras, les yeux pleins de armes. Ce fut une minute d'indicible émotion. Mes chefs,

mes camarades m'entourèrent en me serrant les mains. Pour la première fois, je connus cette joie sans égale, que je devais plus tard si souvent éprouver, de sentir tous ces cœurs de soldats battre à l'unisson du mien.

⁂

En racontant un peu plus haut notre visite à Mgr de Ségur, j'ai fait allusion à « l'Union des directeurs d'œuvres ouvrières » qu'il s'occupait alors de former. Sous sa présidence, soixante-quinze d'entre eux s'étaient rencontrés à Nevers en 1871, et avaient résolu de tenir l'année suivante un congrès général. L'illustre Mgr Pie, évêque de Poitiers et ami de Mgr de Ségur, leur offrit, avec son haut patronage, l'hospitalité de son grand séminaire. Nous voulûmes que notre Œuvre participât à cette assemblée et Mgr de Ségur nous y accueillit avec empressement.

Elle eut lieu au cœur de l'été de 1872, du 26 au 30 août. Son but fut défini en ces termes par Mgr Pie, dans l'homélie qu'il prononça à la messe d'ouverture : « Le premier objet de cette réunion, c'est d'opérer et de cimenter l'union des œuvres. Chacune, sans rien perdre ni changer de son caractère propre, en deviendrait plus forte pour sa part, et leur faisceau constituerait une des grandes forces sociales du pays. »

Cette pensée si juste en elle-même, et qui aurait pu, qui pourrait encore être si féconde, devait en pratique se heurter aux rivalités, aux tendances différentes, qui sont inhérentes à toutes les entreprises humaines. Pour les vaincre et pour former ce faisceau commun, sans porter atteinte aux libres initiatives, il eût fallu que l'épiscopat français, étroitement uni dans ses vues, pût prendre en main la direction supérieure du mouvement alors à ses débuts. Cette condition fondamentale était, en 1872, bien loin d'être remplie. Mgr Pie lui-même, homme d'étude et de doctrine avant tout, et qui discer-

nait d'un regard si pénétrant les causes profondes du désordre social, n'avait pas, à un égal degré, la connaissance et le goût des œuvres. Il les encourageait paternellement, mais plus intéressé par les idées qui les inspiraient que par les détails de leur action, il était pour elles un protecteur lointain plutôt qu'un guide assidu.

Cette protection nous était acquise. Nos déclarations catholiques, notre profession de fidélité au Saint-Siège, notre adhésion publique au *Syllabus* inclinaient l'évêque de Poitiers à une sympathie particulière envers nous. Des liens personnels m'attachaient d'ailleurs à lui. Fils d'un cordonnier du bourg de Pontgouin, en Eure-et-Loir, Louis-Edouard Pie avait été élevé par M. l'abbé Lecomte, professeur au collège de Nogent-le-Rotrou, puis curé de la cathédrale de Chartres, dont le frère était régisseur du domaine de Voré, dans l'Orne, autrefois propriété d'Helvetius et qui appartenait à mon beau-père, arrière-petit-fils du célèbre philosophe, lui-même mon propre trisaïeul [1]. Enfant, il venait souvent, de Chartres, voir M. Lecomte à Voré, et il aimait, en rappelant ces souvenirs, à évoquer ses relations de jeunesse avec la famille de ma femme.

Il nous reçut donc avec une bienveillance marquée. Nous en éprouvions une reconnaissance, mêlée de quelque orgueil, et nous entendions bien en tirer profit pour nous assurer, dans le congrès, une prépondérance qui nous était jalousement disputée.

Les vieux directeurs d'œuvres, renommés parmi les catholiques pour leurs florissants patronages, voyaient avec anxiété notre petite phalange, née d'hier, inexpérimentée et cependant sûre d'elle-même, faire avec éclat irruption dans le domaine jusque-là réservé à leur in-

1. Helvétius (Claude-Adrien), né en 1715, mort en 1771, avait épousé Elisabeth-Charlotte de Ligniville, dont il eut deux filles : Adélaïde, mariée au comte d'Andlau; Charlotte, mariée au comte de Mun.

fluence. Plusieurs reprochaient à Maurice Maignen, dont l'autorité, la compétence et les services égalaient les leurs, d'avoir accepté trop légèrement notre concours et, surtout, d'abriter sous son nom respecté la nouveauté de nos méthodes.

Dans la communauté des Frères de Saint-Vincent de Paul, dont il était le représentant le plus éminent par son caractère et par sa haute intelligence, cette méfiance se manifestait avec vivacité. La congrégation avait alors pour vicaire général un prêtre très distingué, M. l'abbé de Varax, qui ne cachait pas ses inquiétudes.

La conception même de l'Union, formée de groupements particuliers, reliés par le nœud très lâche d'une association plus théorique qu'effective, paraissait menacée par notre esprit fortement discipliné.

Nous ne faisions rien, il est vrai, pour dissiper cette impression ; au contraire. Je note ce souvenir avec sincérité, le proposant aux méditations de ceux qui, aujourd'hui, dans les œuvres anciennes, s'étonnent et quelquefois s'indignent de l'emportement avec lequel prennent leur place les éléments nouveaux du mouvement catholique et social. C'est l'ordre naturel et la perpétuelle tendance de la jeunesse. Fiers de notre solide organisation, de notre premier succès, de l'éclat jeté par les circonstances sur notre initiative, nous arrivions à Poitiers comme des conquérants. Le fidèle et redoutable Boucault nous accompagnait, transportant avec lui le secrétariat, les documents à distribuer, les listes de membres de l'Œuvre à grossir, les actes d'adhésion à faire signer : tout de suite il installait un comptoir spécial dans le grand séminaire et commençait militairement sa besogne, sous les yeux des directeurs de l'Union et de son « Bureau central », étonnés de cette invasion.

L'accueil du grand évêque favorisait notre confiance en nous-mêmes. Il nous recevait en hôtes privilégiés. René de La Tour-du-Pin, mon frère et moi, nous logions

à l'évêché. Là, nous étions l'objet de toute sa sollicitude. Nul de ceux qui ont connu Mgr Pie n'a oublié la noblesse de son maintien, l'affable dignité de ses manières, l'intelligence et l'esprit qui rayonnaient sur sa physionomie. Dans sa cathédrale, entouré de sa maison épiscopale et de ses cérémoniaires, il officiait avec toute la pompe de sa charge. Chez lui, il recevait comme un grand seigneur, charmant les visiteurs par la grâce de sa politesse et la hauteur de sa conversation.

Sa mère habitait avec lui. Elle avait conservé, dans son costume et dans sa tenue, la modestie de sa condition, mais l'évêque s'honorait de sa présence. Il y eut, durant le congrès, un dîner à l'évêché : avec les principaux de ses membres, Mgr Pie avait invité les hauts fonctionnaires. Le général commandant le département était alors le comte de Gramont, frère du duc, ministre des Affaires étrangères de Napoléon III ; il avait eu le bras coupé à la suite d'une blessure reçue à Reichshoffen. Le préfet était M. Léon Lavedan, futur directeur du *Correspondant*, que ses liens d'amitié avec Mgr Dupanloup et ses idées personnelles séparaient de l'évêque de Poitiers. L'un et l'autre étaient parmi les convives, et Mgr Pie leur faisait les honneurs de sa maison avec une courtoisie supérieure à tous les dissentiments.

Je n'ai rien vu de plus noble que le geste avec lequel, laissant d'abord passer sa mère, il invitait les dignitaires militaires et civils à la suivre, dans leur ordre de préséance, et s'avançait ensuite avec nous, s'attachant à se faire accompagner plutôt qu'à nous précéder. Rien de plus gracieux non plus que l'aimable gaîté avec laquelle il félicitait Mme Pie du monumental bâton d'angélique, enrubanné d'un large nœud rose, que, par respect pour la coutume locale, elle tenait à faire figurer sur la table.

Le congrès s'ouvrit le lundi 26 août. La veille, il y eut une messe solennelle à Sainte-Radegonde, à l'issue de laquelle, suivant la tradition, nous dûmes passer courbés sous la châsse de la sainte. Dans la journée, une fête

magnifique rassemblait, sous la présidence de l'évêque, une foule immense au nouveau cercle des ouvriers de Notre-Dame-des-Dunes, situé au bord des escarpements et des pentes sablonneuses qui dominent le Clain. Mgr Pie m'avait invité à y faire le discours d'inauguration. Il ajouta quelques paroles où, s'adressant à la « nombreuse population ouvrière qui, disait-il, se presse autour de nous », il loua la ville de Poitiers d'avoir conservé, dans « l'honnêteté du sanctuaire domestique, la foi qui peuple tous les autres ».

Ces belles cérémonies préludaient aux réunions intimes du lendemain, désormais enfermées dans l'enceinte du séminaire. Un règlement précis les ordonnait. Les congressistes, arrivés de très bonne heure ou logés dans la maison, assistaient ensemble à une messe matinale, où un artiste distingué, membre de l'Union des œuvres, M. Dupaigne, faisait entendre la plus pure musique palestrinienne. Je me souviens encore de l'accent profond et de la délicatesse exquise avec lesquels il exécuta le chant d'ouverture du congrès : *Ecce quam bonum et quam jucundum habitare fratres in unum !*

L'évêque voulut célébrer lui-même la messe du 27, et ce fut là qu'il prononça l'homélie magnifique dont j'ai parlé. Il avait choisi ce texte de saint Paul : *Ut curent bonis operibus præesse, qui credunt Deo... Discant autem et nostri bonis operibus præesse ad usus necessarios ut non sint infructuosi*[1]. Et il le traduisit ainsi : « Que ceux-là aient soin de présider aux bonnes œuvres qui croient à Dieu... que les nôtres apprennent à présider aux bonnes œuvres, aux œuvres qui concernent les besoins pratiques des temps et des lieux, de peur qu'ils ne soient des hommes inutiles, des hommes qui ne portent pas de fruits. » Puis il en fit une admirable application au devoir des classes élevées et aux obligations que leur imposeraient des temps où « l'emportement impie des

1. Tit. III. 8 et 14.

uns et l'esprit systématique des autres, en viendraient à requérir la séparation et à prononcer le divorce entre la sphère de la loi chrétienne et celle de l'activité sociale ; des temps où les actes se mettraient d'accord avec les théories au point de ne pas reculer devant les conséquences les plus extrêmes ; des temps où, par une conclusion assez rigoureusement tirée des prémisses, le crucifix se verrait expulsé de l'école et le prêtre de l'hôpital, en vertu du principe de la sécularisation, ce qui veut dire de l'athéisme désormais obligatoire de la chose politique ; des temps enfin où, trop souvent, les meilleurs chrétiens, acceptant avec une résignation regrettable l'ostracisme dont ils seraient frappés, s'enfermeraient dans le cercle des obligations privées ou domestiques, et se désintéresseraient de toute influence utile sur leurs frères. Temps sinistres, où les conditions légales de l'assistance publique comme de l'instruction officielle ayant enlevé ce double levier aux mains de la religion, les masses populaires, victimes de tous les préjugés et de toutes les souffrances, deviendraient une menace perpétuelle pour la société. » Paroles prophétiques où éclate la puissante clairvoyance du grand évêque !

Les repas se prenaient en commun, dans le réfectoire du séminaire et en silence ; l'évêque et Mgr de Ségur les presidaient ; un jeune clerc faisait, *recto tono*, une lecture de piété. Ces habitudes, familières à la plupart des directeurs d'œuvres, et que plus tard la pratique de nos retraites et de nos assemblées devait généraliser parmi nous, nous surprenaient alors par leur insolite nouveauté. Nous les acceptions comme une discipline militaire ; mais le moindre incident servait de prétexte à une explosion de gaîté, difficilement contenue, et je me souviens du fou rire, pardonné sans peine par l'évêque, qui nous saisit irrésistiblement un soir où, pendant le dîner, comme le jour tombait sans qu'on allumât les lampes, il advint que le séminariste qu'éclairait une simple bougie, commença la lecture par ce verset de l'Imitation : *Nos*

lumières sont bien faibles (liv. II, ch. 5, v. 2). Ce fut une fusée joyeuse, et le pauvre lecteur en demeura muet d'étonnement.

Mais le congrès était l'occasion d'incidents plus sérieux. Notre intervention dans les débats y suscitait des discussions très vives où, je dois l'avouer, nous ne donnions pas toujours l'exemple de la modération. L'harmonie se rétablissait bientôt, grâce au sentiment surnaturel. Un jour, il y eut, dans les galeries voûtées du séminaire, un public échange de loyales excuses et de pardons généreux, où l'esprit chrétien qui animait l'assemblée éclata en une scène touchante.

Mes camarades m'avaient chargé du rapport sur l'Œuvre. Je le lus à la séance du mercredi 28 août, devant Mgr de Ségur et Mgr de La Bouillerie, évêque de Carcassonne, plus tard coadjuteur de Bordeaux, cousin germain du futur ministre du 24 mai, et qui, sur l'invitation de Mgr Pie, était venu honorer le congrès de sa présence. Il nous témoignait la plus extrême bienveillance.

Je ne puis reproduire ici, ni même aux annexes, ce rapport trop étendu, mais j'en veux dégager les traits essentiels. J'y rappelais les origines de l'Œuvre, en ayant soin de les rattacher au mouvement des patronages et des cercles antérieur à 1870. J'y exposais ses principes généraux avec toutes leurs conséquences, j'en découvrais dans l'avenir les larges et multiples applications : les sociétés de patrons, organisées à côté des sociétés ouvrières, étudiant avec elles les intérêts de la profession ; les corporations nouvelles, naissant de cette collaboration féconde ; l'enseignement professionnel, les études sociales, les cours de toute nature mis à la disposition des ouvriers ; leur union cimentée dans le pays entier par le *Livret-diplôme*, par les bureaux de renseignements et les hôtelleries de passage ; les institutions de prévoyance et de crédit établies près de tous les cercles ; les hommes du monde aidant par leur concours ce grand

nouvement, et les militaires portant à « une génération, que le malheur de la patrie ramène au métier des armes, 'exemple de leur conduite, les souvenirs de leur vie pour lui apprendre à respecter, dans l'uniforme, l'honneur du pays, à considérer le sentiment du devoir, de l'obéissance et de l'abnégation, comme les vertus les plus nécessaires au soldat et au citoyen ».

Je montrais dans tous ces groupes les anneaux d'une chaîne immense reliée au comité central ; j'invitais toutes es œuvres analogues à y prendre leur place, pour constituer avec nous « la grande association catholique des ouvriers ». Et je concluais enfin par ces paroles ambitieuses :

« Nous avons conduit par la pensée l'Œuvre des cercles jusqu'à ses limites les plus extrêmes. Contemplons maintenant les horizons qu'elle propose à notre activité : imaginons qu'elle s'est développée de toutes parts, qu'elle s'est répandue dans les villes, dans les établissements d'industrie, dans les chefs-lieux de canton et jusque dans les villages, que les œuvres ouvrières déjà existantes en France lui sont agrégées, qu'un lien commun s'est établi entre toutes ces fondations ; songeons que, pour promouvoir cet immense mouvement, nous aurons mis en action et tenu en éveil toutes les forces catholiques du pays, et nous apercevrons, dans l'avenir, la création d'une grande *Ligue catholique française*. »

Cette conception allait, durant tout le cours de ma vie publique, hanter ma pensée. Treize ans plus tard, je devais essayer de la réaliser par l'organisation du Parti catholique. Qui peut dire ce qui serait advenu de cette tentative, si le plan tracé à Poitiers en 1872 avait été, dès cette époque, approuvé, compris, mis en pratique par tous les catholiques ?

Les congressistes en applaudirent l'exposé. Mais, quand il s'agit de voter sur les conclusions, sur la fondation de comités « reliant les cercles entre eux et les

rattachant au comité central », puis sur « l'union de toutes les œuvres ouvrières entre elles par l'acceptation générale du *Livret-diplôme* des cercles catholiques », les discussions s'élevèrent, ardentes et passionnées. Quelques-uns des plus anciens, des plus vénérables directeurs d'œuvres ouvrières protestèrent contre nos prétentions à l'hégémonie; d'autres, non moins respectés, parmi lesquels j'aime à citer l'abbé Tournamille, de Toulouse, dont l'amitié pour nous ne devait jamais se démentir, nous soutinrent énergiquement. L'abbé de Varax, vicaire général des Frères de Saint-Vincent de Paul, se montra particulièrement vif dans une opposition qu'expliquait la crainte de voir sa congrégation compromise; les membres du Bureau central de l'Union des œuvres, à l'exception de leur président, Mgr de Ségur, se plaignirent de la concurrence que nous allions faire à cette union naissante. Ce fut une joute d'une extrême vivacité. J'y pris ma première leçon de discussion parlementaire.

A la fin, la sympathie pour notre effort et le désir de ne pas nous décourager, plus que la conviction, nous assurèrent la victoire.

Les conclusions furent votées, vote platonique, comme les congrès catholiques, depuis, en ont malheureusement émis beaucoup, et qui ne changea rien à la situation. Les œuvres gardèrent leur autonomie et continuèrent à défendre leur indépendance, presque leur isolement.

Mais la nôtre avait conquis son rang dans ce milieu spécial, et la consécration donnée par le congrès à notre entreprise fut pour nous une force nouvelle.

*
* *

Au mois de septembre 1872, un grand changement survint dans ma situation militaire. J'avais, le 23 avril 1872, été nommé capitaine au 9e régiment de dragons. Pour ceux de mes lecteurs qu'intéresserait la comparaison entre l'avancement d'alors et celui d'au-

jourd'hui, je dirai que j'étais âgé de trente et un ans et que j'avais dix ans de grade d'officier, dont sept dans celui de sous-lieutenant; j'étais resté quatre ans et demi en Algérie, et je comptais ainsi cinq campagnes d'Afrique ; j'avais fait la guerre de 1870, et pris part au siège de Paris contre la Commune : mes états de service portaient donc en tout sept campagnes. Au début de la Commune, après les sanglants combats de Courbevoie et du pont de Neuilly, le général de Gallifet, dont j'étais officier d'ordonnance, m'avait proposé pour le grade de capitaine. Le ministre répondit à la proposition en me décorant : je l'étais déjà depuis Metz ! Le général de Gallifet le rappela et insista pour le grade; le ministre fit la sourde oreille et je reçus, au lieu du troisième galon, un brevet de chevalier de la Légion d'honneur, daté du mois d'avril 1871 ; quelques mois plus tard, un second me fut remis, confirmant celui de Metz et daté du mois d'octobre 1870! Je suis probablement le seul officier qui ait été décoré deux fois.

Le régiment où j'étais nommé tenait garnison à Meaux. Cette ville n'était pas placée dans le commandement du général de Ladmirault, qui n'était à cette époque que gouverneur de Paris. Il avait cependant obtenu l'autorisation de me conserver pendant quelque temps encore à son état-major, à cause des nécessités de l'état de siège. Mais cette tolérance n'était que temporaire. Au mois de septembre, je dus rejoindre mon nouveau poste.

Le 9e régiment de dragons était commandé par le marquis de Puységur, sous les ordres de qui j'avais déjà servi avant la guerre, et qui m'avait témoigné une constante bienveillance; il avait pour lieutenant-colonel le comte Albéric de La Loyère, qui alliait à l'esprit le plus militaire les sentiments chrétiens les plus fermes. L'un et l'autre m'accueillirent avec une grande bonté ; mes camarades me marquèrent une cordiale sympathie. Tous assurément ne partageaient pas mes croyances ; mais ils rendaient justice aux pensées dont s'inspirait l'œuvre à

laquelle ils me savaient dévoué. Il n'y avait pas alors de divisions dans les régiments : le patriotisme surexcité par les malheurs de la France, la camaraderie et l'amour du métier, unissaient entre eux les officiers, quelles que fussent leurs idées personnelles.

Le 9e dragons formait avec le 8e, également en garnison à Meaux, une brigade que commandait le comte de France, dont la bienveillance ne fut pas moindre que celle de mes chefs plus directs.

Bien qu'éloigné de Paris, je pus donc, sans obstacle, continuer à mener de front le service militaire et celui de l'Œuvre des cercles. Je faisais fonction de capitaine instructeur. Les théories, les classes à pied et à cheval, le service en campagne, les exercices d'équitation, les conférences aux officiers et aux sous-officiers, dont l'usage commençait à s'introduire, me donnaient une lourde besogne. Mais l'universelle bonne volonté, le désir de s'instruire que l'expérience de la guerre avait mis au cœur de tous, me stimulaient et rendaient, moralement, ma tâche agréable et facile. J'avais retrouvé au 8e dragons, où il était capitaine, notre ami Aymar de Roquefeuil, tout entier dévoué à la commune entreprise. Quand nous en avions le loisir, nous chevauchions ensemble dans la campagne, échangeant nos idées et nos espérances et nous exhortant mutuellement, par amour-propre chrétien, à redoubler de zèle professionnel pour mieux conquérir à nos principes religieux le respect de nos camarades.

*
* *

Au commencement de décembre, le comité de Lyon ouvrit un second cercle au quartier des Brotteaux. Grâce à une courte permission, j'allai l'inaugurer par un discours que je composai en chemin de fer, avec des notes rassemblées à la hâte et quelques livres emportés dans ma valise. Le soir de l'inauguration, je partais pour Marseille où m'appelait, au nom de la *Société des inté-*

êts *catholiques*, son président, M. Roubaud, notaire. Un
modeste chef d'institution, M. Patot, qui devait plus
tard, après l'expulsion des jésuites, diriger avec un ad-
mirable dévoûment l'Ecole de la rue des Postes, s'était
fait, près des membres de cette société, l'ardent propa-
gateur de notre Œuvre. Il avait recruté, pour en prendre
l'initiative, quelques hommes de bonne volonté, au pre-
mier rang desquels je dois nommer un négociant ardem-
ment catholique, M. Alfred Guiol, qui devint, en même
temps que mon fidèle ami, le président de notre comité
marseillais, et un jeune officier du 4e chasseurs, qui fut
dès ce jour, un admirable serviteur de l'Œuvre, Maurice
de Hennezel d'Ormois.

L'enchantement de la ville méridionale, le rayonne-
ment du ciel et des côtes augmentèrent la joie où m'avait
jeté l'accueil chaleureux de mes nouveaux confrères.
Elle s'accrut encore devant l'incomparable tableau dé-
roulé sous mes yeux à Notre-Dame de la Garde, puis
dans les quartiers populaires d'Endoume et de Belle-de-
Mai, dont j'entendais avec ravissement les noms sonores,
tandis que nous visitions les groupes d'ouvriers, pépi-
nière des cercles futurs; et j'étais tout vibrant de ces
émotions quand, le soir, après une réunion intime où fut
décidée la création du comité, je fus conduit devant le
grand auditoire, pressé dans la salle Saint-Joseph, alors
appartenant aux jésuites.

On avait invité Coquelin aîné, de passage à Marseille;
après le concert qui ouvrit la soirée, il dit avec un
accent de magnifique énergie la *Grève des forgerons*, de
François Coppée. Puis, ce fut mon tour. Tout autour de
la salle, de hautes peintures représentaient les héros et
les saints de l'histoire de France. Mes yeux s'étaient
fixés sur l'image de Pierre l'Ermite prêchant la croisade,
et je me souviens qu'en prenant la parole, je m'écriai,
sans autre exorde, le doigt tendu vers le tableau :
« Regardez-le : il vous parle encore ! » J'improvisai là-
dessus une espèce d'appel aux armes pour Dieu, pour

la France et pour le peuple, qui souleva, sans peine, l'acclamation d'un public, conquis d'avance, mais dont, je le crains, l'illustre sociétaire de la Comédie-Française fut moins enthousiasmé.

Pendant l'hiver de 1872 à 1873, l'activité de mon existence en partie double prit une intensité particulière. La difficulté de trouver à Meaux un établissement convenable, tous les appartements où pouvait s'installer un ménage d'officier étant occupés, nous avait obligés à rester presque campés à l'hôtel de la Sirène. Cet arrangement lui-même devint bientôt impossible, et ma femme retourna, avec ses enfants à Paris, où la bienveillance du colonel me permit de me rendre le soir, lorsque le service n'en devait pas souffrir. C'était une vie sans repos. Le matin, à cinq heures, je partais en uniforme par le premier train; je dormais jusqu'à Meaux où le chef de train me réveillait; dans la cour de la gare, je montais à cheval, et je m'en allais tout droit au quartier ou, lorsque les jours furent plus longs, au terrain de manœuvre situé hors de la ville. Dans la journée, entre deux théories, hâtivement j'abattais la correspondance de l'Œuvre : que de fois j'ai déjeuné sur le coin d'une table, en lisant ou en annotant les lettres qui m'arrivaient de partout, pendant que mon ordonnance ôtait mes bottes et m'aidait à changer rapidement de tenue !

*
* *

Au milieu de cette fièvre, un incident très imprévu vint m'ouvrir des horizons que ma pensée n'avait pas aperçus jusque-là, et dont elle se détourna aussitôt, pour n'y revenir que trois ans plus tard. Au mois de janvier, des élections partielles eurent lieu pour certains sièges de l'Assemblée nationale, devenus vacants. L'une d'elles était à Marseille. Les catholiques et les royalistes de cette ville, très nombreux encore et forts des souve-

nirs que leur avait laissés un passé récent et glorieux, demandèrent au général de Charette d'être leur représentant. L'auréole de gloire qui environnait son nom lui assurait un succès qui eût été, en même temps, celui de la cause dont il était l'éclatante personnification. Mais, fidèle au noble sentiment qui l'avait déterminé, quelques mois plus tôt, à refuser l'offre de M. Thiers, quand, au lendemain de la guerre, le nouveau chef du pouvoir exécutif le pressait d'entrer, avec son grade, et suivi de ses officiers, dans les cadres de l'armée régulière, Charette ne voulut pas se rendre à la prière de ses amis. Il était résolu à garder son indépendance et sa liberté tout entière, en restant exclusivement le chef du « régiment » de ces zouaves pontificaux qui venaient d'ajouter, sur les champs de Loigny, une page nouvelle, écrite avec leur sang, à l'héroïque légende commencée jadis dans le vallon de Castelfidardo.

Les générations nouvelles ignorent de quel prestige étaient alors entourés cette troupe de soldats et leur chef héroïque. L'idée qu'il avait conçue d'en faire une réserve toujours prête pour la défense du Pape et le service du Roi, semble à nos contemporains, désabusés des rêves du passé par les tristes réalités du présent, une conception chimérique. Dans ce temps de transition où les destinées de la France étaient en suspens, où les maîtres de Rome envahie n'osaient pas encore habiter dans ses murs, toutes les espérances étaient permises.

Le 25 août 1872, j'avais été témoin d'une scène extraordinaire, dans le parc de ce château de la Contrie, où les paysans vendéens vinrent, en 1793, chercher le premier Charette pour le mettre à leur tête. A l'occasion de la Saint-Louis, une fête était donnée en l'honneur de M[me] de Charette, mère du général, qui m'y avait invité. Les zouaves étaient accourus de toute la France, officiers et soldats, gentilshommes, bourgeois et hommes du peuple. Le général passait au milieu d'eux, les tutoyant,

les interpellant par leurs noms, les apostrophant brusquement, leur rappelant des souvenirs de combat, camarade et chef à la fois, dévoré de regards ardents, salué d'acclamations émues. Sous des tentes, ornées de drapeaux blancs et d'étendards pontificaux, il y eut un banquet. Charette fit le tour des tables ; ses convives étaient debout. Sur un signe de lui, tous l'auraient suivi où il aurait voulu : c'était une veille de bataille. Comment aurait il échangé cette gloire et cette puissance contre les incertaines perspectives de la vie politique ?

Il déclina donc les offres de Marseille ; mais, sans que rien m'eût préparé à une telle démarche, il me proposa de prendre sa place, se faisant fort de l'approbation de ceux qui le sollicitaient. A cette époque, les officiers en activité de service pouvaient exercer un mandat législatif. Le patronage de Charette, le bruit qu'avait fait à Marseille le discours que j'y avais prononcé quelques semaines plus tôt, me promettaient des chances sérieuses. Rien ne s'opposait à la combinaison projetée par le général. J'eus un moment d'hésitation : des sentiments confus agitaient mon âme, que j'ai quelque peine à démêler aujourd'hui. Je me souviens seulement de ma perplexité : il fallait répondre sur l'heure ! La passion pour l'Œuvre, à peine entreprise depuis un an, la crainte, en acceptant, de paraître l'abandonner ou de la moins bien servir, l'emportèrent très vite sur des tentations pourtant assez puissantes. L'avis de mes plus intimes et plus chers compagnons, hâtivement convoqués, fortifia ma résolution : Je refusai.

C'était un des premiers dimanches de janvier. Le jour même, j'avais promis au R. P. du Lac de me rendre à Athis, pour y adresser la parole à quelques anciens élèves de l'Ecole de la rue des Postes, déjà officiers.

CHAPITRE VII

Tour de France

Athis : un déjeuner militaire. — Les retraites fermées ; le Père Hubin. — Le cercle de Vaugirard ; le général de Sonis ; amour désintéressé du peuple. — Les conférences de la rue de Grenelle. — Tour de France. — Le cercle Saint-Antoine. — Deuil et consolation.

Le château d'Athis, situé à l'entrée du village, est une propriété superbe, dont le parc magnifique, traversé par un canal, droit et large comme une avenue, s'incline en pentes douces et en terrasses étagées, vers la grande vallée que suit le chemin de fer d'Orléans et que ferment à l'horizon, au delà du cours de la Seine, les coteaux de Villeneuve-Saint-Georges. Au sommet du parc et à côté du château, une longue et vaste charmille forme au-dessus de ce panorama une admirable promenade. S'il faut en croire la tradition, le domaine appartint jadis à Mlle de Scudéry, et le massif, coupé d'allées discrètes, qui borde la charmille, servit, dit-on de modèle à la carte du Tendre. Dans les dernières années de l'Empire, les Jésuites avaient acheté cette propriété pour en faire la maison de campagne de leur École de la rue des Postes. Les Pères allaient s'y reposer ; les élèves y venaient à certains jours de fête. Après la guerre et la Commune, l'École elle-même y fut provisoirement installée, en attendant qu'elle pût rentrer dans ses bâtiments de la rue Lhomond. Aucun arrangement intérieur n'avait d'ailleurs modifié l'état où le temps et l'abandon avaient laissé le château. Des restes

de belles boiseries, des dessus de porte en grisaille rappelaient encore les souvenirs du passé. Les salons étaient devenus un réfectoire et une salle commune ; les chambres, à peine meublées, offraient aux pères des cellules médiocrement confortables ; la chapelle était installée très sommairement dans l'une d'elles. Des crucifix, quelques gravures pieuses, dans le petit bois des statues en plâtres des saints de la Compagnie de Jésus, remplaçant sur les gaines antiques les bustes galants d'autrefois, indiquaient seuls la nouvelle destination de la demeure seigneuriale. Lorsque les décrets de 1880 obligèrent les Jésuites à abandonner leur chère École, le domaine d'Athis fut vendu, et il est aujourd'hui à M. le baron de Courcel, sénateur, ancien ambassadeur de France à Londres, qui l'a admirablement restauré.

Ce dimanche donc de janvier 1873, le Père du Lac avait réuni là un bon nombre d'officiers, anciens élèves de l'École dont la plupart ne s'étaient pas rencontrés depuis la guerre, et à qui il donnait ainsi l'occasion, saisie avec joie, de se revoir et de retrouver quelques-uns de leurs anciens maîtres. A leur tête était leur doyen, le commandant des Garets, plus tard commandant de corps d'armée et membre du Conseil supérieur de la guerre, que j'avais connu à Metz où, blessé le jour de la bataille de Rezonville, décoré, le plus jeune officier supérieur de l'armée, il attirait et fixait les regards par l'éclat de sa renommée et la brillante séduction de toute sa personne.

On me permettra de remarquer en passant que le plus ancien des officiers de 1870, sortis de la rue des Postes, ayant été nommé chef de bataillon à Metz, cette simple constatation suffit à répondre aux déclamations de ceux qui ont accusé de nos désastres l'éducation des Jésuites. L'Ecole, fondée en 1852, ne comptait que dix-huit ans d'existence lorsque la guerre éclata. Elle était loin, à ses débuts, des succès d'examen qu'elle connut dans la suite, et le plus vieux de ceux qu'elle fit admettre à

Saint-Cyr durant cette période avait à peine plus de trente ans. Ils n'eurent donc aucune influence sur la direction des opérations militaires et ne jouèrent, dans la guerre, qu'un seul rôle, mais qui fut héroïque. En 1872, l'École put, dans un livre d'or en trois volumes, publier les biographies des élèves tués à l'ennemi : ils étaient quatre-vingts.

La réunion d'Athis devait, au lendemain de cette sanglante hécatombe, prendre un caractère profondément émouvant. Le Père du Lac, dont les relations avec moi n'avaient encore, à cette époque, aucun caractère d'intimité, mais qui suivait, avec une ardente sympathie, les débuts de ma carrière publique, pensa qu'en raison de la curiosité inspirée à mon sujet par les récits des journaux, ma présence serait un attrait pour ces jeunes officiers, et que peut-être ma parole, en les excitant au dévouement chrétien, leur ferait quelque bien.

Il m'invita : j'acceptai avec empressement, et je n'eus que le temps, aussitôt après le conciliabule tenu chez le général de Charette, où j'avais refusé la candidature de Marseille, de sauter en voiture pour courir à Athis.

Quand j'y arrivai, le déjeuner était terminé, les officiers se promenaient sous la charmille et ce fut là que, monté sur une chaise, je leur parlai de Dieu, de la France et des ouvriers. L'accueil chaleureux qu'ils firent à leur camarade n'est jamais sorti de mon souvenir. Le commandant des Garets, de la même tribune improvisée me répondit au nom de tous avec sa grâce naturelle et la chaleur de son cœur ; et, dans ce jour d'hiver, sous ces arbres sans feuilles, un enthousiasme commun rapprocha les âmes. Des causeries s'engagèrent, plus intimes et plus précises ; des liens se nouèrent ; des amitiés s'ébauchèrent : plusieurs, parmi les officiers rassemblés dans la charmille d'Athis, devinrent bientôt d'excellents serviteurs de l'Œuvre.

* * *

Ma visite eut, pour nous, d'autres conséquences. Le château d'Athis servait de maison de retraite aux anciens élèves des collèges des Jésuites. Chaque année, au printemps, un bon nombre de ces jeunes gens s'y enfermaient pendant trois jours pour y méditer, sous la direction d'un Père, suivant la méthode célèbre des « Exercices de saint Ignace ».

Je n'avais en 1872 aucune idée de ces pieuses coutumes. Le Père du Lac m'en parla, en me montrant la maison, et ce fut comme une semence déposée dans mon âme, qui ne devait lever et porter ses fruits que plus de deux ans après, grâce à l'intimité formée, à la fin de 1873, entre le Père et moi, dans les circonstances que je dirai. Au commencement d'avril 1874, il m'offrit de venir passer une journée à Athis, où les anciens élèves du collège de Vaugirard faisaient leur retraite. J'y fus avec mon frère, et ces quelques heures, dans cette atmosphère de recueillement viril, nous enchantèrent.

La résolution de fonder une retraite analogue pour les membres de l'Œuvre fut aussitôt arrêtée dans nos esprits ; le comité en adopta la pensée sans hésiter, et il fut décidé qu'elle aurait lieu à l'issue de l'assemblée générale, fixée cette année-là au milieu d'avril.

Nous avions, alors, pour aumônier un père jésuite dont le nom est cher à tous ceux qui l'ont connu. C'était le Père Hubin ; lorsqu'il mourut en 1883, pendant un voyage en Portugal, ce fut parmi nous, comme dans tous les groupes de jeunes hommes où s'était exercée son action apostolique, une douleur universelle. Il reste de lui un portrait célèbre, l'une des plus belles œuvres de l'illustre graveur Gaillard, que les amis du Père Hubin l'avaient prié d'exécuter pour eux. La physionomie fine et austère du saint religieux y revit tout entière ; mais

quelle que soit la perfection de cette œuvre d'art, elle ne saurait rendre la douceur qui atténuait l'éclat perçant du regard, le sourire charmant qui apaisait la rigueur du visage, et quelquefois l'épanouissait joyeusement dans un mouvement de franche gaîté. Par ce mélange de force et de bonté, de grâce et d'autorité, le Père Hubin, Hubinus, comme l'appelait Félix de Roquefeuil et, dans les moments où nous l'aimions davantage, Hubinissimus, avait pris sur nous un très grand empire. Plus apôtre que sociologue, il aimait surtout dans notre Œuvre son esprit surnaturel et son goût pour l'action : c'est à les développer sans cesse qu'il s'appliquait, et ceux même qui, plus attirés par les travaux d'Ecole que par ceux de l'Œuvre proprement dite, se plaignaient quelquefois de le trouver rebelle à leurs idées, recevaient l'irrésistible influence de sa direction spirituelle.

Il fut naturellement le prédicateur de notre première retraite et, pendant sept ans, jusqu'au moment où Athis ferma ses portes, il exerça ce ministère spécial avec un succès toujours croissant. Une remise voisine du château et, pour la circonstance, tendue d'andrinople, servait de chapelle aux retraitants ; et je le vois encore là, assis derrière une petite table, sa belle tête grave et pensive se détachant sur la tenture rouge, tandis que d'une voix pénétrante il commentait pour nous ces admirables « Exercices », si propres à former les hommes.

La retraite de 1874 avait été plus nombreuse que nous ne l'espérions ; celles des années suivantes le furent bien davantage. L'usage s'établit immédiatement de les placer après les assemblées générales, qui, dès 1876, se tinrent toujours au mois de mai. Après une semaine de travail assidu, elles se terminaient le dimanche soir par un banquet organisé dans la grande salle de la Société d'horticulture, au n° 84 de la rue de Grenelle, où avaient lieu nos séances : mon frère, avec une rapidité de magicien, la faisait, le dernier jour, transformer en une salle de festin brillamment éclairée. Là, nous échangions des

toasts qui achevaient d'enflammer les cœurs, et de les transporter d'ardeur. Vers dix heures, des omnibus rangés dans la cour enlevaient tous les retraitants et les conduisaient à la gare d'Orléans, où nous nous entassions dans les compartiments du train de banlieue prêt à partir. A la station d'Athis, les Pères nous attendaient avec des torches ; des brouettes emportaient nos valises, et, par un sentier qui montait à une porte du parc, nous nous mettions en marche, troublant de nos cantiques le grand repos de la nuit. Nous gravissions ainsi les longues pentes des jardins, jusqu'à l'entrée du château où, dans le vestibule, on faisait l'appel des arrivants, en donnant à chacun le numéro d'une cellule. Souvent, lorsque le nombre des retraitants, s'accroissant toujours, dépassait la centaine, la place manquait. On réservait aux plus âgés les meilleures chambres, et on organisait des dortoirs improvisés pour les plus jeunes. Une pièce carrelée, garnie de lits de fer étroits et de quelques chaises, dans un corps de bâtiment détaché du château et situé au-dessus de la basse-cour, nous offrait alors un abri rudimentaire, où, mon frère et moi, nous nous installions avec quelques camarades. Les coqs nous réveillaient dès l'aube, et le cadet de la troupe qui était le futur duc des Cars, descendait avec la cruche chercher l'eau à la pompe, pour des ablutions rapidement faites dans des écuelles de terre.

Nous étions pleins d'une saine gaîté ; on aurait dit un joyeux bivouac. La verdure nouvelle pointait aux arbres de la charmille et du bosquet ; la prairie agitait mollement ses longues herbes ; les violettes et les muguets fleurissaient sous les pas ; les oiseaux chantaient ; une paix immense épanouissait les cœurs.

Le règlement était sévère ; nous le suivions avec une ponctualité militaire. Une cloche, à laquelle nous obéissions comme à un appel de trompette, annonçait les exercices. Hors des récréations, le silence était absolu ; pendant les repas, on lisait à haute voix, et les lec-

eurs de bonne volonté se succédaient au pupitre.

Aux heures où rien ne les appelait à la chapelle, les retraitants erraient dans le parc, pensifs et recueillis : on voyait là des hommes de tous les âges, des militaires, des magistrats, des industriels, des propriétaires ruraux, marchant à pas lents, tantôt les yeux fixés sur un livre, tantôt perdus dans un songe profond.

Nul, s'il n'en a fait l'expérience, ne sait ce que valent trois jours ainsi passés dans la méditation, arrachés au bruit, à l'agitation, au souci des affaires, donnés à la réflexion et à l'examen loyal de soi-même. J'ose affirmer qu'il n'y a pas, pour la vie privée comme pour la vie publique, pour les devoirs de la famille comme pour les fonctions sociales, pour les hommes d'Etat comme pour les simples particuliers, de plus forte et plus salutaire préparation.

La retraite devint pour nous une véritable école d'application. Tous ceux qui prirent dans nos cadres une place vraiment active, qui furent dans notre secrétariat général les agents dévoués de notre propagande, se formèrent à Athis.

Là furent trempés, dans la robuste éducation de l'âme et de l'esprit, des caractères que rien ne put ensuite ébranler ; là, dans l'élan d'une piété chevaleresque, de généreuses résolutions changèrent des chrétiens timides en apôtres ardents ; là, se conclurent, dans l'intimité des longues causeries, des amitiés fécondes, dont l'étroite communauté des idées fut le lien indestructible.

La clôture de la retraite faisait éclater tous les sentiments que l'ordre des exercices avait contenus. Le dernier soir, nous nous réunissions au fond du parc au pied d'une statue de la Vierge, entourée d'illuminations brillantes et nous remontions vers le château à la lueur des torches, en chantant l'*Ave maris stella ;* les âmes vibraient d'enthousiasme et de foi. Le lendemain, de bonne heure, les amis qui n'avaient pu rester à Athis durant les trois jours, venaient nous rejoindre : une communion géné-

rale nous rassemblait devant l'autel ; puis, dans un repas joyeux, égayé par des discours improvisés, nous adressions à nos hôtes nos remerciements et nos adieux, et nous retournions vers le tumulte extérieur, armés d'un courage renouvelé. Que de fois, quittant ainsi à midi la sainte maison, je me suis retrouvé deux heures plus tard, en pleine lutte parlementaire, avec un cœur affermi et une confiante sérénité.

Les retraites commencées en 1874 ne se sont, depuis trente-quatre ans, jamais interrompues. D'Athis elles furent transportées à Clamart, dans une maison spécialement fondée pour les recevoir, où la tradition s'est perpétuée. Seulement le nombre des retraitants a diminué parce que celui des retraites s'est accru. L'exemple donné à Athis se propagea rapidement en province. Des retraites de membres de l'Œuvre s'organisèrent peu à peu de toutes parts ; il s'en tient aujourd'hui annuellement plus de quarante. C'est une des plus belles créations de l'Œuvre des cercles.

* * *

Deux faits principaux marquèrent l'hiver de 1873. Le premier fut l'ouverture d'un troisième cercle à l'extrémité du quartier de Vaugirard, tout prêt des fortifications. La séance d'inauguration fut présidée par le général de Sonis, dont la sainteté était légendaire, non moins que le courage.

Le 1er décembre 1870, vers neuf heures du soir, nommé au commandement du XVIIe corps de l'armée de la Loire, il cheminait sur la route de Coulmiers à Patay ; le chemin était glacé, il gelait à quinze degrés. Derrière le général venait la légion des volontaires de l'Ouest, récemment formée avec les zouaves pontificaux. Le colonel de Charette, qui les commandait, avait mis pied à terre pour se réchauffer ; Sonis en fit autant. Quelques officiers de zouaves, MM. de Bouillé, de Cazenove, de

Troussures les avaient rejoints avec l'aumônier de la légion, le Père Doussot, dominicain ; on causait en marchant. Le général leur montra son fanion où une croix blanche figurait sur un fond bleu. Charette alors raconta qu'il avait en sa possession une bannière en moire blanche brodée d'or, portant, en velours rouge, l'image du Sacré-Cœur de Jésus, avec ces mots brodés de la même manière, au-dessus et au-dessous : Cœur de Jésus, sauvez la France ! Cette bannière avait été faite par les Visitandines de Paray-le-Monial, qui la destinaient au général Trochu : l'ayant déposée pendant une semaine sur le tombeau de la bienheureuse Marguerite-Marie, elles l'envoyèrent à M. Dupont, « le saint homme de Tours » ; celui-ci ne put, à cause du blocus, la faire parvenir à Paris, et les religieuses averties lui demandèrent de la donner aux « volontaires des régions de l'Ouest ». La légion n'était pas encore formée ; dès qu'elle le fut, M. Dupont, frappé par son nom, semblable à celui qu'avaient imaginé les religieuses, fit remettre la bannière à Charette qui l'emporta roulée dans un étui. Sonis, enthousiasmé par ce récit, dit : « Ce sera mon fanion, et un zouave le portera. »

Le soir au château de Saint-Péravy-la-Colombe, où le général s'était établi, Charette lui amena le jeune comte de Verthamon, sergent aux zouaves : « Voici le porte-fanion, dit-il, et voilà le drapeau. » Sonis répondit : « Non, ce sera le drapeau de votre régiment ! faites-le porter devant lui. » Un officier d'état-major observa : « Il vaudrait mieux attendre, pour le déployer, l'instant où on se battra : à ce moment-là, personne n'a envie de rire. » Le général acquiesça : « C'est vrai, attendons, mais ayez une lance toute prête pour y attacher la bannière. »

Le lendemain, 2 décembre, qui était le premier vendredi du mois, Sonis et le petit groupe de zouaves logés avec lui au château de Saint-Péravy, allèrent, à deux heures du matin, entendre au village la messe du Sacré-

Cœur, dite par le Père Doussot : ils communièrent ensemble.

A quatre heures on partit, à six heures et demie on était à Patay. Ce fut de là, qu'appelé à midi par un billet du général Chanzy, Sonis accourut sur le champ de bataille de Loigny où, vers quatre heures et demie du soir, à la tombée de la nuit, voyant le 51e régiment de marche qui lâchait pied et se débandait sans qu'il pût l'arrêter, il cria aux zouaves : « En avant, suivez-moi : montrons-leur ce que valent des chretiens »; et, à Charette : « Voici le moment de faire déployer la bannière. »

Alors, derrière l'emblème sacré, aux cris de « Vive la France ! vive Pie IX ! » commença la marche en avant, à jamais glorieuse, de ces trois cents héros, dont quatre-vingt-dix-huit tombèrent, parmi lesquels dix officiers sur quatorze.

Verthamon, puis les deux Bouillé, le père et le fils, blessés successivement, s'étaient, de l'un à l'autre, transmis la bannière ; un jeune zouave, Le Parmentier, la reçut le dernier et la sauva : depuis, l'étendard, teint du sang de tous ces braves, est demeuré entre les mains de Charette, comme le palladium du régiment.

Le général fut atteint lui-même à la cuisse d'un coup de feu tiré à bout portant, qui lui brisa la jambe, pendant que son cheval était tué. Deposé à terre par ses aides de camp, MM. Bruyère et de Harscouët, qu'il obligea ensuite à partir, il resta sur la neige durcie, appuyé contre sa selle, durant toute l'horrible nuit, dont le silence tragique n'était troublé que par les cris des mourants, plus tragiques encore. Les flocons épais qui recommençaient à tourbillonner le couvraient ainsi qu'un linceul, et, dans cette posture affreuse, ayant sur son épaule la tête d'un blessé de vingt ans, Fernand de Ferron, qui, s'étant traîné jusqu'à lui, mourut là contre son cœur, il fit le sacrifice de sa vie. En une sorte de transport surnaturel, il reçut du ciel une force surhumaine. « Je puis dire, a-t-il écrit, que la douce image

de la sainte Vierge me fut présente pendant toute la nuit que j'ai passée sur ce sol sanglant, où j'ai attendu la mort durant de longues heures[1] ».

L'histoire de cette nuit d'agonie était alors mal connue. Quelques intimes seuls en savaient les détails; Sonis les cachait avec une profonde humilité. Son biographe, Mgr Baunard, devait en faire plus tard l'admirable et prodigieux récit. En 1873, on ignorait jusqu'où s'était élevé, dans le sacrifice, le courage de ce soldat chrétien qui disait, en prenant le commandement de son corps d'armée : « Je me suis condamné moi-même à mort : j'ai enfermé Dieu dans ma poitrine, et Dieu ne capitule jamais, jamais ! » Cette parole et la journée de Loigny l'environnaient d'une auréole de gloire. Amputé après la bataille, il avait une jambe de bois avec laquelle il continuait à monter à cheval, et cette énergie augmentait son prestige.

A la prière de l'un d'entre nous, il avait accepté, non sans hésitation, de présider l'inauguration du nouveau cercle. Le jour venu, il s'acquitta de cette fonction silencieusement, en gardant, durant toute la cérémonie, une attitude presque embarrassée. Modeste à l'excès, il répugnait à la mise en scène de sa gloire. Soldat rigide, il était inquiet du spectacle insolite offert à ses yeux, par un orateur en uniforme de capitaine et des organisateurs de fête sociale en habit militaire. Peut-être aussi craignait-il que l'ambition politique se cachât, à notre insu, sous nos paroles, et comme son esprit austère ne laissait aucune préoccupation semblable l'effleurer, ce soupçon suffirait assurément à expliquer l'extrême réserve qu'il nous témoigna.

Après tant d'années écoulées et dans un loyal retour sur moi-même, j'affirme cependant qu'aucune arrière-pensée personnelle ne se mêlait alors à notre emportement. Sans doute nous étions d'une ardeur qui, à plu-

1. Tous les détails de ce récit sont empruntés à la *Vie du général de Sonis*, par Mgr Baunard.

sieurs, semblait dangereuse ; nous avions en nous-mêmes et dans notre Œuvre une confiance qui pouvait choquer ; nous recherchions, peut-être exagérément, les manifestations éclatantes par lesquelles nous prétendions frapper l'opinion. On nous le reprochait, et on commençait à nous opposer la vieille maxime, attribuée à saint François de Sales, et d'ailleurs, comme presque toutes les maximes générales, aussi facile à réfuter qu'à justifier. « Le bien ne fait pas de bruit et le bruit ne fait pas de bien. » Nous pouvions aussi, par l'effet de notre jeunesse, être trop enclins aux affirmations tranchantes, aux formules absolues qui effrayent et qui inquiètent. Tout cela est vrai ; et je ne nierai pas davantage que nous ne fussions plus fiers du succès, de l'éloge et des applaudissements qu'il n'aurait fallu, plus sensibles aux critiques et à l'opposition qu'il n'aurait convenu.

Mais nous étions profondément sincères, absolument désintéressés. Les milieux populaires que nous fréquentions dans les cercles où, le soir, nous allions nous mêler aux ouvriers et aux employés, exerçaient sur nos esprits une influence toujours grandissante. La simplicité de ces natures, étrangères aux conventions mondaines, nous attirait ; leur droiture nous séduisait. Nous aimions le peuple avec franchise et passion.

La révélation des souffrances, des misères, des fatalités qui pèsent sur les travailleurs, éveillait dans nos cœurs un irrésistible besoin de dévoûment et de justice. Nous désirions de toutes nos forces apaiser ces souffrances, diminuer ces misères, conjurer ces fatalités. L'instinct des réformes sociales naissait dans nos âmes. Le passé corporatif, vaguement entrevu, nous ravissait ; nous aspirions à sa reconstruction, comme au moyen de réconcilier, dans l'harmonie chrétienne, les maîtres et les ouvriers.

En même temps, la responsabilité des classes élevées nous apparaissait écrasante ; leur indifférence, leur

égoïsme, leur vie de plaisir nous indignaient : nous voulions les en arracher par l'exemple, par la persuasion, par une sorte de contrainte morale. Il y avait en nous deux esprits mêlés d'apostolat et de gouvernement, qui nous pressaient de suggestions impératives. En ce sens, mais en ce sens seulement, nous étions des ambitieux. Quand je rêvais alors, c'était du peuple converti ; ce n'était ni de la Chambre des députés, ni de l'Académie.

*
* *

Cependant nous sentions croître, autour de nous, sans que la sympathie qui nous avait soutenus au début nous fît encore défaut, la froideur et l'hésitation. Nous n'en étions pas au temps des guerres ouvertes et des attaques déclarées, ni même des sourdes oppositions et des railleries cruelles, qui plus tard, nous furent une si douloureuse épreuve. Mais on commençait à nous trouver encombrants. Nous voulûmes, pour dissiper ces nuages, aborder directement les résistances naissantes. Au lieu du public restreint que nous avions appelé à nos trois séances d'inauguration, ce fut à la société élégante des salons et des clubs que nous résolûmes de nous adresser.

Une conférence fut décidée. On choisit, pour ce coup d'éclat, la grande salle de la Société d'horticulture, dont j'ai déjà parlé à propos des banquets de nos assemblées générales. La conférence fut fixée au 5 mars. On était en pleine saison de réceptions et de fêtes : la mode n'était pas venue de les retarder jusqu'au mois de mai. Les invitations furent répandues dans tous les milieux, où les hommes et les femmes du monde étaient habitués à nous rencontrer.

Jamais je n'avais encore éprouvé une si vive émotion ; jamais, si ce n'est à la tribune, je n'en ai ressenti une plus affreuse. Jusque-là, j'avais parlé, inconscient du péril, et, sauf au cercle Montparnasse, le jour de mon

début, sinon sans trouble, au moins sans peur. Pour la première fois, depuis le commencement de ma carrière, je connus la torture de la parole publique, depuis si souvent endurée, la secrète angoisse qui serre le cœur dans l'étau d'une convulsive oppression, et qui tend douloureusement les nerfs de l'être tout entier.

La veille au soir, un incident m'acheva. J'avais écrit mon discours ; je voulus, pour m'enhardir, le lire à ma famille, dans le salon, au coin du feu. Hélas! ce fut un désastre intime. Mon cher et excellent père, dont nos ardeurs apostoliques déroutaient un peu l'esprit railleur et fin, m'écouta avec une sorte de consternation. Je crois qu'il m'eût volontiers dit, comme Alceste à Oronte : « Franchement, il est bon à mettre au cabinet ! » Il ne le dit point, par un tendre ménagement ; mais je vis assez qu'il le pensait.

Je passai une mauvaise nuit ; le lendemain, j'étais dans l'épouvante. Quand j'arrivai rue de Grenelle, la salle était comble ; on avait doublé les sièges : tous étaient occupés ; des hommes, debout, remplissaient les coins vides ; il y avait du monde partout ; j'apercevais, de tous côtés, des visages de connaissance, étonnés et curieux.

En ce temps-là, les âmes, encore sous le coup des émotions violentes de la guerre et de la Commune, s'ouvraient sans peine. L'uniforme, à lui seul, valait un discours. Ce fut à lui, je crois bien, que l'auditoire se livra. Mon discours n'était pas bon, mon père avait raison : quand je le relus plus tard, je compris son impression, et je ne voulus pas le conserver dans le recueil de mes œuvres. Cependant l'uniforme emporta tout. On quêtait aux portes : les bourses, les plateaux débordèrent. Mon père fut consolé ; mais jamais, dans la suite, je ne pus prendre sur moi de lui lire, d'avance, un de mes discours.

Cette conférence du 5 mars 1873 inaugura la série de celles que, durant plusieurs années, je prononçai dans cette même salle de la rue de Grenelle, tantôt pour la clôture de nos assemblées générales, tantôt en d'autres

circonstances. Je ne passe jamais devant cette porte d'où, par un long couloir, on gagne la fameuse salle, sans que ma pensée se reporte vers ces émotions lointaines, vers ces grandes scènes d'enthousiasme et d'espérance. Que de marques touchantes d'ardente sympathie, que d'accolades chaleureuses, que d'énergiques serrements de mains j'ai recueillis sur ce seuil ! que de lettres j'ai reçues, au lendemain de ces discours, vibrantes de foi, de générosité, de résolutions viriles, et comment aurais-je pu m'acquitter envers Dieu de la dette contractée pour toutes les grâces dont je fus alors comblé !

Ce fut à l'occasion d'une des conférences de la rue de Grenelle que Louis Veuillot m'adressa, en 1874, une lettre charmante d'esprit et profonde de pensées, qui mêlait à la louange amicale une critique et un conseil. Il se plaignait de n'avoir pas trouvé dans mon discours assez de sabre. « Dans le discours d'un orateur en uniforme, écrivait-il, il faut du sabre, ou tout au moins du fourreau. Hier, je n'en ai pas trouvé assez. C'est le sabre qui fait valoir l'épaulette. L'auditoire est déconcerté, lorsqu'au lieu d'une estafilade il emporte une bénédiction. Dans une maison où j'allai après la séance, les dames se plaignaient de n'avoir pas été assez enlevées. Prenez garde à cela. Vous êtes capitaine de dragons pour enlever les dames, et pour couper les retraites et les nœuds gordiens [1]. »

*
* *

Le développement rapide que l'Œuvre prenait dans toute la France nous offrit, pendant ce même mois de mars 1873, le moyen de frapper l'opinion en révélant, pour ainsi dire, d'une manière sensible ses succès extraordinaires. Dans plusieurs villes, on me deman-

1. V. Correspondance de Louis Veuillot, t. I.

dait de venir parler, ici pour déterminer la fondation d'un cercle, là pour en faire l'inauguration. Je me décidai, profitant d'une permission de quelques jours, à entreprendre une sorte de « tour de France ». Il fut organisé promptement, et je partis avec le comte Arthur de Rougé (aujourd'hui duc de Caylus), depuis quelque temps membre du comité de l'Œuvre, et qui voulut bien m'accompagner. Je lui garde, de ce témoignage d'amitié, une affectueuse reconnaissance : ce fut de sa part un acte de dévoûment d'autant plus méritoire qu'il lui fallut subir, pendant tout le voyage, la répétition, renouvelée à chaque étape, d'un discours toujours à peu près semblable à celui de la veille. J'en avais, en effet, disposé à l'avance les idées principales et partout, avec les variantes qu'appelaient les circonstances, les incidents et les lieux, elles se présentaient naturellement à ma pensée. Quelques traits, surtout, y reparaissaient avec une persistance qui mit à une dure épreuve la patience de mon compagnon, et je rougis encore d'un certain « Galiléen, tu as vaincu ! » dont il avait, à la fin, l'obsession, le voyant venir tous les jours, implacable et sûr de lui, au-devant d'une foule enthousiaste. Mais la sympathie chaleureuse dont, sur notre route, nous recevions les témoignages répétés, nous faisait oublier ces petits côtés du voyage.

A Tours, où l'initiative de l'Œuvre était prise par un prêtre vénéré de toute la ville, le chanoine Roze, curé de Notre-Dame la Riche, nous fûmes reçus dans une vieille demeure familiale qui m'a laissé un touchant souvenir : c'était à l'hôtel de Mondragon, où résidait alors le vieux marquis de Lancosme-Brèves, père de Mme de Mondragon. Le soir, il y eut trente personnes à table, parmi lesquelles, Arthur de Rougé et moi, nous étions seuls étrangers à la famille ; tous les convives, des Mondragon, des Beaumont, des La Villarmois, des Bonvouloir, étaient les enfants et les petits-enfants du vieillard, la tenue, le ton, l'air des visages semblaient

l'un autre temps. Après le dîner, tout le monde devait e rendre à la séance où mon discours était attendu : eul, M. de Lancosme, à cause de son grand âge, resait au logis ; il avait, je crois, quatre-vingt-dix ans. Assis dans son fauteuil, il me fit approcher et me dit : « Je ne puis aller vous entendre ; mais ce que vous faites est bien, c'est pour le bon Dieu : laissez-moi vous donner ma bénédiction ; cela vous portera bonheur. » Je fléchis le genou, et, devant toute cette famille, muette et respectueuse, le patriarche chrétien posa sa main sur a tête inclinée du soldat partant pour le combat de la parole.

A Bordeaux, on devait inaugurer le premier cercle sur la paroisse de Saint-Seurin. Le comité avait pour président Gérard de Montesquieu, descendant direct de l'illustre auteur de l'*Esprit des lois*. J'arrivai au cercle avec lui. L'un des ouvriers s'avança et nous dit : « M. de Montesquieu, vous portez un grand nom, vous l'honorez ce soir, plus qu'il ne l'a jamais été, et vous, mon capitaine, vous honorez votre uniforme... » Il s'arrêta les larmes aux yeux, se jeta dans mes bras et m'embrassa. Tous les assistants retenaient leur souffle ; j'étais tremblant d'émotion. Après trente-cinq ans, je crois sentir encore sur ma joue la marque brûlante de ce baiser d'ouvrier. Ce fut comme un pacte d'alliance.

A Toulouse, je parlai dans une chapelle, où se tenaient souvent des réunions d'œuvres, et qui ne servait au culte qu'en de rares occasions. Quand j'eus fini, au moment où j'allais quitter l'estrade, un auditeur vint à moi les mains tendues : c'était M. Censier, mon maître d'autrefois, qui dirigeait avec l'abbé Pâris le collège de Versailles où j'avais été élevé, et dont la bienveillante sollicitude avait, presque malgré moi, initié ma jeunesse à la langue française. Quel flot de souvenirs, tout à coup, entre nous ! quelle surprise pour le maître ! quel élan de reconnaissance dans le cœur de l'élève !

A Marseille, il y eut un banquet dans ce restaurant

de « La Réserve », d'où la vue domine l'incomparable panorama de la côte enchanteresse. Sous le ciel éclatant, le rivage étincelait, bordé par la frange argentée du flot bleu. Quand je me levai, ma pensée d'elle-même le suivit jusqu'à Rome : l'auditoire vibrait, comme l'ardente nature qui nous entourait.

En remontant à Lyon, nous devions nous arrêter à Annonay où M. Rostaing, le grand industriel, rapproché de nous, dès ces premiers temps, par ses études sociales, avait fondé pour les ouvriers de ses papeteries un cercle magnifique. Le train arriva le soir. Une fête nous attendait : l'usine, les abords du cercle étaient illuminés : le cercle lui-même était décoré de drapeaux ; les ouvriers nous reçurent avec des chants. Ce fut une halte charmante.

De Lyon, où je parlai dans la grande salle des Frères de la Montée-Saint-Barthélemy, nous fûmes à la frontière suisse rendre visite à Mgr Mermillod, chassé de son église. Exilé par le Conseil d'État, le vicaire apostolique de Genève s'était retiré sur le territoire français, dans la petite ville de Ferney, illustrée par le séjour de Voltaire. De là il continuait, avec un courage inlassable à gouverner son diocèse, et des points les plus éloignés du canton de Genève, les paysans suisses venaient, en foule et à pied, demander sa bénédiction. Nous allâmes à Ferney. Le grand évêque nous reçut dans sa modeste demeure avec sa grâce enjouée et son aimable sérénité. Après le déjeuner, il nous mena lui-même visiter le château du « patriarche », alors disposé comme une sorte de musée, et la chapelle bâtie par ses soins, au fronton de laquelle on lit :

DEO EREXIT

VOLTAIRE

MDCCLXI

Le nom de Voltaire tient la plus large place, et Mgr Mermillod, montrant l'inscription, en commentait éloquemment l'orgueil et l'hypocrisie.

Il me donna, en souvenir de ma visite, une image que j'ai toujours conservée, et qui, au-dessous de son portrait posé sur une ancre, portait ces paroles prononcées par le saint évêque, au moment de son expulsion : « Je bénis ceux qui me persécutent et qui me mettent hors de mon pays, auquel je n'ai fait que du bien. » Autour de l'ancre, une banderolle déroulait cette inscription : « Notre espérance est de le revoir bientôt au milieu de nous. »Cette image était entre les mains de tous les catholiques genevois. Il écrivit, au bas de celle qu'il me donna, ces deux mots qui résument son apostolat et que je lus comme un mot d'ordre : *Esto vir.*

*
* *

Je revins à Paris, dans les derniers jours de mars. Le dimanche 30, avait lieu, au faubourg Saint-Antoine, rue de Montreuil, l'inauguration de notre quatrième cercle ; car, malgré l'extension de l'Œuvre, notre propagande parisienne ne se ralentissait pas. Louis Milcent était l'âme de la fondation nouvelle ; il y apportait l'ardeur de sa foi et la séduction de sa parole. En guise de discours je racontai mon voyage : pour la première fois, l'association générale, qui m'avait accueilli sur toute ma route, prit corps aux yeux du public, et le mouvement qui l'entraînait revéla sa puissance.

Le soir même, la foudre tomba sur moi. L'aîné de mes enfants, âgé de quatre ans et demi, eut une toux rauque. La diphtérie n'était pas alors aussi bien connue qu'aujourd'hui : le médecin n'en découvrit pas les symptômes. Le lendemain matin, nous n'étions pas inquiets ; je partis pour Meaux comme je le faisais d'habitude. Quand je revins le soir, à six heures, tout était perdu. Un télégramme m'avait cherché vainement ; éloigné de

la ville, tout l'après-midi, par une marche militaire, j'étais reparti sans l'avoir reçu. Le sérum antidiphtérique était ignoré en ce temps-là : ma pauvre femme avait dû se résoudre à la trachéotomie ; l'opération était faite quand j'arrivai. Le mardi, il y eut un peu d'espoir, il s'évanouit et bien vite, le 2 avril, au déclin d'une belle journée de printemps, la petite âme s'envola vers le Ciel.

Ce furent des jours affreux, mêlés cependant pour moi d'une douceur surnaturelle. Pendant qu'à Lumigny, par le chemin bordé de haies où les oiseaux chantaient, on portait le petit cercueil blanc au cimetière qui garde tous les miens, la beauté des hymnes liturgiques, la glorieuse affirmation du bonheur éternel promis à l'enfant rappelé parmi les anges, m'impressionnèrent profondément : *Attollite portas principes vestras!*...

La confraternité qui unissait tous les membres de l'Œuvre des cercles éclata, dans mon malheur, en accents spontanés. De toute la France me parvinrent les lettres les plus touchantes et le lien, déjà formé entre nous, se resserra plus fortement.

Mais Dieu cachait d'autres desseins. Le Père du Lac m'écrivit une lettre qui pénétra jusqu'au fond de mon cœur. J'allai le voir pour l'en remercier. C'était le matin d'un jour radieux. Il me reçut dans le jardin de l'École Sainte-Geneviève, sous la charmille à peine verdoyante, qui en borde un des côtés, et dont les arbres étaient encore marqués par les obus qui les avaient frappés durant le bombardement de Paris. Là, nous eûmes un long et doux entretien. Ce qu'il me dit, je ne le sais plus, mais je sais qu'il ravit mon âme. De ce jour date notre intimité ; elle dure depuis trente-cinq ans, sans une heure de défaillance.

CHAPITRE VIII

La Contre-Révolution

Pie IX et Léon XIII. — Première assemblée générale. — Les cérémonies de clôture. — Le banquet du Palais-Royal : La Contre-Révolution ; le régime corporatif. — Coup d'œil en avant : le discours de Chartres ; le comte de Falloux. — La Contre-Révolution à la Chambre ; M. le comte de Chambord. — Le 24 Mai ; les espérances monarchiques.

Peu de jours après la mort de mon enfant, une joie nous venait de Rome. Le Pape Pie IX connaissait notre Œuvre qui, on s'en souvient peut-être, lui avait, à l'heure même de sa fondation, offert dans une adresse, accueillie avec une paternelle bienveillance, l'hommage de son dévoûment et de son obéissance aux enseignements de l'Eglise. Le nonce apostolique à Paris était alors le prince Chigi, récemment créé cardinal, et maintenu provisoirement dans ses fonctions. C'était un prélat de haute mine, qui gardait dans l'état ecclésiastique l'air d'un patricien romain. Il nous témoignait la plus grande bonté et tenait le Saint-Père au courant de notre Œuvre.

Je reçus de lui, le 20 avril, sans que rien l'eût fait prévoir, la lettre suivante :

NONCIATURE APOSTOLIQUE
EN FRANCE

Paris, 18 avril, 1873.

Monsieur le comte,

La fondation et la propagation en France de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers ne pouvait pas ne

point attirer l'attention de notre Très Saint-Père dans sa sollicitude apostolique de tous les jours pour l'Église universelle.

Or, ayant apprécié toute l'importance de l'à-propos que présente, comme toute pensée inspirée par la charité catholique, l'Œuvre susdite pour le bien vrai et solide de cette classe sociale, qui est aujourd'hui d'autant plus le sujet de ses soins paternels qu'elle se trouve plus exposée à être égarée par des promesses fallacieuses et toute sorte de pièges, le Saint-Père a daigné disposer d'un don de deux mille francs pour cette Œuvre. Cette offrande, vous le comprendrez sans peine, monsieur le Comte, est moins l'expression et la mesure de la part selon laquelle Sa Sainteté aurait souhaité pouvoir venir en aide par des moyens pécuniaires à l'Œuvre des cercles catholiques, qu'un témoignage de sa satisfaction et de son approbation apostolique.

J'ai l'honneur, monsieur le Comte, de vous adresser en l'auguste nom de notre Saint-Père ladite somme de deux mille francs.

Mais Sa Sainteté ne s'est pas contentée de donner cette marque de ses sympathies souveraines à l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. Elle a voulu aussi donner un gage de sa bienveillance particulière à ceux qui, s'inspirant si bien de sa sollicitude et des vœux du Saint-Siège pour la classe ouvrière, ont les premiers conçu et cherché avec tant de zèle, et par un dévoûment si éclairé et si édifiant, à réaliser le plan magnifique de cette Œuvre, si propre à préserver la classe ouvrière des désordres, de l'erreur et du mal. Le Saint-Père a donc daigné conférer la croix de l'ordre de Pie IX à vous, Monsieur le comte, à M. le comte de La Tour-du-Pin et à M. le comte Robert de Mun, votre digne frère.

Je m'empresse de vous envoyer ci-joints les trois brefs de nomination.

Veuillez, Monsieur le comte, agréer, avec mes compliments, mes sentiments très distingués.

Le Nonce apostolique,

Signé : CHIGI.

Ce don généreux, dont la situation précaire faite au Saint-Siège doublait le prix, nous remplit de reconnaissance. Les distinctions qui nous étaient accordées nous honorèrent grandement : nous sentîmes, René de La Tour-du-Pin et moi, une fierté en attachant la croix de Pie IX sur nos uniformes à côté de la Légion d'honneur.

Ce saint pape, illustre par son malheur, par la courageuse grandeur de son attitude, par la fermeté de sa doctrine, excitait alors au plus haut point notre enthousiasme. Je ne le connaissais pas et je ne l'ai jamais vu. La carrière militaire rendait pour moi le voyage difficile, et l'entraînement de la vie catholique ne m'en laissait guère le loisir. Lorsque j'eus donné ma démission, les luttes qui marquèrent mes débuts dans la vie politique absorbèrent tout mon temps. Pie IX disparut le 5 février 1878, sans qu'il m'eût été possible d'aller à Rome lui porter l'hommage de ma foi et contempler cette figure, déjà parmi nous légendaire. Une période de notre histoire s'achevait quand il mourut : il fut pour nous le Pape des années ardentes, où l'affirmation de la doctrine catholique, l'éclat des pieuses manifestations, l'impétueuse activité de la vie militante avaient caractérisé notre Œuvre et lui valurent de sa part le nom « d'Armée de Dieu [1] ».

1. Dans le courant du mois de juin 1875, le Saint-Père, recevant les pèlerins français de Clermont-Ferrand, et leur parlant des consolations que lui apportaient les belles manifestations de foi dont la France était le théâtre, daigna citer avec éloge celle dont

⁂

En 1878, les études élaborées depuis six ans aboutissaient à un programme précis : l'Ecole sociale naissait, comme un fruit naturel, de l'œuvre d'action.

Léon XIII fut le Pape de cette période nouvelle. J'allai à Rome, pour la première fois de ma vie, à l'époque de son couronnement avec une députation du comité de l'Œuvre où figuraient le R. P. Hubin, Félix de Roquefeuil, Louis Milcent et Raoul Ancel. Malgré les soucis dont l'accablait son récent avènement, Léon XIII voulut nous recevoir en audience particulière.

C'était le mardi 5 mars 1878, dans les appartements du cardinal secrétaire d'Etat, où le nouveau Pape s'était installé provisoirement. Le cardinal Chigi, ancien nonce à Paris, nous présenta. Nous étions agenouillés sur le passage du Souverain Pontife qui portait avec la soutane blanche, le chapeau et le manteau rouges. Il s'arrêta un moment, et je prononçai les paroles suivantes, que nous avions, d'avance, concertées :

« Très Saint-Père, l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, représentée par le bureau de son comité, apporte aux pieds de Votre Sainteté l'hommage de son inébranlable fidélité au Saint-Siège et au Pape, ainsi que l'assurance de son obéissance absolue aux enseignements de l'Eglise. »

Le Saint-Père mit affectueusement la main sur mon épaule et répondit : « Ayez courage, soyez toujours sur la brèche, car il ne faut pas laisser la pauvre France abandonnée à ceux qui font tant d'efforts pour la pervertir. » Puis, nous ayant bénis, il ajouta : « Je désire

la récente assemblée générale de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers venait d'être l'occasion, et, faisant allusion aux paroles prononcées dans sa séance de clôture, qu'un journal catholique avait reproduites sous ce titre : *l'armée de Dieu*, il répéta, comme pour le confirmer, ce nom glorieux.

que cette bénédiction vous accompagne : je la destine à tous les membres de l'Œuvre que vous représentez. Leur dévouement produira de grands fruits ; donnez-leur l'assurance qu'il sera largement récompensé. »

Dans l'après-midi du même jour, je fus honoré d'une audience personnelle du Pape. Reçu dans une des salles de l'appartement privé, j'abordai, non sans une émotion profonde, le pontife dont la peinture et la gravure ont immortalisé les traits. Avec cette affable dignité, cette majestueuse bonté, depuis si souvent admirées, il me fit asseoir à côté de lui, aussitôt que j'eus baisé son pied, et, immédiatement, m'interrogea sur les affaires religieuses de la France, marquant, dans ce premier entretien avec un homme à peine entré dans la vie publique, la sollicitude active et le souci d'informations qu'il montra toute sa vie. L'audience dura une heure environ. Au moment où, congédié par le Saint-Père, j'étais agenouillé à ses pieds, il me dit, ayant la main sur ma tête : « Je vous ai donné ce matin une bénédiction pour votre Œuvre et pour votre famille ; je vais vous en donner une à vous-même pour ce que vous avez déjà fait et pour ce que vous ferez encore ; mais vous allez promettre d'être toujours un fidèle défenseur de l'Eglise ! » Et, insistant avec une expression de commandement que rien ne saurait rendre, appuyant fortement sa main, il répéta : « Promettez-le. » Je prononçai ce serment du fond du cœur, et j'espère, durant les trente années écoulées depuis ce jour, n'y avoir jamais failli.

Au sortir de l'audience, je me rendis suivant l'usage, avec Raoul Ancel, chez le cardinal Franchi, qui venait d'être nommé secrétaire d'Etat et qui mourut très peu de temps après. Il nous parla avec enthousiasme du nouveau Pape et déroula sous nos yeux, dans une éloquente improvisation, le tableau des grandes choses que son règne allait accomplir : la Papauté désarmée, dépouillée de son pouvoir temporel, se redressant plus haute et plus puissante que jamais dans sa majesté mo-

rale, reprenant dans le concert des nations la place que la Révolution lui avait ravie, et, tour à tour, imposant aux princes de la terre le respect et l'admiration, se tournant vers les peuples, entrant en communication directe avec eux et devenant leur protectrice. On sentait, dans le discours du ministre, l'inspiration du maître : ce fut comme un rayon projeté sur l'avenir, et qui illumina ma pensée.

Mais, avant de revoir Léon XIII et de recevoir les témoignages bien autrement éclatants de sa faveur, je devais éprouver le poids de son autorité. Je dépasserais le cadre de ces souvenirs, si je racontais avec les détails nécessaires comment, en 1881, à l'occasion du discours que je prononçai à Vannes, sur le désir de M. le comte de Chambord, pour affirmer mes sentiments royalistes, il manifesta, par un public et formel désaveu, sa résolution de ne pas laisser la cause catholique se confondre avec celle de la monarchie. De même, l'histoire de la tentative d'organisation du parti catholique, que je fis en 1885 et à laquelle je renonçais aussitôt, sur sa volonté très nettement exprimée, ne saurait ici trouver sa place. Je ne puis qu'y faire allusion... Ces débuts difficiles, bien loin de m'aliéner sa bienveillance, semblèrent me l'avoir conciliée.

L'Œuvre était à cette époque en pleine action sociale : j'avais exposé à la tribune de la Chambre son programme corporatif et ses plans de législation ouvrière. Léon XIII devint, pour nous, le père le plus encourageant, le protecteur le plus généreux. A l'occasion des grands pèlerinages ouvriers de 1887 et 1891, il nous honora d'une particulière bonté. En 1891, l'Encyclique *Rerum novarum*, avant la publication de laquelle il avait daigné me demander un mémoire spécial, vint apporter à nos idées, la plus magnifique consécration. En 1893, lorsque j'allai à Rome, un an après le « ralliement », au moment du jubilé sacerdotal du Pape, je fus comblé par lui des distinctions les plus flatteuses, et, seul étranger

u corps diplomatique avec le comte de Ballestrem, lors chef du « Centre » allemand, invité au dîner de ala offert par le cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat, ux représentants des puissances. La grande figure de e Pontife, dont le règne laissera dans l'histoire une race si profonde, a dominé vingt années de ma vie, les lus pleines au point de vue social. L'enthousiasme u'il m'inspira fut d'une toute autre nature que celui ont j'avais ressenti l'élan pour Pie IX. Mais il ne fut i moins puissant, ni moins fécond.

***

Au printemps de 1873, l'Œuvre comptait déjà assez e fondations pour qu'il fût possible de réunir leurs élégués à Paris, pendant quelques jours.

Une assemblée générale fut résolue. Nous en prépaâmes le règlement, avec la préoccupation dominante 'en bannir les formes parlementaires. Le secrétaire gééral de l'Œuvre, préposé à l'action, en fut le président e droit, assisté par les chefs de section ; on n'y devait oint voter, ni émettre des vœux ; ce serait une revue es faits, où chacun exposerait des résultats, où les uestions de principe seraient tenues hors des débats, ù les difficultés d'application seraient tranchées par le ecrétaire général. Ce caractère, presque militaire, de os assemblées leur fut conservé pendant de longues nnées : elles en reçurent une allure vivante et pratique, ui fait trop souvent défaut à d'autres congrès.

L'assemblée fut fixée au 15 mai et dura trois jours. 'rois cent cinquante membres de l'Œuvre y vinrent de utes les régions de la France. Une messe d'ouverture ıt célébrée dans la chapelle des Jésuites de la rue de èvres, aujourd'hui fermée depuis la dispersion de la ongrégation. Le samedi soir, dans la salle de la So-.été d'horticulture, l'archevêque de Paris présida la ernière séance où, devant un nombreux auditoire, je

prononçai le discours de clôture. Ce fut la première d[e] ces réunions qui se renouvelèrent jusqu'en 1886 [;] à partir de cette date, elles firent place à d'immense[s] banquets populaires, qui nous parurent une con[-]clusion plus significative et plus éclatante de nos as[-]semblées.

Le dimanche, une cérémonie solennelle fut célébr[ée] dans cette vénérable église de Saint-Germain-l'Auxer[-]rois, qui avait abrité notre berceau. Le cardina[l] Chigi, prononce apostolique, y assista et donna l[a] bénédiction papale; autour de son trône, des officier[s] en uniforme formaient une garde d'honneur.

Ces cérémonies se reproduisirent depuis, chaqu[e] année, avec un éclat toujours grandissant. Robert[,] qui était un merveilleux organisateur, un metteu[r] en scène incomparable, les dirigeait avec une entent[e] parfaite et une discipline magnifique, qu'il savai[t] faire accepter de tous, par sa bonté et l'exemple d[e] son dévoûment. Elles eurent lieu d'abord à Notre[-]Dame, dont les membres de l'assemblée et le[s] ouvriers des cercles de Paris remplissaient la ne[f] immense; des détachements d'officiers, de polytech[-]niciens, de Saint-Cyriens en tenue, marchaien[t] derrière le Saint-Sacrement, en tête de la processio[n] interminable qui se déroulait autour de la basilique[.]

Un prédicateur en renom nous adressait la parol[e.] Le Père Monsabré voulut bien, à trois reprises, en 187[4,] en 1876 et en 1882, remplir cette fonction. La der[-]nière de ces homélies fut un complet et magistra[l] exposé de la doctrine sociale catholique. Lorsqu'à l[a] sacristie, où nous étions allés le remercier, il nous remi[t] son manuscrit, nous remarquâmes avec une édifica[-]tion profonde que le nom de Jésus était écrit en tête d[e] chacune des lignes[1].

1. R. P. Monsabré. *Discours et panégyriques*. Paris. 1891. 2 vol[.] in-8°.

A la sortie, celui de nous qui portait la bannière du omité général se plaçait hors du portail, sur le parvis, t tous les cercles défilaient, militairement, dans un rdre superbe, en inclinant leur bannière devant celle u comité. La foule s'amassait sur la place pour ontempler ce spectacle émouvant.

J'ai essayé d'en rendre la beauté, à la fin du disours de clôture de l'assemblée de 1875, et je reprouis ici ce passage, qui la fera mieux comprendre u'une longue description :

« Demain, des milliers de travailleurs suivront la annière : vous les verrez entrer en files profondes, ous les vieux arceaux de Notre-Dame, étonnés d'un el spectacle, et dont l'écho redira, comme un chant e triomphe, le cantique des ouvriers chrétiens. Mais uand passeront devant vous les premiers rangs e ce long cortège, arrêtez-vous et découvrez-vous evant ces jeunes hommes au fier visage, élèves de Ecole Polytechnique ou de Saint-Cyr : c'est la 'rance chrétienne qui commence à grandir, c'est la atrie qui se relève de ses ruines. J'ai vu cette belle eunesse attentive à la voix d'un soldat qui confessait a foi, et je ne doute plus du salut de mon pays, car ai contemplé sur ces fronts l'aurore de la résurrecon. »

Plus tard, lorsque la basilique du Sacré-Cœur de Iontmartre fut en état de recevoir les grands pèleinages, les cérémonies de clôture de nos assemblées furent transportées. Aujourd'hui encore les membres es comités et des cercles de Paris s'y réunissent tous s ans.

* * *

Le soir de ce dimanche de mai qui vit la fin de notre remière assemblée, un banquet fraternel rassembla es membres, avant leur dispersion.

Il eut lieu au restaurant Corazza, au Palais-Royal. La soirée était chaude et magnifique : par les fenêtres ouvertes on apercevait les arbres du jardin, parés de leur verdure nouvelle. Notre président Vrignault, qui portait le premier toast, les montra de la main et, rappelant le jour où, quatre-vingt-quatre ans plus tôt, Camille Desmoulins, debout sur une chaise, avait arraché l'une de ces feuilles, pour la mettre à son chapeau comme le symbole de la Révolution, il salua, dans notre Œuvre, l'aurore de la Contre-Révolution, se levant à la même place.

On applaudit avec transport, devant les garçons du restaurant stupéfaits; les mains étendues, comme les hommes de 89 au Jeu de Paume, nous jurâmes de ne point nous séparer avant d'avoir accompli notre œuvre de régénération. Ce fut un délire d'acclamations, dont l'éclat, retentissant dans les allées du jardin, attira sous les fenêtres les promeneurs surpris.

Ce n'était pas un enthousiasme passager, mais l'effet d'une conviction réfléchie, nous croyions fermement ne pouvoir bien servir notre pays qu'en rompant avec les principes philosophiques et sociaux de la Révolution. J'ai dit comment ces idées m'avaient peu à peu captivé, depuis les méditations d'Aix-la-Chapelle, à travers le drame de la Commune, et à mesure qu'elles se fortifiaient par la lecture et par l'étude.

Elles étaient, dès cette année 1873, parfaitement arrêtées. La désorganisation que la suppression des corporations avait jetée dans le monde du travail m'apparaissait comme la cause très nette du trouble social, et, de toutes les aspirations qui m'agitaient, la conception d'une société chrétienne, donnant aux travailleurs l'abri d'une constitution corporative, se dégageait avec précision.

Ce programme commençait à inquiéter ceux qu

d'abord, dans la société frivole et dans les milieux conservateurs, nous avaient encouragés de leur sympathie. Cinq ans plus tard, lorsque les circonstances m'amenèrent à le formuler sur un théâtre plus vaste, cette inquiétude toujours grandissante se transforma en une hostilité déclarée.

Le 21 février 1878, déjà député depuis deux ans et pour la seconde fois menacé d'une invalidation qui fut prononcée à la fin de l'année, je pris part à la discussion d'un article de la loi de finances, portant suppression des bourses dans les séminaires dirigés par des religieux, membres de congrégations non autorisées. Ainsi débutait la guerre religieuse, ouverte avec une aveugle complaisance par les ministres du centre gauche, pour satisfaire les exigences radicales.

Ce fut à cette occasion que je fis entendre à la tribune une déclaration de guerre à la Révolution, bien souvent depuis invoquée par mes adversaires. Je crois utile de citer ici mes paroles d'après le compte rendu du *Journal officiel*. Elles montreront quel était, alors, notre état d'esprit. Il n'avait pas changé depuis 1873, et mon langage exprime exactement les idées qui enflammaient nos âmes, au soir de cette assemblée générale, où nous jetions dans le jardin du Palais-Royal le bruit de nos applaudissements :

« *M. le comte Albert de Mun :* L'autre jour, l'honorable M. Boysset m'a fait l'honneur de m'interpeller directement et de parler d'une œuvre à laquelle j'ai consacré tout mon devoûment. Il a lu les premiers mots du programme de cette œuvre, qui s'appelle l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. (*Bruit à gauche.*)

« Messieurs, quand vous voudrez, nous en parlerons en détail, nous l'examinerons ensemble, et je vous dirai tout ce qu'elle est. (*Oh! Oh! à gauche. — Très bien! à droite.*)

« Vous vous récriez? Mais qui donc est venu en parler ici le premier? Ce n'est pas moi; on l'a dénoncée à cette tribune, et on l'a accusée d'appeler à elle la jeunesse de toutes les classes pour lui enseigner à maudire la liberté. Et vous voulez que je laisse passer cela sans protester! Je ne le puis pas et je ne le ferai pas!

« Je sais bien qu'on a dit et qu'on écrit tous les jours, dans les journaux, que cette œuvre est une *conspiration* tramée dans l'ombre, une Internationale noire.

« *Plusieurs membres à gauche :* Oui! oui!

« *M. le vicomte de Belizal :* Notre Œuvre n'est pas une œuvre de ténèbres.

« *M. le comte Albert de Mun :* Oui! Eh bien, vous viendrez à cette tribune apporter la preuve de ce que vous dites, et vous nous expliquerez comment des hommes dont tous les noms sont connus, qui parlent publiquement, en cent endroits divers, qui appellent tout le monde à les entendre, qui étalent au grand jour dans des documents imprimés leurs plans et leur organisation, vous nous expliquerez comment ces hommes sont des conspirateurs.

« Ah! dites que nous sommes une force qui vous inquiète, dites que nous vous combattons, mais ne dites dites pas que nous conspirons.

« On a lu les premières phrases de notre manifeste. Qu'est-ce qu'on y a vu? Je défie qu'on y trouve une parole qui soit contre la liberté. Ce qu'on y trouvera, c'est la condamnation de la Révolution. On y trouvera que nous n'entendons pas la liberté comme vous (*rires ironiques à gauche*), c'est-à-dire la licence effrénée du mal, le déchaînement de la presse et le dérèglement de l'opinion. Vous viendrez à la tribune tout à l'heure dire les bienfaits que ces libertés-là ont donnés à la France depuis quatre-vingts ans! On y trouvera, comme le disait M. Boysset, que nous appelons tout le monde, mais surtout les jeunes gens, savez-vous à quoi? à aller vers le peuple pour l'aider à relever

sa condition morale et matérielle par l'exemple du dévoûment et de l'abnégation (*très bien! très bien! et applaudissements à droite*) : puis à former par le travail leur cœur et leur caractère, pour donner à la France des serviteurs capables de panser les plaies que d'autres lui ont faites.

« Et soyez certains que ces leçons profitent, et qu'il se lève autour de vous une génération nouvelle que vous ne connaissez pas, une génération d'hommes qui aiment leur Dieu et leur patrie, et qui maudissent la Révolution. » (*Nouveaux applaudissements à droite.*)

La droite applaudissait, mais plutôt par amitié pour l'orateur, par sympathie pour la lutte que nous engagions contre les ennemis de l'Eglise, que par adhésion à nos doctrines contre-révolutionnaires. On le vit bien, quelques mois après, lorsque je les exposai plus formellement et avec toutes leurs conséquences sociales, devant un auditoire populaire.

*
* *

Le dimanche 8 septembre de cette même année 1878, un grand pèlerinage des ouvriers appartenant aux cercles de Paris fut organisé à Chartres, à l'occasion du congrès des œuvres ouvrières. Une messe rassembla les pèlerins, très nombreux, dans l'admirable crypte de la cathédrale, devant la célèbre statue de la Vierge-Mère : *Virgini paturæ*. Puis, après un repas servi dans les jardins de l'évêché, que Mgr Regnault nous avait gracieusement ouverts, une réunion fut tenue sous une vaste tente préparée au même lieu. Avec les ouvriers et les directeurs d'œuvres dont le congrès allait commencer le lendemain, plusieurs catholiques notables assistaient à la réunion, que présidait le vénérable évêque de Chartres ; au premier rang d'entre eux paraissait M. Charles Périn, l'éminent professeur de l'Université catholique de Louvain, dont les beaux ouvrages formaient alors presque

le seul exposé doctrinal d'économie sociale chrétienne.

L'ordre du jour de la séance ne portait qu'un discours de moi. Je l'avais soigneusement préparé : j'en voulais faire en quelque sorte le manifeste social des catholiques.

Invoquant des souvenirs récents, je m'exprimai d'abord en ces termes :

« C'était au cercle Montparnasse : quelques jours plus tôt dans un débat engagé à la Chambre des députés (celui dont j'ai cité plus haut le passage relatif à l'Œuvre des cercles), j'avais pris la parole pour la défense du droit et de la liberté de l'Eglise, et comme les apostrophes de mes adversaires m'avaient conduit à leur demander compte de ce que la Révolution a fait pour le peuple, songeant à vous, songeant à ces jeunes hommes de tous les rangs et de toutes les conditions, artisans, soldats, étudiants ou ingénieurs, qui manifestent ouvertement leur foi chrétienne, j'avais salué dans son aurore la Contre-Révolution naissante. (*Applaudissements.*)

« Un de vous s'est levé et, parlant au nom de tous, m'a remercié tout haut non pas seulement d'avoir défendu notre Œuvre attaquée, non pas seulement d'avoir protesté contre l'injure faite à l'Eglise, mais d'avoir compté sur vous jusqu'au point de déclarer publiquement en votre nom la guerre à la Révolution ! » (*Vifs applaudissements*).

Cette réunion du cercle Montparnasse avait en effet suivi de très près la séance de la Chambre, et le président du cercle, au nom de ses camarades, m'avait, en termes chaleureux, adressé des remerciements qui m'avaient profondément ému.

Ayant ainsi établi la solidarité qui nous unissait aux ouvriers chrétiens, je répondis aux attaques dont nous commencions à être poursuivis. A la suite de mes derniers discours, de celui que j'avais prononcé à la Chambre en particulier, l'accusation de socialisme se dressait contre nous, non seulement dans les journaux radicaux,

mais, avec une vivacité plus grande encore, dans la presse modérée et même dans certaines feuilles conservatrices.

Je la relevai par la déclaration suivante :

« On nous dit que nous troublons la paix publique, parce que nous reconnaissons la conséquence nécessaire et forcée des principes révolutionnaires dans les violentes sommations de ceux qui veulent jouir à leur tour, et qui, las de faire des révolutions pour les autres, demandent qu'on fasse enfin la leur, celle qu'on leur a promise et pour laquelle on armait leurs bras. Mais quoi donc! pensait-on que nous, les adversaires décidés de la Révolution, les enfants soumis de l'Église, nous allions prendre parti pour les libéraux contre leurs héritiers naturels, intervenir dans une querelle qui n'est pas la nôtre, et choisir entre deux erreurs, au lieu de proclamer la vérité tout entière? Ce serait être bien dupes ou bien inconséquents. (*Vifs applaudissements.*)

« Non, non, nous ne sommes pas, et nous ne serons jamais des socialistes! (*Applaudissements.*) Le socialisme, suivant la parole du Père Félix [1], c'est la négation de l'autorité de Dieu, et nous en sommes l'affirmation; c'est l'affirmation de l'indépendance absolue de l'homme, et nous en sommes la négation (*applaudissements*); c'est la passion de la possession, et notre passion, c'est la justice! (*Applaudissements.*) Le socialisme, c'est la Révolution logique, et nous sommes la Contre-Révolution irréconciliable. (*Applaudissements.*) Il n'y a rien de commun entre nous, mais entre ces deux termes il n'y a pas de place pour le libéralisme. » (*Vifs applaudissements.*)

Puis, je répudiai la vieille formule de l'économie politique dite orthodoxe : « Laissez faire, laissez passer », et je revendiquai l'organisation corporative, comme le seul moyen de faire régner, dans le monde du travail, la paix et la justice [2].

1. *Le socialisme devant la société*, par le R. P. Félix.
2. *Discours du comte Albert de Mun*, t. I, pp. 291-307.

Ce discours de Chartres eut, je crois pouvoir le dire sans forfanterie, un immense retentissement, en raison des attaques violentes de la presse révolutionnaire, mais plus encore à cause de l'émotion qu'il jeta parmi les économistes et les catholiques libéraux.

La protestation des premiers fut immédiate. Dès le lendemain, à la séance d'ouverture du congrès des œuvres ouvrières, M. Charles Périn me répondit par une conférence très savante, très remarquable, où, rendant justice à nos intentions, s'associant à nos critiques contre l'état social issu de la Révolution, il se prononçait avec force contre nos conceptions corporatives.

Sa haute et chrétienne autorité impressionna vivement l'opinion. Les organes attitrés de l'économie politique s'en couvrirent avec empressement pour dénoncer nos doctrines. Ce fut une véritable tempête.

Elle s'accrut bientôt, lorsque le comte de Falloux entra à son tour dans la lice. Il était pour nous, à tous égards, un terrible adversaire. Son âge, sa haute situation, son passé illustre, les services qu'il avait rendus à l'Église et à la France, en attachant son nom à la loi sur la liberté de l'enseignement, l'influence qu'il avait gardée sur beaucoup de catholiques, particulièrement dans le monde politique et académique, tout concourait à rendre son intervention redoutable pour nous.

Elle se produisit dans un journal angevin, *l'Union de l'Ouest*, sous forme d'un article qui trouva immédiatement un puissant écho dans le *Correspondant* du 25 septembre 1878. M. de Falloux attaquait avec une extrême vivacité le mot et l'idée de la Contre-Révolution, et, voulant à la fois louer le caractère chevaleresque de notre Œuvre et en livrer aux railleries la puérile utopie, il en comparait les manifestations aux chimériques exploits de Don Quichotte.

L'article fit sensation : nous paraissions bien peu qualifiés pour tenir tête à un tel champion. De ce jour, dans les milieux conservateurs, notre cause fut perdue. L'ap-

probation d'une grande partie des catholiques, l'ardente sympathie du clergé du second ordre, presque entièrement acquis aux idées de *l'Univers* et de Louis Veuillot, celle des ouvriers chrétiens et des hommes d'œuvres, compensaient pour nous ces désaveux.

* * *

Le 16 novembre de la même année, je devais encore une fois défendre à la Chambre mon élection, tenue en suspens, depuis plus d'un an, par une longue enquête. Je saisis cette occasion pour porter de nouveau, mais avec plus d'ampleur, à la tribune, l'exposé de notre programme. En même temps je voulus répondre à M. de Falloux : je le fis dans les termes qu'on va lire, en écartant tout débat personnel par une parole respectueuse.

« *M. le comte Albert de Mun :* L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers est la grande affaire de ma vie. Tous ceux qui me connaissent le savent... Or il y a, dans cette Œuvre, une idée fondamentale que je ne désavoue pas et qui répond à un programme, autour duquel on a fait dans ces derniers temps beaucoup de bruit.

« Je veux parler de la Contre-Révolution ; et je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de répéter ici ce mot qui a soulevé tant de colères, tant d'accusations et tant d'alarmes...

« Je ne ferai pas de questions de personnes ; si j'en faisais, moi qui suis un nouveau venu à la tribune française, ce serait pour rendre hommage à ceux dont le passage y a laissé d'illustres traces, et dont l'œuvre principale, aujourd'hui menacée par vos colères, a donné à notre pays cette jeunesse chrétienne qui demeure, pour son avenir troublé, son plus ferme sujet d'espérance » (*Applaudissements sur divers bancs à droite.*)...

« Qu'est-ce donc que la Révolution ? Si elle n'était

que le renversement des trônes, le déchaînement des passions populaires et l'émeute sanglante, vous n'oseriez pas vous glorifier d'être ses fils ; si elle n'était qu'un ensemble d'institutions et de lois, une succession de faits accomplis, son nom n'aurait pas survécu dans les âmes après un siècle écoulé, et nous ne serions plus aujourd'hui occupés à la discuter.

« La Révolution n'est ni un acte, ni un fait, elle est une doctrine sociale, une doctrine politique... (*oui ! oui ! à gauche*), qui prétend fonder la société sur la volonté de l'homme au lieu de la fonder sur la volonté de Dieu... (*exclamations prolongées et rires ironiques à gauche et au centre*), et qui met la souveraineté de la raison humaine à la place de la loi divine.

« C'est là qu'est la Révolution ; le reste n'est rien, ou plutôt tout le reste découle de là, de cette révolte orgueilleuse d'où est sorti l'État moderne, l'État qui a pris la place de tout, l'État qui est devenu votre Dieu et que nous nous refusons à adorer avec vous. La Contre-Révolution, c'est le principe contraire, c'est la doctrine, qui fait reposer la société sur la loi chrétienne » (*Bruit à gauche.*)

« On nous accuse de vouloir rétablir l'Ancien Régime, mais qu'est-ce que l'Ancien Régime?... Ce n'est pas moi qui voudrais jeter le mépris sur le passé de la France..., qui voudrais renier ses vieilles traditions et faire dater d'un siècle l'histoire de mon pays... Mais qui donc pourrait songer à rétablir tout un ensemble de privilèges qui avaient eu leur raison d'être et que le temps, dans sa marche, a détruits pour jamais? (*Exclamations à gauche.*) Qui, surtout parmi les chrétiens, pourrait souhaiter de voir renaître les abus, qui peu à peu avaient pénétré la société des deux derniers siècles et qui l'ont conduite au naufrage où elle a péri? (*Nouvelles exclamations à gauche.*)...

« La Révolution était déjà dans l'Ancien Régime : elle y était par la philosophie rationaliste qui a fait les

libres penseurs..., elle y était par l'oubli des devoirs sociaux, qui a fait l'antagonisme des classes ; elle y était, par l'invasion de l'Etat dans le domaine de l'Eglise, par l'esprit des légistes pénétrant la nation. Eh! bien, nous ne voulons, ni de l'Ancien Régime, ni de la Révolution. Ce que nous voulons, c'est la société chrétienne, qui est le règne de la liberté vraie dont vous ne nous donnez que la caricature, le règne de la liberté établie sur la tradition et garantie par le dévouement des forts envers les faibles. La société chrétienne, c'est l'alliance de l'Eglise avec l'Etat...

« Il y a quatre-vingts ans, quand la nation s'assembla pour porter remède aux maux qui la dévoraient, si, à cette heure solennelle, se souvenant qu'elle était la fille aînée de l'Eglise, elle était retournée franchement à sa vocation chrétienne, elle aurait pu se sauver par la réforme de ses mœurs et de ses institutions. Au lieu de cela, elle a renié d'un seul coup son titre et sa tradition pour se jeter dans les bras de la Révolution ; et cette erreur funeste a décidé du sort de tout un siècle. C'est elle qui a rendu stériles les intentions généreuses, les efforts honnêtes et jusqu'aux progrès de l'esprit et des mœurs, et qui condamne la société moderne à se retourner sur sa couche, comme la patrie de Dante, sans jamais y trouver le repos.

« Voilà le mal, et il ne sera guéri que par un retour aux principes contraires ; c'est là, c'est dans ce grand travail de réforme sociale, qu'est la Contre-Révolution, et voilà l'idée, voilà la cause que nous servons dans l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. (*Exclamations à gauche.*)[1] »

Ce discours, coupé par les interruptions et les protestations de la gauche et du centre, n'empêcha pas, comme bien on pense, mon invalidation. Elle fut votée dans la séance même. A cette occasion, M. le comte de

1. *Discours du comte Albert de Mun*, t. II, p. 281.

Chambord daigna m'adresser une lettre demeurée célèbre parmi tous ceux qui suivirent de près, à cette époque, la marche des événements. Le Prince disait, après quelques phrases de bienveillantes félicitations :

« Je n'en doute pas plus que vous, la vérité nous sauvera, mais la vérité toute entière... L'avenir est aux hommes de foi, mais à la condition d'être, en même temps, des hommes de courage, ne craignent pas de dire en face à la Révolution triomphante ce qu'elle est dans son essence et dans son esprit, et à la Contre-Révolution, ce qu'elle doit être dans son œuvre de réparation et d'apaisement.

« Je vous remercie de tout mon cœur d'avoir, une fois de plus, réduit à néant ces odieux mensonges mille fois répétés et toujours reproduits, ces misérables équivoques à l'endroit du passé, comme si, pour réformer des abus condamnables, il n'était pas insensé d'avoir renversé des abris protecteurs.

« Je vous remercie d'avoir insisté avec tant d'autorité et de franchise sur les bases fondamentales, sur les vérités éternelles et sur les principes nécessaires, pour toute société qui veut vivre dans la paix et s'assurer un lendemain. Auprès de ces classes laborieuses, objet constant de mes préoccupations, auprès de ces chers ouvriers, entourés de tant de flatteurs et de si peu d'amis vrais, vous pouvez, mieux que tout autre, me servir d'interprète.

« J'entends toujours avec bonheur leur cri de foi et d'espérance. Qu'ils sachent bien que, moi, je les aime trop pour les flatter, et, pour tout dire en un mot, répétez-leur bien sans cesse qu'il faut, pour que la France soit sauvée, que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en roi... »

Cette lettre admirable fut accueillie parmi nous avec une enthousiaste reconnaissance. Mais elle ne trouva d'écho que dans nos rangs.

Le parti royaliste était, alors, presque entièrement

libéral. L'autorité de M. de Falloux qui s'était du dehors exercée, avec beaucoup d'empire, sur la droite de l'Assemblée nationale, dont il ne faisait pas partie, continuait depuis à dominer les esprits et se rencontrait, pour former les conceptions politiques et sociales d'un grand nombre de légitimistes, avec les tendances ouvertement orléanistes.

La Révolution était, pour eux, une sorte de Janus à deux visages : l'un détesté, à cause de sa sanglante physionomie, l'autre respecté à cause de son masque libéral. Ils s'accordaient pour flétrir les excès du monstre, mais ils se croyaient tenus de revendiquer son esprit et jusqu'à son nom. Combien de fois n'ai-je pas entendu des hommes dévoués de tout leur cœur à la cause monarchique et à la religion dire avec un accent résolu, comme s'ils proféraient une maxime décisive : « Nous sommes de 1789, mais non de 1793 ! » c'est-à-dire, quand on creuse un peu la pensée et qu'on l'examine philosophiquement et historiquement : « Nous condamnons les violences qui ont coûté la vie à nos pères, mais nous approuvons les principes au nom desquels elles furent commises. »

Parmi les royalistes, même les plus attachés au comte de Chambord, on fut peu satisfait. Dans une lettre de cette époque, je trouve cette phrase qui vise un des membres les plus en vue et les plus militants du parti : « X... est très mécontent de la lettre et m'écrit ce matin qu'il ne s'en réjouit qu'au point de vue de l'amitié. Tout les royalistes de marque penseront de même à l'amitié près... » Le mot de Contre-Révolution effrayait ; par-dessus tout une phrase déplaisait, parce qu'elle faisait, de la réforme chrétienne de la société, la base et la condition du rétablissement de la monarchie : « Il faut que Dieu rentre en maître pour que je puisse régner en roi. » C'était justement cette phrase qui nous ravissait. Il fallut la volonté expresse du Prince pour que sa lettre fût publiée.

Je ne connaissais pas à cette époque M. de Falloux. Lorsqu'en 1880 parut le projet de loi de Jules Ferry, dont l'article 7 proscrivait les congrégations non autorisées et menaçait leurs collèges de fermeture, l'illustre auteur de la loi de 1850 accourut à leur secours.

Venu à Paris, il témoigna le désir de me voir et, malgré mes instances, me devançant, il voulut bien monter à mon quatrième étage. Sans faire allusion aux incidents de 1878, il se montra pour moi plein de bienveillance, se bornant, en manière de conseil, à me dire que, « tout en soutenant les principes, il n'était pas défendu d'être habile », ce à quoi je n'avais rien à objecter. Mais, soit que l'âge l'eût un peu affaibli, soit que la prévention de mon esprit m'empêchât de subir son influence, je n'éprouvai pas, dans cette visite, la séduction qu'il avait exercée sur tant d'autres. Le lendemain, je fus le voir à l'hôtel des Ministres, rue de l'Université, où il avait ses habitudes. Il me reçut avec beaucoup d'affabilité et eut même la bonté, en me présentant à M. de Mazade qui se trouvait là, et qui était à ce moment candidat à l'Académie française, de dire : « Notre futur confrère. »

La discussion de l'article 7 commença au Sénat peu de jours après. Je la suivis assidûment et, n'étant pas député à cette époque (j'avais été battu en 1879 et je ne fus réélu qu'en 1881), je me plaçai dans la tribune des anciens députés. M. de Falloux s'y tenait aussi, et ses amis de la haute Assemblée avaient l'attention, où se mêlait peut-être quelque malice, de garder deux sièges voisins au premier rang pour lui et pour moi. Nous nous retrouvâmes chaque jour pendant toute la discussion, et l'ancien ministre de 1849 me comblait, alors, de sa bonne grâce. Un jour que, pour défendre sa thèse, Jules Ferry citait les appels de certains catholiques à la Contre-Révolution et dénonçait l'effroi qu'ils inspiraient à leurs propres coreligionnaires, plusieurs sénateurs de la droite se tournèrent vers la tribune et nous montrèrent, côte à côte, M. de Falloux et moi, en applaudissant.

Mais tous ces témoignages ne parvenaient pas à mo-
fier mes idées. Je ne revis plus jamais M. de Falloux.
fit au printemps de cette même année, à la salle de la
ociété d'horticulture, une conférence sur la liberté de
enseignement. Les membres catholiques du Sénat et
la Chambre l'entouraient sur l'estrade ; je devais y
araître avec eux : une indisposition m'en empêcha.

J'ai cru nécessaire d'anticiper sur les événements, et de
oter ces incidents, afin d'indiquer quelles étaient, il y a
ente ans, nos idées et quel accueil elles rencontraient.

Sous des formes diverses, à travers les expressions
loucies que leur ont imposées les circonstances, l'expé-
ence et le sentiment de l'opportunité, elles sont de-
eurées les mêmes. Mais elles n'excitent plus les co-
res ni les dédains. Le régime individualiste ne trouve
lus de défenseurs ; la conception corporative a pris,
ans le monde industriel, possession des esprits : elle
affirme chaque jour, en des applications encore incom-
lètes, comme l'unique moyen de résister à l'action dis-
lvante du syndicalisme révolutionnaire. Les prétendus
rincipes de 1789 sont reniés par des hommes de tous
s partis et de toutes les croyances : en face de l'anar-
hie grandissante, l'ordre social chrétien apparaît de
lus en plus comme la condition du salut national. Ceux
ont, en 1788, on dénonçait si vivement les chimères,
nt rencontré des disciples imprévus et leurs doctrines
nt porté des fruits inattendus. C'est un mouvement qui
e s'arrêtera plus.

*
* *

Mais ce n'est pas le lieu de développer ces considéra-
ons de philosophie sociale. Il faut revenir à 1873. La
urnée parlementaire du 24 mai, qui vit la chute de
I. Thiers et l'élection du maréchal de Mac-Mahon à la
résidence de la République, fut saluée dans l'armée
vec une satisfaction presque unanime.

Venu la veille à Paris, j'apportai, le 25 au matin, l
nouvelles de Versailles, en arrivant sur le terrain
manœuvres de Meaux où le général de France, le co
nel de Puységur et le lieutenant-colonel de la Loy
étaient réunis. Avisés par des télégrammes, ils att
daient, avec impatience, le détail de la journée. Dès q
je parus, ils m'en demandèrent le récit. Ce fut un tra
port de joie bientôt partagé par tous les officiers.
sembla, par cette belle matinée de printemps, qu'
rayon lumineux découvrait à nos yeux un horizon char
d'espérance.

Ma position militaire fut immédiatement changée.
général de Ladmirault, sans cesser d'être gouverne
de Paris, succéda au maréchal dans le commandeme
de l'armée de Versailles. Mon régiment se trouva
ainsi sous ses ordres directs, je pus, grâce à sa bon
toujours prête à m'accueillir, reprendre au Louvre
place et le service que j'avais quittés huit mois plus t

L'événement du 24 mai avait transformé la situati
politique. Par cet acte de tardive énergie, l'Assembl
nationale paraissait avoir définitivement rejeté le jo
que faisait peser sur elle le gouvernement équivoque
M. Thiers. Ramené par mes fonctions au centre de
vie politique, je vécus, jusqu'au funeste avortement
la restauration monarchique, au milieu des émotio
qu'elle suscitait chaque jour.

Je l'ai dit, M. le comte de Chambord m'apparaiss
non seulement comme le représentant de l'héréd
royale, mais comme l'expression vivante et couronn
de la Contre-Révolution. Je ne l'avais jamais vu ; ce
fut qu'au commencement de 1877, après mon entrée da
la vie parlementaire, que je lui fus présenté à Gori
pour la première fois [1].

Mais dès cette époque, plus fortement même qu'à a

1. Après cette première visite faite à Goritz, en janvier 1877,
ne revis M. le comte de Chambord qu'une fois, à Frohsdorf, en n
vembre 1880. Trois ans plus tard je vins prier près de son corps

e autre, tout mon cœur de catholique et de patriote appartenait. Un lien intime m'attachait d'ailleurs sa personne. Mon frère Robert avait été invité à rem-r près de lui un service d'honneur. Il était à Lu-ne, dans l'été de 1872, durant le séjour que le nce voulut y faire, pour donner à ses partisans le yen de lui porter plus facilement leurs hommages ; levait se retrouver à ses côtés au mois d'octobre 1873, 1 de jours avant le voyage de Salzbourg, d'où allait tir la lettre fameuse qui fit reculer, devant la procla-tion de la royauté chrétienne, la majorité de l'Assem-e. Au lendemain de ces stages accomplis près de ui qu'appelaient tous nos vœux, il nous parlait de sa jesté, de sa hauteur d'esprit, de son affable bonté, ses récits échauffaient encore mon ardeur.

a fière revendication du drapeau blanc, malgré les cussions passionnées qu'elle soulevait jusque dans famille la plus proche, bien loin de m'effrayer, ré-dait à mon idéal. J'apercevais dans ce symbole glo-ux non la résurrection de l'ancien régime, mais la udiation de l'esprit révolutionnaire.

e n'ai pas à insister, bien que j'aie pu les voir d'assez s, sur les faits qui marquèrent cette fiévreuse période se joua l'avenir de la France. J'ai voulu seulement iquer quel était mon état d'esprit. Dans notre groupe mis, c'était celui du plus grand nombre. Mais si, aux res d'épanchement intime, aux dîners hebdomadaires mardi par exemple, nous nous entretenions du seul et, qui alors occupât les conversations, sur le terrain pre de l'Œuvre, nous restions fidèles à notre attitude lusivement catholique.

CHAPITRE IX

Le Pèlerinage de Liesse

Vie intérieure de l'Œuvre. — Légende de N.-D.-de Liesse. — bannière et les insignes de l'Œuvre. — Le pèlerinage de Lie — Les sept secrétaires de zones; Léon Harmel: la grande ind trie: l'association professionnelle.

Un cinquième cercle avait été ouvert à la Villette spécialement destiné aux ouvriers alsaciens et lorrai que l'option pour la nationalité française amenait à Pa depuis deux ans. M. Keller, député de Belfort, av prononcé, comme il était naturel, le discours d'inaug ration. Le 29 juin, c'était le comte Arthur de Roug mon compagnon de voyage du mois de mars, q parlait eloquemment, en notre nom, à l'ouverture sixième cercle établi dans le quartier de Passy.

Le comité de l'Œuvre, en même temps, développ son organisation par un effort constant. J'ai sous yeux, en écrivant ces lignes, un vieux cahier de proc verbaux de nos séances, qui va du 27 mai 1873 29 septembre 1874. Je parcours avec émotion ces pag jaunies, où je retrouve la trace de notre vie inten les débats qui nous occupaient sur des questions d'ord intérieur dont l'importance m'échappe aujourd'hui, d petits conflits de tendances et d'idées qui se faisai jour entre nous, mais que dominait sans cesse l'esp surnaturel.

Les événements extérieurs y ont eux-mêmes une chr tienne répercussion. Le 27 mai, le comité décide qu'u

prière spéciale sera récitée, à chacune des séances, « pour notre confrère, M. Joseph de La Bouillerie, chargé d'un ministère dans le nouveau gouvernement de la France ». Le ministère du 24 mai, présidé par le duc de Broglie, était en effet constitué depuis l'avant-veille, et M. de La Bouillerie y avait reçu, comme représentant de l'extrême-droite, le portefeuille de l'agriculture et du commerce. Il était depuis plus d'un an membre de notre comité. Son élévation ne l'éloigna pas de nous. Je lis au procès-verbal du 10 juin : « M. de La Bouillerie, ministre de l'Agriculture, assiste à la séance. Il remercie le comité des prières dont il est l'objet et qui sont un lien de plus entre lui et ses confrères. » Lorsque après l'échec de la tentative de restauration, M. de La Bouillerie quitta le ministère, il reprit dans l'Œuvre ses habitudes d'activité et devint bientôt le président très aimé, très respecté et très zélé du comité général.

L'avènement d'un gouvernement catholique n'amena pour nous aucune faveur spéciale. Je rencontre même, dans nos procès-verbaux, des inquiétudes contraires. A la séance du 11 juin, le lendemain du jour où M. de La Bouillerie avait passé parmi nous, M. de La Bégassière annonce que « le comité catholique où il siégeait comme délégué de l'Œuvre vient d'être averti qu'il était menacé de dissolution par voie administrative ; il craint, ajoute-t-il, que la même menace ne soit dirigée contre le comité de l'Œuvre ».

Le comité catholique de Paris sortait, depuis deux ans, sous l'impulsion de M. Chesnelong, du sommeil où nous l'avions vu endormi au commencement de 1871. Il commençait à jouer, dans le mouvement religieux du pays, le grand rôle qui, sous la haute direction de l'illustre orateur, devait lui appartenir durant vingt années. Le souci de la légalité, le respect de l'article 291 du Code pénal qui subsistait encore, peut-être aussi la crainte secrète de quelque excès « clérical », avaient sans doute inspiré la démarche officielle. L'autorité de M. Chesne-

long, les sentiments catholiques des ministres suffirent à dissiper cette alerte.

Elle nous amena à examiner notre propre situation et René de La Tour-du-Pin, avec son esprit subtil et fin, conclut que notre action, « sans être secrète, devait être discrète », distinction pour l'application de laquelle il convenait « de s'en rapporter au secrétaire général ». Cette confiance, si honorable qu'elle fût, ne laissait pas de me charger d'une assez lourde responsabilité.

L'ingénieuse activité de notre ami éclate d'ailleurs à toutes les pages du recueil de nos travaux. Elle se déployait surtout dans les conceptions organiques. La rigide autorité de Vrignault lui résistait : des modifications s'ensuivirent dans la composition du comité. Vrignault abandonna la présidence, mais sans cesser de contribuer au travail commun avec sa ferveur apostolique. On essaya de laisser vacante la fonction présidentielle, jusqu'à la réalisation, qui ne vint jamais, d'une idée grandiose : la présidence dévolue à Mgr de Ségur, et des représentants de toutes les grandes œuvres appelés dans le comité pour former une section dite de conseil. C'était le rêve d'hégémonie qui, dès le premier jour, nous avait hantés.

En attendant, le comte Louis de Villermont accepta une vice-présidence, réduite à la seule direction des séances : à la fin de l'année seulement, il prit le titre de président. Le Père Bailly, des Augustins de l'Assomption, l'infatigable créateur de tant d'œuvres magnifiques, dont le journal *La Croix* fut plus tard la principale, le Père Dulong de Rosnay, l'organisateur des missions et conférences populaires, voulurent bien venir siéger avec nous.

Mais, si nous prétendions attirer à nous toutes les activités catholiques, ce qui faisait dire plaisamment à l'abbé d'Hulst que « nous voulions nous annexer l'Eglise de France », nous entendions, en revanche, ne compromettre notre autonomie dans aucun groupement general,

et je vois qu'en cette année 1873, après les vifs débats, le comité décida que l'Œuvre tout entière s'abstiendrait de participer au congrès de l'Union des œuvres ouvrières qui devait se tenir à Nantes. L'expérience de Poitiers nous avait suffi.

Ce sont les petits côtés du mouvement qui nous emportait. La création des comités et des cercles, la formation d'une armée catholique hiérarchisée et disciplinée, demeuraient les objets de notre travail acharné, l'idée qui nous passionnait par-dessus tout.

*
* *

Un grand élan commençait à entraîner vers les sanctuaires illustres les catholiques, avides de prières, d'espérance et de foi. Le pèlerinage de Paray-le-Monial avait eu un retentissement particulier ; de nombreux membres de l'Assemblée nationale y avaient assisté ; la dévotion au Sacré-Cœur, ranimée par le magnifique épisode du combat de Loigny et par le Vœu national, dont la basilique de Montmartre allait être la splendide réalisation, s'y était affirmée avec éclat. Les lieux consacrés à la Mère de Dieu n'étaient pas moins fréquentés ; Lourdes attirait surtout des foules toujours grossissantes. Nous ne pouvions rester étrangers à ce mouvement général : l'occasion s'y rencontrait pour nous de mettre à l'épreuve la force de notre organisation.

Le comité décida que l'Œuvre aurait son pèlerinage spécial. René de La Tour-du-Pin, dont la résidence familiale, le château d'Arrancy, était dans le département de l'Aisne, proposa d'en fixer le but à Notre-Dame-de-Liesse, sanctuaire alors très peu connu, illustre cependant par ses origines et son histoire, et situé à peu de distance de Laon, près du bourg de Coucy-les-Eppes. Sa merveilleuse légende nous charma.

En l'an 1134, trois chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, venus en Terre-Sainte du pays laonnais, avaient

été pris par les Sarrasins sous les murs de Bersabée. Conduits au Caire et enfermés par l'ordre du soudan El Afdhal dans un noir cachot, ils subirent l'épreuve d'une dure captivité, dont la fin leur fut promise en échange de leur apostasie. Comme ils demeuraient insensibles aux menaces, le soudan leur envoya sa fille, la belle Ismérie, avec la mission de les séduire. Pour se garder de ses charmes, les chevaliers invoquaient Marie. La princesse voulut savoir qui était la reine mystérieuse dont ils parlaient en chantant ses louanges, et, leur apportant elle-même un morceau de bois brut avec des ciseaux de sculpteur, elle les pria de faire une image de leur protectrice, s'engageant, si elle la voyait, à lui donner son cœur et sa foi. Ils promirent de la satisfaire. Aucun d'eux ne savait sculpter, mais, pleins de confiance, ils implorèrent le secours de la Vierge.

Comme ils s'étaient endormis en priant, « vers le milieu de la nuit, dit la légende pieuse, la glorieuse Vierge Marie introduisit auprès d'eux, par le ministère des anges, son image rayonnante de piété et sculptée par miracle. » Les chevaliers, à leur réveil, tombèrent en extase devant le céleste chef-d'œuvre, et, lorsque au matin Ismérie revint à la prison, elle les trouva, dans le cachot éblouissant de lumière, agenouillés et ravis.

Emerveillée, hors d'elle-même, la princesse s'écria : « Je crois, je suis chrétienne ». Et, dit un vieux chroniqueur, prosternés avec elle aux pieds de la miraculeuse image :

Les chevaliers, alors, dépouillés de tristesse.
L'honorèrent du beau nom de reine de Liesse.
A raison de la joie épandue en leurs cœurs.

Ismérie emporta la statue. Mais une voix parlait à son âme : « Tu délivreras les trois chevaliers que j'aime ; par toi mon nom deviendra célèbre, et la terre des Francs sera enrichie d'un trésor sans prix ».

Elle retourne à la prison, se couvre de l'autorité du soudan, fait sortir les prisonniers, les conduit au bord du Nil, où tous quatre se jettent dans une barque « amenée par les anges », et descendent vers Alexandrie.

La fatigue les presse : ils s'arrêtent pour se reposer quelques heures et s'endorment sur le rivage. A leur réveil, ils voient autour d'eux un pays nouveau : les anges les ont transportés endormis bien loin de la terre d'Egypte. Ismérie s'étonne ; les chevaliers surpris interrogent un berger : ils sont tout proches du manoir de Marchais, où leur propre mère enferme, depuis leur départ, sa douleur et sa solitude.

Aussitôt ils se mettent en chemin, Ismérie tenant entre ses bras la chère statue. Mais, comme ils traversaient un jardin, celle-ci devint si pesante que la princesse dut la poser à terre. « La Vierge veut rester ici, dirent ses compagnons : nous y bâtirons pour elle une église. » Dès qu'ils eurent ainsi prononcé leur vœu, la statue se laissa porter sans peine jusqu'au château « où, dit la chronique, les voyageurs furent accueillis de leurs proches et amis avec des indices de joie et de bienveillance particulière, au grand contentement de leurs sujets et vassaux ».

Une chapelle s'éleva bientôt au lieu marqué par la Vierge. Ce fut le premier sanctuaire de Notre-Dame-de-Liesse, remplacé au XIV[e] siècle par l'église encore debout, où la pieuse tradition se conserve inaltérée depuis huit cents ans. Des miracles répétés rendirent promptement célèbre la statue miraculeuse. Les pèlerinages s'y succédèrent, toujours plus fréquents et plus nombreux. Les rois de France en donnèrent l'exemple ; Louis XIII et Anne d'Autriche, après de longues années d'une union stérile, vinrent y demander à Dieu, par l'intercession de celle à qui venait d'être consacré « le plus beau royaume du monde après celui du ciel », l'enfant qui devait être Louis XIV.

Ces récits nous enchantèrent. Dans ce beau poem de foi robuste, nous reconnûmes l'esprit qui animait notr entreprise, et le pèlerinage de Notre-Dame-de-Liess fut décrété avec enthousiasme. On décida que tous le cercles de Paris et de la région du Nord y prendraien part, que les comités de toute la France y enverraien des délégations et que les cercles des autres régions s' uniraient par de pieuses manifestations. La date en fu fixée au dimanche 17 août. A partir de cette décision, j n'eus plus avec mon frère Robert d'autre souci qu celui de sa parfaite exécution.

Formation des groupes de pèlerins, négociations ave la compagnie des chemins de fer du Nord, préparatif matériels à Liesse, instructions minutieuses aux chefs d groupes, distribution des responsabilités, tout reposai sur nous et nous voulions que tout fût réglé dans le moindres détails, comme une manœuvre d'armée. Au jourd'hui, la pratique des grands pèlerinages est entré dans les mœurs : les chemins de fer, les œuvres, les as sociations pieuses en ont l'habitude. Il n'en était pa ainsi en 1873. Notre pèlerinage de Liesse, exclusivemen composé d'hommes, fut l'une des premières expérience d'une mobilisation catholique : j'ose dire qu'aucune n'en surpassé la discipline, la tenue et l'organisation.

* * *

Depuis quelques mois le comité de l'œuvre avait un bannière. Nous eussions souhaité qu'elle fût la reproduc tion du Labarum de Constantin ; mais Léon Gautier avai objecté la difficulté de reconstituer exactement le typ de l'enseigne romaine et d'en approprier les disposition aux formes ordinaires d'une bannière. Nous l'avion chargé d'étudier un dessin qui rappelât, cependant, le souvenirs des premiers temps du christianisme. C'éta une bannière blanche bordée de rouge, drapée sur le côtés, en deux larges plis, et portant sur une face l

croix de la catacombe de Saint-Pontien, deux tiges en bois croisées, ornées de fleurs s'échappant de leurs bords ; la devise de l'œuvre : « *In hoc signo vinces* » entourait la croix. Sur la face opposée, le nom de l'Œuvre elle-même était écrit en lettres d'or, et la hampe était surmontée du monogramme du Christ, en bronze doré, inscrit dans un cercle du même métal. Cette bannière était très belle, mais d'une lourdeur extrême. Peu d'années plus tard, à l'occasion d'un pèlerinage en Terre-Sainte organisé par les Pères Assomptionnistes, elle fut envoyée à Jérusalem pour être déposée dans l'église du Saint-Sépulcre. Celle qui la remplaça était du même modèle, mais, au lieu de la croix de saint Pontien, une croix d'or rayonnante, chargée du Sacré-Cœur, y était figurée. Le 20 février 1887, elle fut placée sur le cercueil de mon frère, lorsque je le rapportai de Munich où il était mort ; elle y resta jusqu'à ses obsèques, et elle est aujourd'hui suspendue dans la chapelle de Jésus-Ouvrier. La bannière actuelle la reproduit à peu près exactement.

Au moment de notre pèlerinage de Notre-Dame-de-Liesse, nous voulûmes que notre bannière, avec des proportions réduites, devînt le drapeau de l'Œuvre tout entière, et que chacun de nos cercles pût l'arborer comme un étendard.

Un type simple et économique fut dessiné, d'après nos indications, par un jeune secrétaire de l'état-major du général de Ladmirault, le sergent Duhautoy. C'était une pièce de taffetas blanc à trois pointes bordée et frangée de rouge, ornée sur une face d'une large croix d'or rayonnante, avec le nom et la devise de l'Œuvre en exergue, à laquelle fut plus tard ajouté un Sacré-Cœur. L'autre face devait recevoir, en lettres d'or, le nom du cercle auquel appartenait la bannière et de la ville où il était établi ; une simple croix de bois doré surmontait la hampe.

Je trouve dans les cahiers des procès-verbaux, à la date du 26 juin 1873, la délibération qui institue cette

bannière, prescrit qu'il en sera donné une à titre d'investiture, à chaque cercle nouveau, et en règle le cérémonial religieux qui présidera à sa remise entre les mains des conseillers du cercle, appelés, en la recevant, à jurer « de la garder fidèlement et de la faire respecter partout et toujours ».

La pensée militaire se retrouve ici une fois de plus : c'était bien un drapeau que nous entendions confier aux bataillons de l'armée de Dieu ; et pour achever d'en caractériser la signification, nous décidions que « lorsque, dans l'intérieur d'un cercle, il serait formé plusieurs corporations, chacune d'elles chargerait sa bannière spéciale, en son coin droit, d'un carré reproduisant une réduction de la bannière commune ». Ces détails montrent plus nettement que ne pourrait le faire une longue explication, l'esprit qui nous animait, et comment nous en concevions les manifestations extérieures.

Le comité de l'Œuvre conserva la bannière de Léon Gautier, et la garde, avec l'honneur de la porter, en fut confiée à Vrignault.

Mais ce n'était pas assez d'un drapeau pour nous satisfaire ; il nous fallait, comme dans toute armée, des marques distinctives du corps et du grade. La Tour-du-Pin, toujours prompt aux conceptions symboliques, nous proposa des insignes aux couleurs variées suivant les fonctions de chacun, et Boucault, notre employé fidèle et bourru, se chargea de les confectionner au plus bas prix possible. De la conception de l'un et du travail de l'autre sortirent les croix dont nous nous parons encore aux jours de cérémonie. Il y en avait en or et en argent ; il y en avait de blanches, de rouges et de bleues : toutes étaient en émail chargé de la croix avec la devise « *In hoc signo vinces* ». C'étaient bien, ce sont toujours, hélas ! les plus lourdes et les plus disgracieuses décorations qui se puissent voir. Telles quelles cependant, nous les aimions : elles représentaient notre uniforme.

*
* *

Il parut pour la première fois, ainsi que nos bannières, le 17 août 1873, à Notre-Dame-de-Liesse. Je ne saurais mieux donner l'idée de cette grande manifestation qu'en reproduisant ici la lettre que, le soir même, j'adressais à notre camarade Félix de Roquefeuil, qu'une indisposition avait empêché de se joindre à nous. Cette lettre fut imprimée en brochure et largement répandue dans le monde catholique.

N.-D. de Liesse, 17 *août* 1873,
huit heures du soir.

Mon bien cher Ami,

« Gloire à Dieu ! et vive Notre-Dame ! La croix vient de gagner une éclatante victoire et la journée qui finit a été pour notre Œuvre un jour de triomphe ! Tout tremblant de cette grande émotion, le cœur débordant de bonheur et d'espérance, je puis à peine écrire, et je ne sais comment raconter ! mon âme est inondée d'enthousiasme ! et il me semble que je vais crier la gloire de notre Œuvre à l'autre bout du monde ; j'ai besoin de parler, de dire la grande nouvelle, et je sens que je vais pleurer... La nuit descend, calme et brillante, sur la plaine où s'est déroulé ce spectacle sans égal ; je crois entendre encore l'écho lointain des cantiques et des acclamations, et malgré moi, je m'arrête et je pense ; je pense à cette journée, hélas ! déjà passée ! Je voudrais me recueillir et en revivre toutes les minutes, et je ne puis que retomber à genoux en bénissant Dieu. Oui, soyez béni, mon Dieu, pour ce grand témoignage de votre toute-puissance ! Soyez béni, parce que vous avez permis que votre nom fût glorifié ! Soyez béni, parce que vous récompensez vos serviteurs au delà de leurs efforts, et que vous leur rendez au centuple le peu qu'ils

vous donnent! Soyez béni, et faites que nous soyons dignes de servir votre cause! Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté!

« Mais, après Dieu, c'est vous, mon bien cher ami, que ma pensée va chercher ce soir avant tout autre, vous dont les forces épuisées au service de notre Œuvre ont au dernier moment trahi le courage, et à qui Dieu réservait cette épreuve de ne pouvoir être à la joie, après avoir été tout entier à la peine. Je veux surmonter mon trouble pour vous dire tout ce qui s'est passé, et fixer dans nos souvenirs communs cette journée désormais impérissable pour nous.

« Avant donc de quitter ce que nous pouvons bien appeler notre champ de bataille, et sans souci d'une fatigue que je ne sens point, je vais tâcher de vous faire assister de loin à la victoire de notre bannière.

« Vous vous souvenez que j'étais à Liesse depuis la veille; toutes les dispositions étaient prises, la marche des trains arrêtée définitivement, grâce au bienveillant concours de la compagnie du Nord, et combinée de manière à ce que les contingents de Paris, du Nord, et de l'Est fussent concentrés à la petite gare de Coucy-les-Eppes, entre six heures et sept heures moins un quart du matin ; un seul devait arriver un peu plus tard, celui de Soissons. Les directeurs des contingents, véritables chefs de corps de cette petite armée, avaient apporté un dévoûment sans bornes à tout préparer en vue de l'organisation d'ensemble. Nous avions entre les mains des effectifs bien exacts qui donnaient un total de deux mille trois cents vingt et un ; aucune erreur n'était possible, et la concentration devait se faire sans une minute de retard. Restait à tout préparer sur le terrain même de l'action et à assurer sur place les détails de la journée : c'est à quoi nous avions consacré l'après-midi du samedi 16. Le compagnon dévoué de nos veilles, Récamier, toujours infatigable, s'était multiplié ; nos jeunes amis,

les deux Hennezel et de Moy, accourus avec l'entrain que vous connaissez, avaient travaillé sans relâche, et l'état-major du lendemain avait ce jour-là prêté main-forte aux ouvriers du lieu, membres pour la plupart du cercle de Liesse. Enfin, la nuit venue, tout était à peu près terminé les tables dressées, l'église aménagée, les emplacements de chaque contingent marqués au nom de leur ville, les divers mouvements étudiés sur le terrain; et, retirés dans l'auberge hospitalière où nous avions établi notre quartier général, nous n'avions plus qu'à distribuer les postes et les instructions de ceux que nous appelions les réglementaires, et qui allaient être les pivots de tout le mécanisme. La besogne était bien définie ; mais où prendre les hommes ? Pour le moment nous en avions quatre, et il en fallait au moins sept ou huit. Pourtant nous étions tranquilles et nous attendions, avec une confiance absolue, le secours qui ne nous fait jamais défaut les hommes nous viendraient à point, envoyés par Notre-Dame, et les soldats de l'Œuvre seraient tous à leur place à l'heure du combat! Sur quoi, nous nous mettions à table, gais et pleins d'entrain, comme si nous étions au bivouac! Quel dîner, mon cher ami! et que j'aurais voulu que vous puissiez nous voir! Le secours attendu nous arrivait à chaque minute, apportant un renfort pour le travail du lendemain et un convive pour le repas du soir. A chaque arrivant, c'étaient des cris de joie et de surprise, des embrassades et des poignées de main. Nous l'avions bien dit, Notre-Dame avait pourvu à toutes choses! L'Œuvre conservera le nom de ces amis fidèles, debout aux heures de crises; avec ces hommes-là, nous ferions le tour du monde. Songez que l'un d'eux venait de Lyon tout exprès pour nous aider : c'était Boissard : nous ne le connaissions pas encore, mais déjà c'était un frère. L'autre, vétéran de l'Œuvre et toujours au premier rang pour nous donner l'exemple, arrivait d'Alsace, où il pleurait, à son foyer envahi, la patrie absente ; c'était le colonel Lion, qui nous amenait

son fils, par droit de naissance enrôlé parmi nous. Lan galerie, dont je vous dois la robuste amitié, au soi d'une journée toute entière consacrée à ses devoirs d soldats, accourait sans perdre une heure, donner à Dieu le temps de son sommeil. Villermont, dont la sagess sait si bien, aux jours des délibérations, régler nos en tretiens, réclamait simplement son poste à l'heure d l'action. Tous enfin, oubliant l'âge, le rang ou la fatigu étaient gaîment venus répondre à l'appel de la bannièr et prendre leur part du fardeau commun. Notre Aymar manquait encore, mais j'étais bien sûr qu'il serait là le lendemain, au point du jour.

« Je vous assure que cela était beau, et que vou auriez, comme moi, senti l'émotion vous envahir e grandir à chaque minute.

∴

« Une fois reconnus et comptés, nous voici à l'œuvre c'était maintenant chose facile. Mais là aussi, quel curieux tableau que celui de notre chambrette pendant cett nuit d'hier ! Autour d'une petite table à peine éclairée, l'état-major improvisé, assis tant bien que mal ; Récamier et moi, inscrivant les instructions de chaque réglementaire, attentifs à tout prévoir, à ne rien livrer au hasard ; dès qu'une note était prête, les plus jeunes la copiaient, puis le réglementaire désigné pour le poste en question la lisait à haute voix ; on la complétait par des explications verbales, et il s'en allait chercher son lit. A deux heures, tout était fini : on s'était donné rendez-vous à l'église pour quatre heures et demie. Un bon curé champenois, tombé du ciel comme les autres, la veille au soir, nous avait promis cette messe matinale.

« A l'heure dite, tout le monde était là : la journée s'annonçait belle et sans nuages ; les bannières, aux couleurs de la Sainte Vierge flottaient au portail de la vieille église et aux fenêtres des maisons ; les guirlandes

de feuillage frissonnaient à l'air vif du matin, et déjà les habitants du bourg s'empressaient de toutes parts à terminer leurs apprêts ; car Liesse se mettait en fête pour accueillir les cercles catholiques d'ouvriers !

Nos cœurs étaient remplis de cette émotion sans trouble qui accompagne les grandes actions : graves et joyeux à la fois, nous étions prêts à nous donner tout entiers, pour la gloire de notre Œuvre; plus d'un se souvenait d'avoir éprouvé quelque chose de semblable au matin d'une bataille! La messe, dite à voix basse et pour nous seuls dans l'église encore sombre, fut entendue dans un recueillement profond, et la communion, reçue par tous rangés côte à côte, acheva d'enflammer nos âmes de foi et d'ardeur. Quand, après avoir prié du fond du cœur pour l'Œuvre et pour la France, nous nous relevâmes, parés de cet emblème des cercles catholiques que le prêtre venait de bénir, et qui, pour la première fois, se montrait au grand jour, il nous sembla qu'un irrévocable serment nous liait pour toujours à une cause sacrée.

« Un moment plus tard, chacun se rendait au poste convenu, et achevait d'y prendre les dernières dispositions en attendant l'arrivée des pèlerins. Pour moi, je montai à cheval afin de courir bien vite à Coucy-les-Eppes, où déjà m'avait précédé Langalerie, réglementaire de la gare. Vous savez que le prince de Monaco, sur la prière du R. P. Hannus, avait permis aux pèlerins des cercles catholiques de traverser le bois et le parc de Marchais, leur épargnant ainsi la plus grande partie d'une route poudreuse et fatigante. J'y passai moi-même pour reconnaître le chemin. A quelque distance du bourg, une porte, marquant du côté de Liesse le débouché du parc, était surmontée de bannières aux couleurs de la Sainte Vierge et du Pape, qui formaient comme un arc de triomphe, et des devises à l'honneur de Marie, de Pie IX et de notre Œuvre étincelaient au milieu de ce faisceau d'oriflammes. Puis une large avenue s'en-

fonçait sous l'ombrage et serpentait en gracieux détours. Des étendards fixés dans les arbres, indiquaient la route à chaque embranchement, et de loin en loin, sous les voûtes de verdure, notre croix rayonnante apparaissait comme un signe de ralliement. Cependant les bois étaient déserts; personne n'avait foulé le sable du chemin; un religieux silence remplissait la nature et seul le chant des oiseaux se mêlait discrètement au bruissement du feuillage. Çà et là un rayon de soleil, glissant à travers les branches, jetait son éclatante traînée dans la profondeur d'une futaie; puis tout à coup quelque vaste percée laissait voir une pelouse inondée de lumière, et le château de Marchais montrait au loin sa majestueuse façade, où la double croix des Guise, couronnant tous les pignons, semblait évoquer les souvenirs des grandes luttes du catholicisme. On eût dit qu'un miracle avait fait surgir tout d'une pièce ce paysage enchanté pour servir de cadre à la fête qui se préparait. Vous me pardonnerez, mon cher ami, ces admirations et ces transports lyriques; je veux vous faire passer par toutes mes émotions, et je m'abandonne, sûr d'être compris, aux élans de ferveur qui me soulèvent encore. Songez que tout à l'heure deux mille ouvriers chrétiens allaient parcourir ces bois silencieux, et dites s'il n'était pas permis aux serviteurs de notre Œuvre bien-aimée d'être transportés d'enthousiasme au matin d'une pareille journée!...

*
* *

« Mais l'heure presse; il faut franchir rapidement le reste du chemin. A la gare, Langalerie a tout préparé; les voitures sont disposées dans la cour, portant les noms des divers contingents, les mesures sont prises pour assurer l'ordre et, au loin sur la voie, un train est déjà signalé : c'est le train du Nord! Le voici!... Il s'arrête, et aussitôt le débarquement commence. Pas un cri,

pas un mouvement précipité! les hommes descendent silencieusement sur le quai et s'y forment en bataille : tous ont sur la poitrine la croix rouge des pèlerins, et l'emblème de notre Œuvre. Les bannières se lèvent une à une. Voici les trois cercles de Lille, et pour la première fois nous saluons notre drapeau ; le cercle de Roubaix vient après eux; puis les bannières d'Aire-sur-la-Lys et de Béthune déployant nos insignes avec les couleurs locales; puis encore les associations ouvrières de Saint-Quentin, portant fièrement les images de leurs saints patrons. Maubeuge, Arras et Laon complètent le nombre des contingents. Tous ont leur physionomie propre, mais aussi leurs traits communs, et ces figures d'ouvriers, simples et mâles, portent l'expression de la foi robuste et du devoir accompli. Béthune se distingue par son bataillon de mineurs : l'appareil inusité de leur labeur quotidien prête à leurs visages sympathiques un attrait particulier. Parseval est à leur tête, et son regard illuminé dit assez quelle récompense reçoit aujourd'hui son cœur de soldat.

« Le mouvement est commencé : les auxiliaires des directeurs courent à Liesse pour reconnaître l'emplacement de leur troupe; les voyageurs fatigués, inscrits à l'avance, montent dans les voitures réservées, et le gros des pèlerins s'écoule rapidement; en un clin d'œil la voie est débarrassée, et les contingents du Nord s'échelonnent sur la route, chacun avec sa bannière, en attendant le reste de la colonne.

« Mais voici le deuxième train qui s'arrête en sifflant. C'est Paris, avec ses sept cents ouvriers! Déjà Martin, désigné comme auxiliaire, saute en voiture ; Aymar est dans mes bras; je vous disais bien qu'il ne manquerait pas à l'heure du rendez-vous. Puis, au risque de perdre un moment, je veux embrasser au passage notre vieil ami[1] ; j'ai besoin de lui dire que tout va bien et que

1. René de La Tour-du-Pin.

ses leçons n'ont pas quitté ma pensée; j'ai besoin de retrouver sur ce champ de bataille de notre Œuvre la main que j'ai serrée sur d'autres plus sanglants, et qui, après Dieu, m'a conduit jusqu'ici !

« Mais là-bas, sur le quai, les sept cercles de Paris et le groupe agrégé de Saint-Denis sont formés en huit sections régulières, comme de véritables bataillons. La croix rayonnante brille sur les sept bannières blanches; en avant du contingent, le plus digne d'entre nous soutient notre labarum et porte bien haut le monogramme du Christ. Cette troupe est vraiment admirable, et si je ne puis, pour cause, vous parler de son chef [1], vous saurez bien, n'est-ce pas, avoir au fond du cœur un souvenir pour lui. Le contingent de Paris défile hors de la gare : on est fier, je vous jure, de saluer ce drapeau qui est le nôtre, et d'arborer cet emblème devenu notre uniforme !

« Presque aussitôt, le troisième train amène les pèlerins de Reims et de Bar-le-Duc ! Encore la bannière ! encore la croix ! toujours le même ordre et le même recueillement.

« Tous les contingents sont maintenant massés sur la route, Paris en tête et les autres villes dans l'ordre indiqué par les instructions. Tout à coup, la colonne, au signal que je lui donne, s'ébranle sans flottement et sans incertitude, et de ses rangs s'élève en même temps, comme une voix puissante, le refrain de notre cantique : « Espérance de la France, ouvriers, soyez chrétiens!... »

« Quel moment! mon cher ami, et comment vous dire ce qui se passait en moi! j'étais transporté, et je ne pouvais m'arracher à ce spectacle incomparable.

« Il le fallait pourtant et tandis que, laissant à regret mes compagnons, je courais les devancer à Liesse, j'entendais derrière moi le cœur des ouvriers répéter leur

1. Mon frère Robert.

refrain, que l'écho redisait avec surprise. Il était sept heures du matin ; en trois quarts d'heure, les deux mille pèlerins avaient débarqué. Nous n'avions pas une minute de retard !

« Une heure après, la bannière de l'Œuvre paraissait en vue de la Croix, dite des Pèlerins, où devait se faire la réception par le cercle de Liesse. Le réglementaire de la halte avait rassemblé là, pour attendre leur contingent, ceux que la fatigue avait forcés de devancer la colonne en voiture : c'était un bien petit nombre ! Les auxiliaires, revenus déjà du bourg, où ils avaient été chercher près du réglementaire des bureaux les renseignements nécessaires à l'ordre de la journée, revenaient rapidement au-devant de leurs chefs. Le cercle de Liesse, précédé de la Croix, portant sa bannière et conduit par le curé, attendait le moment de la rencontre solennelle. Le contingent du Val-des-Bois, cercle agrégé à notre œuvre et formé dans une fabrique des environs de Reims, était venu par voie de terre sous la conduite de son excellent directeur : rangé dans le champ voisin, il s'y tenait prêt à rallier la bannière de Reims, et sa musique saluait de loin l'arrivée des cercles catholiques.

« Enfin les voici! la grande voix des cantiques annonce leur approche; les contingents marchent par rang de quatre, massés comme au départ, et d'un coup d'œil on embrasse toute la colonne; pas une hésitation dans la marche, point de confusion, pas un homme en arrière; bien rarement une troupe sous les armes présente un pareil ensemble après huit kilomètres de route. Depuis le départ, me dit-on au passage, on n'avait cessé de chanter des cantiques !

« A hauteur de la Croix des Pèlerins, la tête de colonne s'arrête : Liesse s'avance en silence et défile en inclinant sa bannière devant le Labarum, qui salue à son tour. Les chants avaient cessé; les fronts s'étaient découverts; le recueillement était profond. Cette ren-

contre fraternelle d'ouvriers chrétiens, ce salut échangé au nom de la croix aux portes du sanctuaire de Notre-Dame, cet hommage rendu au drapeau des cercles catholiques, et toute cette scène, au milieu du calme des champs, sous un soleil radieux d'où semblait descendre la bénédiction, c'était quelque chose de vraiment grand et qui saisissait les cœurs. Et lorsque la colonne, précédée cette fois du cercle de Liesse, se remit en mouvement et que tous ensemble reprirent en chœur : « Espérance de la France, ouvriers, soyez chrétiens! » les voix eurent des accents de triomphe. *In hoc signo vinces!* La croix avait vaincu, et le peuple réconcilié retournait à son Dieu...

*
* *

« Nous voici dans le bourg; les rues sont pavoisées et garnies de feuillages ; la procession s'avance, lente et majestueuse, vers la vieille église, si souvent visitée par les pèlerinages de nos pères; les cloches sonnent à toute volée; tout célèbre autour de nous la gloire de Marie et la splendeur de ce jour de résurrection. Une résurrection! c'en est bien une, en effet ; car à voir ces longues files d'ouvriers et ces prêtres mêlés à leurs rangs, ces bannières dominant la foule et ces maisons enguirlandées, à entendre cette prière universelle et cette grande voix du peuple invoquant Jésus et les patrons du travail, ne dirait-on pas que la vieille France renaît tout entière avec sa foi chrétienne et ses robustes traditions? Ne croirait-on pas assister à quelque scène du vieux temps et voir passer, comme dans un rêve, ces antiques confréries d'artisans, autrefois l'orgueil et la force de la nation? Tout prête à l'illusion : les chants, l'attitude, les emblèmes communs, les groupes distingués entre eux par le nom de leur ville ou même de leur quartier, le cadre lui-même de ce tableau d'un autre âge; et il n'est pas jusqu'à quelques fronts vénérables

qui ne rappellent les doyens de la confrérie, gardiens éprouvés de son honneur et de ses croyances! Oui, c'est bien une résurrection! Les grands souvenirs du passé sont là mêlés aux espérances de l'avenir. Notre Œuvre a marqué sa voie, et les vieilles confréries vont revivre dans les cercles catholiques.

« Venez donc voir ce qui se passe ici, vous les inventeurs du progrès moderne, les pontifes de la Révolution les habiles de la politique, les adorateurs de la science, les fabricants d'histoire, et vous tous rhéteurs de carrefours, discoureurs de place publique qui prêchez les droits de l'homme et le culte de la raison, venez donc ici et regardez en face cette étrange procession! Quoi! la vieille France était morte et son passé n'était qu'une légende oubliée! Mais la voilà qui se relève, jeune et vigoureuse, des ruines que vous aviez amoncelées! la voilà qui secoue la poussière des siècles et qui se dresse devant vous, couronnée de sa gloire! Quoi! la foi n'était plus qu'un vieux préjugé : c'était fini du règne de Dieu et de la religion chrétienne : le progrès moderne avait aboli ces ridicules susperstitions, et c'en était fait des mômeries de la prière et des pieuses manifestations! Mais regardez donc : voilà deux mille ouvriers qui s'avancent en chantant des cantiques, avec des croix sur la poitrine, des croix sur leurs bannières et des prêtres au milieu d'eux. Regardez : leurs visages sont calmes et souriants, ils ne sont ni tourmentés par quelque passion sauvage, ni fanatisés par un enthousiasme factice : ce sont des hommes qui font tout simplement un acte de foi, et personne ne les a contraints de venir ici! Demandez-leur où il vont. C'est en pèlerinage! Quel est ce signe qu'ils portent au côté gauche C'est l'emblème d'une œuvre catholique dont ils sont les membres. Qui les conduit? C'est ce gentilhomme, ce soldat, ce prêtre, ce chef d'industrie, que vous voyez là-bas, qui leur parle de Dieu et non de politique, de la France et non de lui-même, qui demande leurs prières

et non leurs suffrages. Ce qu'il leur en coûte enfin? La cotisation volontaire que chacun a prélevée sur son salaire quotidien pour subvenir aux frais du pèlerinage!

« Ah! regardez bien, et courbez la tête; c'est une force qui passe, une force qui dominera vos blasphèmes: c'est la justice et la miséricorde de Dieu qui commencent.

« Les pèlerins arrivent à l'entrée de l'église. Le vénérable évêque de Soissons et de Laon, revêtu de ses ornements pontificaux, les reçoit sur le seuil: les genoux fléchissent: les bannières s'inclinent, et la bénédiction du prélat descend sur la foule recueillie. Puis la procession pénètre dans l'église, mais la foule est trop grande pour le modeste édifice, et sur le parvis, dans la rue elle-même, il a fallu disposer des bancs pour cinq cents pèlerins. Paris, Lille, Roubaix et Saint-Quentin vont remplir la nef; les autres se tiendront au dehors. Les portes sont étroites, et le défilé se fait avec lenteur; mais, pendant cette longue cérémonie, malgré la fatigue et bien que la plupart soient à jeun depuis la veille, on n'entend ni une plainte, ni un murmure; point de désordre, point de précipitation, point de causeries, même à voix basse: chacun entre à son tour docile et recueilli, et les chants continuent sans interruption. Les messes se succèdent aux autels latéraux, mais au chœur, au sanctuaire de la Vierge miraculeuse, l'évêque du diocèse attend que son troupeau de passage soit tout entier réuni. La bannière du cercle d'Alsace-Lorraine, portant un crêpe à sa hampe, traverse lentement l'église, escortée d'un groupe de membres du cercle et vient se placer au pied du maître-autel, comme un témoignage de prière et d'espérance. L'évêque se lève et prend la parole; d'une voix solennelle il annonce aux pèlerins que, du fond du Vatican, Pie IX leur envoie sa bénédiction et accorde une indulgence plénière à tous les membres des cercles catholiques d'ouvriers réunis

aux pieds de Notre-Dame-de-Liesse. Touchante et fortifiante pensée ! Partout où des chrétiens sont en prière leur Père est au milieu d'eux, leur apportant la force d'en haut et l'exemple de son courage. Courbés devant la Majesté divine, vos enfants, Très Saint-Père, se prosternent à vos pieds : tout à l'heure, dans leurs pieux cantiques, ils suppliaient Dieu de sauver Rome et la France au nom du Sacré-Cœur, et maintenant, agenouillés aux pieds de Marie, ils l'implorent humblement, se souvenant qu'elle est la patronne de la France et la Vierge immaculée dont Pie IX a proclamé la gloire. La messe est dite par Mgr Langénieux, évêque nommé de Tarbes, qui accompagne dans ce jour de triomphe l'Œuvre qu'il a vu naître, et dont il a soutenu les premiers pas. L'orgue, tenu par un ouvrier du cercle Montparnasse, donne le signal, et le *Credo*, entonné par deux mille voix, retentit comme une admirable confession ! La communion commence en même temps, à tous les autels à la fois : les aumôniers des pèlerins secondent les prêtres de la paroisse.

« Les longues files de communiants se rendent à la sainte Table dans un ordre parfait : les chefs de contingents, les présidents de chaque cercle conduisent leurs ouvriers et leur donnent l'exemple ; plus de mille communions sanctifient la cérémonie déjà si belle, et lui impriment le sceau particulier d'une œuvre chrétienne, la piété. A ce moment de suprême recueillement, l'émotion est à son comble, et les larmes viennent à tous les yeux. Cette foule est saisie par un sentiment surnaturel. Dieu descend au milieu d'elle. La statue de la Vierge apparaît dans une auréole de gloire ; les chants sont suspendus et les voix s'éteignent en tremblant ; les bannières s'inclinent jusqu'à terre, et le triomphe du Ciel remplit tout entier l'humble sanctuaire. C'est l'heure de la prière simple et fervente, où chacun se prosterne devant Dieu, où le souffle divin pénètre jusqu'au fond des âmes. O Marie, notre Mère, souvenez-

vous de cette heure de bénédiction; souvenez-vous de ce peuple à genoux à vos pieds; écoutez ceux qui sont venus près de vous et prenez pitié de leurs frères égarés! Souvenez-vous de la France, votre terre de prédilection; souvenez-vous de cette Alsace en deuil qui pleure la patrie, et rendez à vos enfants, avec la foi de leurs pères, la paix et le bonheur!

⁂

« La messe est terminée et la procession reformée prend le chemin du séminaire, grossie du contingent de Soissons. Dans la vaste cour de l'établissement hospitalier dont le supérieur nous a généreusement ouvert les portes, des tables sont préparées et le repas est disposé à l'avance. Le nom de chaque ville indique celle où doivent s'asseoir ses pèlerins, et sur un des côtés du mur d'enceinte de la cour une série de portes donnent accès dans les bureaux réservés à chaque contingent. A l'entrée, des agents règlent l'arrivée des groupes, et recueillent les bons de vivres, en comptant les hommes que leur chef fait défiler.

« Le mouvement se poursuit rapidement. La bannière de l'Œuvre est saluée d'une salve d'applaudissements, et successivement chacune des autres est l'objet à son tour, de la part des convives déjà placés, d'une semblable ovation. Belleville surtout, dont le nom trop célèbre brille dans une telle fête d'un éclat singulier, Belleville est accueilli par une triple acclamation. Puis, quand vient la bannière d'Alsace, tout le monde se lève, toutes les têtes se découvrent, et les vivats se confondent dans un grand cri de : Vive la France! Les mineurs, à leur tour, sont reçus avec enthousiasme et répondent gaiement à ce salut fraternel. Bientôt deux mille trois cents ouvriers sont assis côte à côte : c'est un coup d'œil unique et l'un des plus saisissants spectacles de cette belle journée.

« Je ne vous décrirai pas tous les incidents des heures qui suivirent : point de cris, de chants, ni d'excès d'aucun genre, mais de bons rires populaires ; des applaudissements, quand un visage ami paraissait près d'une table, de la joie simple et naturelle : on aurait dit quelque ancien tableau des agapes chrétiennes.

« Le repas terminé, les ouvriers des différentes villes viennent se visiter. Peu à peu les groupes se fondent en une seule masse ; la foule attend une parole qui vienne rendre ses émotions. Déjà le Père Jenner est debout au perron qui domine la cour ; le silence s'établit comme par enchantement, et la voix puissante du prédicateur porte ses accents jusqu'aux derniers rangs des pèlerins.

« Dans une improvisation ardente comme celle d'un apôtre, il parle au cœur de ces nouveaux croisés. Tour à tour il acclame l'Eglise, Pie IX et la France, et des vivats sans fin lui répondent de toutes parts. Ce n'est ni un discours, ni un sermon ; c'est un élan d'éloquence inspirée qui passionne et l'orateur lui-même et ceux qui l'entendent, et va chercher enfin sa dernière expression dans les accents sublimes du *Magnificat!* Les pèlerins subjugués, s'unissant à sa voix, élèvent jusqu'au ciel, dans un admirable concert, le témoignage de leur foi. Soudain la bannière de l'Œuvre apparaît, toutes celles des cercles se groupent à ses côtes : la foule, alors, se serrant autour de son drapeau, jure de lui rester fidèle et s'écrie dans un dernier transport : « Vivent à jamais les Cercles catholiques ! »

« Que vous dirai-je qui puisse rendre ce que nous éprouvions, nous les premiers serviteurs de cette Œuvre aujourd'hui triomphante? que vous dirai-je que vous ne sentiez vous-même? n'était-ce pas la plus grande, la plus belle des récompenses?

« Un moment plus tard, la procession se déroulait lentement à travers le bourg. A l'une de ces extrémités, un autel en plein air attendait le Saint-Sacrement : les

pèlerins se rassemblent au pied du reposoir, et Mgr Langenieux leur parle de leur Œuvre, qu'il veut bien dire la sienne, et au berceau de laquelle il a rencontré ceux que sa voix jadis instruisait aux vertus chrétiennes. Il leur rappelle ce qu'ils sont, et, dans une admirable péroraison, promet à leurs efforts la renaissance catholique et le salut de la France.

« Le Saint-Sacrement arrive au milieu de ce peuple profondément ému. Le dais qui l'abrite est porté par quatre mineurs. Spectacle touchant que celui de ces hommes, sortis des entrailles de la terre pour venir au grand soleil glorifier leur Dieu !

« D'une voix haute et ferme, au milieu du silence universel, Mgr Langenieux prononce la consécration de la France à la Vierge Marie, et la France est là, représentée par deux mille de ses enfants, qui ratifient du fond du cœur cet acte solennel. Le Saint-Sacrement les bénit encore une fois, puis la procession retourne au séminaire, où chacun va faire les apprêts du départ.

« La journée était finie. Un souper frugal est préparé sur les tables. La plupart emportent leurs vivres ; car le temps presse, c'est l'heure de regagner la gare. Successivement, dans l'ordre où ils doivent s'embarquer, les contingents se mettent en route, et chacun est salué d'une suprême acclamation.

« A cinq heures, le bourg était évacué. Récamier restait en arrière, afin de s'assurer que tout était en ordre, et je courus à la gare, dire à nos pèlerins un dernier adieu. Sur la route, pas un traînard, pas un retardataire ; mais, bien loin déjà, les groupes cheminaient paisiblement, s'entretenant des émotions de cette inoubliable journée. A la gare, l'embarquement fut terminé en un clin d'œil, et les trains s'ébranlèrent, tandis que les pèlerins répétaient comme à l'arrivée : « Espérance de la France, ouvriers, soyez chrétiens ! »

« Tout était fini et, brisé par l'émotion plus encore que par la fatigue, j'ai voulu cependant retracer dès au-

jourd'hui pour vous, pour nous tous, pour tous ceux qui servent notre cause, l'histoire de ce grand pèlerinage.

« Que vous dirai-je de plus, et comment ajouter une parole après un tel spectacle! Notre Œuvre a fait l'épreuve de sa force, elle a manifesté sa vie. Maintenant, en avant! retournons au labeur quotidien! marchons, marchons toujours, et, quoi qu'il advienne, combattons jusqu'au bout, à la garde de Dieu et de Notre-Dame! »

*
* *

Le pèlerinage de Liesse eut, dans l'organisation de l'Œuvre et dans son orientation, d'importantes conséquences.

L'extension qu'elle avait prise imposa une nouvelle division du travail. C'était René de La Tour-du-Pin, qui, dès les premiers jours, par la création du secrétariat, nous avait donné cette méthode d'organisation ; ce fut lui encore qui proposa et fit adopter ce partage de la France, dont j'ai parlé, en un certain nombre de zones ou divisions territoriales, ayant chacune à leur tête un secrétaire spécial communiquant avec le secrétaire général. Je n'écris pas sans émotion les noms des sept premiers secrétaires de zones, avec qui, durant tant d'années, j'ai entretenu une correspondance constante et fraternelle. Ce furent le capitaine Aymar de Roquefeuil, son frère Félix, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, le commandant Récamier, leur beau-frère, Georges Martin, le lieutenant Maurice de Hennezel d'Ormois, le commandant de Parseval, et le capitaine de Langalerie. Paris constitua une zone spéciale, avec un comité distinct du nôtre, dont Robert fut le président admiré et chéri de tous. Il était, en même temps, chargé de notre administration financière, et ce double fardeau, qu'il conserva jusqu'à sa mort, ne découragea pas un seul jour son laborieux courage et son intelligent dévoûment.

L'organisation du secrétariat général subsiste encore, comme l'ossature de notre corps vieilli; elle a servi de modèle à tous ceux qui voulurent, par la suite, continuer, sous des formes nouvelles, notre grand mouvement de propagande et d'action.

L'autre conséquence du pèlerinage de Liesse se fit sentir dans la direction. Nous y avions rencontré Léon Harmel dont le nom, depuis, a personnifié l'action sociale industrielle. Il avait offert spontanément le concours des associations ouvrières, établies dans son usine du Val-des-Bois.

Tous ceux qui furent, il y a vingt-cinq ans, mêlés à la vie des œuvres catholiques, ont connu cet homme extraordinaire, dont les dehors modestes et la simplicité rustique cachent une âme de feu, une intelligence déliée, une indomptable ténacité; tous ont admiré l'héroïque sainteté de sa vie, dont il suffit de dire, sans trahir le secret des vertus intimes, qu'elle alla jusqu'à la conception, acceptée par plus d'un prosélyte, d'une association fondée sur le désir du sacrifice et de la souffrance, demandés à Dieu comme une faveur; tous ont été conquis par l'infatigable activité de son zèle; tous ont subi, malgré sa rude franchise, l'ascendant de sa parole apostolique; tous aussi ont éprouvé la bonté de son cœur. Rebelle, par nature et par confiance en ses propres méthodes, aux liens de notre discipline militaire, il entra cependant dans nos cadres dont, plus d'une fois, à mon désespoir, il troubla, par de brusques initiatives, la savante hiérarchie, et bientôt il y prit la place prépondérante que lui assurait partout sa foi, son énergie et l'autorité de son exemple.

Quinze ans plus tard, il devait être le promoteur des pèlerinages de patrons et d'ouvriers qui, de 1887 à 1891, conduisirent aux pieds de Léon XIII des foules nombreuses, et furent comme la préface vivante de l'Encyclique *Rerum novarum*.

Le grand fait que détermina notre rencontre avec lui fut l'orientation de l'Œuvre des cercles vers la grande industrie. Elle n'avait encore, en 1873, atteint que des ouvriers de métier et les petits employés : à peine commençait-elle à pénétrer nos campagnes. L'exemple d'Harmel fit apparaître à nos yeux d'autres horizons.

L'organisation du Val-des-Bois est trop connue pour qu'il soit nécessaire de l'exposer avec détail. Tous ceux qu'intéressent les questions ouvrières et sociales savent qu'elle repose sur le groupement d'associations ouvrières, se gouvernant et s'administrant elles-mêmes : la famille patronale leur est étroitement unie, mais elle ne veut exercer sur elles qu'une autorité morale. Des associations d'enfants, de jeunes gens et de jeunes filles, s'ajoutent au faisceau des associations d'hommes et de femmes, et leur ensemble forme ce que Léon Harmel avait appelé la « Corporation du Val-des-Bois ».

Le caractère essentiel de cette organisation, c'est le régime de l'association substitué à celui du patronage, idée profonde, d'une immense portée et destinée à transformer de fond en comble l'action sociale catholique. Harmel a souvent raconté avec émotion comment, à la suite des grèves qui avaient agité l'usine du Val-des-Bois et affligé le cœur de son père, il avait conçu la pensée de faire loyalement appel à l'initiative des ouvriers et des ouvrières, et comment peu à peu s'étaient constituées, par leur propre initiative, exercée de proche en proche sur leurs camarades, des associations très fortes, ouvertement catholiques et réellement autonomes. Depuis, la paix sociale régnait à l'usine du Val, et le titre de « Bon Père », décerné au patron, exprimait l'harmonie familiale de son établissement.

Nous n'avions, de ces faits, qu'une notion très vague, lors du pèlerinage de Liesse. Harmel avait annoncé la venue de son cercle et de son patronage. Mais il ne les avait pas enrôlés dans notre troupe. Embusqué avec une fanfare, derrière un petit bois qui borde la route de

Coucy-les-Eppes à Liesse, le détachement du Val avait surgi, tambour battant et clairon sonnant, au flanc de la colonne, et j'avais éprouvé un dépit furieux de ce trouble inopiné dans une marche si bien ordonnée.

René de La Tour-du-Pin aperçut immédiatement toute l'importance de l'adhésion que nous apportait cet industriel dont l'intelligente audace avait inauguré une méthode si nouvelle. Au lendemain du pèlerinage, il courut chez lui, se pénétra de la pensée qui recevait là une si frappante application, et la fit aussitôt connaître par une brochure intitulée : *Un fait nouveau dans la question ouvrière*, dont le retentissement fut considérable.

Nous trouvions, sur ce terrain de l'usine, destiné bientôt à de si rudes orages, une éclatante confirmation des principes que nous avions posés au fondement de notre action. Un immense avenir s'ouvrait devant nous : nos esprits, désormais tournés vers les grandes masses ouvrières, allaient nécessairement chercher la solution des problèmes qui les agitent. Elle nous apparut, dès ce jour, à la fois dans la législation sociale et dans l'organisation corporative.

La présence d'Harmel attira dans nos rangs de nombreux industriels, qui furent pour nous des guides et des conseillers précieux [1]. Beaucoup, il est vrai, devaient s'effrayer plus tard de la hardiesse de nos idées, s'alarmer des préférences grandissantes d'Harmel pour l'action directement populaire, et reculer devant plusieurs des réformes législatives qui nous semblaient dictées par la justice. Mais la majorité resta fidèle à la féconde et salutaire conception que le commerce de notre Œuvre lui avait révélée.

1. Dès le mois de novembre 1879, un groupe important d'industriels du Nord reconnut, dans une déclaration commune, les principes de l'organisation chrétienne du travail. Au mois d'août 1882, une nouvelle déclaration, signée par les patrons présents au congrès des œuvres ouvrières réuni à Autun, vint préciser cette adhésion.

Un jour, à notre assemblée générale de 1884, on vit à la tribune M. Chagot, le dévoué et intelligent directeur des établissements métallurgiques de Montceau-les-Mines. Les usines de Montceau, où la société de Blanzy avait accumulé les œuvres philanthropiques les plus fortement organisées, venaient d'être le théâtre d'une grève violente, suscitée par les agitateurs socialistes. La maison de M. Chagot avait été attaquée, une bombe avait fait explosion sous ses fenêtres : à la suite de ces événements, il dut quitter ses fonctions. Invité à notre assemblée, cet admirable chrétien y prit la parole, et, les larmes dans les yeux, la voix tremblante d'émotion, ayant raconté le douloureux conflit, il constata l'échec des méthodes de patronage en rendant un hommage magnifique à la pensée d'Harmel. Ce fut une scène pleine de grandeur. Si, à cette heure décisive dans l'histoire économique de notre pays, tous les industriels avaient eu la généreuse clairvoyance de M. Chagot, si, résolument, ils avaient accepté, encouragé la loi sur les syndicats professionnels, favorisé sa libre application, qui peut nier aujourd'hui que les conflits du capital et du travail n'eussent été plus facilement apaisés ?

L'expérience du Val-des-Bois acheva de fixer à cet égard ma conviction. Depuis lors, mes idées se précisèrent d'année en année, et ce fut le fruit de ce long travail, que j'apportai en 1883 à la tribune de la Chambre dans mon premier discours sur les syndicats professionnels.

CHAPITRE X

Ma démission

Les conférences de la rue des Postes et du collège de Vaugirard. — Les élèves des Écoles militaires. — La composition oratoire. — Question de discipline militaire. — Dénonciations politiques. — Une séance de la commission de permanence de l'Assemblée nationale. — La République : offres de candidature : le terrain catholique. — Les voyages de propagande ; l'Assemblée générale de 1875 : encore Mgr Pie. — Démission. — L'Œuvre à la fin de 1875. — *Qualis ab incepto.*

On peut dire qu'avec le pèlerinage de Notre-Dame-de-Liesse prend fin l'histoire de la fondation des cercles catholiques. Je ne fatiguerai pas les lecteurs de ces souvenirs par le récit détaillé des événements qui marquèrent la vie de l'Œuvre pendant l'année 1874.

Deux d'entre eux me paraissent seuls dignes d'être notés, l'un, à cause du caractère particulier qu'il ajouta à notre propagande, l'autre, à cause des conséquences qu'il eut pour ma propre carrière.

J'ai raconté comment, à la fin de 1873, s'étaient nouées mes relations intimes avec le R. P. du Lac, recteur de l'École préparatoire de la rue des Postes. Je pris l'habitude d'aller fréquemment lui rendre visite. Cette grande maison de travail et de jeunesse, où se formaient pour la patrie des générations de bons serviteurs, m'attirait comme un foyer ardent de régénération sociale. Souvent, lorsque j'avais couché au Louvre, j'en sortais avant le jour, afin d'arriver à l'École pour la messe des élèves, à sept heures du matin. La chapelle n'était pas alors la belle église qui s'élève aujourd'hui à l'extrémité des bâtiments : c'était une simple pièce du premier étage, à peine

assez vaste pour les élèves. J'assistais à la messe, dissimulé dans l'ombre, au fond de la salle. Les jeunes gens chantaient à l'unisson des psaumes et des cantiques : l'ensemble de ces voix d'adolescents montant vers le Ciel, en accents déjà mâles, était d'une admirable harmonie. Je restais là, ignoré d'eux et ravi ; il me semblait entendre la voix de la France régénérée.

Un désir passionné de leur parler et de leur communiquer ma foi m'envahit bientôt. Le Père du Lac s'y associa d'un cœur chaleureux. Il voulut que cette tentative d'apostolat ne se bornât pas à l'Ecole seule, mais qu'elle s'étendît aux anciens élèves. La séance fut fixée au dimanche 8 mars 1874. Après trente-quatre années ; j'en revois la scène comme si elle était d'hier.

Mgr Mermillod était à Paris. Le Père du Lac le pria de venir présider la séance. Le vaste parloir actuel et la crypte où se donnent les conférences n'existaient pas, à cette époque, plus que la grande chapelle. La salle dont on disposait contenait avec peine les assistants entassés ; devant l'estrade où nous étions placés et que garnissaient quelques invités, parents d'élèves, officiers supérieurs et généraux, elle était remplie, jusqu'à déborder, d'une triomphante jeunesse : les élèves aux premiers rangs, et derrière eux, pressés sur d'étroits gradins, les Saint-Cyriens en foule, les Polytechniciens nombreux, les élèves de l'Ecole d'Etat-Major, qui allait disparaître, ceux de l'Ecole d'application d'artillerie transférée depuis la guerre de Metz à Fontainebleau, et des officiers de toutes les armes, dont l'aîné n'avait pas vingt-cinq ans.

Aucun auditoire ne m'a jamais pareillement transporté. Je ne sais quel discours je fis, je n'en ai gardé aucune trace ; mais mon âme tressaille encore de l'enthousiasme qui bientôt m'emporta, les yeux rivés à ceux de tous ces jeunes gens, le cœur comme fondu dans les leurs. Je ne veux retenir ici qu'une seule manifestation de leurs sentiments. C'est la lettre que m'adressa le

dimanche suivant, « au nom de tous ses camarades », l'un des futurs Saint-Cyriens, encore aujourd'hui en activité de service, et dont, pour cette raison, la discrétion m'oblige à taire le nom. Cette lettre était ainsi conçue :

« En nous parlant de la France, de son avenir et de celui du peuple, vous avez trouvé dans nos âmes un écho qui n'a pas cessé d'y retentir. Vous nous avez donné à tous l'ambition de servir le pays par la parole et par l'épée..... Voilà ce que vous avez lu peut-être dans nos yeux, pendant que vous nous entreteniez de ces grandes choses. Notre plus ardent désir est de pouvoir bientôt consacrer à votre Œuvre l'activité de nos vingt ans. Notre vœu le plus cher est de vous voir un jour à notre tête sur le champ de bataille, comme vous y serez sans doute dans les luttes pacifiques de la régénération sociale. » Aucun des témoignages, que j'ai depuis recueillis en d'autres circonstances, n'a pour moi valu, quelque flatteurs qu'ils pussent être, l'expression de cette juvénile et martiale reconnaissance.

La conférence de la rue des Postes fut bientôt suivie d'une seconde, puis d'une autre au collège de Vaugirard ; et de là date pour moi une forme d'apostolat que j'ai aimée depuis et recherchée entre toutes, l'action par la parole sur les cœurs des jeunes gens. Je n'en sais pas de plus captivante.

L'orateur, en face de pareils auditoires, sent s'éveiller en lui une force imprévue. L'intelligente ardeur des regards attentifs répond à l'appel des siens, comme par l'effet d'un courant magnétique ; la généreuse sincérité des âmes l'entraîne à s'abandonner sans réserve. D'un mouvement rapide de la pensée, il aperçoit l'avenir : il sait qu'en parlant à ces jeunes hommes, il jette pour son pays une semence féconde, et, soulevé par cette tâche auguste, il trouve, pour l'accomplir, des accents et des gestes que n'enseigne pas la rhétorique.

Seules, les assemblées populaires, avec plus de ru-

desse et d'emportement, offrent, par un semblable échange de sympathie, une même séduction. Chez les uns et chez les autres, la droiture et la simplicité des sentiments, le dédain des conventions, des jalousies et du respect humain, suscitent des épanchements naturels et des vibrations spontanées, que s'interdisent les auditoires mondains ou purement intellectuels.

Ma rencontre avec les élèves des Ecoles militaires et les jeunes officiers eut des fruits immédiats. Leur confiante ardeur m'inspira la pensée d'organiser pour eux des réunions spéciales.

*
* *

L'Ecole de Saint-Cyr voyait alors s'accomplir un véritable miracle de renaissance religieuse. Lorsque j'y étais élève, douze ans plutôt, jamais une communion n'avait lieu dans la chapelle de l'Ecole. Le jour de Pâques, il y avait sortie générale à six heures du matin : à cette époque on ne découchait, pendant les deux années d'Ecole, que durant le congé qui terminait la première. Les élèves arrivaient à Paris avant sept heures et ceux qui voulaient communier allaient le faire chacun de leur côté.

En 1874, voici où en étaient les choses. Je copie exactement un passage d'une lettre du Père du Lac, datée du mois d'avril de cette année :

« Nos Saint-Cyriens sont venus et m'ont raconté qu'ils étaient à Pâques cent quatre-vingt-trois à la sainte Table ; lorsqu'ils sont entrés au réfectoire après les autres, on a commencé à les huer. Mais un ancien, un cavalier, qui n'était pas des cent quatre-vingt-trois, s'est levé et a crié : « Nous devrions au moins nous taire. » Tout a fini aussitôt. »

C'était le début d'un mouvement qui ne devait plus s'arrêter. Les Pâques, faites à l'Ecole, devinrent si nombreuses qu'il fallut réglementer officiellement les heures

des messes, et l'ordre des détachements d'élèves qui voulaient y assister. La manière dont, aujourd'hui, remplissent leur devoir de soldat, partout où le drapeau de la France est engagé, les « Postards » de ce temps-là, n'est point, j'imagine, de nature à faire regretter celle dont ils comprenaient alors leur devoir de chrétiens.

Beaucoup, parmi ceux de 1874, accueillirent ma proposition avec un chaleureux empressement.

A l'Ecole Polytechnique, l'adhésion fut plus grave, plus réfléchie, mais non moins résolue. Les élèves de la rue des Postes, sous l'énergique impulsion d'un des leurs, depuis l'un des officiers les plus distingués du corps d'artillerie, y soutenaient une lutte héroïque. Il s'agissait de mettre un terme à l'absurde et humiliante vexation que, par une tradition déjà lointaine, les anciens infligeaient aux nouveaux arrivants, sortant de la célèbre Ecole préparatoire. Elle consistait à leur lire devant leurs camarades et dans une sorte de parade, une proclamation injurieuse pour leurs maîtres : cela s'appelait la « cote jésuite ». Les « Postards » de 1874 refusèrent de s'y soumettre. La quarantaine fut prononcée contre eux ; et, durant des mois, héroïquement, ils subirent, sans faiblir, cette épreuve terrible, véritable torture morale. Leurs successeurs les imitèrent : devant la résolution des victimes et leur nombre croissant, la persécution recula, la quarantaine disparut, et la « cote jésuite » fut abolie. On devine sans peine quels chrétiens robustes je rencontrai, en 1874, parmi ces jeunes hommes.

Les réunions des Saint-Cyriens avaient lieu le dimanche ; celles des Polytechniciens le mercredi. Je n'y faisais point de discours, mais de très simples et familières causeries, après lesquelles s'engageait un cordial entretien sur les sujets qui passionnaient nos esprits.

Les plus fervents entendaient souvent avec moi, le dimanche matin, une messe dite pour eux dans une chapelle de l'Ecole. Le Père du Lac leur adressait une courte

allocution ; puis, dans une chambre voisine, nous convenions des sujets que nous étudierions ensemble ; je serrais leurs mains, et ainsi se formaient entre nous des liens d'affection que n'ont pu rompre, dans la suite, ni les années, ni la diversité des carrières et des situations. Il y a aujourd'hui, dans les positions les plus variées, des hommes que j'ai connus là : lorsque le hasard nous met en présence, ils m'appellent « mon capitaine ! », et ce seul mot suffit à éveiller entre nous le souvenir d'indicibles émotions.

Un groupe d'élèves de l'Ecole centrale s'ajouta bientôt à ceux des Saint-Cyriens et des Polytechniciens.

Jamais, à aucun moment, ni dans les entretiens intimes du dimanche matin, ni dans les conférences plus nombreuses, il ne fut dit un seul mot de politique. Ces jeunes hommes n'avaient qu'une idée, je puis dire une passion, servir leur pays avec amour, en se donnant à lui tout entiers et en restant des chrétiens avoués. Nos causeries n'avaient pas d'autre objet : nous parlions de Dieu, de la France, et des moyens de gagner par l'exemple, par la pratique du dévouement, les âmes populaires.

Les réunions fondées en 1874 durèrent deux années. Vers la fin de 1876, l'orientation nouvelle, imprimée au gouvernement par la majorité parlementaire, et le commencement de la guerre religieuse, inaugurée sous le nom d'anticléricalisme, m'obligèrent à y renoncer. Je n'étais plus officier, j'étais devenu un homme politique, et je ne voulais pas que ces conférences fussent, pour tant d'admirables jeunes gens, un obstacle au libre développement de leur carrière. Ce fut un grand sacrifice que beaucoup ressentirent comme moi. En l'accomplissant, nous prouvions notre parfaite loyauté.

Quand je reporte ma pensée vers ces années lointaines, quand je scrute, devant Dieu, mes actes et mes intentions, je ne découvre dans mes souvenirs, quelles que fussent alors mes espérances politiques, que la noble ambition d'aider ces jeunes gens à demeurer de bons

serviteurs du pays et des chrétiens énergiques. J'espère y avoir réussi, au moins pour beaucoup d'entre eux, et, si ces lignes tombent sous les yeux de quelques-uns de ces hommes, aujourd'hui vieillis, qui connurent ces temps de généreux enthousiasme, plus d'un, j'en ai la confiance, sera mon témoin. Pour moi, j'ai trouvé dans leur commerce, avec un charme profond, une force singulière, et l'exemple de cette belle jeunesse enflamma, d'une durable émulation, mon double dévouement à ma patrie et à ma foi.

* * *

Le printemps de 1874 fut d'ailleurs, pour moi, rempli d'obligations de plus en plus pressantes. Les discours se multipliaient, à Paris et en province, devant des foules toujours plus nombreuses. J'appris alors qu'il était impossible d'abandonner la parole publique à l'impulsion du cœur et aux risques de l'improvisation, qu'il fallait, par l'étude et par la réflexion, lui donner le fondement indispensable à sa puissance, et qu'un discours, comme toutes les œuvres humaines, devait être enfanté dans le labeur et la souffrance.

La maison de la rue des Postes fut l'asile où je vins, loin du bruit et des distractions, à l'abri des visites et des rendez-vous, m'exercer à cette gymnastique de l'esprit.

Le supérieur m'y offrait une chambre où nul ne pénétrait. Quand mon service militaire et celui de l'Œuvre des cercles me laissaient libre, j'y arrivais le matin de très bonne heure; j'apportais des livres, j'en trouvais dans la bibliothèque et, durant quatre ou cinq heures, je travaillais avec rage, lisant, notant et écrivant. J'ai fait là mon apprentissage du métier de la parole.

Aucun discours, écrit ou non, ne peut être vraiment sérieux, s'il n'a été fortement préparé par la lecture et par la méditation. Lire, le crayon à la main, voilà le

premier travail oratoire. Après cela, il faut composer, et c'est la grande souffrance, que connaissent bien tous ceux qui ont essayé de faire passer dans d'autres âmes quelque chose de la leur. Les matériaux sont là, en monceaux : lesquels choisir, comment les disposer ? Les idées se pressent, haletantes, assiègent le cerveau : comment les ordonner ? Quelle en sera l'expression saisissante ? C'est un combat qui se livre d'abord dans la nuit; tout à coup, comme le soleil perce la nue, l'inspiration s'élance, dissipe l'obscurité, illumine le sujet. Le discours a pris corps, mais un corps fugitif qui se dérobe, et qu'il faut saisir, embrasser étroitement, jusqu'à ce que, dans une véritable ivresse de l'esprit, la pensée maîtresse se fixe, lumineuse, en un point culminant vers lequel il faudra, tout à l'heure, entraîner l'auditeur dompté. Alors, les nerfs tendus par ce grand effort, l'orateur peut paraître : il est prêt. Sauf les cas très rares où, sous l'empire d'un événement imprévu, le cœur se précipite aux lèvres dans une soudaine explosion, l'improvisation elle-même n'est vraiment oratoire que si elle naît de ce long travail. Il faut qu'elle en jaillisse, comme la feuille s'échappe brusquement du bourgeon, lentement formé par la sève accumulée : sans quoi, elle n'est que le vide assemblage de paroles sonores, et la confuse expression de pensées imprécises.

Jusqu'en 1874, j'avais connu l'activité laborieuse : alors seulement je commençai à travailler. Je ne songeais pas encore, à cette époque, à la vie politique. Mais j'avais le sentiment qu'une large carrière s'ouvrait devant moi, où je rencontrerais de grands et austères devoirs ; je voulais être armé pour les luttes qui m'attendaient. J'ai toujours gardé l'habitude de ce constant labeur, préparation permanente de la parole publique.

∴

L'assemblée de 1874 eut lieu le 13 avril, sous la présidence de M[gr] Guilbert, depuis peu cardinal, et en présence de la maréchale de Mac-Mahon. J'avais récemment échangé contre les épaulettes d'argent et la tunique à collet rouge des cuirassiers, les épaulettes d'or et le collet blanc des dragons [1]. Un mois auparavant, afin que je fusse dans son gouvernement et sous ses ordres directs, le général de Ladmirault avait facilité mon passage, par permutation, au 2[e] régiment de cuirassiers, en garnison à Paris, et à la tête duquel je retrouvais mon excellent chef de Meaux, le saint colonel de La Loyère. C'est dans ce corps que, dix-huit mois plus tard, j'allais terminer, par ma démission, ma carrière militaire. J'y ai, dans ce court espace de temps, très peu paru, étant détaché près du gouverneur, et je dois même avouer que je n'ai porté ma cuirasse qu'une seule fois, pour la revue du schah de Perse, ce qui n'a pas empêché la presse radicale de me donner et de me conserver longtemps les surnoms variés de Révérend Père cuirassier et de cuirassier mystique.

Le gouvernement, vers le milieu de 1874, commençait à s'émouvoir des attaques que provoquaient mes discours. Le ministère du 24 mai, présidé par le duc de Broglie, avait été remanié après le vote du 20 novembre qui organisa le septennat et détermina la retraite des éléments d'extrême-droite. Sa position était devenue chancelante. Le 16 mai, il tomba, renversé par les royalistes, sur une question de priorité pour la discussion de la loi constitutionnelle et la vice-présidence du Conseil (car le chef du pouvoir exécutif était, à cette époque, président du Conseil des ministres) fut confiée au général de Cissey, déjà ministre de la Guerre, l'un

1. Les dragons portaient à cette époque des épaulettes d'or.

des plus brillants divisionnaires de l'armée de Metz, où il était sous les ordres du général de Ladmirault.

Au mois de juin, j'étais allé, de Vichy où j'avais accompagné ma femme, faire un discours à Lille ; le corps d'armée était commandé par le général Clinchant, que ses antécédents, ses relations et ses idées personnelles rattachaient aux partis de gauche. Notre comité de Lille, sans m'en prévenir, eut la fâcheuse pensée d'envoyer son président lui demander une autorisation que rien ne rendait nécessaire, puisqu'il s'agissait d'une réunion strictement privée, et que, depuis près de trois ans, je parlais dans les mêmes conditions, sous les yeux de mes chefs, avec leur approbation, sans qu'aucune observation m'eût jamais été faite. La situation des officiers, au point de vue de la vie publique, n'était pas d'ailleurs, à cette époque, ce qu'elle est aujourd'hui : ils étaient éligibles et plus d'un appartenait à l'Assemblée. Le général Clinchant n'avait opposé aucune interdiction à la démarche du président, mais il avait manifesté, paraît-il, le regret que je dusse me montrer en uniforme.

Lorsque j'arrivai à Lille, j'ignorais et la démarche du comité et la réponse du général. Aucune communication ne m'y parvint de sa part. Étant en permission régulière, j'allai, comme le règlement m'en faisait un devoir, me présenter au général commandant la place, qui m'accueillit très gracieusement. Je n'avais aucune raison de rendre visite au général en chef. La conférence eut lieu devant le préfet, deux généraux, trois ou quatre colonels et beaucoup d'officiers. Comment me serais-je cru dans un cas d'indiscipline? Depuis qu'il était ministre de la Guerre, le général de Cissey n'avait jamais manifesté le moindre mécontentement au sujet des discours que j'avais prononcés dans des circonstances analogues.

Cependant, quelques jours après, par une lettre adressée au gouverneur de Paris, le vice-président du Conseil, ministre de la Guerre, le chargeait d'infliger

à son officier d'ordonnance un blâme sévère « pour avoir fait sans autorisation préalable un entretien qui n'avait pas trait aux affaires militaires, et pour avoir manqué aux convenances hiérarchiques, en ne se présentant pas au commandant en chef en résidence dans la localité où il devait faire la conférence. » « En outre, ajoutait le ministre, cet officier sera blâmé pour avoir pris son uniforme en cette circonstance, alors que M. le général commandant le Ier corps avait introduit, à titre de réserve, en concédant l'autorisation sollicitée, qu'il devait s'abstenir d'être en tenue. »

Le général me fit lire la lettre avec sa bonté ordinaire, en m'invitant à la prudence. Elle me fut extrêmement sensible, d'abord parce qu'elle causait un ennui à mon chef excellent et vénéré, puis parce qu'elle me donnait l'apparence d'une indiscipline contraire à toutes mes idées, à toutes mes habitudes, aux principes que je proclamais avec plus de fermeté.

Ma bonne foi était entière. Sur le point de la visite, la lettre des règlements me couvrait absolument. La question de l'autorisation était au moins obscure comme la lettre ministérielle le prouvait elle-même par la contradiction entre la première phrase, où le défaut d'autorisation préalable m'était reproché, et la dernière où il était question de l'autorisation sollicitée et accordée : la fausse démarche du comité de Lille expliquait en partie cette confusion. Quant au port de l'uniforme, j'avais agi à Lille comme je l'avais fait librement à Paris, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Tours, et dans beaucoup d'autres villes. Sans doute cette liberté était anormale, et, à la distance où nous sommes des événements, elle semble en opposition avec le bon ordre de l'armée. Mais la situation du pays était anormale elle-même, et l'organisation du septennat ne lui avait point enlevé son caractère provisoire. Enfin et par dessus tout, n'étais-je pas en droit d'invoquer, à ma décharge, les précédents si nombreux des années à peine écoulées, où mon initiative

s'était produite ouvertement, loyalement, sous les yeux de mes chefs, avec leur haute approbation ?

Le bon général fit valoir ces raisons dans sa réponse au ministre, et, pour le moment, elles parurent suffisantes; car aucune défense ne me fut signifiée de continuer mes discours, ni de parler en uniforme, et l'incident demeura clos.

Mais ce fut un premier coup de cloche. Les temps changeaient et devenaient menaçants. Depuis l'échec de la tentative de restauration, un vent nouveau soufflait dans les milieux politiques. Les esprits étaient aigris, chargés de rancunes et de défiances ; le parti républicain sentait grandir ses espérances ; le ministère, affaibli par sa rupture avec les royalistes, maintenait avec peine sa situation. En vain croyait-il la fortifier en s'attachant au septennat comme à un pouvoir définitif, et en prenant contre ses adversaires des mesures de circonstance.

Il suspendait *l'Union*, coupable d'avoir publié un nouveau manifeste du comte de Chambord ; bientôt il allait, à cause de ses sympathies pour la cause carliste, suspendre *l'Univers*. L'état de siège subsistant toujours au moins nominalement, c'était au gouverneur de Paris que revenait l'obligation de signifier aux victimes ces actes rigoureux. Il y répugnait. J'entends encore de quel ton, lors de la suppression de *l'Union*, il disait, en jetant son képi sur la table : « Le comte de Chambord a signé le contrat de mariage de ma fille [1] : je ne peux pas lui faire cet affront. » Cependant il s'exécutait, par esprit d'obéissance. La fameuse suprématie du pouvoir civil, si souvent invoquée de nos jours, n'était pas alors moins bien établie qu'aujourd'hui.

1. Le mariage de Mlle Alix de Ladmirault avec le Cte de La Rochebrochard, célébré l'année précédente à Saint-Germain-l'Auxerrois, avait été l'occasion d'une magnifique manifestation de sympathie envers le général, de la part de toute l'armée de Paris et des membres du Gouvernement et de l'Assemblée nationale.

Mes notes sont pleines de l'indignation dont nous remplissait, mes amis et moi, cette politique que nous jugions avec colère. L'écroulement de la grande espérance monarchique nous laissait exaspérés.

⁂

Mais, à travers ces émotions, l'œuvre sociale ne cessait de nous passionner. Pour nous, c'était de plus en plus tout l'avenir.

Usant de la liberté que je conservais, malgré l'incident de Lille, j'entrepris, au mois d'août, une tournée en Bretagne et en Vendée. Elle commença à Sainte-Anne-d'Auray, où les cercles de la région étaient venus en pèlerinage : ce fut mon premier pas sur la terre bretonne, et dans ce département du Morbihan qui bientôt allait m'ouvrir la carrière politique. Là, l'intensité de la vie religieuse dont la basilique de Sainte-Anne était le centre permanent, la grandeur mélancolique de la lande au milieu de laquelle elle se dresse, presque solitaire, les souvenirs tragiques du « champ des martyrs » où furent massacrés les prisonniers de Quiberon, me pénétrèrent d'une émotion dont je retrouve aujourd'hui dans ma pensée la trace profonde. J'avais lu, en passant à Auray, l'inscription gravée sur la chapelle de la Chartreuse qui garde les ossements des victimes héroïques : *Gallia mœrens posuit ;* et quand j'arrivai dans le jardin du petit séminaire où, sous la présidence de Mgr Bécel, évêque de Vannes, la réunion était préparée, ce fut en évoquant ces funèbres souvenirs, que j'exhortai de toute mon âme ce peuple chrétien à réparer, par l'affirmation de sa foi, les erreurs de la Révolution. L'idée de ma candidature prochaine naquit ce jour-là parmi mes auditeurs.

Le voyage me conduisit à Brest, où je rencontrai pour la première fois le capitaine de vaisseau Rallier du Baty, plus tard contre-amiral et notre intime collaborateur,

figure de marin énergique et séduisante; puis à Lorient où je me souviens qu'un matelot, m'ayant entendu, fit de moi, pour exprimer son contentement, ce pittoresque éloge: « Il a causé une heure et il n'a pas craché une fois; c'est un homme! » La dernière étape fut aux Sables-d'Olonne, où m'attendait une assemblée de paysans et de marins, groupés dans un désordre plein de couleur locale, sous une tente immense qui laissait, en s'ouvrant à la brise, apercevoir les flots bleus de l'Océan. Ces spectacles variés, ces auditoires divers, exaltaient mon enthousiasme et ma parole.

Je ne crois pas cependant qu'elle eût été aux Sables plus ardente qu'ailleurs. Devant ces Vendéens, j'avais parlé de leurs pères et de la « guerre des géants » : glorifiant leur résistance légendaire au régime de la Terreur, j'avais fait appel à l'énergie des catholiques contre les ennemis de l'ordre social et de la religion, dont la Commune avait, trois ans plus tôt, tenté de renouveler le règne sanglant. Les journaux radicaux donnèrent, de ce discours des comptes rendus improvisés au gré de leur passion. Ce fut une explosion de colère qui retentit jusque dans l'Assemblée nationale.

Elle était en vacances. Pendant sa prorogation, une Commission de permanence siégeait tous les quinze jours. Elle se réunit le 3 septembre, peu après l'incident des Sables. Un de ses membres, député de la Réunion, appartenant à l'extrême-gauche, avec qui j'ai eu depuis, à la Chambre, les relations les meilleures, et que son patriotisme rapprocha de moi en plus d'une circonstance, M. de Mahy, interpella avec vivacité le général baron de Chabaud La Tour, ministre de l'Intérieur. Il lut un compte rendu fantaisiste de mes paroles : « Pour vaincre l'ennemi qui nous assaille de toutes parts, il faut suivre l'exemple de nos pères les Vendéens qui ont si vaillamment combattu pendant la Révolution. Pour combattre, tous les moyens sont bons et, s'il faut tirer l'épée du fourreau, nous la tirerons. » Il dénonça ce langage

qui, dit-il, « dans la bouche d'un simple particulier serait criminel et incendiaire », et deviendrait « une révolte et une félonie », s'il avait été tenu par un officier.

Le général de Chabaud La Tour était un protestant, de l'esprit le plus religieux et du plus noble caractère. Je reproduis ses paroles, malgré ce qu'elles ont de personnellement flatteur, pour conserver à mon récit toute son exactitude. Il répondit :

« L'officier dont M. de Mahy a parlé est un militaire des plus distingués ; il est doué d'une grande éloquence, qu'il consent à mettre gratuitement à la disposition des paysans et des ouvriers qui veulent bien venir l'entendre. Il les détourne ainsi du cabaret. Il leur fait partager ses lumières, et j'estime qu'il est extrêmement heureux de rencontrer des hommes de cette valeur qui consentent à se consacrer à l'éducation populaire. On soustrait ainsi les classes populaires à l'influence néfaste des écrits, brochures et chansons obscènes qui chaque jour sont colportés dans les foires et les marchés. Quant aux paroles qu'il aurait prononcées, je n'en ai pas connaissance ; je prendrai des informations. S'il m'est prouvé qu'elles étaient blâmables, eh bien ! j'aviserai. »

M. de Mahy répliqua avec colère en demandant justice de « ma provocation en guerre civile ». Et, comme il parlait de nouveau des Vendéens, les vives protestations de M. de Kergorlay, qui défendit énergiquement les « héros, contraints à une guerre défensive, parce qu'on avait renversé leurs autels et tué leur roi », déchaînèrent une violente discussion. M. Buffet, président de l'Assemblée, eut grand'peine à la calmer, malgré les efforts de M. Ernest Picard, qui disait : « Sachons, dans tous les partis, respecter ceux qui sont morts pour leurs convictions. »

L'incident se ranima un moment à la séance suivante, à l'occasion du procès-verbal. Puis les choses en restèrent là pour cette fois.

Mais les commentaires dont la presse modérée avait

accompagné le récit de la séance suffisaient à faire présager un orage prochain. Le *Temps* du 5 septembre, dans un article de première page, dénonçait avec habileté l'attitude du gouvernement, à propos de « l'étrange missionnaire, du plus étrange officier qui s'appelle le capitaine de Mun ». Découvrant le côté faible de la situation, « montrant que la tolérance dont un officier est l'objet en des matières qui touchent aux plus ardentes controverses du temps présent est une porte ouverte à l'introduction dans l'armée de ces controverses », il concluait ainsi : « Le Ministre de l'Intérieur a dit qu'il s'enquerrait du langage de M. de Mun. Le langage n'y fait rien. Nous avons systématiquement renoncé à nous en occuper aujourd'hui. Ce ne serait tout au plus qu'une affaire de discipline, tandis que nous invoquions des motifs d'ordre supérieur et de prévoyance sociale pour que cet officier cesse de se livrer, et l'armée avec lui, dans une certaine mesure, soit au dénigrement, soit aux applaudissements des partis. »

J'ai tenu à citer loyalement cet article dont le ton modéré contrastait avec les violences de la presse radicale, pour essayer de bien marquer l'état de l'opinion. Aujourd'hui, après trente années de discordes publiques, le langage du *Temps* paraît sage et raisonnable. Mais alors on n'avait pas encore inventé la théorie de la « grande muette », et il choquait tous ceux qui voyaient dans l'armée l'instrument principal de la régénération sociale. D'ailleurs, c'était moins l'expression d'une doctrine politique que la manifestation, sur une question de détail, d'un mauvais vouloir grandissant contre le gouvernement du Maréchal.

* * *

Quoi qu'il en soit, ma position devenait de jour en jour plus difficile.

Le 19 septembre, je reçus du général de Ladmirault,

qui prenait quelques jours de repos à son château de la Fouchardière, près de Montmorillon, une lettre inquiétante. Il m'envoyait une communication confidentielle signée, pour le ministre, du général Renson, directeur du personnel, qui lui transmettait une dénonciation adressée contre moi au ministère par un sieur X..., domicilié à Caen, d'où il écrivait. La pièce datée du 31 août signalait « les faits et gestes d'un certain capitaine de Mun qui devrait porter le froc plutôt que l'uniforme, et qui prêche ouvertement à Lyon la guerre civile ». Le dénonciateur reproduisait ensuite la prétendue citation de mon discours des Sables-d'Olonne : « Pour combattre, tous les moyens sont bons »... Le général me demandait une explication pour le jour très prochain de son retour. Qu'était cet X...? Informations prises aussitôt à Caen, nous apprîmes qu'il « exerçait l'industrie de plaignant dans toutes les affaires où l'ordre moral est mis en cause ». Aujourd'hui ces types de délateurs professionnels nous sont familiers : nous savons qui les inspire et nous reconnaissons sans peine, dans ces manifestations soi-disant spontanées, la main de la franc-maçonnerie. Alors nous étions moins éclairés. L'affaire nous parut de peu d'importance. La dénonciation partie de Caen, au sujet d'un discours prononcé à Lyon, où je n'avais pas été cette année-là, était trop facile à réfuter. La réponse du général la réduisit à néant. Il saisit cette occasion pour rendre hommage au but poursuivi par les organisateurs des réunions où je prenais la parole, et faire remarquer que la présence des autorités civiles et militaires était le meilleur témoignage de ma parfaite correction.

Cependant nos amis de l'Assemblée nationale nous avaient laissé prévoir que l'incident des Sables-d'Olonne n'était pas clos, et que les accusations portées contre moi, à propos de mon discours, se renouvelleraient certainement. Nous désirions que, s'il en devait être ainsi, la question perdît son caractère personnel et que l'Œuvre

elle-même fût, à cette occasion, montrée sous son véritable jour.

Nous voyions souvent, au Louvre, le marquis de Plœuc, député de Paris et sous-gouverneur de la Banque de France. C'était une figure sympathique, connue et aimée de tous les Parisiens : son courageux sang-froid avait, pendant la Commune, sauvé le grand établissement confié à sa garde, le gouverneur de la Banque, M. Rouland, ayant suivi M. Thiers à Versailles : il semblait que ces heures tragiques, dont le souvenir lui donnait un prestige particulier, eussent marqué sa physionomie d'une empreinte d'énergie, et toute sa personne, malgré sa boiterie, d'une allure militaire. Il nous témoignait beaucoup d'amitié et il se chargea de nous défendre. Nous avions aussi fait des démarches de courtoisie près du général de Chabaud La Tour, pour le remercier ; près de M. Tailhand, garde des sceaux pour le renseigner. Elles avaient été accueillies avec la plus grande bienveillance.

A la séance de la Commission de permanence du 1er octobre, M. de Mahy profita, pour revenir sur mon affaire, d'une question sur la suppression des « Chambrées » républicaines du département de Vaucluse, prononcée par le préfet.

Il compara « à ces actes de violation du droit de réunion... la tolérance du gouvernement pour d'autres réunions qu'il encourage, et dans lesquelles un capitaine de cavalerie, sans cesser d'émarger comme officier, déverse l'outrage contre les principes que nous a légués la Révolution française et qui sont la base de notre droit public et privé ». M. Tailhand, ministre de la Justice, répondit : « Les phrases citées de M. de Mun ont été faussées et falsifiées. Si quelques-unes des expressions relevées ont été prononcées par lui, elles ont été détournées de leur sens véritable. La pensée de M. de Mun est entièrement irréprochable. » M. de Plœuc, alors, prit la parole :

« La question soulevée à propos d'un jeune officier des

plus distingués. M. Albert de Mun, doit être envisagée, dit-il, sous deux rapports : 1° M. de Mun a-t-il prononcé les paroles qu'un journal lui a attribuées et qui ont si vivement ému l'honorable M. de Mahy ? 2° Quelle est l'œuvre en faveur de laquelle a parlé M. de Mun, et un officier peut-il, à quelque point de vue que ce soit, être blâmable pour lui avoir donné son concours ? »

Ayant précisé le débat en ces termes : M. de Plœuc expliqua ce qu'était la réunion des Sables-d'Olonne, « organisée par l'évêque et présidée par le sous-préfet ». Il affirma, sur la foi de mes formelles déclarations, que je n'avais point prononcé les paroles incriminées, et il lut, pour rétablir les faits, un extrait d'un journal catholique des Sables-d'Olonne. Puis, ayant commenté et justifié mon langage, il en vint à l'Œuvre elle-même. Il dit ce qu'étaient les cercles catholiques, leur objet social et leur inspiration patriotique ; il en fit connaître le nombre et il conclut : « Les choses étant ainsi, comment un officier manquerait-il, je ne dis pas à un devoir, mais à une convenance quelconque en parlant dans un cercle catholique d'ouvriers, et en faveur de la propagation de ces cercles ?... L'incident que l'honorable M. de Mahy a soulevé à la dernière séance de la commission de permanence ne sera pas sans avantage, s'il peut donner quelque notoriété de plus à une Œuvre aussi excellente que les cercles catholiques d'ouvriers ». M. de Beauvillé, député de la Somme, ajouta quelques mots « pour déclarer qu'il avait entendu le capitaine de Mun, et louer l'inspiration patriotique et française, la parfaite correction de son langage ». M. de La Bouillerie, député de Maine-et-Loire, ancien ministre, membre de notre Comité, affirma que « jamais M. le capitaine de Mun n'a manqué une minute à son service, ne consacrant que ses loisirs, et ses loisirs seuls, à l'Œuvre essentiellement louable qu'il a entreprise ». Il ajouta : « J'ai depuis longtemps l'honneur de faire partie de l'Œuvre dont il s'agit ; et je ne suis pas le seul ici. J'affirme que jamais il n'y a été question

de politique. M. le Ministre de l'Intérieur le sait parfaitement. » Plusieurs membres de la commission, dit le compte rendu, « déclarent qu'ils font également partie de l'Œuvre ».

Le Temps du lendemain se borna à dire : « Un sermonnaire, M. le capitaine de Mun, a tenu beaucoup plus de place dans la séance (que la suppression des « Chambrées »). Il a été affirmé que cet officier ne prêchait pas la guerre civile et que ses fonctions de prédicateur ne nuisaient en rien à son service comme militaire ».

L'incident fut clos, à notre plus grande satisfaction, comme le montre le procès-verbal de la séance de notre comité du 6 octobre. Je le copie textuellement :

« M. le Président (le comte de Villermont) invite M. de La Tour-du-Pin à faire connaître les résultats de l'interpellation parlementaire. Cette interpellation a été l'occasion d'un vrai triomphe pour l'Œuvre; le garde des sceaux a justifié notre secrétaire général, comme l'avait fait précédemment le ministre de l'Intérieur. Le marquis de Plœuc a expliqué l'objet et le caractère de l'Œuvre. M. de La Bouillerie et nombre de ses collègues ont déclaré qu'ils lui appartenaient, et ses détracteurs ont été réduits au silence. M. le Président reconnaît, dans cette heureuse issue de la lutte que nous avons acceptée, un nouveau gage de la protection divine. M. de La Tour-du-Pin, en conséquence de la communication précédente, propose aux membres présents de signer une adresse de remercîments à M. le marquis de Plœuc; il lit une lettre pleine d'encouragements du ministre de la Justice et rend compte d'une audience des plus sympathiques du ministère de l'Intérieur. »

Je dois, pour l'acquit de ma conscience, ajouter quelques mots à ce récit. M. le général de Chabaud La Tour, je l'ai dit, était protestant; M. Tailhand était non pas un catholique libéral, au sens que donnaient alors à ces mots les souvenirs récents des grandes discussions sur l'infaillibilité pontificale, mais à la fois un catholique et

un libéral : tous deux appartenaient à la droite modérée. M. de Plœuc siégeait au centre droit. Bien qu'étrangers à la politique, nous étions, pour la plupart, des hommes d'extrême-droite ; nous n'avions point caché nos idées, nous les avions hautement affirmées : j'avais, moi-même, vivement attaqué le libéralisme catholique, sans jamais, il est vrai, mettre les personnes en cause. La générosité avec laquelle les ministres me défendirent en cette circonstance m'impressionna fortement ; j'en gardai une vive reconnaissance. Cette première et indirecte entrée dans la vie politique me fut une profitable leçon. Sans amoindrir la fermeté de mes convictions, j'appris à tempérer les désaccords d'opinion par le sentiment de la justice envers mes adversaires.

*
* *

L'alerte avait été chaude. J'en sortis préoccupé de l'avenir. La question formulée par *le Temps* fut désormais posée devant ma conscience. La propagande religieuse et l'action sociale seraient-elles, longtemps encore, compatibles avec les devoirs militaires ?

A mesure que s'approchait le moment où l'Assemblée nationale, condamnée à l'impuissance depuis le lamentable échec de sa mission monarchique, serait forcée de mettre un terme à son existence, cette question devenait plus pressante. Le 30 janvier 1875, un vote extraordinairement confus, adoptant à une voix de majorité un amendement de M. Wallon à la loi d'organisation des pouvoirs publics, avait en fait fondé la République. Si trouble avait été le débat, si obscure la succession des scrutins, qu'envoyé à l'Assemblée par le général de Ladmirault pour voir ce qui sortirait de la séance, je lui rapportai à mon retour que rien n'était tranché ! La lecture des journaux m'ouvrit les yeux, et je laisse à penser les railleries dont m'accablèrent mon chef et

mes camarades. J'ai conservé, de cette journée, beaucoup d'humilité en fait de stratégie parlementaire.

L'agonie de l'Assemblée, douloureuse, humiliée, traversée par la grande angoisse patriotique que firent naître au mois de mai les menaces de l'Allemagne, se traîna pendant toute l'année. On s'occupait activement de préparer les futures élections législatives. Quelques élections partielles devaient être l'occasion d'un combat d'avant-garde.

Au printemps de 1875, je reçus diverses propositions de candidature, de Lille où l'ardeur des sentiments catholiques en suggérait la pensée, de Toulouse où le voisinage de mon berceau familial semblait me créer quelque facilité, du Morbihan surtout où un siège était vacant, et où, on l'a vu, l'idée de cette candidature avait surgi aussitôt après mon voyage de l'année précédente.

Dès cette époque, quelques pourparlers s'engagèrent, sans aucune précision. J'hésitais encore, me sentant poussé vers la politique, retenu cependant par la crainte, en m'y livrant, d'affaiblir mon action catholique et sociale. René de La Tour-du-Pin m'en détournait : « Il faut, disait-il, que vous arriviez à la Chambre, porté par l'Œuvre. » Noble conception, malheureusement chimérique, que mon esprit se refusait à accepter. La tribune m'apparaissait au contraire comme le théâtre où nos idées pourraient le mieux, en s'affirmant avec éclat, frapper et convaincre l'opinion. Puis, je voyais l'Eglise catholique menacée, attaquée déjà violemment par ceux dont le règne s'annonçait, et je brûlais de la défendre, sur le champ de bataille même où elle serait assaillie, avec l'arme que Dieu m'avait donnée. Enfin, comment ne l'avouerais-je pas ? quelque ambition me pressait de déployer au milieu des luttes parlementaires l'ardeur oratoire jusque-là dépensée au sein des réunions privées.

Dans ce trouble, une résolution se formait en moi, impérieuse et décisive : si j'étais appelé à poser ma can-

didature, je ne le ferais que sur le terrain nettement, exclusivement catholique. Tout royaliste que j'étais, je restais catholique avant tout, et je ne voulais point à une heure où mes espérances monarchiques étaient pour longtemps ajournées, me couvrir d'un autre étendard. J'en fis la déclaration au comte Édouard de Monti, représentant de M. le comte de Chambord dans le Morbihan, qui vint alors m'entretenir des intentions bienveillantes de plusieurs de ses amis.

Si, comme je le désire, j'écris un jour mes souvenirs politiques, je dirai comment, en 1881, pour obéir à M. le comte de Chambord, je sortis un moment du terrain où je m'étais tenu depuis dix ans, en appelant les catholiques à me suivre dans l'action royaliste. Même après cet acte accompli, je demeurais fidèle au programme purement catholique du premier jour [1].

La profession de foi que j'adressai, au mois de février 1876, aux électeurs de l'arrondissement de Pontivy, a été pendant trente-deux ans la charte de ma vie politique : je l'invoquai après mon discours royaliste de 1881 ; je la répétai textuellement devant les électeurs de Saint-Pol-de-Léon, après le « ralliement » [2]. Elle n'a pas

1. Le 8 mai 1881, je m'expliquai à cet égard dans le discours prononcé au banquet de clôture de l'Assemblée générale de l'Œuvre. (*Discours du comte Albert de Mun*, t. I, p. 352.

2. Je ne puis ici entrer, au sujet du ralliement, dans les détails nécessairement réservés à mes souvenirs politiques. Je veux seulement rappeler les faits et y joindre une observation. L'Encyclique aux Français parut le 20 février 1892. Le 23 mai de la même année, à Grenoble, devant le Congrès de l'Association catholique de la Jeunesse française, puis le 6 juin, à Lille, devant les Associations catholiques de jeunes gens de la région du Nord, je déclarai ma résolution de « placer désormais mon action politique sur le terrain constitutionnel, pour conformer mon attitude à la direction du Souverain Pontife ». Ce fut ma formule de ralliement : je n'y ai jamais ajouté un seul mot. En prenant cette résolution, je ne faisais, dans ma pensée, qu'appliquer ma promesse formelle d'obéissance absolue aux enseignements de l'Église sur ses rapports avec la société civile.

cessé d'être, à travers les événements, l'expression de toute ma pensée.

L'Assemblée nationale ayant décidé que les élections partielles seraient supprimées, en prévision des prochaines élections générales, les pourparlers engagés dans le Morbihan furent suspendus. De fait, l'année suivante, le siège de Pontivy me fut offert dans des conditions tout autres que celles qui se présentaient alors, et par suite d'initiatives très différentes.

* * *

En attendant, je me donnais, avec plus d'ardeur que jamais, à notre grande affaire.

Au mois de mai 1875, j'étais, d'ailleurs, encore très indécis. La pensée de la démission que m'imposerait une candidature, me troublait toujours. Je trouve dans une de mes notes, cette phrase qui peint bien l'incertitude de mon esprit : « Il faudra abandonner l'épée pour une tribune douteuse, et je ne me résoudrai pas sans peine à un parti aussi grave ! »

Au commencement de l'année, j'avais achevé la première partie de l'*Instruction sur l'Œuvre*, exposé complet et raisonné de ses principes, de son but et de ses règles organiques qui, dans la suite et durant de longues années, servit de manuel pour sa direction et sa propagande.

Dans le même temps, j'eus à inaugurer à Paris notre septième cercle au quartier des Batignolles, puis à retourner à Tours, à faire une conférence à Nancy où je parlai devant l'évêque, Mgr Foulon, depuis cardinal et archevêque de Lyon, dans le cadre magnifique de la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, une autre à Orléans, qui fut l'occasion de la scène émouvante rapportée au début de ces souvenirs, à propos de Mgr Dupanloup[1].

1. Voir plus haut, p. 50.

Enfin, un voyage dans le Midi me conduisit une seconde fois à Toulouse, puis à Narbonne, à Béziers, à Montpellier, et dans les montagnes de la Sainte-Baume, tout près des lieux illustrés par le souvenir de Marie-Madeleine, afin d'inaugurer, au fond d'un cirque pittoresque de rochers, colorés par la chaude lumière de la Provence, un cercle récemment fondé à Roquevaire.

Ces tournées étaient fatigantes, mais pleines de charme, par l'imprévu des circonstances et la cordialité de l'accueil. En parcourant mes notes de cette époque, écrites au crayon en chemin de fer, j'en retrouve les émotions joyeuses. Lorsque je quittais une ville, des amis m'accompagnaient pendant une partie de la route, d'autres venaient bientôt, de l'étape suivante, au-devant de moi ; et c'étaient des conversations sans fin où chacun faisait le récit de ses efforts, de ses succès, de ses échecs, où nos cœurs se confondaient dans la commune espérance de la grande régénération. En descendant du train, souvent après un long voyage, il fallait, sans une minute de repos, commencer les visites, à l'évêque, au curé, à quelque confrère qui m'offrait une hospitalité, tantôt très modeste et tantôt luxueuse, toujours affectueuse et empressée ; si j'arrivais le matin, c'était aussitôt la messe, à laquelle assistaient les membres de l'Œuvre ; puis, dans la journée ou dans la soirée, la conférence dans une salle bondée d'auditeurs, ou dans quelque cirque rempli jusqu'au sommet des gradins. Avant ou après la conférence, venait la séance du comité, interminable, où je devais parler longuement, répondre aux questions, trancher les difficultés ; après le comité, les dames : nouvelle allocution ; puis encore, les confrères à recevoir, les confidences à entendre : presque toujours un banquet, déjeuner ou diner, occasion d'un nouveau discours ; la visite du cercle, enfin, suivie de causeries prolongées avec les ouvriers, terminait invariablement la journée. Le lendemain, je repartais, sans avoir eu le temps de visiter ni un monument,

ni un musée, ni un point de vue. J'ai mené vingt ans cette vie fiévreuse ; j'ai traversé ainsi la plupart des villes de France : je les connais à peine, mais, dans chacune, j'ai senti un moment palpiter l'âme du peuple chrétien. J'écrivais dans une de mes notes, pendant cette tournée du Midi : « C'est éreintant, mais c'est magnifique. L'association catholique se forme partout. Elle m'escorte sur toute ma route. Je l'ai trouvée à Toulouse, à Castelnaudary, à Narbonne, à Béziers, elle m'attend à Roquevaire : telle je l'avais rencontrée l'année dernière en Bretagne et en Vendée, telle je l'ai vue il y a deux mois dans l'Est. Quelle force ! et, si tous voulaient, si tous comprenaient, que nous ferions de grandes choses ! »

Notre réunion générale de 1875 eut lieu à la fin de mai : elle eut une gravité solennelle. L'Œuvre comptait alors cent trente comités, cent cinquante cercles, et dix-huit mille membres, dont quinze mille ouvriers : c'était le fruit magnifique de trois années de travail et d'apostolat [1]. Nos cœurs étaient pleins de confiance en l'avenir, mais nous le sentions déjà chargé de menaces. Les généraux, les officiers, les hommes politiques, qui avaient fait longtemps l'honneur et l'ornement de nos réunions, y paraissaient pour la dernière fois. D'autres assemblées, dont chacun devinait les passions, allaient succéder à celle qui s'évanouissait dans l'impuissance ; les militaires n'auraient plus la liberté de leurs actes et de leurs paroles. Une période nouvelle commençait.

1. Dans la notice sur l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers publiés à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, où elle obtint un grand prix, on lit : « Depuis l'origine, il a été créé 418 cercles et associations professionnelles comptant environ 60.000 membres, 136 syndicats agricoles comprenant 42.500 adhérents, 77 syndicats de l'Aiguille ou associations chrétiennes de mères de famille groupant à peu près 9.000 ouvrières. » Tel fut, en trente ans, sans parler des multiples œuvres inspirées de son esprit, ni du mouvement d'idées qu'elle a déterminé, le résultat direct de l'effort entrepris par l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers.

Je voulus, dans mon discours de clôture, fixer les principes, les doctrines et les idées dont nous étions résolus, par d'autres moyens peut-être, à continuer la propagande [1].

Ce fut le dernier discours que je prononçai en uniforme. Je passai le mois d'août à Villerville, près de Trouville, où naquit mon troisième fils [2]. J'y rencontrai pour la première fois Raoul Ancel, venu du Havre où il résidait, pour causer avec moi de la fondation de l'Œuvre dans cette ville, et qui devint bientôt, en même temps qu'un de nos collaborateurs les plus dévoués, l'un de mes amis les plus chers et les plus fidèles.

J'allais presque chaque jour dans les bois qui, sur la route d'Honfleur, dominent l'estuaire de la Seine et la rade du Havre, faire à cheval une lente promenade ; et souvent, arrêté devant le panorama superbe qui s'offrait à mes yeux, je méditais sur l'avenir prochain : ma démission était, dès lors, résolue dans mon esprit.

Ce fut dans cette retraite de Villerville que je reçus de Mgr Pie, évêque de Poitiers, à qui j'avais envoyé mon récent discours, un témoignage infiniment précieux et bien fait pour m'encourager. L'illustre prélat s'était, le 19 août de cette année, dans une homélie prononcée à la messe d'ouverture du Congrès des comités de l'Union catholique, exprimé à mon sujet en des termes qui m'honorent trop grandement pour que je ne les reproduise pas ici. Parlant des « surprises particulières, des émotions inattendues » qu'offrent les assemblées chrétiennes, il disait :

« Qui est cet autre dont le zèle est ardent comme la flamme de ses yeux, dont la parole est aiguisée comme le glaive suspendu à ses flancs, soldat de l'armée du

1. V. *Discours du comte Albert de Mun*, t. I, p. 87.

2. M. le comte de Chambord avait daigné accepter d'être le parrain de l'enfant que j'attendais : il m'avait annoncé l'honneur qu'il faisait à ma famille et à moi-même par une lettre datée de Frohsdorf, le 10 mai.

Christ et de l'armée des Francs, orateur d'une croisade nouvelle, qui soulève des multitudes de travailleurs jusque sur les hauteurs de l'esprit de foi et de sacrifice ? Grand Dieu, quel chemin parcouru depuis les jours de Voltaire et du XVIII[e] siècle expirant ! Car je ne me trompe pas : en remontant le cours des générations que j'ai connues, je trouve là, au point de jonction d'une double ascendance [1], le froid écrivain qui professait le matérialisme dans le livre : *De l'Esprit*. Bénédiction soit à vous, vaillant apôtre des foules ouvrières, à vous qui n'avez pas seulement rompu avec un passé lointain et déjà répudié des vôtres, mais qui le corrigez, qui le réparez avec un surcroît de talent et d'éclat, d'où jaillit une riche source de mérites et de grâces, pour vous et pour ceux qui naissent de vous ! »

Je remerciai M[gr] Pie en lui faisant hommage de mon discours, et il me répondit :

ÉVÊCHÉ DE POITIERS

Poitiers, le 12 août 1875.

Monsieur le Comte,

Le discours que je viens de recevoir donne surabondamment raison à l'homélie dont les termes avaient effarouché votre modestie, ou plutôt il démontre qu'elle s'est tenue fort en deçà des limites du vrai.

On n'est apôtre qu'à la condition de travailler à être saint, et la première condition de la sainteté, c'est l'orthodoxie : la plus généreuse ardeur n'y saurait suppléer. Nous ne pouvons rien sans la grâce, et l'on n'amènera point la grâce à divorcer avec la doctrine. Chez le serviteur de Dieu et de la cause divine, l'erreur, même in-

1. Helvetius était l'arrière-grand-père de ma femme et le mien.

consciente, et qui ne constitue pas le péché formel, est encore un très grave obstacle à la fécondité de la parole et de l'action.

On est puissant pour le bien quand, après avoir écarté cette cause de stérilité, aujourd'hui trop générale, on se donne tout entier d'abord à l'œuvre de sa sanctification personnelle, en vue de contribuer ensuite à celle des autres, selon que Notre-Seigneur nous en a tracé la règle : *Pro eis ego sanctifico meipsum, ut sint et ipsi sanctificati in veritate.*

C'est là, Monsieur, le ton général et la note dominante de vos discours, particulièrement du discours capital que je viens de lire. Avancez hardiment dans cette voie : Dieu est avec vous.

Quelle sera la mesure du succès? Je l'ignore, parce que j'ignore dans quelle proportion la génération présente sera trouvée digne des miséricordes d'en haut. Si le salut social peut naître de quelque part, ce sera en grande partie de là.

Dans tous les cas, il en sortira des grâces et des bénédictions abondantes pour vous et « pour ceux qui naissent de vous ». Je le disais ainsi à l'heure où je venais d'apprendre que votre pieuse compagne vous avait de nouveau rendu père. Je me permets de la féliciter ici de tout ce que Dieu lui accorde à elle-même en faisant de vous un de ses meilleurs « ouvriers » de l'heure présente. Elle a appris des siens, et vous savez vous-même, Monsieur, combien sont anciens et combien me sont chers les liens de respect et d'affection qui m'attachent à votre commune famille. Le temps et vos œuvres n'ont pu que les resserrer davantage. Laissez-moi donc me dire, Monsieur, votre très affectionné serviteur.

† L.-E., Év. de Poitiers.

*
* *

Rentré à Paris, à l'expiration de mon congé et au commencement de l'automne, je fis part au général de Ladmirault de l'intention où j'étais de quitter l'armée, pour me consacrer à l'action sociale que les circonstances rendaient de plus en plus incompatible avec l'état militaire.

Tout en insistant près de moi pour m'en détourner, avec une bonté qui mit le comble à celles qu'il m'avait prodiguées si longtemps, il comprit mes raisons et m'autorisa à envoyer ma démission au ministre de la Guerre. Le général de Cissey, à son tour, fit faire près de moi les démarches les plus honorables pour me retenir dans l'armée. Ces témoignages de mes chefs ajoutèrent à l'émotion que me causait une détermination, dictée par des motifs cependant plus forts que toutes les instances.

Pour la forme, et afin d'obliger un de mes camarades, M. de Liedekerque-Beaufort, capitaine au 11e dragons, qui désirait passer aux cuirassiers, je permutai avec lui et, le 20 décembre 1875, je reçus avis que ma démission était acceptée.

Le jour où me parvint la lettre ministérielle fut pour moi rempli de mélancolie. A trente-quatre ans, j'avais derrière moi quinze années de service, pleines de souvenirs, tour à tour joyeux et douloureux ; toute ma jeunesse finissait là. La guerre avait marqué ma vie d'un ineffaçable sceau : j'en étais sorti, attaché à l'armée, bien autrement que je ne l'étais la veille, par l'espoir passionné de la revanche. Je la quittais en lui laissant une partie de mon cœur. Devant moi s'ouvrait une route nouvelle, obscure et incertaine, dont je pressentais les difficultés et les fatigues.

J'étais triste, mais résolu. Je me souviens que je plaçai sur mon prie-Dieu la lettre du ministre, et que je

renouvelai, dans le sacrifice qu'elle faisait irrévocable, l'offrande de mes forces à la cause de Dieu.

. · .

L'Œuvre demeurait mon terrain d'action. Tout était prêt désormais pour la grande campagne sociale qu'elle allait entreprendre. Son organisation était complète, ses cadres unis par les liens d'une discipline librement acceptée, fidèlement suivie. Par un bref, en date du 2 octobre 1874, le Pape Pie IX avait concédé à l'Œuvre de riches indulgences, dont bientôt il augmenta le bienfait par un second bref, du 30 avril 1877, et que Léon XIII par la suite, confirma et accrut à plusieurs reprises. Des commissions consultatives, l'une de patrons et d'industriels, présidée par M. André, maître de forges à Cousances (Haute-Marne), l'autre d'agriculteurs, présidée par le comte Henri de La Bouillerie, venaient d'être constituées pour étudier les questions d'organisation professionnelle.

Le *Conseil des Etudes* travaillait sans relâche et commençait la rédaction des *Avis* qui, au nombre de huit, formèrent, dans les deux années suivantes notre corps de doctrines [1]. Notre revue mensuelle, *l'Association catholique*, était destinée, après quelques tâtonnements, à en devenir exclusivement l'organe : son premier numéro parut le 15 décembre 1876.

Si ce n'était pas l'Œuvre qui me portait à la Chambre, c'était bien elle et elle seule qui m'en avait frayé le chemin, c'étaient ses principes qui allaient m'y servir de règle, son but que j'allais y poursuivre, ses idées que j'allais y défendre.

Au moment où j'y entrais, je fus chargé par mes con-

1. Le *Recueil des Avis du Conseil des Etudes* a été publié, en 1883, en une brochure intitulée : *Résumé des principes de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers sur le régime du travail dans l'ordre social chrétien.*

frères de résumer son programme en une courte déclaration qui fut adoptée, dès lors, comme l'exposé de son objet. Elle exprime l'effort de toute ma vie. Je la reproduis ici, avec confiance, assuré d'y être demeuré fidèle depuis trente-sept ans, et de pouvoir écrire, à la dernière ligne de ces souvenirs, la devise inscrite par Montalembert à la première page de ses œuvres : *Qualis ab incepto.*

« Opposer à la Déclaration des Droits de l'homme, qui a servi de base à la Révolution, la proclamation des Droits de Dieu, qui doit être le fondement de la Contre-Révolution, et dont l'ignorance ou l'oubli est la véritable cause du mal qui conduit la société moderne à sa ruine; rechercher, dans une obéissance absolue aux principes de l'Eglise catholique et à l'infaillible enseignement du Souverain Pontife, toutes les conséquences qui découlent naturellement, dans l'ordre social, du plein exercice de ce droit de Dieu sur les sociétés ; propager par un public et infatigable apostolat la doctrine ainsi établie ; former des hommes déterminés à l'adopter comme règle de leur vie publique aussi bien que de leur vie privée, et à en montrer l'application dans l'Œuvre elle-même par le dévoûment de la classe dirigeante à la classe populaire ; travailler sans relâche à faire pénétrer dans les mœurs ces principes et ces doctrines, et à créer une force organisée capable de les faire triompher, afin qu'ils puissent trouver leur expression dans les lois et dans les institutions de la nation : tels doivent être l'esprit et le but de notre Association, pour qu'elle réponde au programme qu'elle s'est elle-même tracé dès son origine, quand elle a, par l'*Appel aux hommes de bonne volonté*, du 25 décembre 1871, hautement déclaré la guerre à la Révolution. »

Paris, 26 juin 1908.

Fête du Sacré-Cœur.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

Le Cercle de Belleville.

CHAPITRE V

L'Ecole sociale.

CHAPITRE VI

L'Œuvre en province.

CHAPITRE VII

Tour de France.

CHAPITRE VIII

La Contre-Révolution.

CHAPITRE IX

Le Pèlerinage de Liesse.

CHAPITRE X

Ma Démission.

Tours. — Imp. Deslis Frères, 6, rue Gambetta.

Vient de paraître

COMBATS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

I. — VERS LA SÉPARATION
II. — LENDEMAINS DE SÉPARATION
III. — APRÈS LA SÉPARATION

Par le comte **ALBERT DE MUN**

DÉPUTÉ DU FINISTÈRE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

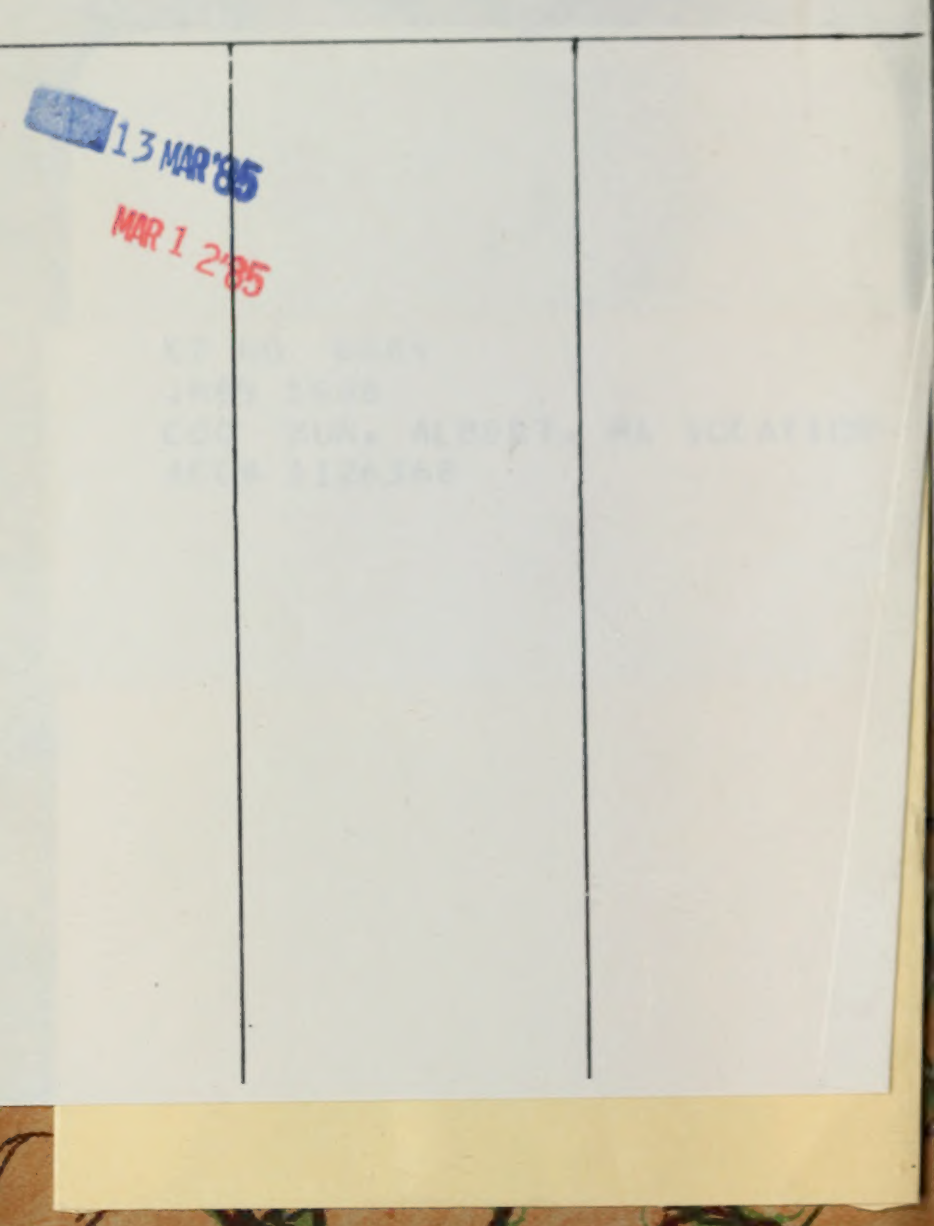
Trois volumes in-8 écu .... 12 »

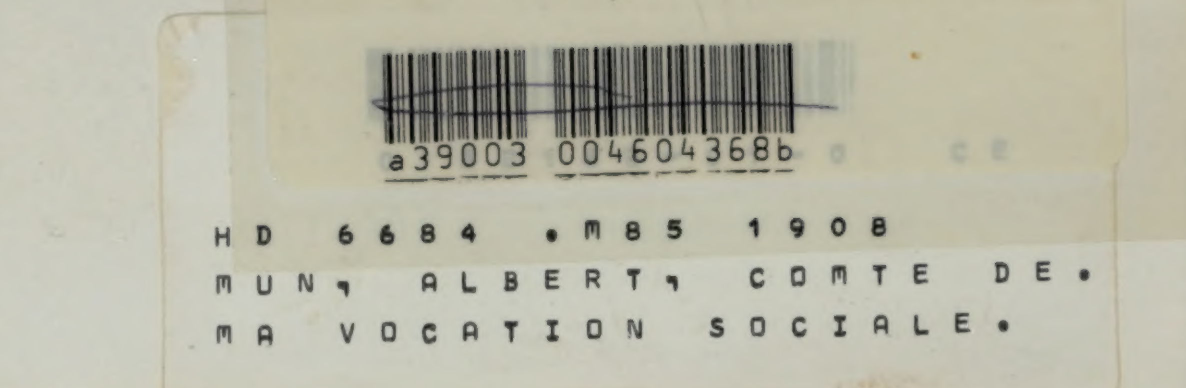
A qui voudra revivre les années de trouble qui ont immédiatement précédé et suivi la Séparation de l'Eglise et de l'Etat en France, on ne saurait conseiller guide plus instructif et plus émouvant que les trois volumes publiés par M. le comte Albert de Mun, l'éminent académicien, et portant le titre suggestif de *Combats d'hier et d'aujourd'hui.*

Ecrites au jour le jour, sous la dictée immédiate des événements, par un de ceux qui y remplirent le rôle le plus marquant, ces pages ont tout ensemble la valeur d'un témoignage public, la chaleur des Mémoires personnels et toute la vie passionnante de l'action, car elles furent d'abord des actes; elles forment elles-mêmes, peut-on dire, une part des luttes qu'elles évoquent.

L'intensité de l'émotion n'enlève rien à la précision du détail, à la lucidité victorieuse de la discussion, à l'irréfutable revendication du droit. Sous la fantasmagorie des mots, le jeu des âmes est percé à jour; derrière la parade des tréteaux officiels, les machinations secrètes apparaissent, et l'œuvre de haine s'étale avec tous ses mensonges, ses violences et ses lamentables ruines: tant d'œuvres fécondes de paix, de charité et de liberté anéanties en un moment, tandis que déferlent sur elles, comme une vague de boue remontant des profondeurs bouleversées du pays, les pires instincts appelés à l'aide et déchaînés!

Ce trop rapide aperçu permettra d'entrevoir ce que contiennent ces volumes. Parler, en outre, de leur très vif intérêt littéraire serait puéril : le nom de leur auteur n'y suffit-il pas, et ne serait-ce pas trahir sa pensée? Le titre qu'il leur a donné la résume, comme en un appel de clairon. La liberté captive, le droit méconnu, la justice violée attendent l'heure de la délivrance, de la réparation, de la revanche. En faisant mieux connaître les combats soutenus hier pour ces causes saintes, il a voulu rallier et préparer aux combats d'aujourd'hui ceux qu'elles émeuvent encore. Ils sont nombreux : c'est pour eux que sont écrits les *Combats d'hier et d'aujourd'hui.*


13 MAR'85
MAR 1 2'85


a39003 004604368b


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 02 06 07 08 06 3